

No 43 Sommaire

CHRONIQUE

- Davos, Évian et Londres : Lula dans la gueule du loup
Par Antonio Rodríguez 7

DOSSIER

LA GUYANE, UNE ÎLE EN AMAZONIE

- Introduction
Par Emmanuel Lézy 13
- Cinq petits tapis :
les Guyanes amérindiennes d'avant 1499
Par Stephen Rostain 19
- La Guyane, un territoire de légendes en marge de toutes les cartes
Par Emmanuel Lézy 39
- The sign of Kanaimà, the space of Guayana
and the demonology of development
Par Neil L. Whitehead 67
- Entre Orénoque et Amazone, une respiration politique kali'na
Par Gérard Collomb 87
- Une Guyane Brésilienne ?
Par Hervé Théry 103

ÉTUDES

- El atlas de Claude Gay y la representación de Chile
Par Rafael Sagredo Baeza 123
- Destruction, déplacement, polémique et politique:
Managua, capitale immobile
Par Sébastien Hardy 143
- Contextos variables, categorías estables: reflexiones sobre la
investigación de la cuestión social en la Argentina de los 90
Par Gabriel Kessler 163

INFORMATION SCIENTIFIQUE

- L'intérêt de l'analyse en composantes principales (ACP)
pour la recherche en sciences sociales. Présentation à
partir d'une étude sur le Mexique
Par Marc Guerrien 181

CHRONIQUE

ANTONIO RODRÍGUEZ



CÉRÉMONIE POUR LA PRISE DE POUVOIR DE LULA À BRASÍLIA (2002). CLICHÉ : HERVÉ THÉRY.

DAVOS, ÉVIAN ET LONDRES : LULA DANS LA GUEULE DU LOUP

ANTONIO RODRÍGUEZ*

EN JANVIER 2003, LE FORUM ÉCONOMIQUE DE DAVOS qu'il avait tant décrié pour ses positions néolibérales; en juin, le G8, constitué de pays dont il n'a cessé de critiquer le protectionnisme et les subventions agricoles; en juillet, le soi-disant sommet progressiste de Londres convoqué par Tony Blair pour justifier la guerre en Irak à laquelle il s'était opposé: le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a donné l'impression de se jeter dans la gueule du loup lors de ses trois premières visites en Europe. Il n'en a pas moins tiré son épingle du jeu dans un contexte international dominé par la crise iraquienne.

Après son baptême du feu à Davos, l'ancien syndicaliste a changé de comportement à Évian et Londres. Isolé sur les sommets enneigés de la station helvétique, il s'est voulu rassembleur sur les rives paisibles du lac Léman. Il est finalement apparu entouré sous le soleil estival de Grande Bretagne. Lors de ces trois sorties que j'ai couvertes pour l'Agence France presse (AFP), Lula a gardé une même stratégie de base. D'une part, il a dénoncé les « distorsions » du libre marché provoquées par les pays riches. D'autre part, il a demandé l'aide de ces mêmes États pour financer la lutte contre la faim ou les infrastructures dans les nations en développement.

Mais l'ex-métallo a surtout fait preuve d'audace. Il a saisi la tribune médiatique que lui offraient les pays riches pour appeler les autres pays du sud à s'unir contre ses hôtes. Avec le recul, il semble bien que le président brésilien ait profité de ces trois sommets pour jeter, du moins en partie, les bases du G22 qui allait faire échouer les négociations de Cancun en septembre 2003.

* Journaliste, AFP (antonio.rodriguez@afp.fr).

APPLAUDISSEMENTS ENTHOUSIASTES

À chaque fois pourtant, ses discours ont été salués par les applaudissements enthousiastes d'auditoires qui ne lui étaient pas acquis sur le papier. L'ont-ils vraiment compris, voire entendu? À en croire les réactions de surprise manifestées par les pays du nord après l'échec de la réunion ministérielle de l'OMC à Cancun, il semblerait bien que non. En fait, la visite de l'ex-syndicaliste devait servir les intérêts des organisateurs de ces trois sommets. Ils l'ont invité un peu comme les grands festivals de l'été s'arrachent les artistes en vogue. Fort de son triomphe aux élections d'octobre et des plus de 52,7 millions de voix qui lui ont ouvert les portes du palais de Planalto, Lula avait suscité une énorme curiosité. Il était de bon ton de l'inviter pour connaître ses idées et se rassurer quant à ses intentions sur le plan économique.

Le Forum économique de Davos, en perte de vitesse ces dernières années, a trouvé en Lula l'homme providentiel pour se relancer et manifester son esprit d'ouverture. Le fondateur du mouvement alter mondialiste Attac, Bernard Cassen, avait d'ailleurs regretté la décision du président brésilien de se rendre dans les Alpes suisses. « Il rend toute sa légitimité à une organisation qui se trouvait en perdition », avait-il déclaré. Les responsables de Davos n'ont pas laissé passer l'aubaine. Après la visite de Lula, qui était arrivé du Forum social de Porto Alegre, ils ont eu beau jeu de démontrer que le débat d'idées ne se faisait que dans un sens. Aucun représentant du rendez-vous helvétique n'avait été invité à faire le chemin inverse.

Le président Jacques Chirac a ensuite invité Lula au G8 d'Évian. Le leader du Parti des Travailleurs (PT) s'est assis quelques heures le 1^{er} juin à la table des huit chefs d'État et de gouvernement les plus puissants du globe. Dix autres représentants des pays en développement étaient de la partie. Parmi eux, le premier ministre indien Atal Behari Vajpayee et le président sud-africain, Thabo Mbeki, qui devaient former plus tard avec le Brésil le G3 à l'ONU. Défenseur sur la scène internationale du multilatéralisme face aux États-Unis, le président français souhaitait démontrer à Évian la nécessité de s'ouvrir aux pays du sud et de créer un monde multipolaire.

À Londres, enfin, le premier ministre Tony Blair dégringolait dans les sondages. L'affaire Kelly n'avait pas encore éclaté. Pour se refaire une santé, le premier ministre britannique n'a rien trouvé de mieux que de réunir une quinzaine de chefs d'État, auxquels il a collé l'étiquette de « progressiste ». Il souhaitait relancer son concept de « troisième voie » et surtout soumettre à leur approbation le droit d'ingérence lorsqu'un peuple est menacé par son propre gouvernement. Lula et ses collègues latino-américains, le Chilien Ricardo Lagos et l'Argentin Nestor Kirchner, ont dû batailler ferme pour ne pas céder à la volonté de leur hôte de légitimer la guerre en Irak.

FAIRE PASSER LE MESSAGE

En acceptant ces invitations, Lula était conscient du danger de l'instrumentalisation de sa présence. Il était aussi convaincu des avantages qu'il pouvait en tirer. Son ministre des Affaires étrangères, Celso Amorim, l'a reconnu implicitement en juillet 2003 à Paris, en justifiant la présence de son prési-

dent quelques jours plus tard au sommet de Londres. « Nous avons trouvé que c'était une bonne occasion pour présenter notre message ». Le même argument a valu pour Davos et Évian.

Le président brésilien a néanmoins dû se battre pour se faire une place dans les médias face à la concurrence de la guerre iraquienne. Son message, pour reprendre le terme de M. Amorim, n'a pas toujours eu la répercussion attendue. À Davos, par exemple, l'Herald Tribune n'a pas consacré la moindre ligne à son discours poignant. La star, ce jour-là, était le secrétaire d'État Colin Powell. Il n'avait pourtant lancé qu'un énième ultime avertissement à Saddam Hussein de la même salle où Lula avait déclaré quelques minutes auparavant : « il faut faire la guerre à la faim ». À Évian, la poignée de main de la réconciliation attendue entre le président George W. Bush et Jacques Chirac a constitué le point fort du sommet. Quant à la réunion de Londres, il était difficile d'y parler d'autre chose que de la reconstruction de l'Irak.

Dans ce contexte si peu favorable à la cause latino-américaine, Lula est cependant parvenu à se hisser sur le devant de la scène internationale en présentant plusieurs initiatives. À Davos, il a lancé son idée d'un Fonds mondial contre la faim. « La faim ne peut pas attendre », a-t-il insisté. À Évian, il a suggéré aux pays riches de financer ce fonds avec une taxe sur les ventes d'armes. À Londres, il a demandé à ces mêmes états de financer les infrastructures des pays en développement.

Ses propositions ont été saluées et applaudies. C'est tout, pour ainsi dire. Lula n'a obtenu pour l'instant que de belles paroles et aucun engagement concret de la part des pays du nord. À Davos, les organisateurs se sont déclarés émerveillés par son discours. La numéro deux du Fonds monétaire international, Anne Krueger et le financier George Soros l'ont félicité pour son excellente gestion à la tête du Brésil. Il n'avait pourtant assumé la présidence que... trois semaines auparavant. Au G8, le président Chirac a trouvé intéressante son idée de taxe sur les ventes d'armes. Dans la déclaration finale du sommet d'Évian, pourtant fleuve, aucune ligne n'était consacrée à sa proposition. Pire : le G8 a refusé le moratoire proposé par M. Chirac sur les subventions aux exportations agricoles vers l'Afrique. Un très mauvais signe pour l'Amérique latine. Pour couronner le tout, malgré les éloges sur sa gestion, les investissements étrangers ont chuté de 63,6 % au premier semestre 2003 au Brésil. Lula avait franchement de quoi être déçu par ses hôtes, mais il avait un autre atout dans sa manche : les pays en développement.

DE LA SOLITUDE À L'UNION

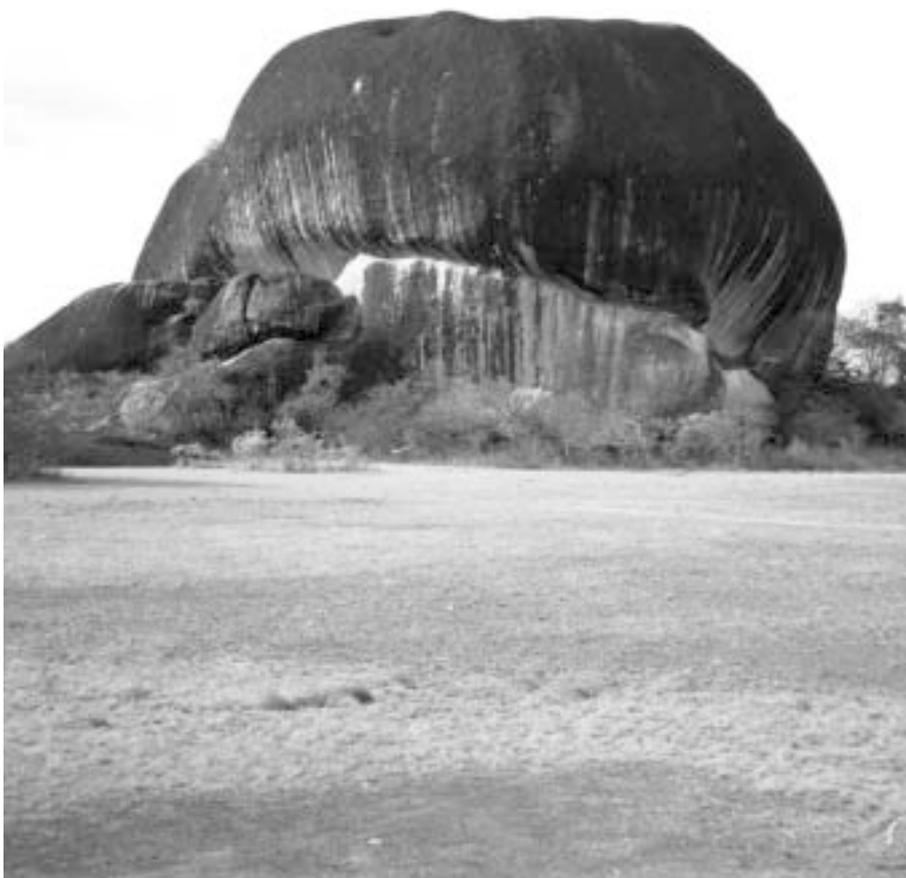
Lors de ces trois sommets, l'évolution de ses relations avec ses collègues du sud est la plus significative. À Davos, le chef d'État brésilien ne s'était visiblement pas concerté avec les quatre autres présidents latino-américains présents : l'Argentin Eduardo Duhalde, le Péruvien Alejandro Toledo, le Mexicain Vicente Fox et le Colombien Alvaro Uribe. Ils ont certes tous dénoncé de leur côté les subventions agricoles des pays du nord, à l'exception d'Uribe qui a mis l'accent sur la violence qui frappait son pays. Ils l'ont fait chacun de leur côté et dans le désordre.

Changement de comportement à Évian. Une semaine auparavant à Cusco, au Pérou, le Groupe de Rio avait donné mandat à Lula et Fox de représenter les intérêts de l'Amérique latine auprès des huit grands. Ils devaient notamment plaider la suppression des subventions agricoles et l'ouverture des marchés du nord à leurs produits. « L'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale passe nécessairement par un accès sans discrimination aux marchés des pays riches. Mais comment lutter au milieu d'une guerre de subventions et d'autres mécanismes de protection qui créent une véritable exclusion commerciale? », s'est interrogé Lula devant les dirigeants du G8. Vicente Fox a également assumé ses responsabilités et a défendu la cause latino-américaine.

Le président brésilien ne s'est pas contenté de tenir à Évian ses engagements avec le Groupe de Rio. Il a profité de la tribune médiatique qui lui était offerte pour lancer un appel aux pays du Sud. Contrairement à Vicente Fox, qui n'a rien trouvé de mieux que d'organiser une conférence de presse à l'aéroport de Genève, quand bien même plus de six cents journalistes se trouvaient à Évian, Lula n'a pas laissé passer l'occasion. Il a appelé les pays du Sud à s'unir, à ne pas rester les bras croisés en attendant que les pays riches fassent quelque chose pour eux.

À Londres, Lula nous réservait une autre surprise. Cette fois-ci, il s'était concerté avec ses collègues latino-américains, M. Lagos et Kirchner. Tous trois ont organisé une conférence de presse commune sur les lieux du sommet. Ils furent les seuls invités à profiter de ce rendez-vous pour faire passer leur message. Devant la presse internationale, ils ont appelé les pays d'Amérique latine à s'unir pour avoir plus de poids à Cancun : « Nous voulons que nos ministres se coordonnent pour la prochaine ronde de négociation de Cancun afin d'avoir une position commune sur des questions aussi importantes que l'accès aux marchés, les subventions agricoles des pays développés, etc. », a expliqué le président chilien. Auparavant, M. Lagos avait plaidé pour la réforme des institutions internationales comme le Conseil de Sécurité de l'ONU, l'OMC ou le FMI. Il était sur la même longueur d'onde que son collègue brésilien. Kirchner abondait dans le même sens. Ces trois chefs d'État annonçaient au nez et à la barbe de leur hôte Tony Blair que la conférence de Cancun n'allait pas être une partie de plaisir.

Lula a ainsi profité des invitations des pays riches pour préparer le terrain de l'opposition à Cancun. Ceux qui croyaient qu'il allait vendre son âme au diable à Davos, au G8 ou à Londres en sont pour leurs frais, tout comme ceux qui se sont dits surpris par la naissance du G22 à Cancun et de la farouche résistance des pays du Sud. Ils ne peuvent pas reprocher au président brésilien de ne pas les avoir prévenus. Ils l'ont même ovationné. Reste qu'après l'échec de la conférence ministérielle de l'OMC, le président brésilien doit maintenant démontrer qu'il n'a pas joué aux apprentis sorciers.



LE ROCHER PEINT, *PEDRA PINTADA*, AU CŒUR DES SAVANES DU RORAIMA EST UN DES SYMBOLES FORTS DE L'UNITÉ MYSTÉRIEUSE DE LA GUYANE (CLICHÉ: EMMANUEL LEZY).

L'IMPALPABLE ET INCONTOURNABLE UNITÉ DE LA GUYANE

EMMANUEL LÉZY*

Toutes les choses dont je t'ai parlé rêvent depuis bien avant la création que je connais. Tout d'vient différent, tout se transforme en que'que' chose d'autre, je t'assure. Y'avait pas grand chose ici avant. C'est-à-dire pas grand chose de c'que j'avais toujours considéré comme quequ' chose.

(Wilson Harris, Le Palais du Paon, 1994)

LE CHOIX D'UN TRAITEMENT SINGULIER DE LA GUYANE, définie par E. Reclus comme « une part bien déterminée de l'Amérique du Sud : tout l'espace ovalaire, d'une superficie d'environ 2 millions de kilomètres carrés, que le cours de l'Orénoque, ceux du Cassiquiare, du Rio Negro et du bas Amazone séparent de la masse continentale.(...) » (Reclus, 1895, Livre XIX, p. 2) et donc d'une échelle régionale d'analyse ne provient pas d'un quelconque désintérêt pour les constructions nationales brésilienne, vénézuélienne, guyanaise, surinamienne ou française, considérées comme périphériques ou étrangères. Il se propose au contraire d'identifier à ces constructions riches et variées quelques dénominateurs communs qui permettent de leur trouver une identité et des solidarités locales aussi importantes que celles qu'elles entretiennent avec leurs métropoles ultra-marines. D'une certaine façon, c'est invoquer l'Antarctique avant la Terre Adélie.

L'existence d'un hémisphère inconnu, contrepoids logique des espaces décrits par Ptolémée, alimenta longtemps l'imaginaire particulier des Antipodes. La découverte de la forme et des limites de ce qui allait devenir « l'Amérique » rejeta cette géographie antipodique hors de l'espace et du temps commun, dans le domaine de l'utopie (Vignolo, 2003). La Guyane, découverte en 1596,

*Maître de Conférences, Laboratoire Géotropiques, Université de Paris X-Nanterre (lezy@club-internet.fr).

dans l'ouvrage de sir Walter Raleigh (Raleigh, 1993) puis diffusée dans toute l'Europe¹ peut être considérée comme le refuge providentiel de ces rêveries antipodiques, et comme le modèle de l'utopie, doublement séparée du continent par le canal de Cassiquiare (qui en fit une île) et par la hache qui décola Raleigh² (qui en fit un rêve). Elle devint un fantasme mort-né qui continua, après la mort de son auteur à flotter sur la région, transmise comme un patrimoine, de génération en génération, par les voyageurs et les géographes de culture protestante, des *Voyages* de François Coréal en 1777 à la Géographie universelle de Reclus en 1895. Née en Europe du projet d'une colonisation réformée, elle était, dès sa naissance, radicalement opposée au modèle ibérique, auréolé d'une sinistre « légende noire ».

De même que les Français installés en Floride furent massacrés en 1563, « non pour français, mais pour hérétiques », elle paya de son existence l'échec de l'entreprise. L'unité guyanaise renvoyée à son tour dans la légende, le cauchemar du démembrement colonial devint la seule réalité géographique légale, qui usa de cet outre-mer universel comme d'un dépotoir et transforma le refuge en asile: l'esclavage le plus dur au Surinam, le bagne le plus affreux en Guyane française, les sectes les plus sanglantes en Guyana.

Officiellement, la Guyane n'est donc pas reconnue comme cadre géographique valide. Les atlas modernes nous habituent à en atomiser et en inverser l'image, et à y reconnaître au sud, le Nord du Brésil, à l'ouest, l'Est du Venezuela et au nord, le Sud des Caraïbes. À l'intersection entre ces trois ensembles, une certaine identité par défaut est reconnue aux trois Guyanes côtières (Giacottino, 1984). Une zone de colonisation anachronique oubliée et un peu honteuse qui ne vit apparaître aucune identité nationale, et où l'indépendance fut si tardive que la partie française semble bien loin d'envisager seulement de la réclamer. Une région non latine, la seule d'Amérique du Sud, isolée du continent par d'infranchissables *no-man's land*³.

C'est dans cette zone de *no-man's land*, dont le nom « Guyane » pourrait être une traduction⁴ que bat toujours le cœur géographique de la région, irréductible aux découpages politiques, indifférent aux arguments de Vidal comme à ceux de Rio Branco⁵. L'inaccessibilité de ce qu'Henri Coudreau⁶ appelait « la Haute Guyane » n'est pas le seul résultat de l'inachèvement de la conquête coloniale, et donc de son actualité, rendus ici palpables par la fragilité des frontières, par la rareté des axes routiers, par les faibles densités, ou par l'omniprésence de l'armée et des mesures d'exception. Elle procède d'une politique coloniale commune de *containment* (ou de destruction selon les versants) des cultures locales, mémoires de l'identité locale. Au nord, du côté protestant, et plus tardivement du côté catholique, la préservation d'espaces « indigènes » s'est accompagnée de la diabolisation des cultures locales permettant de légitimer moralement l'entreprise coloniale. Le processus, décrit par Niel Whitehead comme une « démonologie du développement », permettant de faire de l'ouverture d'une route le signe à la fois paysager et cartographique de la victoire sur Satan se réfère implicitement à la pensée de Jean Bodin⁷ et au rôle du démon dans la définition de la République, contemporaine de la Guyane de Raleigh. La réflexion est évidemment aussi d'une actualité brûlante, à l'heure où au nom d'un protestantisme militant, certains se lancent à nouveau, et cette fois-ci au cœur du globe et non plus au centre de son

espace national dans la lutte contre le démon. Aujourd'hui comme à l'époque, la forme de la Guyane est une image du monde.

C'est donc un parti pris volontaire qui nous a fait privilégier dans nos études la Guyane plutôt que les Guyanes, le centre plus que la périphérie, le vide plutôt que le plein. Au risque de mécontenter le plus grand nombre et de ne satisfaire vraiment personne, nous avons voulu affirmer, parce que notre pratique nous a poussé à la reconnaître, une identité guyanaise au-dessous et au-delà de la frange colonisée. Largement inscrite dans des langues et des cultures « indigènes » et en particulier karib, elle demande, pour être identifiée, une connaissance relativement intime et tout au moins respectueuse de ces cultures. Elle n'en est pas pour autant « ethnique » et le « mode de vie indien » choisi et revendiqué par certains, adopté et adapté par d'autres, a fait depuis longtemps preuve de son universalité. Cette culture qui se découvre et qui s'invente aujourd'hui en Guyane, et dont les travaux de Niel Whitehead et de Gérard Colomb rendent compte, surprend par sa cohérence interne, la diversité de ses formes et la puissance de son emprise sur le territoire, dans l'espace et dans le temps.

Les travaux de Stephen Rostain sur les champs surélevés de la plaine côtière (Rostain, 1991) ont profondément renouvelé la pensée des densités de populations précolombiennes en Guyane. Dans des milieux amphibies très difficiles, les habitants de la périphérie des Guyanes ont pratiqué des agricultures très développées et beaucoup plus peuplantes que ce que l'on estimait jusqu'alors. Cette maîtrise de l'espace procède d'une histoire longue, complexe ayant impliqué des sociétés d'origines, de langues et de cultures fort diverses, dont l'importance renouvelle radicalement les idées souvent entendues au siècle dernier concernant l'arriération des populations forestières et leur faible insertion dans l'Histoire.

Il serait donc tout aussi vain de chercher des « indigènes » que des « aborigènes » à la Guyane. C'est dans ses formes actuelles, vivantes et métisses que les regards croisés des auteurs reconnaissent une identité guyanaise.

Aussi original qu'il soit dans sa forme, il est impossible de retrancher le cas guyanais de son contexte amazonien voire forestier tropical. Le bouleversement de perspectives apporté depuis une dizaine d'années par les contributions de scientifiques de toutes disciplines et de toutes nationalités sur ces milieux et leurs relations aux populations de chasseurs-cueilleurs qui les hantent permettent au contraire d'y voir un élément représentatif d'un phénomène zonal sinon universel. Plusieurs avancées notables ont été réalisées dans ce domaine.

Les sociétés forestières ne procèdent pas majoritairement d'un repli, elles n'ignorent pas non plus l'agriculture (Hladik, 1996 : 26), elles ne souffrent pas de malnutrition particulière (Hladik, 1996 : 34), et les densités de populations peuvent être visiblement revues fortement à la hausse dans de nombreux secteurs. En d'autres termes, il semble que l'idée longtemps répandue que la survie de l'homme est liée à l'extension du domaine cultivé sur l'espace sauvage relève plus de la propagande que de l'observation : « Nous savons maintenant que l'hypothèse selon laquelle les forêts tropicales ne seraient « pas habitables par des populations qui n'auraient pas accès aux produits de l'agriculture » (Bailey et Headland, 1991 : 261-285) n'a pas été confirmée

par les observations et les mesures des ressources disponibles » (Hladik, 1996 : 28).

D'espaces sauvages, par ailleurs, il devient de plus en plus difficile d'en trouver. La forêt amazonienne peut être considérée dans une bonne proportion comme une création humaine. « La transformation des forêts, dont résultent la propagation et le développement de certains végétaux comestibles, a été pratiquée par des populations humaines depuis de nombreux millénaires ; et bien que les chasseurs-cueilleurs n'aient vraisemblablement pas domestiqué d'espèce animale ou végétale, ils ont domestiqué l'environnement des espèces qu'ils utilisaient. » (Hladik, 1996 : 28).

L'agriculture n'est donc pas le seul rapport « cultivé » au monde, et certains auteurs, décrivant cette domestication du milieu et non des espèces, parlent de « domiculture » (Posey, 1996) comme d'une forme supérieure de transformation des espaces forestiers.

Cette prise de conscience permettra peut-être de préserver des espaces qui comptent parmi les plus riches en formes de vie patiemment collectées et enrichies, et les plus menacés. De préserver surtout une forme de rapport au monde qui autorise une telle longévité à une civilisation. Une société qui multiplie les formes de vie autour d'elle au lieu de les appauvrir et dont l'étude et la compréhension peuvent se révéler essentiels pour l'avenir de la planète et de l'humanité.

Au cœur du système permettant la reproduction et l'amélioration du milieu forestier, Hladik et d'autres voient le respect par les hommes d'espaces sacrés :

« L'utilisation des ressources alimentaires, par le biais de la Nature et de la Culture, aboutit à une diversité remarquable de l'habitat que constituent les forêts tropicales – une diversité maintenue notamment par les accès limités aux « forêts sacrées », qui sont des refuges où la faune peut se reproduire » (Hladik, *op. cit.*, : 35).

Il y a de l'édenique dans la forêt de Hladik, dans la délicieuse existence des « bois sacré », buissons obscurs et odoriférant, humides de cannelle et d'épices, d'herbes sauvages et d'animaux en paix avec l'homme. Mais à la différence de l'image que nous nous faisons du Paradis, le bois sacré est construit, ou entretenu par l'homme. Ces bois sacrés, correspondent à la description de cette île sur l'Uraricoeira, que me fit Géraldo Xiriana, rencontré à Boa Vista en mars 2003 : « Il y avait un jardin de goiaviers, là où l'étranger ne voit que forêt dense, juste en face de l'île de Maracá⁸, où les Indiens viennent enterrer leurs morts. C'est là que j'avais ma maison, sur une pointe de terre à la confluence entre l'Uraricoera et l'Uraricaa. Les pacas et les tapirs venaient manger les fruits à la saison. Mais toute la nuit, c'était plein d'animaux. Des singes, des oiseaux. Moi je n'ai jamais tiré sur un animal. Les tapirs venaient manger dans ma main. Si, les serpents, je les tuais. Ça fait trois ans que je suis à Boa Vista, à cause de cette maladie. Mais dès que je vais mieux, j'y retourne » (Géraldo Xiriana, 2003, com. pers).

La Guyane reste aujourd'hui un refuge pour ces espaces préservés, une sorte de « bois sacré » à l'échelle du bassin amazonien. Hervé Théry montre hélas ici la fragilité de cet ultime avatar édenique face au rouleau compresseur de « l'aménagement du rêve⁹ » et à la destruction annoncée des sociétés et des milieux forestiers, justifiée, entre autres, par le mutisme des cartes à l'endroit de la Guyane. Comment pourrait-on détruire ce qui n'existe pas ?

Peut-être tout n'est-il pourtant pas « fichu » pour les forêts tropicales (Halle, 2003). Il semble que nos sociétés sont désormais aptes à entendre des arguments émis dans une logique différente de celle qui a permis le découpage colonial et le « pillage de l'Amazonie » (Eglin, Théry, 1982). Les travaux récents consacrés à l'Amazonie se caractérisent souvent par une remise en question du cadre épistémologique dans lequel la science a longtemps évolué.

Philippe Descola demande dans la leçon inaugurale de sa chaire « d'Anthropologie de la Nature » que l'on repousse les frontières de l'humain au-delà de celle de l'hominidé: « Sans qu'on y prenne garde, était ainsi étendue à l'échelle de l'humanité une distinction entre la nature et la culture (...) qui, une fois érigée en ontologie universelle par une sorte de prétérition nonchalante, condamnait tous les peuples qui en ont fait l'économie à ne présenter que des préfigurations maladroitement ou des tableaux fallacieux de la véritable organisation du réel tel que les modernes en auraient établi les canons. (...) Il est temps que l'anthropologie conteste un tel héritage et qu'elle jette sur le monde un regard plus émancipé, nettoyé d'un voile dualiste que le mouvement des sciences de la nature et de la vie a rendu désuet (...) Bien des sociétés dites primitives nous invitent à un tel dépassement, elles qui n'ont jamais songé que les frontières de l'humanité s'arrêtaient aux portes de l'espèce humaine, elles qui n'hésitent pas à inviter dans le concert de leur vie sociale les plus modestes plantes, les plus insignifiants des animaux. » (Descola, 2001)

Jérémy Narby demande qu'on accepte d'envisager que les plantes puissent nous parler à travers l'Ayahuasca (Narby, 1999), Stevenson réclame le plus sérieusement du monde qu'on rouvre le dossier El Dorado et Niel Whitehead affirme avoir affronté des vampires dans le Rupununi. Si tout le monde s'y met, les contours de l'œcumène risquent à nouveau de se distendre monstrueusement. Une nouvelle géographie, c'est-à-dire une nouvelle utopie¹⁰, est peut-être en train de naître en Guyane, qui accorde une place réelle sur les cartes à d'autres lectures du monde que le découpage politique issu de la colonisation, au lieu de les enfermer dans le cartouche douteux de la légende.

Notes

1 En 1599, Richard Hackluyt l'intégra à sa grande *Collection de voyages*, et Théodore de Bry à la sienne, en version latine.

2 Walter Raleigh, entré en disgrâce à l'avènement du catholique Jacques 1^{er}, fut décapité en 1516.

3 Cet isolement est presque rompu à l'est, avec l'ouverture de la Route Oyapock-Macapa, mais le lien terrestre est toujours impensable entre le Venezuela et le Guyana.

4 L'une des traductions proposées pour le terme Guyane est « le Pays sans nom » ou « qu'on ne doit pas nommer ».

5 Le géographe français Vidal de la Blache s'est opposé au diplomate brésilien Rio Branco lors du débat provoqué par l'établissement de la frontière entre le Brésil et la France, à la fin du XIX^e siècle.

6 Henri Coudreau (1859-1899) explora la Guyane et le bassin de l'Amazone et rêva, sur la ligne de partage des eaux, de fonder une République idéale.

- 7 Jean Bodin (1529-1596), auteur de la *République* (1576), d'une *Démonomanie* (1580) et de *l'Amphithéâtre de la nature* (1595). Comme ceux de Thomas More, *Utopie* (1516) sont contemporains des voyages de Raleigh.
- 8 Il s'agit de l'île de Maracá et non de la rivière Maracá, dans l'estuaire de l'Amazone, connue elle aussi pour ses sépultures précolombiennes.
- 9 Pour reprendre le titre d'une thèse entreprise à l'Ehess sous la direction d'Alain Musset.
- 10 Le concept de déluge, qui permet de submerger l'ancien chiffrage du monde au profit d'une nouvelle géographie, enracine toute la future création sur l'utopie de Noé (avant la pluie) et sur son ivresse (aussitôt après) sur laquelle se fonde le partage du monde.

Bibliographie

- Bailey, R. C.; Headland, T. N., 1991 « The rainforest: is it a productive environment for human foragers? », *Human Ecology*, Special issue, Human foragers in Tropical Rain Forest, 19, pp. 261-285.
- Descola Philippe, 2001 « Où s'arrête la nature? où commence la culture? », Leçon inaugurale faite le jeudi 29 mars 2001, n°159, Chaire d'Anthropologie de la Nature.
- Eglin, Jean; Théry, Hervé, 1982, *Le pillage de l'Amazonie*, Paris, Librairie François Maspero, Petite collection Maspero.
- Giacottino, 1984, *Les Guyanes*, Paris, Que sais-je? n°1315, P.U.F.
- Halle, Francis, 2003, « Les forêts tropicales: c'est fichu », *Le Monde*, 11-11-2003.
- Harris, Wilson, 1994, *Le palais du paon*, Paris, Le serpent à plumes.
- Hladik, Claude Marcel (dir.), 1996, *L'Alimentation en forêt tropicale: Interactions et perspectives de développement*, Paris, UNESCO, pp. 1061-1081.
- Raleigh, Sir Walter, 1993, *El Dorado. The Discovery of the Large, Rich and Beautiful Empire of Guiana, with a Relation of the Great and Golden City of Manoa (which the Spaniards call El Dorado)*, Paris, Editions Utz, Coll. Unesco d'œuvres représentatives (établie d'après l'édition de 1848).
- Rostain, Stéphen, 1991, *Les champs surélevés amérindiens de la Guyane*, centre ORSTOM de Cayenne, 28 p.
- Vignolo, Paulo, 2003, *L'Europe à l'envers, Les Antipodes dans l'imaginaire de la Renaissance*, Thèse de doctorat, EHESS, sous la direction de Yves Hersant.

CINQ PETITS TAPIRS : LES GUYANES AMÉRINDIENNES D'AVANT 1499

STEPHEN ROSTAIN*

RARES FURENT LES TENTATIVES DE DRESSER un panorama général de l'occupation humaine des Guyanes précolombiennes¹. La première raison est le manque de recherches archéologiques dans cette aire spécifique de l'Amazonie². La seconde raison tient probablement à la situation géopolitique actuelle de cette région qui est divisée en cinq pays issus de la colonisation d'autant de pays européens distincts : l'Espagne (Guyane vénézuélienne), le Royaume-Uni (Guyana), les Pays-Bas (Surinam), la France (Guyane française) et le Portugal (Amapá brésilien). Une telle variété coloniale de pays proches n'existe nulle part ailleurs en Amérique Latine. La conséquence de cette diversité fut que chacune des cinq Guyanes a écrit sa propre histoire, précolombienne tout comme coloniale, souvent sans tenir compte de celle de ses voisins.

Il est indéniable que la préhistoire des Guyanes correspond en de nombreux aspects à celle des 6 millions de kilomètres carrés de l'Amazonie. Mais l'étude détaillée de cette dernière montre une notable diversité de milieux (rives inondables des grands fleuves, forêt inter-fluviale, piémont andin, savanes inondables ou sèches, sommets tabulaires, etc.) qui ont correspondu à autant de types d'occupations humaines différentes. Au sein de la plus vaste forêt tropicale humide du Monde, les Guyanes constituent un ensemble homogène distinct géographiquement et culturellement, avec évidemment des environnements spécifiques à distinguer. D'une façon plus générale, les Guyanes sont une entité de 1 800 000 km² (Helman, 1983 ; Lézy, 2000) où l'on distingue deux environnements principaux : l'intérieur et le littoral, des milieux contrastés qui ont eu des influences spécifiques sur leur occupation ancienne.

L'objectif de cet article est de décrire et de comprendre la préhistoire des Guyanes par l'analyse de l'ensemble des recherches archéologiques régio-

* Chercheur Cnrs, UMR 8096 « Archéologie des Amériques », Nanterre (rostain@mae.u-paris10.fr).

nales qui y furent menées, faisant fi des frontières actuelles sans signification pour les populations précolombiennes.

Si l'on s'essaye à structurer l'histoire précolombienne des Guyanes à l'aide de l'archéologie, on peut proposer cinq étapes principales dans l'évolution humaine (Rostain & Versteeg, sous presse a) :

- Des chasseurs-cueilleurs apparurent il y a 10 000 ans.
- Des pêcheurs-collecteurs s'installèrent il y a 7 000 ans.
- Les premiers horticulteurs se manifestèrent il y a 4 000 ans.
- Suivirent des sociétés agricoles complexes il y a 1 500 ans.
- Puis d'importants changements culturels commencèrent il y a 1 000 ans.

Si le schéma culturel et chronologique proposé ici est encore général, reflétant les lacunes de certaines données, il correspond assez fidèlement à celui établi pour l'ensemble de l'Amazonie sur la base des plus récentes recherches.

La lecture des cinq étapes de la préhistoire guyanaise remet en mémoire une comptine enfantine anglaise sur cinq petits cochons chère à Hercule Poirot. Une fois tropicalisée, elle pourrait se décliner ainsi :

*Un petit tapir allait au marché,
Le second tapir restait chez lui,
Le troisième tapir mangeait du rôti,
Le quatrième tapir avait de tout,
Le cinquième tapir criait : « Aie ! Aie ! ».*

Sur la base de cette chansonnette, essayons de comprendre le peuplement précolombien des Guyanes.

« UN PETIT TAPIR ALLAIT AU MARCHÉ... »

Les premiers habitants des Guyanes disposaient d'un espace vierge qui leur fournissait en abondance toutes les denrées et les produits qu'ils nécessitaient. Ces chasseurs-cueilleurs nomades pouvaient circuler et s'approvisionner librement, disposant d'un immense marché naturel (figure n° 1).

Curieusement, les plus anciennes traces d'occupation humaine apparaissent dans les grandes savanes du centre du Plateau des Guyanes. Ces savanes sont de larges étendues très planes couvertes de hautes herbes, d'où émergent quelques collines arrondies parfois percées de cavernes. Des populations paléolithiques les traversent à partir d'environ 8 000 av. J.-C. Leurs vestiges, consistant en des outils et des éclats de pierre, ont été repérés dans les savanes de Sipaliwini au sud du Surinam et dans celles de Tupuken au Venezuela (Boomert, 1980a).

Au Surinam, plus d'une vingtaine de sites paléolithiques ont été découverts il y a une trentaine d'années par le forestier F. Bubberman qui parcourut à diverses reprises les savanes de Sipaliwini (Versteeg & Bubberman, 1992 ; Versteeg, sous presse). Il ne s'agit pas de traces d'habitat mais d'ateliers de taille de la pierre, que l'on peut séparer en fonction de leur utilisation en deux types : occasionnels ou spécialisés. Les ateliers occasionnels, les plus nombreux, témoignent d'un travail de débitage ponctuel probablement fait par quelques chasseurs lors de la découverte accidentelle d'un bloc de pierre utile à la fabrication d'un outil.



FIGURE N° 1 : INDIEN TIRO DANS LA SAVANE DE SIPALIWINI AU SUD DU SURINAM (PHOTO STICHTING SURINAAMS MUSEUM). IL Y A 10000 ANS, CETTE RÉGION HERBEUSE ET PLATE FUT PARCOURUE PAR DES CHASSEURS-CUEILLEURS.

Restent alors, étalés sur une faible superficie, quelques éclats de taille et parfois une pointe de projectile brisée en cours de façonnage. Les deux ateliers spécialisés reconnus s'étendent nettement plus, occupant approximativement la surface d'un terrain de rugby. On y trouve des pointes de flèche, des outils ratés ou cassés durant la fabrication, des éclats de débitage, des nucléus et des percuteurs. L'extension de ces ateliers, la variété de roches utilisées et la quantité de vestiges présents indiquent que ces sites connurent une activité régulière.

Selon les indications de F. Bubberman (com. pers., 2003), les chasseurs-cueilleurs n'implantèrent pas leur habitat temporaire sur ces ateliers de taille de la pierre. Les grottes et les abris-sous-roche existant au pied des collines parsemant cette région leur offraient des possibilités d'asile plus confortables. Les parois de certaines de ces cavernes conservent des peintures rupestres, mais elles ne peuvent être attribuées avec certitude aux groupes paléolithiques car ces lieux continuèrent à être occupés après plusieurs siècles. En effet, les tessons de céramique qui jonchent le sol prouvent le passage de populations beaucoup plus récentes.

La dimension des pointes de projectile en pierre laisse penser que les groupes paléolithiques chassaient de grands mammifères, comme le cerf, mais aussi peut-être les mégathériums. La circulation et plus encore la chasse ne sont pas aisées dans les savanes à cause du manteau de larges herbes, mesurant souvent plus de 2 m de hauteur, qui empêchent de voir le gibier. Le plus simple est d'allumer des feux qui dégagent l'horizon, solution probablement adoptée par les chasseurs-cueilleurs. Ces incendies répétitifs provo-

qués par l'homme ont eu pour conséquence d'attaquer la lisière de la forêt aboutissant ainsi à l'extension des savanes. Il est dès lors acceptable de s'interroger sur l'origine de certains mythes amérindiens attribuant la naissance des savanes à des actions anthropiques. Par exemple, les Urubus-Kapor de l'état du Maranhão du Brésil considèrent que les savanes furent créées par un gigantesque incendie de forêt allumé par l'ancêtre « Lune » (Ribeiro, 2002). D'autres points scientifiquement admis sur l'évolution du paysage amazonien trouvent également une résonance dans la mythologie de certains peuples.

Les populations paléolithiques utilisaient également les ressources de la forêt, notamment pour la collecte de fruits mais aussi pour la chasse ainsi que le suggèrent des découvertes isolées de pointes de projectile en pierre dans la forêt.

Il y a 10000 ans, les Guyanes étaient quasiment vides d'hommes, aussi de multiples choix étaient offerts aux groupes paléolithiques qui pouvaient ainsi user et abuser de leur environnement. La colonisation des Guyanes ne faisait que débiter.

« LE SECOND TAPIR RESTAIT CHEZ LUI... »

Quelques millénaires après l'arrivée des populations nomades paléolithiques dans les savanes, des groupes de pêcheurs-collecteurs commencent



FIGURE N° 2 : POTIÈRE PALIKUR FAÇONNANT UN RÉCIPENT DE CÉRAMIQUE DANS UN VILLAGE DU BAS-OYAPOCK EN GUYANE FRANÇAISE (PHOTO S. ROSTAIN).

LA SEMI-SÉDENTARISATION DE QUELQUES GROUPES SUR LA CÔTE DES GUYANES À PARTIR DE 5000 AV. J.-C. ABOUTIT PROGRESSIVEMENT À LA NAISSANCE DE LA POTERIE, QUI CONSTITUE UN DES MARQUEURS CULTURELS ESSENTIELS POUR L'ARCHÉOLOGIE DE LA RÉGION.

à établir des villages temporaires sur la côte des Guyanes. Un style de vie semi-sédentaire apparaît alors, suivi de la naissance de la céramique (figure n° 2).

Vers 5 000 av. J.-C., tandis que les chasseurs-cueilleurs perdurent dans les savanes de l'intérieur des Guyanes, des populations différentes s'installent peu à peu sur une partie du littoral. Toutefois, seules les zones littorales offrant d'importantes ressources en coquillages sont concernées. Celles-ci sont bien circonscrites par le flux vaseux trans-côtier de l'Amazone qui s'étale depuis son embouchure vers le Nord-ouest jusqu'à la côte centrale du Guyana. Ces bancs de vase ont empêché la prolifération de coquillages sur les côtes d'Amapá, de Guyane française, du Surinam et de l'Est du Guyana. En revanche, des colonies importantes de coquillages existaient sur la côte du Pará à l'Est de l'Amazone et sur la côte occidentale du Guyana à l'Ouest du fleuve Essequibo.

Les pêcheurs-collecteurs qui colonisèrent ces deux régions ramassaient et consommaient de grandes quantités de coquillages. Les groupes du Pará sont désignés comme culture Mina, tandis que ceux du Guyana comme culture Alaka. Les restes de leurs villages représentent l'une des plus impressionnantes traces archéologiques des Guyanes. En effet, le rejet des coquilles des animaux marins consommés a formé petit à petit de gigantesques amas atteignant parfois plusieurs mètres de hauteur. Les habitations étaient implantées au sommet de ces monticules qui s'élevaient d'année en année. Dans l'estuaire de l'Amazone, on trouve une quarantaine de sites d'amas coquilliers, nommés localement *sambaquis*. Les plus anciens sont datés entre 3 700 et 1 300 av. J.-C. Les établissements de culture Alaka, eux, perdurèrent jusqu'à environ 1 000 av. J.-C. (Evans & Meggers, 1960)³.

Après avoir probablement utilisé des calebasses et des paniers imperméabilisés comme récipients, il a dû être nécessaire à un moment donné de cuire certains aliments. Les premières poteries sont de forme simple, présentant rarement un décor peu élaboré.

La présence de haches de pierre polie dans un amas coquillier de culture Mina, daté de 1 900-1 500 av. J.-C., laisse penser qu'ils s'essayèrent peut-être à l'agriculture. Toutefois, les cultures formatives Mina et Alaka n'ont pas fourni de preuves tangibles de la domestication des plantes. Ces populations ont pu commencer à planter, mais l'essentiel de leur économie reposait sur la pêche de poisson ou la collecte des coquillages. Toutefois, en certains points de l'Amazonie, certains indices suggèrent les débuts d'une agriculture par brûlis entre 4 000 et 3 000 av. J.-C. Ainsi, du maïs daté de 3 300 av. J.-C. a été collecté dans le lac Ayauchi en Amazonie équatorienne (Bush *et al.*, 1989).

« LE TROISIÈME TAPIR MANGEAIT DU ROTI... »

La naissance d'une véritable agriculture marque une nouvelle étape. Le dernier millénaire avant notre ère voit la multiplication de villages d'horticulteurs-chasseurs sédentaires et, de là, une gestion plus suivie des ressources alimentaires (figure n° 3). Ces premiers fermiers cultivaient principalement le manioc dans des abattis, petits champs ouverts par brûlis dans la forêt.

À partir de 2 500-1 500 av. J.-C., des sites avec de la céramique élaborée apparaissent un peu partout en Amazonie et dans les Guyanes. Les plus anciens d'entre eux sont localisés de préférence dans les plaines inondables qui bor-

dent les grands fleuves. C'est par exemple le cas du site de La Gruta-Ronquín sur le moyen Orénoque (2 600-1 000 av. J.-C.). Ce site a fourni de la céramique de tradition Saladoïde caractérisée par un décor très soigné de motifs géométriques peints en blanc sur fond rouge et de modelés zoomorphes à larges incisions appliqués sur les bords (Cruxent & Rouse, 1958-59). Le site de Wonotobo occupe lui la berge du bas Corentyne au Surinam. D'autres sites sont également implantés le long des petites rivières, par exemple le site Kaurikreek dans l'Ouest du Surinam (Versteeg, sous presse).

Ces sites de tradition Saladoïde ne sont pas présents sur le littoral, mais uniquement dans l'intérieur des terres. Bien que les villages se multiplient durant cette période, il reste encore de nombreux endroits déserts en Amazonie, aussi les populations disposent encore de grands territoires.



FIGURE N° 3 : VILLAGE TIRIO DU SUD DU SURINAM (PHOTO STICHTING SURINAAMS MUSEUM). ENTRE 2 500 ET 1 500 AV. J.-C., DES VILLAGES D'HORTICULTEURS APPARAISSENT EN DIVERS ENDROITS. CES POPULATIONS COMMENCENT À DOMESTIQUER LA FORÊT PAR LEURS PLANTATIONS ET PAR LA GESTION DE TERRITOIRES DE CHASSE.

« LE QUATRIÈME TAPIR AVAIT DE TOUT... »

L'agriculture va ensuite se développer dans les fertiles plaines côtières jusqu'à devenir une technique très élaborée sur champs surélevés et drainés (figure n° 4). Cette évolution agricole s'accompagne d'une complexification de la société, marquée notamment par une hiérarchisation plus forte, de la spé-

cialisation de certaines activités, de la définition de territoires, de l'apparition de réseaux d'échange précis et de l'intensification de la vie cérémonielle.



FIGURE N° 4 : CHAMPS SURÉLEVÉS DES ALENTOURS DE KOUROU, DANS LA PLAINE CÔTIÈRE CENTRALE DE GUYANE FRANÇAISE (PHOTO S. ROSTAIN). VERS 300 AP. J.-C., DES GROUPES À ORGANISATION SOCIALE COMPLEXE COLONISÈRENT LE LITTORAL. LEUR TECHNIQUE AGRICOLE ÉLABORÉE TÉMOIGNE D'UNE CONNAISSANCE ET D'UNE GESTION AVANCÉES DE LEUR ENVIRONNEMENT MARÉCAGEUX. CETTE EFFICACE TRANSFORMATION DU MILIEU S'INTENSIFIE DE MANIÈRE NOTABLE À PARTIR DE 600 AP. J.-C.

Les sols de la basse plaine côtière des Guyanes présentent des caractéristiques physico-chimiques très propices à l'agriculture. Grâce aux données stratigraphiques et chronologiques (14C) des tourbières ainsi qu'à des analyses polliniques, il a été démontré l'existence de marais d'eau douce sur le littoral occidental du Surinam entre 300 et 1 000 apr. J.-C. environ (Versteeg, 1985). Cette situation attira des groupes d'Amérindiens qui aménagèrent ces marécages afin de s'y établir. Ils construisirent de larges monticules d'argile pour installer leurs villages ainsi que des buttes régulièrement disposées et entourées par un réseau de drainages afin d'y cultiver des plantes, déterminant ainsi un système élaboré d'agriculture permanente. Il était ainsi possible de fertiliser les champs artificiels avec les riches matières organiques des marécages tout en restaurant périodiquement le taux de fertilité désiré (Boomert, 1976 ;

Rostain, 1991). En fait, ainsi que le souligne A. Versteeg (sous presse), ces populations ont recréé une *várzea* artificielle (terme appliqué aux parties des rives de l'Amazone et de l'Orénoque qui sont périodiquement inondées et reçoivent à cette occasion un dépôt d'argile jeune fertile autorisant une agriculture intensive).

De 300 à 600 apr. J.-C., la construction de monticules reste limitée et circonscrite à une petite aire à l'extrême Ouest du littoral du Surinam et une partie de la côte du Guyana. Un groupe de culture Mabaruma (rattachée à la tradition Barrancoïde du bas Orénoque) construit le long d'une petite rivière du Surinam deux monticules voisins, Buckleburg-1 et -2, et autour un réseau de champs surélevés quadrangulaires (Versteeg, 1985).

Si durant cette période initiale, le littoral des Guyanes demeure encore relativement peu habité, la situation va complètement changer à partir de 600 apr. J.-C. avec l'apparition de nouvelles cultures. Les groupes Barrancoïdes sont alors remplacés par des populations de tradition Arauquinoïde. Cette dernière tradition serait apparue vers 500 apr. J.-C. dans la région comprise entre les llanos orientaux du Venezuela et la confluence du Rio Negro et du Rio Solimões (Boomert, 1980b). On la trouve dans les llanos vénézuéliens, ainsi que sur le moyen et le bas Orénoque (Cruxent & Rouse, 1959). Elle est également reconnue sur le moyen et le bas Amazone, où elle est désignée comme tradition Incisée-et-Ponctuée (Evans & Meggers, 1961).

En se basant sur les aires géographiques, sur les données chronologiques et sur les caractéristiques culturelles, il est possible de différencier trois grands ensembles au sein de la tradition Arauquinoïde : l'aire Orénoque-Apure, l'aire des Guyanes, l'aire du bas Amazone.

Issue du foyer Orénoque-Apure, la tradition Arauquinoïde va s'étendre progressivement à partir de 600 apr. J.-C. le long de la côte des Guyanes, où elle constitue un ensemble spécifique (Rostain & Versteeg, sous presse b). Entre le Guyana oriental et l'île de Cayenne, elle donne naissance à six cultures individualisées mais partageant toutes des caractéristiques essentielles. D'Ouest en Est, elles se nomment Apostadero, Mabaruma Tardif, Hertenrits, Kwatta, Barbakoeba et Thémire.

Ces cultures appartiennent toutes à la même tradition Arauquinoïde et doivent être conçues comme un continuum géographique, chronologique et culturel. Outre une position chronologique commune, les traits fréquemment associés aux cultures Arauquinoïdes des Guyanes sont :

- l'installation des villages dans la plaine côtière (sur des cordons pré-littoraux sableux ou parfois sur des monticules artificiels) ;
- l'agriculture en champs surélevés associés à des systèmes élaborés de drainage ;
- la spécialisation de certains groupes (vie cérémonielle, manufacture d'outils et d'artefacts, commercialisation avec des peuples étrangers, agriculture intensive) ;
- des échanges trans-culturels de produits au sein d'un réseau commercial ;
- des styles céramiques communs (modèles récurrents des formes et des décors) ;
- des artefacts liés à la vie cérémonielle similaires (pendentifs en forme de batracien, *adornos* doubles, figurines féminines enceintes).

La plus ancienne culture Arauquinoïde des Guyanes est datée d'environ 600 apr. J.-C. Cette culture, appelée Hertenrits, se manifeste à l'Ouest du Surinam, entre les fleuves Berbice et Coppename, ce qui représente une superficie de près de 200 km de long et 25 km de large. C'est dans cette région que la plaine côtière des Guyanes est la plus large, aucun cordon sableux n'émergeant dans ces immenses marécages. Les populations Hertenrits ont ainsi été obligées de construire des monticules d'argile au-dessus du niveau des hautes eaux pour installer leurs villages. Parmi les douze monticules d'habitat reconnus, Hertenrits, le plus grand et de forme arrondie, mesure 200-320 m de diamètre et 2,5 m de hauteur. Il est entouré par un fossé de 20 à 100 m de largeur. Des fossés peu profonds régulièrement inondés, interprétés comme des chemins ou des canaux, rayonnent depuis l'élévation vers des ensembles de champs surélevés (Boomert, 1980b). En outre, deux monticules satellites plus petits sont édifiés diamétralement à équidistance d'Hertenrits, l'un à 4 km à l'Est et l'autre à 3 km à l'Ouest.

Les habitants d'Hertenrits avaient donc pensé et précisément défini leur territoire : un grand monticule d'habitat central d'où partaient des voies de communication traversant les zones de champs surélevés et rejoignant des tertres secondaires. Les rites funéraires se déroulaient également dans les monticules, où différents modes d'enterrements sont reconnus : sépultures directes et primaires, ou secondaires en urnes, et même mixtes (primaires et secondaires). D'autres activités cérémonielles se déroulaient dans des lieux éloignés. Ainsi, le site de Prins Bernhard Polder, composé de petites buttes de terre artificielles, est localisé sur une aire tourbeuse éloignée (Versteeg, 1985). L'exceptionnelle quantité d'ornements, de céramiques richement décorées, d'artefacts élaborés et de figurines humaines qu'il contenait laisse supposer une fonction très spécifique de ce lieu, très probablement cérémonielle.

En s'établissant dans une aire marécageuse privée de terre exondée, la culture Hertenrits constitue une exception au sein de l'ensemble Arauquinoïde des Guyanes. À l'Est du fleuve Coppename, la morphologie du littoral occupé par les autres cultures Arauquinoïdes est différente. La plaine côtière est entrecoupée de cheniers, c'est-à-dire des barres sableuses rectilignes, étroites (quelques dizaines de mètres), longues (plusieurs kilomètres), parallèles au rivage et émergeant au-dessus des marais. Ces cheniers sont d'anciennes plages maritimes emprisonnées au sud et au nord par des marécages argileux suite à l'évolution du littoral guyanais. Ils furent durant la préhistoire des lieux privilégiés pour l'établissement des populations côtières et presque tous les sites Arauquinoïdes y étaient implantés. L'observation de la carte archéologique actuelle suggérerait que ces villages tournaient le dos à la mer car le rivage est souvent très éloigné. Pour mieux comprendre l'occupation Arauquinoïde, il est nécessaire de prendre en compte l'importante évolution géomorphologique du littoral des Guyanes, notamment marquée par l'accrétion rapide de la ligne de rivage (Prost, 1992). Par exemple, au sud de Paramaribo au Surinam, le site de Kwatta Tingiholo, occupé il y a 1 350-1 000 ans, est implanté sur un chenier formé par les courants maritimes il y a 1 715 ans (Versteeg, 1985).

Trois cultures Arauquinoïdes s'échelonnent du fleuve Coppename à l'île de Cayenne, implantant leurs villages sur les barres sableuses, et occasionnellement sur les berges hautes de l'embouchure des fleuves. Hormis des styles céramiques distincts, chacune de ces cultures semble avoir eu des activités parti-

culières se complétant. Les échanges étaient facilités par la distribution linéaire de l'habitat le long des cheniers, les produits transitant selon une route est-ouest de villages en villages disposés sur les bancs de sable parallèles au rivage. Il est possible de caractériser grossièrement la spécialisation des trois cultures Arauquinoïdes de l'Est des Guyanes, nommées Kwatta, Barbakoeba et Thémire.

La culture Kwatta est localisée entre les fleuves Coppename et Suriname sur un espace d'environ 100 km de long pour 30 km de large. À la différence des autres cultures Arauquinoïdes des Guyanes, ce peuple ne construisit pas de champs surélevés. Cela peut s'expliquer par la fertilité des nombreux cheniers coquilliers de la côte centrale du Surinam autorisant une agriculture par brûlis suffisante pour les besoins de ces populations. Peu orientés vers l'agriculture intensive, les groupes Kwatta se sont plutôt spécialisés dans la confection d'objets de prestige, tout en créant un réseau commercial afin d'obtenir leurs matières premières et de distribuer leurs produits finis. Outre une céramique techniquement très élaborée, ils fabriquèrent une grande variété d'outils et surtout de parures de pierre, de coquillage, d'os et probablement d'autres matériaux.

Leur plus prestigieuse production fut sans doute les *muiraquitās*. Ce sont des pendentifs en pierre verte polie représentant une grenouille plus ou moins stylisée. Les archives coloniales nous apprennent qu'ils étaient l'un des bijoux les plus prisés et précieux pour les Amérindiens. L'un des plus fameux mythes amazoniens rapportés par les premiers chroniqueurs est rattaché à ces objets : les Amérindiens racontaient que ces *muiraquitās* provenaient des femmes-guerrières Amazones qui modelaient en forme de grenouille l'argile extraite du fond d'un lac, qui durcissait et se transformait en pierre lorsqu'on la mettait à l'air libre. Deux centres de fabrication de ces pendentifs de très grande valeur sont connus en Amazonie, l'un sur le moyen Amazone et l'autre dans le territoire Kwatta. Il est presque certain que les *muiraquitās* découvertes dans les sites Arauquinoïdes des Guyanes proviennent des artisans Kwatta.

Ceux-ci établirent un réseau d'échange efficace. Les roches étant absentes du littoral surinamien, ils s'approvisionnaient par des groupes de l'intérieur qui avaient accès à des gisements. Par exemple, dans le massif du Brownsberg, des villages extrayaient des pierres, les taillaient et les polissaient pour en faire des outils, notamment des lames de haches (Boomert & Kroonenberg, 1977). Pierres brutes et outils finis étaient ensuite échangés avec les populations côtières Kwatta. Les artefacts de pierre retravaillés ou pas, ainsi que les pièces de coquillage et d'os, faisaient alors l'objet d'un commerce transversal le long de la côte avec les autres cultures Arauquinoïdes.

La culture Barbakoeba est la moins connue dans la tradition Arauquinoïde bien qu'elle occupât le territoire le plus étendu, entre les fleuves Cottica et Kourou, soit environ 200 km de long pour une moyenne de 25 km de largeur. La localisation de cette culture dans une région difficile d'accès explique probablement la rareté de travaux archéologiques et la disparité d'informations. Les villages étaient implantés sur les cheniers, on pratiquait la sépulture secondaire en urne, la céramique était grossière et peu décorée et d'immenses superficies marécageuses étaient cultivées grâce à la technique des champs surélevés. L'aspect le plus proéminent de cette culture est la spécialisation dans l'agriculture sur champs surélevés. Ce sont des milliers de buttes carrées ou

rondes, de 0,5 à 4 m de diamètre, et des billons allongés, atteignant parfois plusieurs dizaines de mètres de longueur.

L'argile des marécages littoraux est très fertile, mais la présence permanente ou épisodique de l'eau empêche la mise en culture directe. Il est donc indispensable de contrôler le niveau de l'eau, qui varie notablement entre la saison sèche et la saison de pluies. Les populations Arauquinoïdes ont conçu un système agricole très ingénieux, qui atteste d'une connaissance précise de la morphologie du terrain, de la composition des sols, du système hydrographique local et du milieu en général. Ce savoir aboutit à la culture efficace des marais grâce à une ingénieuse disposition des buttes circulaires et des billons allongés associés à un drainage contrôlé par des fossés et des réservoirs (Rostain, 1991). On peut imaginer que les groupes Barbakoeba se dédièrent peu à l'artisanat ou au commerce pour se consacrer essentiellement à l'agriculture, perfectionnant progressivement leurs techniques.

La plus orientale culture Arauquinoïde des Guyanes, appelée Thémire, est remarquable par son aspect hybride. Occupant un territoire d'environ 100 km de long pour 30 km de large entre le fleuve Kourou et l'île de Cayenne, elle représente la manifestation la plus orientale de cette tradition. Durant la période tardive précédant la conquête européenne, l'île de Cayenne constitue une région charnière entre les cultures issues du foyer culturel du moyen Orénoque et celles du foyer du bas Amazone (Rostain, 1994c). Les sites Thémire de l'île de Cayenne étendus sur des cordons sableux sont comparables aux autres sites Arauquinoïdes. Toutefois, une importante différence se remarque dans la céramique avec l'introduction d'une décoration étrangère. Les motifs spiralés et l'utilisation de peintures rouge et blanche, parfois noire, n'appartiennent pas au corpus Arauquinoïde. Ce style est clairement le résultat d'une influence des populations du littoral oriental, entre l'île de Cayenne et l'embouchure de l'Amazone. Issue de la sphère Arauquinoïde, la culture Thémire, par sa position frontalière, a subi les conséquences d'un voisinage avec des groupes d'origine très distincte, ce qui a donné naissance à une culture mixte originale.

Si la grande partie du littoral occidental des Guyanes est dominée par les cultures Arauquinoïdes à partir de 600 apr. J.-C., la Guyane orientale est occupée par des groupes originaires des foyers du bas et du moyen Amazone. À partir d'environ 400 apr. J.-C., des groupes de culture Aristé Ancien, apparemment liés à la tradition Incisée-et-Ponctuée du Bas Amazone, peuplent la côte d'Amapá (Meggers & Evans, 1957 ; Rostain, 1994a). Ils occupent les collines qui émergent dans cette plaine marécageuse, entre les fleuves Approuague et Araguari, soit 400 km de long et 10 à 100 km de large. Leurs villages semblent modestes et leur style de vie plus proche des horticulteurs du début de notre ère que celui des agriculteurs spécialisés Arauquinoïdes. Par la présence de hautes collines, la baie d'Oyapock au nord du territoire Aristé fut probablement un lieu central de cette culture qui semble avoir fonctionné comme une confédération. L'occupation des collines de Ouanary obéit à un schéma précis : les villages sont implantés au milieu de la pente méridionale des élévations, c'est-à-dire à l'opposé de la mer. Légèrement en amont des villages, de petits abris-sous-roche furent probablement utilisés temporairement pour des retraites cérémonielles. Sur la face nord au sommet des collines, des grottes recevaient des urnes funéraires qui conservaient les cendres des défunts (Rostain, 1994a).

« LE CINQUIÈME TAPIR CRIAIT : " AIE ! AIE ! " »

De nouveaux bouleversements culturels, probablement liés à des changements climatiques, affectent les Guyanes à partir de 1 000-1 200 apr. J.-C., se manifestant par la disparition ou l'apparition de sociétés (figure n° 5). Le grand choc survient pourtant plus tard à la fin du xv^e siècle avec l'intrusion des aventuriers européens. La progressive évolution autochtone est alors complètement déstabilisée, tandis que la carte culturelle connaît une profonde restructuration. Malgré des sursauts et des contradictions, le monde guyanais et amazonien évoluait tranquillement depuis des siècles, l'arrivée des Européens va détruire cet équilibre.



FIGURE N° 5 : BANDE D'INDIENS TIRIO EN DÉPLACEMENT DANS LA FORÊT DE L'INTÉRIEUR DU SURINAM (PHOTO STICHTING SURINAAMS MUSEUM). LE DÉBUT DU SECOND MILLÉNAIRE DE NOTRE ÈRE EST CARACTÉRISÉ PAR DES BOULEVERSEMENTS SOCIAUX, PARTICULIÈREMENT SUR LA CÔTE. DES SOCIÉTÉS S'ÉTEIGNENT TANDIS QUE S'INSTALLENT DES GROUPES VENUS DE L'INTÉRIEUR. CES CHANGEMENTS PRÉFIGURENT LE GRAND CHAOS CULTUREL QUE PROVOQUA L'ARRIVÉE DES EUROPÉENS DANS LES GUYANES À PARTIR DE 1499.

La période entre 1 000 et 1 200 apr. J.-C. connaît d'importants bouleversements dans la géographie humaine et la composition culturelle des Guyanes. À partir de 1 100 apr. J.-C., apparaît une culture totalement originale, connue sous le nom de Koriabo. Son origine demeure incertaine, le moyen Amazone ou même le centre des Guyanes. Elle se manifeste sur les berges des principaux fleuves et se répand peu à peu vers le nord en descendant les cours d'eau. Si l'on peut suivre la progression Koriabo depuis l'intérieur vers la côte, cette population demeure peu connue. En effet, beaucoup de sites Koriabo sont implantés sur le même emplacement que des sites antérieurs de cultures dif-

férentes. Les sols archéologiques d'Amazonie étant souvent peu épais et très perturbés, il est presque impossible de définir les caractéristiques propres de l'occupation Koriabo dans ces sites mixtes.

La culture Koriabo est pourtant unique car elle représente le seul ensemble culturel véritablement guyanais, peut-être d'origine locale, qui n'est pas reconnu hors de cette région. En effet, elle se manifeste simultanément et bien identifiée sur l'ensemble des Guyanes, depuis l'Oyapock jusqu'à l'Orénoque, et du centre des Guyanes jusqu'à la côte. En outre, l'aspect vraiment remarquable de la culture Koriabo est son unité stylistique dans les formes et les décors céramiques à travers cette immense région. La composition de la pâte varie évidemment d'une aire à l'autre en fonction des sources d'approvisionnement, mais des formes spécifiques de récipients se répètent partout et des décors incisés et appliqués élaborés très particuliers se retrouvent dans tous les sites, même distants de centaines de kilomètres.

L'invasion Koriabo de la côte des Guyanes ne fut toutefois pas totale. Le territoire Arauquinoïde Hertenrits du Surinam et l'espace Aristé d'Amapá semblent avoir été peu touchés par cette culture. Tout le reste du littoral subit en revanche l'influence Koriabo. Que ce soit sur la côte du Guyana ou sur celle du Surinam et de Guyane française, tous les sites Arauquinoïdes présentent des signes d'une présence Koriabo à travers la céramique. Après 1 200 apr. J.-C., les populations du littoral des Guyanes évoluent sous la pression culturelle venue de l'intérieur. À partir de 1 250 apr. J.-C., la culture Hertenrits semble disparaître. Et de même qu'elles se sont installées peu à peu, les autres cultures s'éteignent les unes après les autres d'ouest en est. La culture Thémire est la dernière qui paraît survivre encore au moment de la conquête européenne.

Bien que peu affectés par l'expansion Koriabo, les peuples Aristé de l'Est des Guyanes subissent également une mutation provoquée par la croissance de la tradition culturelle dite Polychrome du bas Amazonie. Les décors céramiques incisés laissent la place à la peinture et les motifs s'affinent. Les groupes Aristé ont apparemment survécu durant les premiers siècles de la colonisation.

La domination des populations Arauquinoïdes sur la côte semble s'effriter au début du second millénaire. Elles s'éteignent peu à peu à l'Ouest (cultures Hertenrits et Kwatta), tandis qu'à l'Est elles reçoivent et intègrent des traits culturels de groupes venus de l'intérieur (cultures Barbakoeba et Thémire). À la même époque, les groupes Aristé de l'Est des Guyanes subissent de profonds changements. Le déclin et la mutation des peuples du littoral des Guyanes au début du second millénaire semblent être des phénomènes évolutifs classiques. En revanche, un coup fatal est donné par l'arrivée des Européens en 1499 qui provoquera la complète déstabilisation du monde amérindien.

LA CONCLUSION MONTRE CINQ PETITS TAPIRS BIEN DIFFÉRENTS

La reconstruction de l'occupation précolombienne des Guyanes en distinguant cinq étapes principales permet de reconnaître des transformations décisives que connurent ces sociétés.

Il y a 10 000 ans, les premiers habitants parcoururent les savanes du centre des Guyanes en chassant de grands animaux. Déjà, leur présence affecta l'environnement car en allumant des incendies ils agrandirent l'aire occupée par la savane.

Les pêcheurs-collecteurs qui les suivirent il y a 7 000 ans ne provoquèrent pas de bouleversements environnementaux notables par leur consommation de coquillages marins. Néanmoins, les énormes monticules faits de coquilles rejetées sur lesquels étaient installés leurs villages témoignent de l'apparition de la sédentarisation dans les Guyanes. En outre, après avoir utilisé des récipients végétaux, ces groupes inventent la céramique ce qui représente un progrès technologique décisif.

À partir de 2 000 av. J.-C., des groupes construisent des villages, produisent des outils et des objets et cultivent des champs ouverts dans la forêt à l'aide de haches et du feu. Ces horticulteurs dominent leur territoire en le traversant à pied ou en naviguant dans des pirogues sur les rivières. Le milieu commence à être plus intensément exploité et transformé, phénomène qui va progressivement prendre de plus en plus d'importance. Aujourd'hui encore subsistent les effets de cette anthropisation de la forêt. Par exemple, il a été démontré que la végétation couvrant les sites archéologiques diffère très sensiblement de celle de la forêt primaire alentours. Cette différence a été prouvée par l'analyse botanique de quatre monticules d'habitat de cultures Barrancoïde et Arauquinoïde de l'Ouest du Surinam. Ainsi, 50 % des espèces présentes sur ces sites sont utilisées ou utilisables par les populations amérindiennes actuelles de l'intérieur, tandis que ce pourcentage tombe à 15 % dans la forêt primaire (Werkhoven & Versteeg, 1980). Cette étude suggère que la végétation des sites archéologiques semble refléter d'anciennes activités amérindiennes, et que les espèces plantées sur les monticules durant leur occupation se sont propagées et ont survécu jusqu'à nos jours. De même, des arbres plantés âgés de plusieurs siècles, tels que le cotonnier, sont presque systématiquement présents dans les sites archéologiques des Guyanes. Certaines plantes et arbres utiles poussant lors de l'occupation d'un village étaient capables de se perpétuer durant plusieurs siècles après son abandon (Versteeg & Bubberman, 1992).

La révolution néolithique des Guyanes commence vers 300 apr. J.-C. et se concrétise pleinement à partir de 600 apr. J.-C. Les berges des fleuves et l'ensemble du littoral sont habités par des populations qui contrôlent et transforment leur environnement. La structure socio-politique de ces sociétés a évolué avec l'apparition d'une certaine hiérarchisation du groupe, la spécialisation de certaines tâches, la mise en place d'un système d'échange et l'acceptation d'une vie cérémonielle commune. Sur la côte, des espaces culturels se précisent, généralement délimités par de grands fleuves. La population a augmenté provoquant une distribution territoriale plus sensible et une identification culturelle plus précise.

Traditionnellement, les chercheurs avancent des estimations variant de 0,5 à 2 habitants au km² pour l'Amazonie précolombienne. Une telle généralisation pour cet immense territoire tropical nous paraît indéfendable face à une large diversité de milieux et de fortes variations démographiques au cours du temps. Quelques indices sur la densité humaine du littoral avaient été obtenus à la fin des années 80 par nos travaux sur les champs surélevés

(Rostain, 1991). Les calculs statistiques avaient alors fourni des chiffres allant de 50 à 100 habitants au km² pour la côte des Guyanes occupée par les populations Arauquinoïdes. De tels chiffres ne sont évidemment applicables qu'à certaines aires et pas à toute la côte occidentale des Guyanes. En outre, ces fortes démographies durèrent probablement peu de temps. Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins que la côte occidentale des Guyanes a connu une démographie exceptionnelle durant les derniers siècles précédents la colonisation. Face à une telle évidence, notre regard de la préhistoire tardive de cette région doit radicalement changer.

Selon Lézy (2000), la géographie humaine de la Guyane est comparable à un doughnut : un vide central entouré de plein. Pour reprendre cette heureuse expression au compte de l'archéologie, la Guyane précolombienne pourrait être conçue comme un doughnut recouvert de crème : un quasi-désert humain au centre, le développement des sociétés sur le pourtour puis l'explosion démographique en périphérie. Mais cette vision est trop simpliste pour satisfaire, aussi faudrait-il s'interroger sur l'occupation des savanes centrales des Guyanes après le passage des populations paléolithiques. En effet, il n'a été repéré que très peu de sites des périodes céramiques, la plupart étant localisés en abris-sous-roche. La conclusion logique serait que ces presque 80 000 km² de savanes n'étaient pratiquement pas habitées par les horticulteurs. L'existence ancienne d'un immense lac au milieu de cette aire (voir Lézy dans ce volume) a pourtant dû constituer un attrait pour les horticulteurs et pour implanter des villages. Pour l'instant, nous préférons penser que l'absence de site archéologique céramique dans les savanes ne reflète pas un vide humain ancien mais plutôt un manque d'exploration scientifique et une regrettable méconnaissance archéologique de cet espace particulier.

Que devinrent les Guyanes précolombiennes ? La conquête européenne qui commence au début du xvi^e siècle va provoquer un chaos considérable dans le monde amérindien, apparemment déjà en mutation depuis environ quatre siècles. Des maladies importées déciment des groupes en déstabilisant l'équilibre fragile des forces indigènes. Les guerres inter-ethniques prennent une nouvelle tournure, souvent exacerbées et orientées par les conquérants des différents pays européens. Fuyant les troubles provoqués par les nouveaux venus, des populations amérindiennes entières migrent à travers les Guyanes. Les divisions et les croisements culturels se multiplient et entraînent une totale restructuration des sociétés autochtones. Très rapidement la Guyane amérindienne prend un nouveau visage qui n'a plus rien à voir avec celui qu'elle présentait avant la conquête. Mais ceci est une autre comptine qui ne met plus en scène nos cinq petits tapirs.

Notes

1 Cet article doit beaucoup aux recherches sur l'archéologie de la Guyane menées depuis plus de 10 ans en collaboration avec l'archéologue hollandais Aad H. Versteeg. Remerciements au Stichting Surinaams Museum de Paramaribo au Surinam pour ses photographies, ainsi qu'à Frans Bubberman pour ses informations.

2 L'archéologie scientifique débute dans les Guyanes après la Seconde Guerre mondiale. Parmi ses pionniers, on peut retenir B. Meggers et C. Evans qui ont produit deux volumes essentiels où ils définissent les cultures préhistoriques d'Amapá et de l'île de Marajó

(1957) et celles du Guyana (1960). À la même époque, J. Cruxent et I. Rouse (1958-59) déterminent les principales traditions culturelles du Venezuela et, plus particulièrement, du bassin de l'Orénoque. À partir des années 70, une nouvelle génération d'archéologues professionnels arrive dans les Guyanes. A. Boomert (1976, 1980, 1983, 1993) décrit les manifestations des traditions Saladoïde et Arauquinoïde au Surinam. A. Roosevelt (1980, 1997) précise les traditions Saladoïde, Barrancoïde et Arauquinoïde du moyen Orénoque. A. Versteeg (Versteeg, 1985 ; Versteeg & Bubberman, 1992) détaille les cultures Barrancoïde et Arauquinoïde du littoral du Surinam. S. Rostain (1991, 1994) définit l'occupation précolombienne de la côte de Guyane française.

3 Simultanément aux pêcheurs-collecteurs maritimes de Guyane, s'est développée une autre tradition de pêcheurs dans le Bas Amazone. Ceux-ci ont plutôt établi leur diète sur la consommation intensive de poissons, mais ils commencent déjà à cultiver quelques plantes. Ces mêmes populations vont s'essayer à la céramique dont les plus anciennes apparaissent vers 5080 av. J.-C. dans le site de Taperinha près de Santarém, et même plus tôt dans la proche grotte de Pedra Pintada vers 5600 av. J.-C. Dans ce dernier site, la séquence céramique va perdurer jusqu'à environ 2500 av. J.-C. (Roosevelt *et al.*, 1991 ; Roosevelt, 1995).

Bibliographie

- Boomert, A., 1976, « Pre-Columbian raised fields in Coastal Surinam », *Compte rendu du VI^e Congrès International d'Etudes des Civilisations Précolombiennes des Petites Antilles*, Gainesville, pp. 134-144.
- Boomert, A., 1980a, « The Sipaliwini Archaeological complex of Surinam: a summary », *Nieuwe West-Indische Gids*, 2, Stichting Nieuwe West-Indische Gids, Utrecht, pp. 94-107.
- Boomert, A., 1980b, « Hertenrits: an arauquinoïd complex in north west Suriname », *Journal of the Walter Roth Museum of Archaeology and Anthropology*, Georgetown, 3(2), pp. 68-104.
- Boomert, A., 1983, « The Saladoïd occupation of Wonotobo Falls, Western Suriname », *Compte rendu du IX^e Congrès International d'Etudes des Civilisations Précolombiennes des Petites Antilles*, Montréal, pp. 97-120.
- Boomert, A., 1993, « The Barbakoeba archaeological complex of northeast Suriname », *OSO, Tijdschrift voor Surinaamse Taalkunde, Letterkunde, Cultuur en Geschiedenis*, 12(2), pp. 198-222.
- Boomert, A. & S.B. Kroonenberg, 1977, « Manufacture and trade of stones artifacts in Prehistoric Surinam », *Ex Horreo IPP 1951-1976*, Amsterdam, Cingula 4, pp. 9-46.
- Bush, M.B., D.R. Piperno et P.A. Colinvaux, 1989, « A 6000 years history of Amazon maize cultivation », *Nature*, 340, pp. 103-105.
- Cruxent, J.M. & I. Rouse, 1958-59, *An archaeological chronology of Venezuela*, 2 vols., Washington, Social Science Monographs 6, 604 p.
- Evans, C. & B.J. Meggers, 1960, *Archeological investigations in British Guiana*, Smithsonian Institution, Bureau of American Ethnology, bulletin 167, Washington. 418 p.
- Helman, A., 1983, *De foltering van Eldorado: een ecologische geschiedenis van de vijf Guyana*, Nijgh & Van Ditmar, Den Haag, 494 p.
- Lézy, E., 2000, *Guyane, Guyanes. Une géographie « sauvage » de l'Orénoque à l'Amazone*, Paris, Belin, coll° Mappemonde, 347 p.
- Meggers, B.J. & C. Evans, 1957, *Archaeological investigations at the mouth of the Amazon*, Smithsonian Institution, Bureau of American Ethnology, bulletin 177, Washington, 776 p.
- Meggers, B.J. & C. Evans, 1961, « An experimental formulation of horizon styles in the

- tropical forest Area of South America », *Essays in Pre-Columbian art and Archaeology*, Lothrop *et al.* (eds.), Cambridge, Harvard University Press, pp. 372-388.
- Prost, M.-T., 1992, « Sédimentation côtière et formation de cheniers en Guyane : la zone de Cayenne », *Évolution des littoraux de Guyane et de la zone caraïbe méridionale pendant le Quaternaire*, Paris, ORSTOM, coll° Colloques et Séminaires, pp. 397-414.
- Ribeiro, D., 2002, *Carnets indiens. Avec les Indiens Urubus-Kaapor, Brésil*, Paris, Plon, coll° Terre Humaine, 720 p.
- Roosevelt, A.C., 1980, *Parmana, Prehistoric Maize and Manioc Subsistence along the Amazon and Orinoco*, New York, Academic Press, 320 p.
- Roosevelt, A.C., 1995, « Early pottery in the Amazon », *The Emergence of Pottery, Technology and Innovation in Ancient Societies*, Barnett & Hoopes (eds.), Washington/London, Smithsonian Institution Press, pp. 115-131.
- Roosevelt, A.C., 1997, *The excavations at Corozal, Venezuela: stratigraphy and ceramic seriation*, Yale University Publications in Anthropology, 83, New Haven. 393 p.
- Roosevelt, A.C. *et al.*, 1991, « Eight millenium pottery from a prehistoric shell midden in the brazilian Amazon », *Science* 254, pp. 1621-1624.
- Rostain, S., 1991, *Les champs surélevés amérindiens de la Guyane*, Centre ORSTOM de Cayenne, 28 p.
- Rostain, S., 1994a, *L'occupation amérindienne ancienne du littoral de Guyane*, TDM 129, ORSTOM éditions, 2 tomes. 968 p.
- Rostain, S., 1994b, « The French Guiana coast: a key-area in prehistory between the Orinoco and Amazon Rivers », *Between St. Eustatius and the Guianas*, Publication of the St. Eustatius Historical Foundation, 3, St. Eustatius, pp. 53-97.
- Rostain, S., 1994c, « Archéologie du littoral de Guyane. Une région charnière entre les influences culturelles de l'Orénoque et de l'Amazone », *Journal de la Société des Américanistes*, 80, Paris, pp. 9-46.
- Rostain, S. & A.H. Versteeg, (sous presse a), « Territories and territoriality in the Guianas » dans Oyuela-Caycedo & Chaumeil (eds.), *Territoriality, Territories and Boundaries on the last Frontier of Amazonia*.
- Rostain, S. & A.H. Versteeg, (sous presse b), « The Arauquinoid Tradition in the Guianas » dans Delpuech & Hofman (eds.), *Late Ceramic Societies in the Eastern Caribbean*, BAR, Monographs in American Archaeology.
- Versteeg, A.H., 1985, *The Prehistory of the Young Coastal Plain of West Suriname*, Berichten van de Rijksdienst voor het Oudheidkundig Bodemonderzoek, Jaargang 35, pp. 653-750.
- Versteeg, A.H., (sous presse), *Suriname voor Columbus/Suriname before Columbus*, Paramaribo, Libri Musei Surinamensis 1.
- Versteeg, A.H. & F.C. Bubberman, 1992, *Suriname before Columbus*, Paramaribo, Stichting Surinaams Museum, Mededelingen, 49a, pp. 1-64.
- Werkhoven, M.C.M. & A.H. Versteeg, 1980, « The vegetation of four mounds in the coastal plain of Suriname », *Mededelingen Surinaams Museum*, Paramaribo, pp. 32, 8-37.

RÉSUMÉ - RESUMO - ABSTRACT

Atteignant près de 2 millions de km², la Guyane constitue une entité tant géographique que culturelle. Toutefois, si l'on peut parler d'une spécificité du monde amérindien à l'époque précolombienne, chaque époque et chaque région connut des développements particuliers. Cinq étapes principales sont ainsi distinguées durant la préhistoire guyanaise qui débute il y a 10 000 ans pour s'achever avec la conquête européenne il y a 500 ans. Des milieux très divers furent successivement ou simultanément occupés par des chasseurs-cueilleurs, des pêcheurs-collecteurs, des horticulteurs ou des sociétés agricoles complexes.

Atingindo quase 2 milhões de km², a Guiana constitui uma entidade tanto geográfica quanto cultural. No entanto, se podemos falar de uma especificidade do mundo ameríndio na época pré-

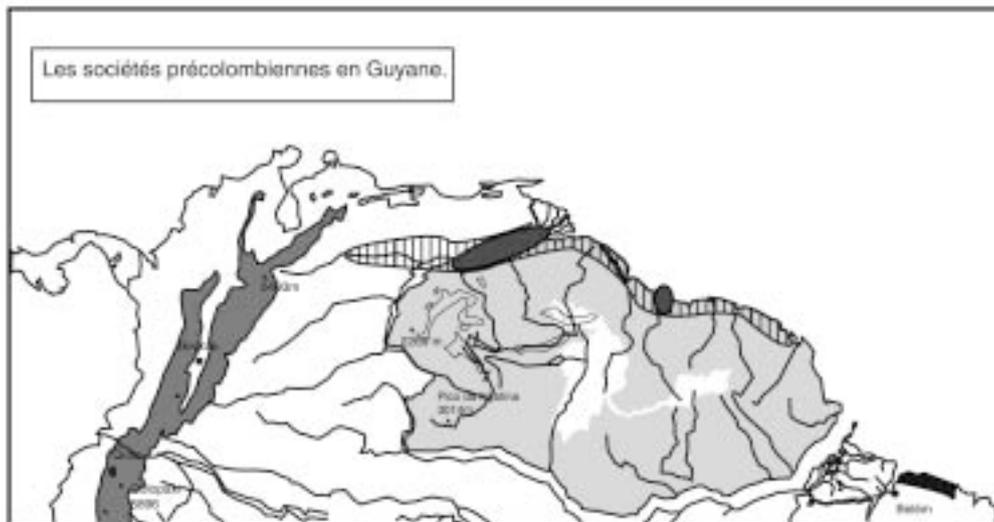
colombiana, cada época e cada região conheceu desenvolvimentos distintos. Cinco etapas principais são assim diferenciadas durante a pré-história da Guiana que começa a 10 000 anos atrás e termina com a conquista europeia a 500 anos atrás. Diferentes meios foram sucessivamente ou simultaneamente ocupados pelos caçadores, pescadores, horticultores ou por sociedades agrícolas complexas.

On almost two millions of square kilometers, Guyana forms a geographical and cultural identity. But, if we can talk about the specificity of a precolombian amerindian world, each period and each region has known particular developments. Five principal steps have been identified during the Guyanese prehistory which starts 10 000 years ago to end with the european conquest 500 years ago.

Mots clés : Guyane, archéologie, préhistoire, sociétés

Palavras chaves : Guiana, arqueologia, prehistoria, sociedades

Keywords : Guyana, archeology, prehistory, societies



Dates	Type de société	Carte	Noms	Milieus
500 BP	Horticulteurs		Koriabo	Toutes les Guyanes forestières et côtières
1000 BP	Agriculteurs		Arauquinoïde	Moyen Orénoque et littoral Guyane jusqu'à Cayenne
1500 BP			Barrancoïde	Moyen Orénoque jusqu'à côte occidentale Suriname
4000 BP	Premiers horticulteurs		Saladoïde	Moyen Orénoque et côte occidentale Suriname
7000 BP	Pêcheurs-collecteurs		Alaka Mina	Côte occidentale de Guyane Embouchure droite de l'Amazone
10000 BP	Chasseurs cueilleurs		Paléolithiques	Savanes Sipaliwini -Rupununi

LA GUYANE, UN TERRITOIRE DE LÉGENDES, EN MARGE DE TOUTES LES CARTES

EMMANUEL LÉZY*

*Les nouvelles explorations du siècle nous conduisent vers les frontières
intérieures de l'homme*

Armand Frémont

HERVÉ THÉRY POSE EN PRÉAMBULE À SON TEXTE (Théry, ce volume) la question fondamentale concernant la Guyane brésilienne, et la Guyane toute entière. Cette question n'est pas celle de sa localisation, de son fonctionnement actuel ou de son avenir, mais celle de son existence. La Guyane est un objet géographique étrange dont on ne sait toujours pas, quatre siècles après son apparition, s'il n'est pas un pur mirage. Les supports élémentaires de la cartographie font défaut : il n'existe pas de nationalité guyanaise, pas de gouvernement, pas de monnaie ni de frontières communes¹. Peut-être le mutisme des cartes prouve-t-il pourtant moins l'inexistence de l'objet, que les limites de leurs capacités à recouvrir (et non à dévoiler) le monde réel. La carte est un moyen de dominer le monde, non de le comprendre.

Pierre Clastres, en 1974 (Clastres, 1974), voyait dans la société guayaki, non seulement une société sans État, mais une société « contre l'État », surveillant par un ensemble d'interdits précoces l'apparition de toute distinction sociale. On pourrait peut-être, en parlant de la Guyane, parler d'un territoire « contre la géographie ». Entrer dans l'une, c'est, le plus souvent, accepter de sortir de l'autre. Après avoir médité longtemps sur la forme des rêves qui hantaient la Guyane, et parcouru des espaces ignorés par les cartes, comme j'aurais fait la géographie olfactive d'un territoire invisible, j'en viens aujourd'hui à croire que ce qui n'était qu'un effluve appartient peut-être à un corps (pour qui, à notre tour nous ne sommes qu'un parfum). D'une certaine façon, pour

* Maître de Conférences, Laboratoire Géotropiques, Université de Paris X-Nanterre (lezy@club-internet.fr).

voir la Guyane, il faut déchirer le voile géographique dont la colonisation a dû, pour se construire et se défendre, couvrir les autres formes de constructions territoriales. Ce voile, qui laissa toujours transparaître une unité profonde sous le découpage politique, est peut-être aujourd'hui en train de céder.

LA GUYANE : CIMETIÈRE OU SANCTUAIRE DE LA GÉOGRAPHIE ?

L'expression « Géographie de la Guyane » serait-elle un oxymore²? Prétendre faire la géographie d'un territoire qui n'apparaît pas sur les cartes repose sur une contradiction interne qui n'échappa, depuis cinq siècles, ni aux défenseurs de l'orthodoxie géographique du moment ni à ceux d'une région dont l'existence même n'était pas reconnue. Ceux qui firent la description de la Guyane furent généralement exclus de la Géographie et les géographes reconnus s'attachèrent le plus souvent à en nier les fondements. À l'inverse, la révélation de son existence, périodiquement refaite, révolutionnaire, chaque fois, la conception que l'on avait du monde.

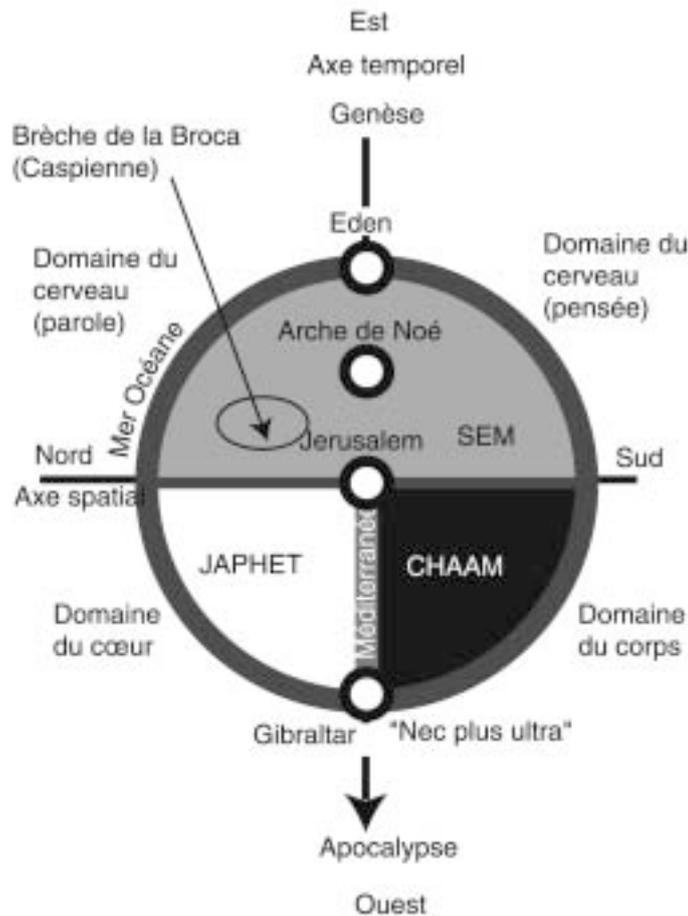
La Guyane, terreau de la Géographie

La découverte d'un Nouveau Monde provoqua toujours l'avènement d'un monde nouveau. L'espace couvert par la Guyane, fut, chaque fois, le point sur lequel le levier qui souleva le monde trouva son appui. La révélation d'un quatrième continent (1498) servit de prétexte, au seizième siècle, à la destitution géographique de la carte dite « en TO » (Cf. Marmion, 1459-1463) et des liens fondamentaux qu'elle supposait entre la Bible, l'Homme et le Monde (figure n° 2). Dans un univers doté désormais de quatre membres, Noé ne retrouvait plus ses petits, le Christ sa croix, ni même Dieu sa création. Renonçant à décrire l'histoire du monde en même temps que sa géographie, de la Genèse à l'Apocalypse, les cartes abandonnent progressivement toute référence au Paradis terrestre et opèrent une rotation de quatre-vingt-dix degrés. Privées d'orientation eschatologique, les cartes retrouvèrent le Nord Magnétique : on passa du fil à plomb à la boussole.

La reconnaissance de l'existence d'une « Amérique » participe de la transition entre une géographie en TO, providentialiste, close dans l'espace et dans le temps et les cartes ouvertes de Mercator. Elle s'inscrit aussi dans une démarche chrétienne de plus en plus « protestante » vis-à-vis de l'Église catholique et de son poids dans la compréhension du monde. L'imprimerie, outil de l'accès individuel au savoir et au sacré permet la diffusion de la Bible et de la carte de Waldseemüller (1507).

Raleigh tenta, au dix-septième siècle, de rééditer ce coup de maître. La « Guyane » fait exploser le partage catholique du monde autour de Tordesillas en revendiquant, à l'intersection même du fameux méridien avec l'Équateur, un « Nouveau Monde » protestant. Autant que la prise physique de San Thomé à Berrio, ce que Jacques 1^{er} reproche à Raleigh, c'est cet accroc dans la tunique catholique du monde.

FIGURE N° 2 : LE MONDE VU PAR LES CARTES EN « TO ».



Enfin, en 1898, c'est en refermant la fermeture éclair des Tumuc-Humac et de l'Araguary sur le cadavre de la Guyane, tout en cautionnant le découpage et l'appropriation coloniale, que Vidal de la Blache obtint la première chaire de Géographie à la Sorbonne. Son « dossier » (Vidal De La Blache, 1898) entérine la disparition de la Région « Guyane » que le fils de pasteur Elisée Reclus avait fait entrer dans sa *Géographie universelle* trois ans plus tôt. L'insularité de la Guyane, révélée un siècle plus tôt par Humboldt devient un enjeu politique. Si Reclus s'appuie sur elle pour définir la Guyane, (Reclus, 1895), Vidal en relativise le rôle: « c'est ce pays sur lequel depuis le commencement du ^{xvi}^e siècle se superposaient les dénominations les plus diverses, Guyane, Caribane, Côte sauvage, Eldorado, Nouvelle Andalousie, et enfin France équinoxiale. On entendait toujours sous ces différents noms une même contrée, définie par ce caractère essentiel, qu'elle était comme une grande île immense, enve-

loppée par les fleuves Orénoque et Amazone, ou à leur défaut par de hautes montagnes que toutes les cartes se plaisaient à représenter à l'intérieur. Cet isolement semblait l'explication naturelle des causes qui en avaient écarté les Espagnols ». (Vidal, 1902)

À chaque révision de la pensée géographique, en particulier aux ^{xvi}^e et ^{xix}^e siècles, en liaison avec les grandes phases de colonisation, la destruction de la Guyane semble avoir été un geste fondateur de la nouvelle pensée. La Guyane, issue de la séparation d'un élément du Paradis de Colomb, est ainsi successivement recoupée en deux, puis en cinq selon les « lignes de partage » des eaux. Petites poupées de chair à l'effigie de leur patrie d'adoption, ses découvreurs ou inventeurs successifs sont du même geste régulièrement sacrifiés.

La Guyane, tombeau des géographes

Si la Terre guyanaise est si fertile à la Géographie, c'est qu'on y enterre aussi des géographes. Leur foi inébranlable en une « Guyane » insulaire et merveilleuse coûta plus que l'honneur à Colomb, la tête à Raleigh et le cœur à Jean Galmot. À tous, elle fit perdre la crédibilité, c'est-à-dire le droit de transformer ses rêves en réalité.

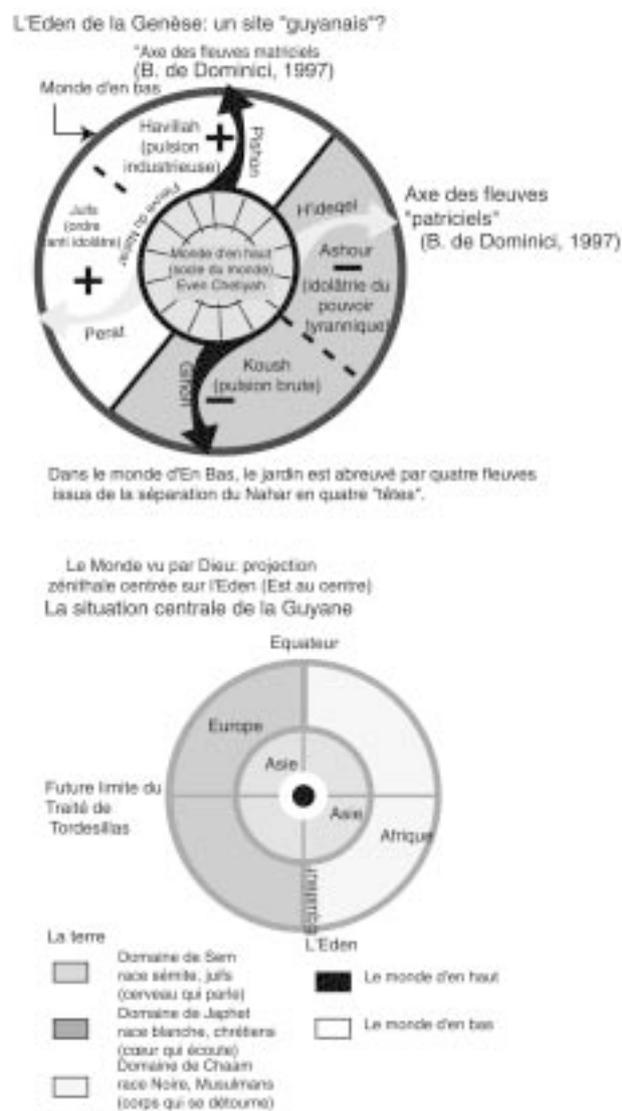
L'honneur de Colomb

Le personnage de Christophe Colomb localise sur l'embouchure de l'Orénoque, une charnière historique et géographique essentielle. Appariteur zélé des Temps Modernes, mais considéré comme congénitalement médiéval, il est refoulé par les historiens aux portes qu'il vient d'ouvrir. Non seulement il s'appuya à l'aller sur des cartes fantaisistes et des calculs erronés, mais il refusa d'embrasser, à son retour, la nouvelle conception du monde que sa découverte avait engendrée. Colomb ne condescendit jamais à redescendre de son rêve et à admettre qu'il avait découvert un monde nouveau. Pour lui, guidé par les cartes les plus subtiles de son temps et par le tout récent globe de Martin de Behaim, il avait reconnu une route nouvelle vers le plus vieux des mondes : le Paradis terrestre. Sur les cartes de son époque, le jardin d'Eden occupe le point le plus élevé de la planète, le recoupement de « l'extrême Orient » sur l'Équateur et justifie ainsi leur « orientation ». C'est le lieu qu'il désire atteindre, plus encore que Cathay et Cipango. L'or de Havillah permettra de financer la dernière et la plus belle croisade, et de reprendre Jérusalem aux Arabes. L'ultime périphérie du monde doit en racheter le centre et réaliser la fin des temps, la clôture du Monde (figure n° 3).

Et c'est sur cet endroit qu'il se trouve, au point le plus érotique de la Géographie médiévale, en face de l'Eden, au bord du monde, cette nuit de mai 1498, au large des embouchures unies de l'Amazone et de l'Orénoque. Tout lui est signe : l'eau douce est d'une qualité et d'une abondance inusitée, prouvant l'existence d'un continent immense, « qui ne peut qu'être le Paradis », car « sinon, il proviendrait d'un pays immense au sud dont personne n'a jamais eu connaissance, d'un nouvel hémisphère inconnu des Anciens » (Colomb, 1992). La disposition étrange des courants confirme son attente, puisqu'au large de l'embouchure de l'Orénoque, on rencontre les eaux douces du grand fleuve, venant du Sud à travers terre, mais aussi des eaux saumâtres,

presque douces venant de l'Est. Ayant relevé la concordance de la chair et du verbe (cf. l'analyse de la Géographie de l'Eden de De Dominici, 2001), il se tourne vers le ciel. Sa lecture quotidienne des astres lui fait constater, que le monde n'est pas tout à fait rond, mais laisse apparaître une nette excroissance sur le cercle équatorial à l'endroit de la Guyane (Colomb, 1992 : 389). Cette protubérance, pour Colomb, est une preuve de plus de la nature édénique de ces lieux, en ce que la position géodésique de la région traduit son élévation ontologique.

FIGURE N° 3 : LA GUYANE DE COLOMB: UN MORCEAU D'EDEN AU CŒUR DU MONDE.



Toute sa vie, il interpréta tout ce qu'il vit et tout ce qu'il apprit en accord avec sa conviction: décrire la Guyane, c'est décrire le Paradis³. Plus que ses démêlés avec les colons d'Hispaniola, c'est cet attachement à l'ancienne Géographie fondée lourdement sur l'herméneutique juive et chrétienne qui lui coûta tous les bénéfices qu'aurait pu lui apporter sa découverte

La tête de Raleigh

C'est un autre voyage dans les bouches de l'Orénoque qui décida du destin de Walter Raleigh. Un siècle plus tard, en 1596, aux mêmes coordonnées, ce qui s'était offert à Colomb sous la forme exacte de l'Éden prit devant Raleigh l'apparence d'un paradis protestant. Un territoire insulaire ou presque, des campagnes, une ville au bord d'un lac, si riche que le Roi et les nobles viennent y jeter leur or. En se jetant à l'eau, rayonnant de poudre d'or, le Roi de Manoa témoigne de son aspiration au Christ. Son onction, la position qu'il adopte sur les illustrations de Théodore de Bry, sa nudité et son sacrifice en sont des exemples forts. Manoa attend le chrétien comme le païen attend le baptême.

L'assimilation du Roi d'or au Christ permet de présenter la Guyane à la fois comme « presque chrétienne », n'attendant que la révélation de la vraie foi pour se révéler à elle-même, et comme ultra chrétienne, un endroit où le Christ n'est pas crucifié mais vénéré, où le chrétien n'est pas persécuté mais attendu. La pureté du Roi d'or se transmet à tout son pays, dont il est le corps et l'esprit: « Pour en terminer, je dirai que la Guyane est encore un pays vierge qui n'a jamais été pillé, cultivé ni exploité, la face de la terre n'y a pas été dégradée ni la vertu et le sel, gâchés par le fumier, les tombes n'ont pas été éventrées pour y chercher l'or, les mines n'ont pas été ouvertes à coups de masse ni les images, ôtées des temples. Aucune armée de quelque importance n'y a pénétré et jamais aucun prince chrétien ne l'a conquis ou possédé » (Raleigh, 1993).

Pour avoir défendu avec plus d'opiniâtreté l'existence d'un « riche royaume de Manoa » que les intérêts de la Couronne, Raleigh perdit la Guyane mais aussi la tête (1616) et rejoignit les rangs de ses chers Acéphales.

Le cœur de Galmot

Trois siècles plus tard, l'image d'une Grande Guyane insulaire, centrée sur un pôle urbain et minier hantait pourtant toujours les esprits d'Henri Coudreau (Coudreau, 1886: 1893) ou de Jean Galmot (Galmot, 1994). Un attachement quasi patriotique à la Guyane et au souvenir de Manoa, et non la « quête de l'El Dorado » est au cœur de toute la vie de Jean Galmot, et de la complémentarité entre son engagement politique, économique et littéraire. La qualité de cet engagement lui valut une mort typiquement guyanaise. Saisi de passion pour la Guyane, contre la corruption des fonctionnaires coloniaux, il se lança dans la politique, fut élu député, puis traîné en justice (1921). Ruiné, battu puis réélu en 1928, il est finalement empoisonné et meurt le 6 août 1928 à l'hôpital de Cayenne. Son cœur fut volé à la morgue pour échapper à l'expertise. Il avait promis à ses électeurs « mon cœur ne vous quittera jamais » (figure n° 4).

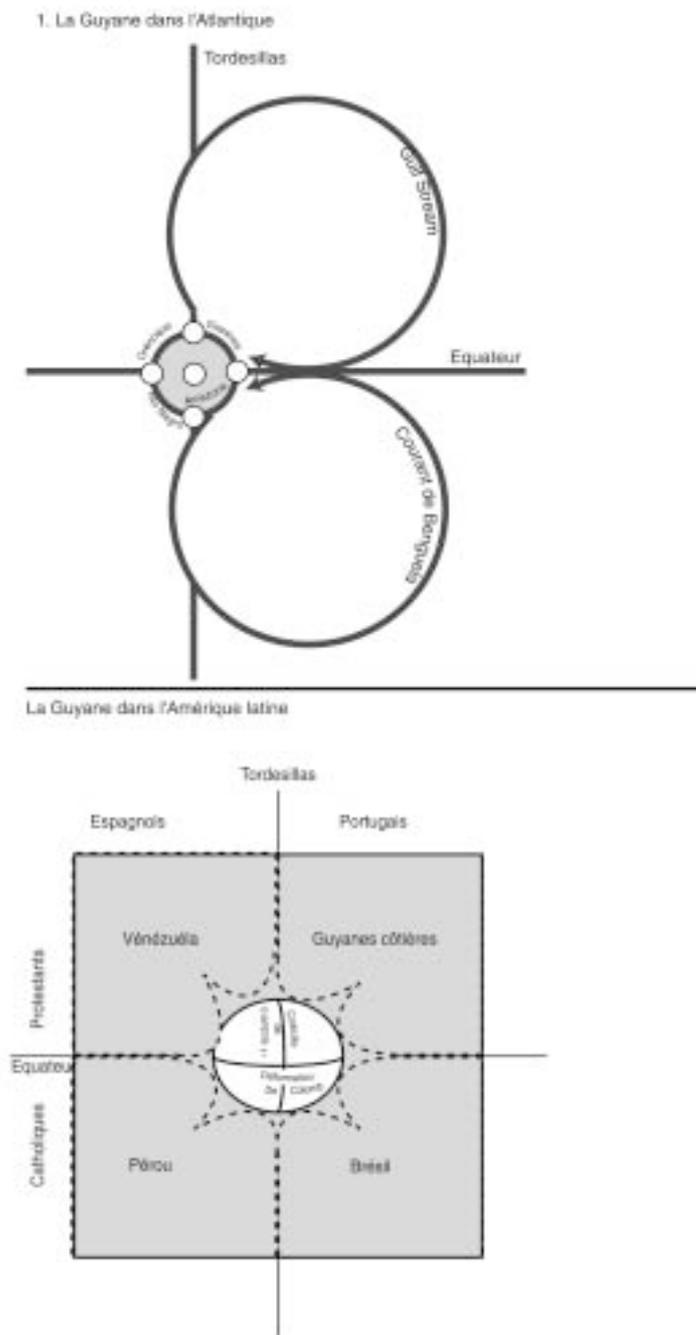


FIGURE N° 4 : LA GUYANE : UNE CENTRALITÉ PARADOXALE.

Ces témoins furent, du coup, classés dans les « visionnaires » et non dans les « oculaires ». Leurs textes alimentent les rayons « fantaisies » de la littérature de voyage et non ceux, plus étroits de la science. On dut pourtant reconnaître à ces lunatiques guyanais outre un certain courage, de remarquables qualités d'observation⁴. Mais son odeur de sainteté, son parfum de foi rance d'ancien régime interdit toujours l'entrée de la Guyane et de ses inventeurs protestants à la Géographie « positive ». Reparler de « Guyane », c'est toujours exhumer l'El Dorado, l'Age d'or ou le Paradis terrestre.

Le Cassiquiare où l'introuvable partage entre le rêve et la réalité

Stephen Hugh Jones a montré (Hugh Jones, 1996), à propos de l'usage de la coca chez les Desana combien les concepts d'aliments et de drogue étaient difficiles à dissocier dans un univers où le rêve est considéré comme une des dimensions de la réalité (Reichel-Dolmatoff, 1971). Sur le sol comme sur la carte, c'est au tracés intermittent du canal du Cassiquiare qu'il revient de tracer la frontière ténue séparant la Guyane du continent, et du même coup, la légende de la carte.

La liaison des cours amont du Rio Negro et de l'Orénoque, qui fonde la réalité géographique de la Guyane fut longtemps jugée trop merveilleuse pour être honnête. Inventé pour clore le territoire de l'El Dorado, le Cassiquiare s'évapora peu à peu des cartes avec le rêve de la Guyane. En 1745, pourtant, La Condamine affirma avoir rencontré sur l'Amazone des Indiens qui étaient passés en pirogue du bassin de l'Orénoque. L'exploration de Humboldt en 1800 (Humboldt, 1983) permit non seulement de disposer du témoignage d'un Blanc sur la réalité du canal, mais surtout de le cartographier à grande échelle c'est-à-dire de chasser la Guyane de la légende. Le dilemme consistait alors soit à faire disparaître le canal (la Guyane insulaire n'existe pas), soit à le cartographier (nous la dominons).

Il n'est pas impossible d'expliquer le fonctionnement mécanique du Cassiquiare. Mais il est plus délicat d'expliquer l'existence d'une telle « singularité » à l'endroit même où l'El Dorado en avait le plus besoin. Les archéologues (Rostain, com. pers.) penchent plutôt aujourd'hui pour une association entre une opportunité naturelle et une intervention humaine. Le canal du Cassiquiare aurait été au moins surcreusé par les hommes pour rendre pérenne une liaison qui devait, à l'origine, n'être que saisonnière.

L'idée pose, bien sûr, plus de questions qu'elle n'en résout. Pourquoi avoir réalisé des travaux aussi importants (même sur quelques kilomètres, avec l'outillage de l'époque, le creusement d'un canal est un travail pénible) aboutissant à mettre en relation les deux principaux cours d'eau de la région? Un miraculeux hasard, ou la preuve que l'insularité guyanaise était perçue de façon claire par les populations riveraines?

L'Amazone, le courant des Guyanes, l'Orénoque fonctionnent comme des frontières plus que comme des axes de rencontre. Les canots indiens faisaient du cabotage sur des rives éloignées de plusieurs dizaines de kilomètres, et il n'y avait sans doute guère de liens entre les rives de fleuves que tout, jusque la couleur, la densité et la turbidité séparait. La Guyane a dû longtemps constituer un horizon lointain, brumeux, inaccessible et tentant. La doctrine de Rio Branco, fondée sur l'hydrologie et la notion de bassin ver-

sant, permit au Brésil d'intégrer toute la partie de la Guyane drainée par des affluents de l'Amazone. Classés sur les cartes dans la même catégorie « fleuves » que l'Amazone, les Maroni et autres fleuves côtiers durent se contenter de la portion congrue. C'est la négation de l'ancien rapport local, indigène à la rivière et au monde. Si la réalité physique de la Guyane exige une certaine adaptation pour apparaître sur une carte de l'Amérique, voire de l'Amazonie, c'est que notre œil a été formé à identifier les contours politiques du Brésil et du Venezuela sur le fond monochrome de toute image satellite, à en faire le cadre indépendant des traitements statistiques.

Il n'est pas aisé de faire passer un symbole de la légende à la carte. Le Cassiquiare est utilisé aujourd'hui par les pirogues des Indiens et des trafiquants de drogues. Mais vu du côté européen, c'est-à-dire de la zone côtière ou des métropoles coloniales, il reste un objet étrange, une porte d'entrée vers un univers clos dont l'architecture peut être celle de l'Enfer comme celle du Paradis. Si le Cassiquiare existe, si une île aussi merveilleuse que la Guyane existe réellement, sertie d'or et de diamants sur l'Équateur du monde... d'autres choses peuvent se révéler réelles que nous aurions pensées (espérées?) imaginaires. Le canal du Cassiquiare fait sauter la fine frontière, déchire doucement la membrane qui séparait l'interne de l'externe. Certains n'hésiteraient pas à affirmer qu'à force de le dessiner sur des cartes, le Cassiquiare a fini par apparaître sur terre (Place, 1996).

La Guyane n'est pas seulement une région non géographique, elle est « anti géographique ». Elle souligne que la Géographie la plus universelle n'est qu'une des façons de rêver la réalité. Elle fonctionne comme un accroc dans le tissu de coordonnées que la science propose comme lecture du monde. Par la brèche ouverte du Cassiquiare, les personnages des cartes de Théodore de Bry ont commencé à envahir la terre ferme et à se promener à l'air libre, au milieu de nous, dans un décor qui ressemble de plus en plus au rêve de Walter Raleigh.

LA GUYANE : UN « TERRITOIRE KANAIMA » ?

L'une des preuves que la Guyane n'existait pas, était que ses habitants (Acéphales, Cannibales et Amazones) restaient introuvables et improbables ailleurs que dans l'enceinte mystérieuse de l'île. Peut-être n'imagine-t-on pas les répercussions de l'ouverture du canal de Cassiquiare à l'espace géographique put avoir sur le monde. L'insularité guyanaise réapparut dans les atlas officiels. La cohorte des fantaisies locales n'allait pas tarder à suivre.

Neil Whitehead, rencontre avec un « *white shaman* »

En 1993, à la MAE de Nanterre, je rencontrai pour la première fois Niel Whitehead, dont j'avais rapporté, dix ans plus tôt, au cœur de la savane du Rupununi l'aventure qu'il venait d'y vivre⁵. C'est ainsi qu'il commença à me parler de la découverte qui fait l'objet de son dernier livre : *Dark Shamans*. Non seulement le *kanaimá*, le démon tortureur des âmes et des corps indiens, dont les voyageurs rapportèrent souvent les exploits morbides n'est pas un mythe, mais sa réalité est mille fois plus fantastique que sa légende. Le *kanaimá* quitte le domaine du discours pour entrer dans celui de l'actuel.

Ce n'est pas autrefois, au bout du monde, ou peut-être juste dans l'imaginaire local, c'est maintenant, en Guyane (pour ceux qui ne considèrent pas l'intérieur du Guyane comme le bout du monde) : « J'ai fait des vidéos et des enregistrements sonores des descriptions détaillées et des observations directes de neuf assassinats rituels récents, tant en interviewant des sorciers kanaimá que leurs ennemis shaman (piyasan) » (Whitehead, 2002).

Le Maba : transsubstantiation ou consubstantiation⁶ ?

L'aspect le plus intéressant du travail de Niel Whitehead n'est pas l'annonce de la survivance, dans les savanes centrales de la Guyane, entre Venezuela, Brésil et Guyane, d'une forme très complexe et très ritualisée d'anthropophagie faisant entre un et deux morts par an et par village concerné⁷. Il réside dans la façon dont la forme précise de l'acte kanaimá épouse étroitement les contours de la Guyane elle-même : « *kanaimá* impose simultanément une extrême violence au corps physique de l'individu et au corps socio-politique ». Or le meurtre, la mutilation, l'égorgeage sont d'abord et avant tout, au sens étymologique du terme, des « sacrifices », des fabrications de sacré. La « production rituelle de victime » pour reprendre l'expression glaciale de Niel définit ainsi en les transgressant, les limites du corps physique, du corps « socio-politique » ou « mystique » du Karib, c'est-à-dire de l'homme (figure n° 5).

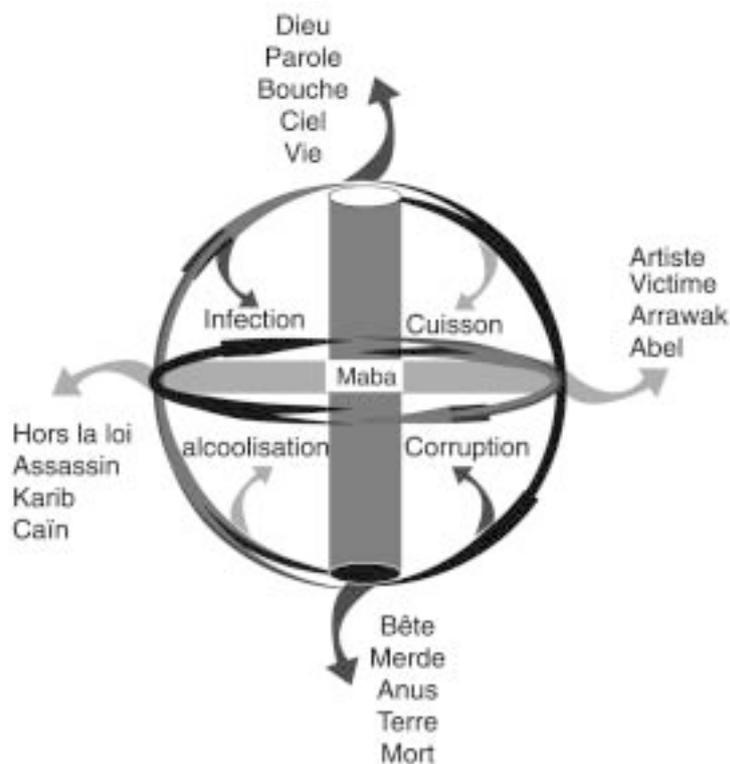


FIGURE N° 5 : LE KANAIMA : DE LA PRODUCTION DU MABA À LA CONSTRUCTION DU MONDE.

Le corps de l'homme: quel corps de l'homme?

La description de cette « production rituelle » est insoutenable de quelque point de vue qu'on se place car elle transgresse l'ensemble de nos interdits les plus élémentaires: « *La victime a la langue percée par des crochets de serpents* (ce qui la fait gonfler et interdit désormais toute ingestion par la bouche). *Elle est ensuite retournée et une queue d'iguane ou de tatou est insérée dans le rectum, afin que les muscles anaux puissent être dénudés par un frottement répété* » (Whitehead, 2001) Le corps de l'homme, tel qu'il apparaît dans l'acte kanaimá, se définit par une tension interne entre deux anneaux: la bouche et l'anus. La conscience se traduit par l'ouverture de la première d'où sort la parole, et la fermeture⁸ du second. Le kanaimá, en retournant très brutalement ces polarités sape les fondements de l'humanité de la victime et la réduit à ce qu'elle sera après la mort: de la chair et des os⁹. Suit un travail sur le corps vivant, puis mort de la victime, qui aboutit à une sorte de sublimation alchimique, associant les mécanismes de l'infection, de la cuisson, de la fermentation alcoolique et de la putréfaction. Le *maba*, la « parfaite drogue » ne se réduit pas au liquide que suce le shaman dans sa « pipe », trois jours après la mort. C'est aussi un gaz, une odeur si forte et dont l'addiction qu'elle provoque est si implacable qu'elle permet au kanaimá de retrouver, au flair, la tombe la mieux protégée. L'« arôme très particulier d'ananas pourri », Niel Whitehead le nomme *akaikalak* et les shamans qu'il interroge en parlent comme d'un opium, avec un raffinement de nuances et d'amoureuse précision. Cette fumée, arrachée au jus de décomposition, comme le liquide s'était lui-même échappé du solide, ne résulte pas seulement de la décadence de la matière du corps, mais aussi de l'ascension de celle de l'âme¹⁰. Le *maba* est à la fois l'aboutissement le plus raffiné et le plus horrible détournement de cette perception karib de la matérialité de l'âme. Le kanaimá vole des vies, les plus belles, les plus longues ou les plus faciles à saisir, les prépare en gourmet et les ingère.

Si l'étude de la préparation du *maba*, interne au corps physique de l'individu relève fondamentalement de l'anthropologie, la définition qu'elle propose du corps social est bien géographique, puisque ce corps, c'est la « planète Guyane », dont le kanaimá se définit comme le cœur, et c'est le monde entier, considéré comme une dimension de l'homme.

Les quatre dimensions de l'homme

L'usage de cette substance, associée à la logique implacable nécessaire à sa préparation provoque, semble-t-il, des transformations complexes chez l'individu. Le kanaimá sort soudain du genre « humain », puisque son geste est universellement reconnu comme « inhumain ». Par cette transgression complexe, selon quatre directions principales le kanaimá trace les contours externes de l'humain.

Dans un premier temps, il attire avec lui sa victime et ses assistants vers le monde animal, le cerveau reptilien enfoui en chacun de nous. Dans une sorte de longue apnée, son esprit vient rencontrer le prédateur le plus puissant de l'endroit où il se trouve. Jaguar en forêt, caïman dans les marécages et tamanoir dans la savane, le kanaimá est toujours « l'esprit du lieu ». En apparaissant à sa victime sous la forme crédible d'un prédateur animal, le kanaimá

change la victime en proie anesthésiée par la peur et ses complices en hyènes. Cette descente vers l'animal est en soi-même un but, et non simplement un moyen d'atteindre le *maba*. Elle ne s'arrête pas là et se diffuse à travers toutes les formes de vie, plantes comprises, jusqu'à la terre elle-même. Le but ultime du *kanaimá*, à la fin de sa vie est de devenir lui-même une planète.

Ce faisant, le Shaman quitte aussi le corps « social ». D'une part en tant que *serial killer*, monstre haïssable et méprisé, que traquent des « chasseurs de *kanaimá* » équipés de casse-tête, (le « *kangai special* ») et de fusils de chasse. D'autre part, comme Hannibal Lecter et Dracula avant lui, il en sort comme artiste, esthète, voire œnologue méconnu (mais adulé par une élite secrète). Il est surtout un séducteur incomparable et il serait dommage de ne pas reconnaître au *kanaimá* bien campé une élégance toute « dom juanesque ». Le simple fait que, bravant l'interdit, le ridicule et le risque de se faire dévorer, des jeunes continuent à implorer des *kanaimá* (supposés ou avérés) la faveur d'une initiation, souligne la dimension artistique de l'acte shamanique. Pour beaucoup d'entre eux, en particulier les plus jeunes ou les moins instruits, le but est avant tout de devenir « une star ».

Mais pour les plus âgés ou les plus initiés, le geste *kanaimá* est fondamentalement religieux, pour ne pas dire judéo-chrétien¹¹. Par la perfection de son geste, dont la justesse ne sollicite aucune approbation populaire, il revendique l'honneur, après sa mort de continuer à guider les hommes comme un chien de berger ou comme son étoile.

Le *kanaimá* : l'âme de la Guyane

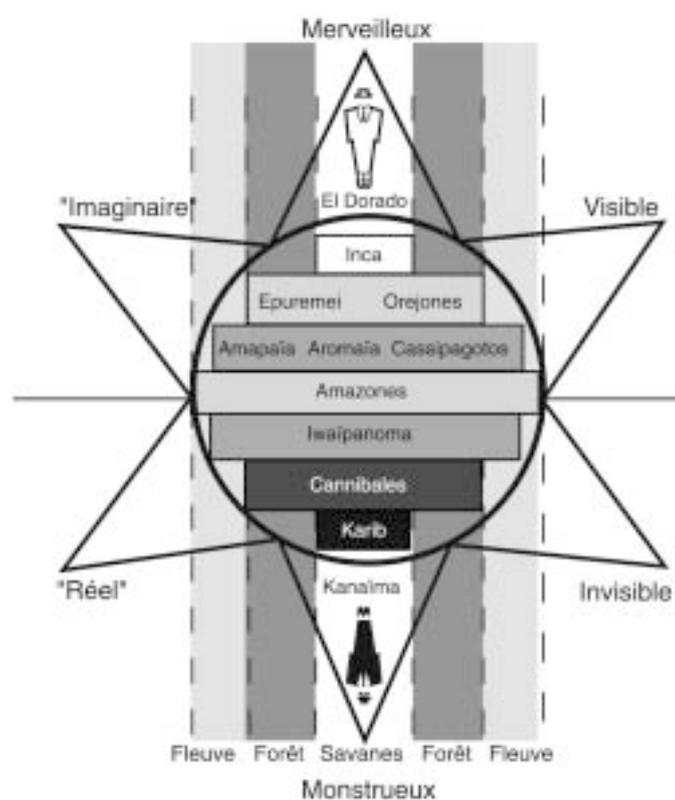
Le *kanaimá* sort de l'humain comme Adam du Paradis : il quitte l'orbite terrestre et décolle vers les étoiles en croquant le fruit défendu. En montrant que ce « décollage » peut être effectué dans quatre directions, il souligne la dimension planétaire de la Guyane dont il est le secret le plus intime, l'esprit le plus profond.

Car le *kanaimá* se présente et est identifié comme le fondement le plus intime du territoire¹². Les sentiers (*asanda*) qui relient les villages karib de la haute Guyane, entre la Guyane, le Roraima et la Gran Sabana vénézuélienne sont enracinés dans un réseau de récits géographiques chantés de type *song lines* (Chatwin, 1988 ; Glowcewski, 1991). Ils sont la projection au sol de la loi karib, celle que d'une certaine façon, protège le *kanaimá* (« éloigne-toi du droit chemin, et le loup te mangera ! »). Ils sont aussi les couloirs dans les savanes sur lesquels cheminent les villageois, les drailles des troupeaux d'humains que garde le berger¹³. Ces *asanda* sont alignés selon des axes astronomiques, et respectent ainsi, même après leur mort, la tutelle des *kanaimá*. Le parc naturel, au Venezuela, la montagne au Brésil portent le nom de l'ancienne loi, qui continue à vivre sous l'actuelle, nationale, mal établie sur ces zones de frontières.

Le *kanaimá* constitue donc une clé essentielle pour comprendre l'univers karib, la Guyane, ainsi qu'une façon originale de construire le rapport de l'homme au monde. Or, cette identité géographique, assez forte pour être revendiquée par d'autres groupes de même langue¹⁴ peut, avec autant de raison, être considérée comme une hérésie chrétienne¹⁵, ou tout au moins comme une des formes les plus effrayantes et les plus subtiles de syncrétisme entre christianisme et animisme. Surtout, l'effort intellectuel qu'il impose pour

le comprendre oblige l'observateur à le relier à sa propre pratique du monde, à son propre désir du monde. L'Eucharistie et la sexualité sont sans doute les deux portes par lesquelles l'acte kanaimá devient soudain intelligible, c'est-à-dire humain, universel. Ces deux portes, sous le nom d'Enfer et de Paradis constituent aussi les deux polarités de la Guyane et sous les noms de « bouche » et « cul », celles de tout être humain. Dès qu'il apparaît dans le monde, l'acte kanaimá se place au centre¹⁶ (figure n° 6).

FIGURE N° 6 : LES ANTIPODES DE LA GUYANE MYTHIQUE.



Or la science est mal faite pour accepter la présence d'un tel objet en son sein ou au cœur de son objet d'étude. Car le kanaimá ne peut être saisi sans l'acceptation d'autres facteurs d'explication que ceux reconnus comme valides. Comment se produit concrètement l'attaque du kanaimá, quelle forme prendrait à nos yeux le lien établi entre l'homme et le jaguar, le grand fourmilier ou le caïman?¹⁷ L'aboutissement le plus parfait d'un mimétisme, possession temporaire de l'esprit d'un animal physiquement puissant mais mentalement limité (une forme très subtile d'équitation) ? Ou bien la maîtrise de son corps par le kanaimá lui permet-il réellement de changer d'apparence ? Le kanaimá nous oblige à nous poser des questions qui, en « lieux ordinaires », n'intéressent

que les scénaristes de fictions¹⁸. Niel Whitehead laisse clairement entendre que les « *dark shamans* » auraient ce qu'on appellerait ailleurs des « supers pouvoirs » : prouesses physiques étonnantes, capacité à apparaître à plusieurs endroits presque en même temps, corps à l'épreuve des armes ordinaires, longévité remarquable. Ils embrochent des enfants pour se nourrir de leurs âmes et accordent, parfois des entrevues aux anthropologues... Ou bien Niel Whitehead est une sorte de Paulo Coelho, faisant surgir des démons de son chapeau comme d'autres des colombes, ou bien il est en train de faire entrer dans l'histoire et dans la géographie de l'humanité un personnage que nous avons mis des siècles à chasser dans la légende.

OÙ L'ON REPARLE DE L'EL DORADO

On peut au moins reconnaître à Niel Whitehead une réelle foi dans son objet et la capacité d'y convertir les autres. Ce don semble être un apanage des écrivains de la Guyane¹⁹. Aujourd'hui, autant qu'au xvii^e siècle, on rencontre en Guyane des gens comme lui, ou comme Roland Stevenson, capables d'étayer leur foi en El Dorado et de déclencher, à nouveau, une recherche fiévreuse. Depuis plus de trente ans, ce petit homme arpente tout le versant brésilien de la Guyane, du Uaupès au Roraima, à pied ou en pirogue, seul ou en compagnie, indifférent aux limites officielles des réserves militaires, écologiques ou indigènes qui couvrent plus de la moitié de la région. Grâce à lui, le kanaimá reprend souffle et vie au plein cœur d'un espace lui-même en pleine révolution culturelle.

FIGURE N° 7 : ROLAND STEVENSON INDIQUE LA LIMITE PROBABLE DE L'ANCIEN LAC PARIMÉ (MALOCCA DO PERDIZ, RORAIMA).



Roland Stevenson, le dernier conquistador

Cet explorateur de plus de soixante-neuf ans a quitté le Chili en 1975 avec sa famille avant de se fixer comme peintre à Manaus. Dans un petit livre publié avec l'appui de la zone franche de Manaus, et illustré par ses soins (Stevenson, 1994), il présenta le résumé de ses travaux et de ses hypothèses²⁰.

Comme Raleigh devant Berrio, c'est à la porte du dernier conquistador que j'eus l'impression de sonner, en Avril 2003, dans le vacarme de la gare routière de Manaus. L'homme ne trahit pas son ascendance poétique. Héritier de Vermeer (1628-1691) par son père et de R. L. Stevenson par sa mère, il tient surtout, à sa façon de rêver, de courir et de combattre (ancien champion de boxe du Chili, catégorie poids plumes) des Pizarre, Orellana et Aguirre. Prénom français picaresque, nom anglais, mère hollandaise, langue maternelle espagnole et s'exprimant en portugais, il est le descendant direct de tous les explorateurs de l'El Dorado (figure n° 7).

Pourtant Stevenson n'a jamais été intéressé par « l'El Dorado ». En visitant les villages du Uaupés, le peintre fut surpris de la familiarité des visages qu'il dessinait avec ceux qu'il avait « croqués » au Pérou. Il se lança à la recherche des liens historiques attestés entre les Andes et l'Amazonie et prospecta lui-même tous les indices de ces relations, avec une minutie d'archéologue et d'ethnologue amateur. Il bénéficia du soutien et des conseils du vieux Père salésien Casimiro²¹, d'origine polonaise mais parlant parfaitement de nombreuses langues locales, dont le Nheengatu, la « *lingua geral* » du Uaupés. Au bout d'une trentaine d'années de recherches bibliographiques, d'expéditions et d'enquêtes, il émit l'hypothèse que la ville de Manoa, sise au bord d'un lac Toponowini ou Parimé, travaillant l'or et les pierres précieuses en liaison économique et politique avec l'empire Inca n'appartient peut-être pas à la légende mais à l'histoire. Il s'appuie pour le faire sur trois séries d'indices.

Actualité de « l'El Dorado » ?

La Guyane de Raleigh était comme un gros ballon flottant au-dessus de l'Amérique du sud, ayant rompu, en perçant le canal du Cassiquiare, toutes amarres à l'espace et au temps sud-américains (Ribeiro, 1990). Pour la relier au sol, Stevenson a découvert un bon et solide sentier Inca²². Il rappelle ensuite que les savanes intérieures sont d'origine lacustre²³ et identifie, à l'intersection de la piste et du lac asséché, ce qui fut peut-être le site de Manoa.

Un rail de coke dans la forêt

Historiquement, Stevenson mit d'abord à jour les restes d'un sentier inca s'enfonçant en ligne droite dans la forêt (Budweig, 2000) parfaitement aligné sur l'Equateur. Dans la « tête de chien » du Uaupés, il découvrit l'alignement parfait, le long de l'Equateur, de pétroglyphes, de dessins de lamas, de différentes signalétiques pour le franchissement des rivières ou des sauts et des restes de constructions en moellons, régulièrement disposées tous les 20 kilomètres. L'ensemble ressemble à la description faite de l'organisation des sentiers incas, jalonnés de relais-étapes : les « tambos ».

Les Chasquis sur les sentiers incas (Parsinen, 1992) couraient leurs vingt kilomètres de piste à un rythme soutenu et sous coca. Leur passage a laissé le long

de l'équateur un chapelet de villages entourés de leurs champs d'Erythroxylum coca²⁴.

Le sentier traverse le haut Rio Negro juste après sa confluence avec le Uaupès, alors qu'il n'est encore qu'une belle rivière. Ce franchissement donne lieu à un débordement de graffitis de toutes sortes et de toutes origines sur les rochers des alentours.

Une fois passé le Rio Negro, à 1 250 km de la ligne la plus droite du monde, on est en Guyane. On contourne les hauteurs de la serra da Paracaima et l'on s'oriente vers le Nord-est, l'actuelle zone de savanes du Roraima. Il existe là un sentier indigène, sans doute moins bien aligné que ceux des Incas, moins large et moins entretenus mais qui est encore utilisé par les Indiens yanomami et par les chercheurs d'or. Le « sentier étroit » (Reichel-Dolmatoff, 1971) mène jusqu'à l'Uraricoera, au bord des savanes du Roraima.

Le feu au lac de Parimé

Outre l'insularité et l'arrogance des tépuys, les savanes intérieures font partie des caractères les plus marquants de l'identité guyanaise. Ces savanes longtemps mal connues sont aujourd'hui considérées comme d'origine lacustre. Le fait est établi depuis longtemps mais reste particulièrement difficile à débusquer dans les études consacrées à la région. Dès 1959, l'étude géomorphologique de la région du haut Rio Branco, menée par Ruellan (Ruellan, 1957) et Yvonne Beigbeder (Beigbeder, 1959) l'atteste : un gisement de diatomites, à la naissance du Puraquê donne la preuve de l'existence d'un ancien lac aux eaux peu profondes. M. G. Deflandre, sur les travaux duquel Beigbeder s'appuie, va plus loin et évoque une véritable mer intérieure : la microflore diatomique, composée d'éphyphytes, les logettes de Chrysostomacées et les cellules siliceuses de Graminées concourent à lui donner une origine benthique dans un milieu aquatique abondamment pourvu de végétaux supérieurs et d'algues (Deflandre, 1952 : 560-565).

Plus récemment, l'analyse de la « formation Boa Vista » fut interprétée comme « un cas typique de réseau hydrographique régional centripète » (Ab'saber, 1997) Le fossé d'effondrement du Tacutu, où s'empilent plus de 4 500 mètres de sédiments fonctionna longtemps comme une mer intérieure ou une série de lacs de grandes profondeurs (figures n° 8 et 9). Selon Reynaud Schaeffer et Do Vale Junior, qui étudient l'évolution des climats et des paysages dans le Roraima : « peut-être que les Indiens qui informèrent Sir Walter Raleigh 300 ans avant [Humboldt et Schomburgk] n'inventaient ni n'affabulaient-ils pas du tout » (Reynaud Schaeffer, Do Vale Junior, 1997 : 256).

Une visite dans cet étrange *sertão* au cœur de l'Amazonie est l'occasion, à chaque instant, de retrouver des indices de cet héritage. La région du Nord du Roraima s'emplit en saison des pluies d'une multitude de petits lacs circulaires. Les plus gros blocs granitiques de la région, comme la fameuse Pedra Pintada, portent des marques d'une érosion liée à l'eau, et les collines (que les Makushi et les Ingariko nomment des « îles ») portent les traces, à la même altitude, de l'ancienne limite des eaux, actuelle frontière entre la savane arborée et la prairie. Selon Gert Woeltje (Fundação Universidade do Amazonas), le lac a pu commencer à se vider progressivement il y a six à sept cent ans, en alternant des saisons sèches de plus en plus longues et des saisons humides

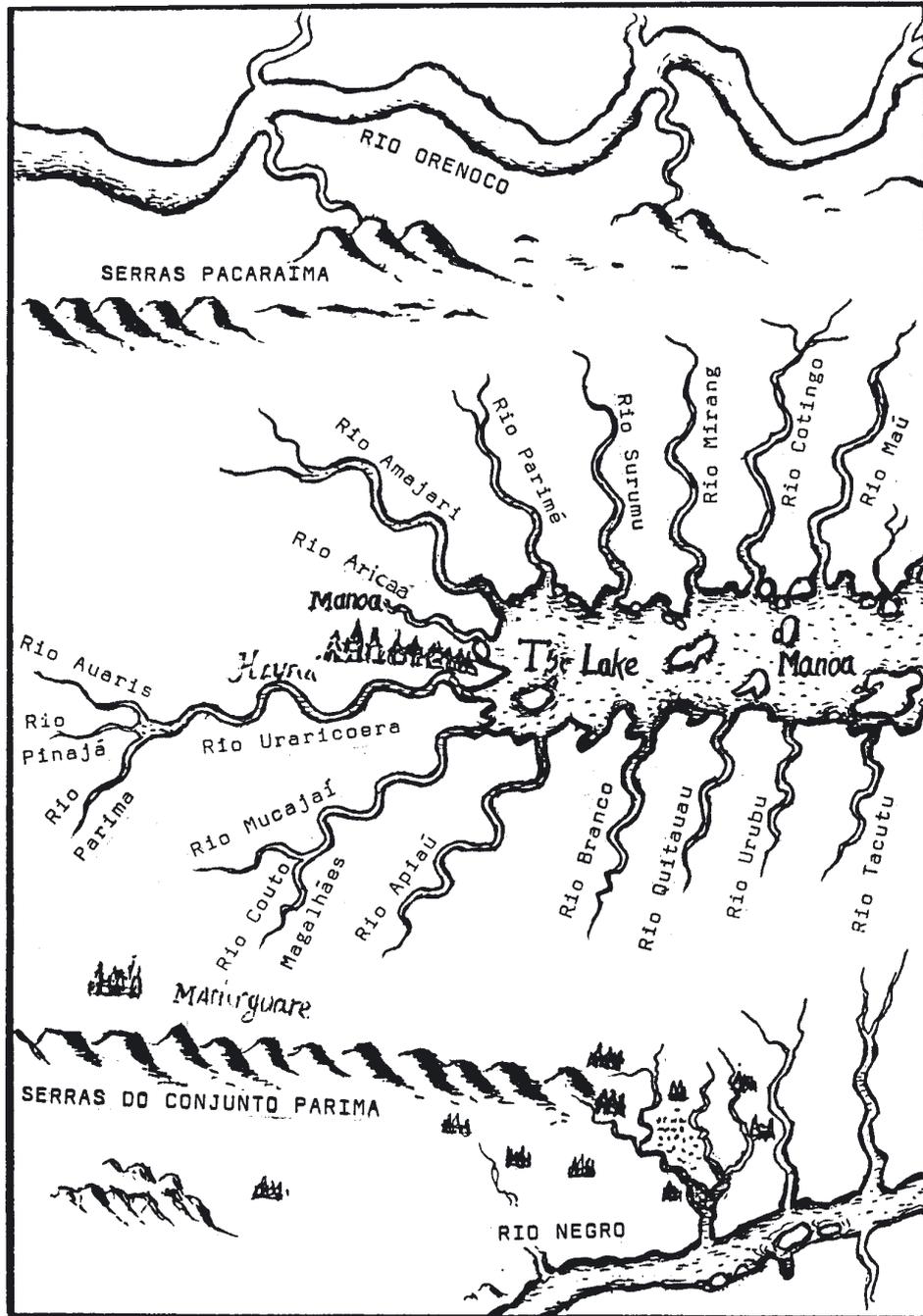


FIGURE N° 10: LA VILLE DE MANOA, AU BORD DU LAC DE PARIMÉ (D'APRÈS WALTER RALEIGH, 1596).

Sur un air de Maracá

L'identification de la zone de sédiments lacustres avec le ou les « lacs Toponowini » poussa Stevenson à regarder d'un œil neuf la carte de Raleigh et Keymis (figure n° 10). La ville « la plus grande du monde » y est située au débouché d'un affluent doté d'une triple tête, en face d'une île de belle taille. Ces caractères évoquent sur les cartes anciennes la rivière qui porta longtemps le nom de « Parimé » (Atlas Grosselin-Delamarche, 1902) et qu'on appelle aujourd'hui l'Uraricoera. Sa source, au pied des Monts Parima, est encadrée par l'Auari et le Parima. Juste après la confluence avec l'Uraricaa, au moment de quitter la zone forestière, dans ce qui devait être une sorte de delta intérieur, l'Uraricoera enserme une des plus grandes îles fluviales du monde : Maracá (100 000 hectares). L'île constitue toujours²⁵ un lieu important de sépulture pour les Indiens de la région, en particulier Wapixana et Xiriana qui la nomme « o santuario ». Stevenson a mené là-bas de nombreuses expéditions. En 1992, il y a trouvé de nombreux tumulus, couverts de forêts, entourés d'une large gouttière (figure n° 11). Beaucoup étaient éventrées, mais il trouva des ossements dans la terre remuée.



FIGURE N° 11 : LES TUMULUS DE L'ÎLE DE MARACA (CROQUIS R. STEVENSON).

Car quelques années plus tôt, l'île de Maracá, jusqu'alors perdue sur les cartes historiques autant que dans la forêt qui couvre 84 % de sa superficie (Nascimento, 1997 : 420), est devenue un centre de recherches internationales et de polémiques régionales.

En 1981, le gouvernement Figueredo créa sur l'île la première station écologique du défunt Secrétariat Spécial du Milieu Ambient (SEMA). Elle est depuis gérée par l'IBAMA. En 1987, une expédition scientifique britannique²⁶ a installé les campements de deux cents chercheurs pendant un an sur l'île de Maracá. Officiellement, les intérêts de la mission sont tout sauf archéologiques et il s'agit simplement d'une « *ecological survey of the riverine island of Maracá, an important tropical forest reserve in Brazilian Amazonia, and four related programmes: forest regeneration; soils and hydrology; medical entomology; land development* ».

L'expédition est dirigée par John Hemming, ancien secrétaire de la Royal Society of Geography, spécialiste depuis plusieurs décennies de l'El Dorado²⁷, et patronnée par le Prince Charles lui-même. Elle est nommée, à Londres, expédition « Raleigh » et débaptisée au Brésil au profit du plus discret « Maracá ». Doit-on soupçonner l'historien d'avoir vu lui aussi dans l'île Maracá l'un des principaux éléments du site ancien de Manoa, et plus exactement son cimetière, celui-là même dont Raleigh nous dit « les tombes n'ont pas été éventrées pour y chercher l'or²⁸ » ? (figure n° 12).

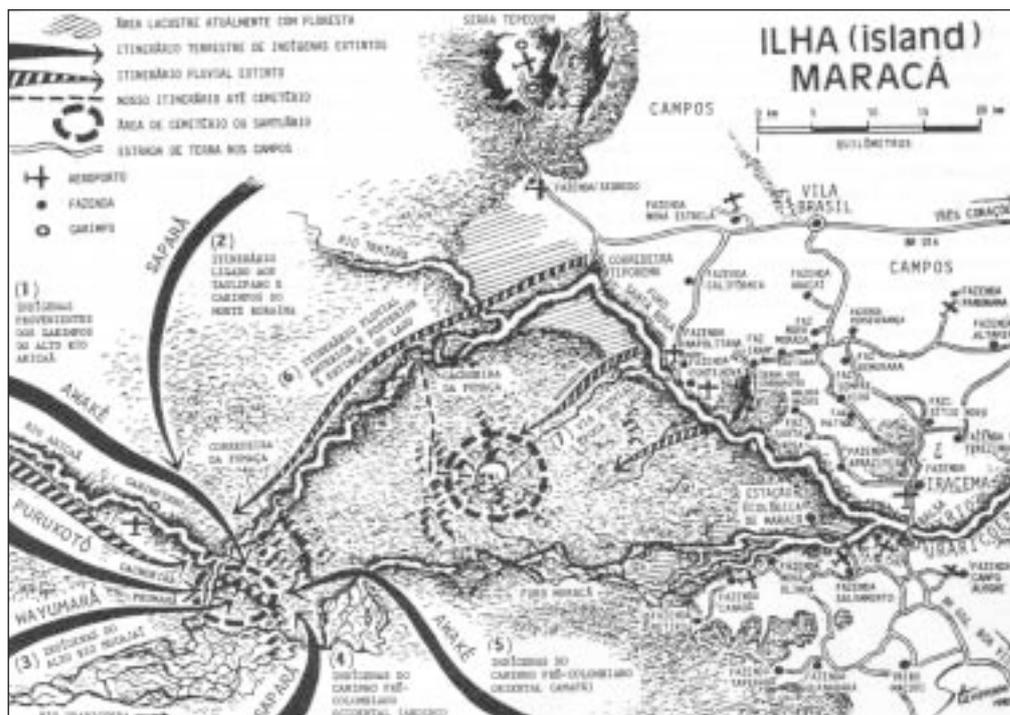


FIGURE N° 12 : L'ÎLE DE MARACA : LE SANCTUAIRE DE MANOA ? (CROQUIS R. STEVENSON, 1994).

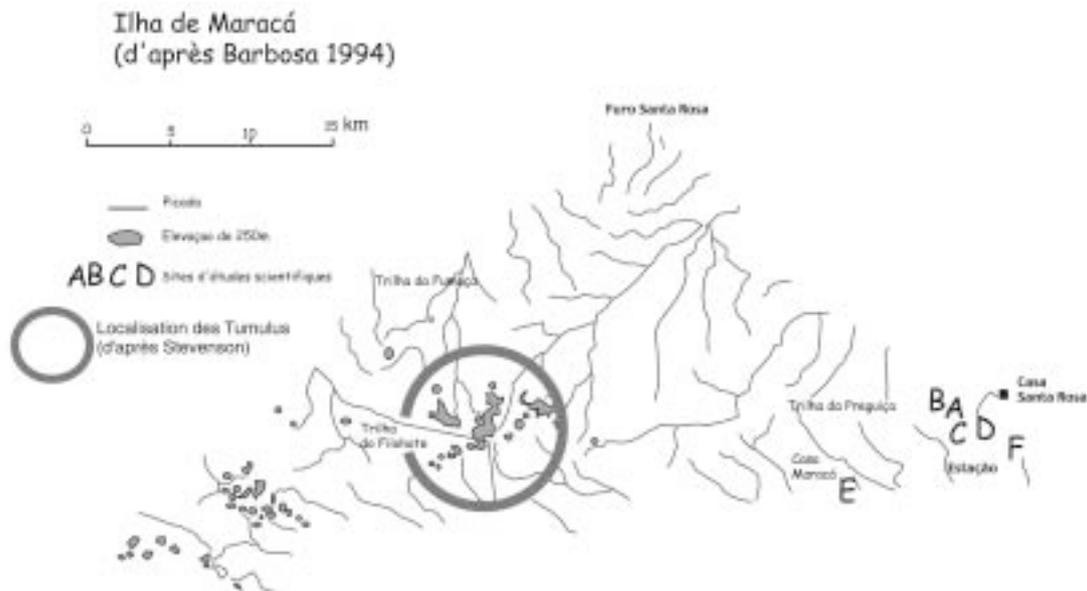
C'est ce que pense Stevenson. Pendant un an, les activités discrètes de l'équipe britannique à Maracá sont dénoncées par lui, comme « le pillage des richesses archéologiques brésiliennes ». Des témoignages ont été apportés par voie de presse du chargement dans des petits avions de « caisses fermées hermétiquement et très lourdes, qui demandaient des dizaines d'hommes pour les porter, bien que leur taille fût petite ». Les caisses auraient contenu « peut-être du minerai, vu le poids excessif, mais certaines caisses plus légères donnaient l'impression de contenir des défunts car nous vîmes plusieurs fois des os et des crânes humains dans les mains des chercheurs. (...) John Hemming, criait parfois de faire attention, disant que le contenu valait plus que toute l'île. » (Témoignage du dit « Amazonas », « policiamento fluvial ao redor da ilha Maraca » *A Crítica de Roraima*, 1988).

Dans ces caisses fermées, que Saint Exupéry aurait pu dessiner, c'est tout le mythe du trésor de Nhaminiwi qui revient hanter le cœur de la Guyane. Paradoxalement, ni les articles innombrables publiés au Brésil et dans toute l'Amérique latine sur les recherches de Stevenson, ni la parution de son livre en 1994 ne provoquèrent de véritable débat scientifique. La lourde synthèse proposée par l'Institut National de Recherches Amazoniennes (INPA) sur le Roraima (Barbosa, 1997) trois ans plus tard n'affronte jamais les thèses de Stevenson. Sur les 613 pages du rapport, seules les 21 du premier chapitre sont consacrées à l'archéologie. Réalisé par un post doctorant de la Fundação Universidade do Rio Grande do Sul, ce court texte met en garde le lecteur contre les « amateurs et les aventuriers » et les publications « pseudo scientifiques », ainsi que le chercheur amateur des risques pénaux qu'il encourt. Pour le reste, il présente de façon rapide les informations glanées en « 52,5 jours de terrain » sur 53 sites (Ribeiro, 1997 : 4). Ces sites ne sont pas localisés, mais 48 d'entre eux sont situés en savane et 5 en forêt. Aucun ne concerne l'île de Maracá.

Peut-être cela signifie-t-il qu'il n'y a rien à trouver dans ce domaine sur une île qui est, nous dit-on, « une des stations écologiques brésiliennes les mieux étudiées du point de vue écologique » (Nascimento, 1997 : 419), et ce, grâce au projet Maracá qui permet, entre autres d'améliorer « significativement la connaissance des insectes et la cueillette d'entomofaune dans l'île de Maracá » (Rafael, 1997, p. 495). Mais la localisation des sites étudiés sur l'île révèle (Barbosa, 1997 : 385) qu'ils sont tous concentrés autour de la station écologique, à la pointe orientale de l'île, bien loin des petits cercles faisant apparaître, au cœur de l'île, une série de buttes circulaires, là où Stevenson prétend avoir rencontré des tumulus (figure n° 13, page suivante).

Personne n'est parvenu, depuis dix-sept ans, ni à faire taire Stevenson, ni à prouver son erreur. Bref, si l'on ne peut rien affirmer à défaut d'une recherche archéologique exhaustive et sérieuse, reconnaissons qu'il est de plus en plus malaisé de contenir le *Large, Rich and Beautiful Empire of Guiana* dans les limites de l'utopie. Ni la forme ni la fonction attribuée à la Guyane par le mythe de l'El Dorado ne se heurtent à la contradiction évidente des faits observables. La reconnaissance ancienne de la fonction de production et de travail des métaux précieux dans une région aussi miraculeusement riche que la Guyane n'a rien d'extravagant. À l'inverse, l'exploitation discrète, au Brésil ou au Guyana, par des firmes américaines et canadiennes de cette manne géologique n'a que faire d'une telle publicité.

FIGURE N° 13: L'ÎLE DE MARACA (D'APRÈS BARBOSA, 1997).



On peut se demander, en conclusion, d'où vient la difficulté de la Guyane à s'émanciper de la légende voire de cette tendance à y chercher avec délices ses racines les plus profondes, les plus anciennes et les plus matérielles. Une île incroyable, de l'or, des diamants, un diable au Paradis... Aucun de ces mythes que les générations successives d'explorateurs se promettent toujours d'abattre sur l'autel de la vraie science n'en est sorti véritablement affecté. De la même façon que 500 ans d'acculturation, de christianisme puis de laïcité, ne sont parvenus à faire disparaître le kanimá, les rêves attachés à la Guyane restent toujours présents. La valeur particulière de ce lieu tient sans doute à sa capacité permanente d'offrir le loisir de parcourir ses rêves.

Peut-être la Guyane est-elle réellement ce qu'on affirme: un lieu sacré, preuve de l'existence de lieux de valeurs différentes dans le monde? Peut-être la Guyane, moins séparée du continent encore qu'Abraça le fut par Utopus, fut-elle le modèle de l'Utopia de More, publiée l'année de l'exécution de Raleigh et non l'inverse: une utopie avortée?

Notes

- 1 La région située au Nord de l'Amérique du Sud, entre l'Orénoque le Rio Negro et l'Amazone couvre deux états indépendants (Guyana en 1965 et Surinam en 1975), deux régions appartenant à de grandes puissances latino-américaines (Venezuela et Brésil) et une ancienne colonie européenne, miraculeusement contournée par les décolonisations successives et aujourd'hui drapée du titre de « département d'outre-mer ».
- 2 La contradiction irréductible de l'« obscure clarté » (du grec oxus, pointu, piquant, et môros, sot, fou). L'oxymoron signifie pour Léon Cellier « la présence d'un élément mystérieux [...] le sacré ».
- 3 « Dans la bouche du midi que j'ai appelé Bouche du Serpent, j'ai trouvé qu'à la tombée de la nuit j'avais l'étoile du Nord à une hauteur de presque quatre degrés, et dans celle du Septentrion, que j'ai appelée Bouche du Dragon, il y en avait presque sept. (...) J'allai de la sorte sur une longue distance jusqu'à un très grand golfe, dans lequel il semblait y en avoir quatre autres moyens, et de l'un d'eux sortait un fleuve gigantesque. » Il conclut logiquement : « J'appelai cet endroit Jardins, car c'était le nom qui convenait » (Colomb, 1992 : 386).
- 4 Depuis 1902 et un article fameux de Paul Vidal de la Blache, on a fait justice de la réputation de fabulateur et de cartographe peu scrupuleux longtemps attribuée à Raleigh. Au contraire, Vidal salua l'enrichissement de la topographie littorale et l'effacement de tous les toponymes catholiques au profit d'un relevé systématique des toponymes amérindiens.
- 5 « Mercredi 24 novembre 1993, 8 heures 30 », Monkey Mountain. « Puis Terry me raconte l'histoire de Neal Whitehead, archéologue anglais, de son ami Georges Simon, archéologue et artiste peintre Guyana, d'origine Arawak, et des " Kanaimá bones ". (...) C'est Neal lui-même qui raconta cette histoire à Terry, et Terry me donna l'adresse de son ami, afin de lui demander, si je le désirais, des explications complémentaires. » (Lézy, 1998)
- 6 L'apparition du terme décrivant la transformation complète de la substance du pain et du vin au cours de l'Eucharistie apparaît en 1495 (dictionnaire Robert) et celui de consubstantiation (présence réelle et simultanée du corps et du sang de Jésus Christ dans le pain et le vin en 1567). C'est souligner avec Franck Lestringant (1990) le rôle de la rencontre avec les cannibales dans les débats théologiques et politiques européens. Les travaux de Niel Whitehead, à l'inverse, permettent de mettre en valeur le rôle du contact chrétien dans l'évolution de la pratique anthropophage.
- 7 L'infirmière de Paramakatoi apporte le témoignage direct de 29 morts en 30 ans (Whitehead, 2002 : 25)
- 8 Il s'agit plutôt dans les deux cas de la maîtrise de l'articulation. Le contrôle des deux orifices, la propreté et la parole se met en place au même âge.
- 9 Le processus peut aussi être envisagé comme une anesthésie, l'ensemble de l'opération se déroulant, d'après Whitehead, dans un état de choc comateux.
- 10 Les Wayana la nomment Akwali. Lorsque vous mourez, on vous place dans votre hamac et votre corps, en se défaisant, s'imprègne dans les fibres et monte, à travers l'arbre, jusqu'au ciel. A l'inverse, si la personne a eu un rôle très important, il convient de conserver cette âme et de la faire glisser de nouveau dans un corps humain. C'est ce qu'on fait, en Guyane française, sur le haut Maroni, à la mort d'un grand Shaman.
- 11 Il s'insère dans un univers shamanique dominé par les personnages du Piaye ou Pajé, figure de guérisseur moralement neutre, le « dark shaman » et « l'Alléluia », pratiquant un syncrétisme original entre sa religion et la dimension shamanique du message du christ. La position du *kanaimá* est trop symétrique à celle de l'Alleluia, dans ce tryptique golgothésque, pour qu'on puisse supposer que l'acte kanaimá n'ait pas hérité, lui aussi,

certaines de ses caractères et une partie de sa cohérence, des débats théologiques qui déchirèrent non seulement catholiques et protestants, mais aussi et surtout, missionnaires protestants et shaman karib, dans leur langue et sur leur terre (Whitehead, 2002 : 128).

- 12 C'est dans le sens de créateur d'espace que Niel Whitehead parle de « poétique » de la mort violente.
- 13 La référence la plus immédiate, vue du côté kanaimá n'est sans doute pas le rapport du berger à ses agneaux, mais celui du jaguar et des singes, dont il protège et pressure le territoire. Un rapport somme toute féodal, avec lequel des personnages comme Dracula, Tzaroff font la transition.
- 14 En 1995, chez les Indiens karib de la Dominique, un projet, le « Gli Gli Project » mené par Jacob Frederick envisage de construire un canoé karib traditionnel et de remonter jusqu'à la Pomeron. D'après Frederick (Whitehead, 2002 : 255), l'un des buts de cette expédition est de renouer avec la pratique du kanaimá, découverte dans les textes de Whitehead. C'est souligner à la fois la dimension volontariste de la constitution d'une « indigénéité » et le rôle de son étude dans sa transformation.
- 15 Comme Appolonius de Thyane (Girard, 1999), le kanaimá se met à adorer non le Christ en croix, mais la Croix. Il reproduit avec une dévotion gourmande, le sacrifice du Christ dans celui de ses bourreaux. Le recueillement du *maba* s'apparente au geste des soldats, fondateur de la tradition johannique, faisant jaillir « le sang et l'eau » (Jean 19, 34) du côté du Christ torturé. Le kanaimá est sans aucun doute un « dark Shaman », mais c'est aussi une messe noire, une inversion de toutes les polarités de l'Eucharistie.
- 16 On peut déjà, grâce à l'internet, avoir une idée assez précise des contours de ce désir du monde. La place du mot kanaimá y est déjà grande (ex site « Bone appetite », « learning to love cannibals » <http://whyfiles.org/164cannibal/3.html>), aux côtés d'autres sites voués au cannibalisme, à la zoophilie, la coprophagie, la torture et les *snuffs movies*. Armin Meweis, le cannibale allemand, avait sélectionné sa victime sur le Net, parmi plus de 400 candidats.
- 17 On connaît la réponse d'Hergé dans Tintin au Congo : un pauvre bougre ambitieux couvert d'une peau de bête. Difficile d'y faire entrer le personnage du kanaimá, et de l'imaginer se faisant tirer les oreilles par un gamin en short. Pour Hugo Pratt, les « hommes léopards du Rufuji » sont de sympathiques justiciers masqués. Il y a de la place entre les deux.
- 18 Les personnages de Batman, Spiderman font tailler leurs costumes chez le fournisseur du kanaimá. Teintes sombres, motifs « prédateurs en chasse », insignes policiers « punir et venger ».
- 19 « Il n'y a pas un mot, pas une image dans ce récit qui puisse m'être imputés à mensonge. Je fais serment d'avoir dit la vérité. » écrit Jean Galmot en préface *un mort vivait parmi nous*, narration à la première personne d'une expédition vers l'El Dorado.
- 20 Deux voyages de quinze jours à Manaus et Boa Vista en 2002 et en 2003 m'ont permis de confirmer une partie importante des affirmations fournies par Stevenson et de toucher du doigt de nombreux objets étonnants, par lui réunis comme une « borduna » inca trouvée sur l'Uraricoera.
- 21 Le père Casimiro Beksta (CENESC-AM) a 82 ans. Je l'ai rencontré à Manaus, au couvent où il est reclus. On nous accorda une heure d'entretien, autour d'une petite table d'école, au milieu du préau de récréation des orphelins.
- 22 Une hypothèse déjà évoquée par Coudreau qui soulignait l'origine péruvienne ou du moins étrangère aux langues locales du terme « Tumuc Humac ».
- 23 Et non pas climatiques ou liées aux « essartages jésuites, entretenus ensuite par le pâturage », comme j'avais pu, après d'autres le rapporter moi-même. Mea culpa.

- 24 Les actuels narcotrafiquants ont repris le tracé des anciens sentiers unissant les villages et profité d'une culture ancienne d'*Erythroxylum coca*. Le sentier Inca fut toujours un rail de coke dans la forêt. Aujourd'hui, c'est une véritable « autoroute de la cocaïne », qui remonte vers le Nord à partir de Manaos, vers Boa Vista, Santa Hélène et Caracas.
- 25 Les témoignages directs de Roland Stevenson et de Géraldo «Xiriana » rencontrés à Boa Vista en 2003, rencontrent les déclarations du Père Casimiro.
- 26 «Patron: HRH The Prince of Wales Number of members: 202 Duration: February 1987 - March 1988 Leader: Dr John Hemming, Director and Secretary, Royal Geographical Society; Field Leader: Steve Bowles; Administrator: Fiona Watson». (site: Maraca rainforest project).
- 27 John Hemming est l'auteur de *The Conquest of the Incas*, de *Red Gold, The Search for El Dorado*, de *Change in the Amazon Basin*, et du *Golden Age of Discovery*.
- 28 Hemming, John, *In search of El Dorado*, « The dead were buried along with their treasures », p. 203.

Bibliographie

- Barbosa, Reinaldo, 1997, *Homem, Ambiente e Ecologia no Estado de Roraima*. Manaus, INPA.
- Budweig, Heinz, 2000, Todos os caminos levam a Cuzco, Caminhos pré-históricos, dans *Transglobal, TransAméricas*, n°2.
- Clastres, Pierre, 1974, *La société contre l'État*, Paris, Editions de Minuit.
- Chatwin, Bruce, 1988, *Le chant des pistes*, Paris, Grasset, coll. Le livre de poche,
- Crítica de Roraima*, 1988, « Ingelses levam tesouro arqueológico de Maracá », Boa Vista, domingo, 27-11.
- Colomb, Christophe, 1992, *Œuvres complètes*, Paris, La Différence.
- De Dominci B., 2001, « De l'Herméneutique juive à la Morphodynamique urbaine au regard de l'Anthropologie du Dogme : une contribution aux Sciences de la Forme », *Cahiers de Géographie du Québec*, Laboratoire de Géographie de l'Université Laval.
- Descola Philippe, 2001, « Où s'arrête la nature ? où commence la culture ? » Leçon inaugurale faite le jeudi 29 mars 2001, n°159, Chaire d'Anthropologie de la Nature, 35 p.
- Glowcewski, Barbara, 1991, *Du rêve à la loi chez les Aborigènes, Mythes, rites et organisation sociale en Australie*, Paris, PUF.
- Atlas Grosselin-Delamarche, 1902, Paris, Librairie Emile Bertaly.
- Hugh-Jones, Stephen, 1996, « Les concepts " aliment " et " drogue " des populations du nord-ouest de l'Amazonie. » dans Hladik, Claude Marcel (dir.), *L'Alimentation en forêt tropicale: Interactions et perspectives de développement*, Paris, Unesco, pp. 817-835.
- Humboldt, Alexandre de, 1983, *Voyages dans l'Amérique équinoxiale*, Paris, La découverte.
- Lezy, Emmanuel, 1998, « fragments d'un voyage aux Guyanes », dans *Guyanes-Guyane, perceptions et représentations de l'espace compris entre l'Amazone et l'Orénoque*, Thèse de Doctorat de Géographie de l'Université de Paris X Nanterre, sous la direction de Jean-Pierre Raison.
- Lestringant, Franck, 1990, *Le Huguenot et le sauvage*, Paris, Aux amateurs de livres.
- Marmion, Simon, 1459-1463, « La terre répartie entre les trois fils de Noé », enluminure de *La Fleur des Histoires* de Jean Mansel, dans Pelletier, Monique, *Couleurs de la terre*, Paris, Seuil, Bibliothèque Nationale de France.
- More, Thomas, 1987 (1516), *Utopie*, Paris, Garnier-Flammarion.

- René Girard, 1999, *J'entends Satan tomber comme l'éclair*, Paris, Grasset.
- Nascimento, Marcelo, T., 1997, « Estrutura e diversidade das florestas de terra firme na ilha de Maracá », dans Reinaldo I., Barbosa, *Homem, Ambiente e Ecologia no Estado de Roraima*. Manaus, INPA.p. 417-430.
- Place, François, 1996, Atlas des Géographes d'Orbæ, Paris, Casterman/Gallimard.
- Pärssinen, Martti, 1992, Tawantinsuyu. The Inca State and its political organisation Helsinki.
- Rafael, José Albertino, 1997, « Notas sobre insetos de Roraima », dans Barbosa, Reinaldo I., 1997, *Homem, Ambiente e Ecologia no Estado de Roraima*. Manaus, INPA.p. 489-504.
- Raleigh, Sir Walter, 1993, *El Dorado*, Paris, Editions Utz, Coll. Unesco d'œuvres représentatives, établie d'après l'édition de 1848.
- Ratter, James A., (éd.), 1999, *Maracá: The Biodiversity and Environment of an Amazonian Rainforest* William Milliken, Editor.
- Reclus, Elisé, 1895, « Les Guyanes », dans *Géographie Universelle*, Livre XIX.
- Reichel-Dolmatoff, Gerardo, 1971, *Amazonian Cosmos, The sexual and religious symbolism of the Tukano Indians*, University of Chicago Press.
- Reynaud Schaeffer, Ernesto Carlos et José Frutuoso Do Vale Junior, 1997, Mudanças climáticas e evolução da paisagem em Roraima: uma resenha do Cretáceo ao Recente, dans Barbosa, Reinaldo I., 1997, *Homem, Ambiente e Ecologia no Estado de Roraima*. Manaus, Inpa.
- Ribeiro, Darcy, 1990, *Utopie sauvage: Souvenirs de l'innocence perdue: Une fable*. Paris, coll. N.R.F., Gallimard.
- Ribeiro, Pedro Augusto Mentz, 1997, « Arqueologia em Roraima: histórico e evidências de um passado distante », dans Barbosa, Reinaldo I., 1997, *Homem, Ambiente e Ecologia no Estado de Roraima*. Manaus, INPA p. 3-24.
- Rostain, Stephen, 1994, « The French Guiana coast: a key-area in prehistory between the Orinoco and Amazon Rivers » *Between St. Eustatius and the Guianas*, Publication of the St. Eustatius Historical Foundation, 3, St. Eustatius, pp. 53-97.
- Rostain, Stephen, 1991, *Les champs surélevés amérindiens de la Guyane*, centre ORSTOM de Cayenne.
- Stevenson, Roland, 1994, *uma luz nos mistérios amazônicos*. Manaus, Suframa.
- Vidal de La Blache, Paul, 1898, « Le contesté franco-brésilien en Guyane », *Annales de géographie*, t. VII, 1898 et t. X, 1901.
- Waugh, Evelyn, 1934, *Ninety-two days: A journey in Guiana and Brazil*, Penguin Travel Library.
- Whitehead, Niel L., 2002, *Dark shamans, kanaimá and the poetics of violent death*. Duke university Press, Durham and London.
- Whitehead, Niel, 2001, « Kanaimá: shamanism and ritual death in the Pakaraima mountains, Guyana », dans Laura Riavl et Niel Whitehead (eds.), *Beyond the visible and the material*, Oxford, Oxford University Press.
- Whitehead, Niel, 1998, « Indigenous Cartography in Lowland South America and the Caribbean ». dans *The History of Cartography, II, 3*, Woodward D. & G. M. Lewis, (eds.), University of Chicago Press, pp. 301-326.

RÉSUMÉ - RESUMO - ABSTRACT

La Guyane existe-t-elle ailleurs que dans les rêves de quelques voyageurs hallucinés ou malhonnêtes? Le récit de voyage en Guyane constitue un genre maudit de la littérature géographique qui coûte cher à la discipline en hommes et en convictions. Les travaux de Niel Whitehead sur le kanaimá des savanes intérieures du Guyana tracent pour la première fois des contours précis autour d'une véritable Guyane indigène (même si elle n'est pas proprement « indigène ») longtemps rejetée dans la légende. Ces contours s'adaptent sans les contredire à ceux du mythe toujours vivant de l'El Dorado et fournissent un contexte neuf dans lequel l'envisager.

A Guiana existe realmente em algum outro lugar além dos sonhos de alguns viajantes alucinados ou desonestos? O recito de viagem pela Guiana constitui um gênero maldito na literatura geográfica que lhe custou caro em homens e em convicções.

Os trabalhos de Niel Whitehead sobre o kanaimá das savanas interiores da Guiana (Georgetown) traçam pela primeira vez os contornos precisos de uma verdadeira Guiana indígena considerada durante muito tempo como uma lenda. Seus contornos adaptam-se, sem contradizê-los, àqueles do mito sempre vivo do El Dorado e fornecem um contexto novo dentro do qual apreendê-lo.

Does Guyana really exist, out of the dreams of some lunatics or cheating trippers? « Tales from Guyana » is a poorly respected kind of geographical literature, expensive in lives and beliefs. Niel Whitehead's work on the central savanahs from Guyana kanaimá draws for the very first time the precise outline of a true indigenous (if not really truly indigenous) « Guyana ». These outlines fit well with the geographical form of the still leaving legend of El Dorado and provide a new context to think about it.

Mots clés: Guyane, El Dorado, Kanaimá, Guyana, Surinam, Guyane française, Rupununi, Roraima

Palabras claves: El Dorado, Kanaimá, Guiana, Surinam, Guiana francesa, Rupununi, Roraima

Keywords: El Dorado, Kanaimá, Guyana, Surinam, french Guyana, Rupununi, Roraima



THE SIGN OF KANAIMÀ, THE SPACE OF GUAYANA AND THE DEMONOLOGY OF DEVELOPMENT

NEIL L. WHITEHEAD*

Quien se va al Orinoco, Si no muere, se vuelve loco.
(Venezuelan proverb)

*My father was so Amerindian... he no went school, and he could
kill and resurrect you in a day'*

(Patamuna Roger Edwin, 1997)

THIS ESSAY EXPLORES THE WAY IN WHICH shamanic complex of *kanaimà* becomes an articulation of the savage in both colonial and national cultures of north-eastern South America. The shamanic complex of *kanaimà* has become a central representation of the savage in both colonial and national cultures of north-eastern South America. Together with the cannibal sign, *kanaimà* is used to construct a vision of Satanic Majesty in Amazonia. This vision of a Satanic Majesty holding sway over indigenous cultures is used in turn to produce a Demonology of Development. This Demonology pictures tradition and ritual, as nothing but superstition and primitiveness, serving the ghoulish and violent desires emanating from this Satanic Majesty, who is therefore the hidden enemy of Development and Progress. This idea of Development, in western discourse, alludes to forms of both material and spiritual redemption and advancement, and is understood here as part of the colonial and national conquest and incorporation of indigenous communities under the power of the state and government.

Kanaimà, a term which refers both to a practice and the practitioners, is a form of mystical assault that ritually requires the extensive physical maiming of its victims in order that they may be produced as a divine food. This carnal violence, primarily a mutilation of mouth and anus, renders the victim

* Anthropology, UW-Madison (nlwhiteh@facstaff.wisc.edu).

near dead but the process of slow death that occurs allows the formation of the magic substance *maba* within the body of the victim. The putrefaction of the cadaver in its grave then completes the cooking of the *maba* which the *kanaimà* shamans suck from the belly of the victim. This substance cools the heat of the killers, augments the senses and physical abilities of the *kanaimàs*, and facilitates the location, tracking, and eventual assault of future victims (Whitehead, 2002a).

Kanaimà is currently deployed in the cultural practice of the Patamuna, Akawaio and Makushi of the Pakaraima mountains, in various ways but it is important to notice that it is not just a form of internal dialogue amongst « natives » but also enters into the self-fashioning of the Guyanese, Venezuelans and Brazilians. As a profoundly « authentic » icon of Amerindian survival, it has been appropriated by the national societies of the region as a sign of their emplacement in the wild and alien landscapes of the « interior ». This idea of the « interior » posits Guayana as the end point of exploration, the counter point of modernity and the obstacle to development. Accordingly the language of conquest and occupation still suffuses the national imagining of this region and *kanaimà* comes to stand for that alterity. In turn the encounter with *kanaimà* becomes a token of the traveler's, or anthropologist's, or missionary's, or miner's penetration to that inner mystery. In this way *kanaimà* becomes the metaphoric equivalent of the Conradian « heart of darkness » where there is nothing but « the horror the horror ».

The Demon Landscape

This articulation of savagery through reference to *kanaimà* is culturally grounded, quite literally, in ideas and metaphors of physical space. Some recent work on the cartography of this cultural space in the eyes of colonial travelers such as Henry Bates (Raffles, 2002) Robert Schomburgk (Burnett, 2000) and Walter Raleigh (Whitehead, 1997a) allows more detailed connections to be made between this peculiarly Guyanese notion of the savage with the broader aims of colonial and national control of this permanently wild interior. This more detailed conjoining of the idea of Guayana with that of native savagery is not just the passing allusion of a few authors or travelers, but is a fundamental trope in the imagination of « Guayana » from the inception of European exploration through to the present day (Lézy, 2000; Whitehead, 2002b, 2004). Nor is this imaginary confined to colonial mentalities alone, since *kanaimà* has also fed the national imagineries of Brazil, Venezuela, and Guyana.

The zone of *kanaimà* is thus both an intellectual construct and a physical space that comprises the geographical landscape of the region between the Orinoco and the Amazon rivers, defined to the west by the fluvial connection of those rivers via the Rio Negro and to the east by the Atlantic ocean. In other works (Whitehead, 1993, 1994) I have referred to this physical space as « Guayana », using the old Spanish spelling to indicate its epistemological priority over the colonial and national political territories of the Guianas (Guyana, Surinam, Guyane) and follow that usage here. In the earliest accounts of South America the land mass south of the Amazon was referred to as the « Island of Brazil », and by extension the territories to the north were thought of also as an island. The fluvial orientation of human connections in this region

also underwrites this perception phenomenologically since the rainy season inundates the rivers, creating for the traveler flooded vistas from which the land only intermittently rises such that « islands » appear everywhere. In turn a political phenomenology of landscape was present in the forms of native topography such that key settlements were often designated using the suffix «-cai », a native word for island.

This meta-geography is also apparent in the continuing experience of place since the approach to the Orinoco from the north is quite dramatic for the way in which it is signaled by pronounced differences in landscape forms (Gibbs and Barron, 1993). The flat hard llanos, composed of greyish shale oil soils, are suddenly replaced by the red-earth that is indelibly Guayana. Such red laterite soils also feed ideas about the poverty of Amazon soils and are certainly of a morphological kind that challenges western notions of agricultural productivity, but they are rich in minerals and the magic of gold. To the south such contrasts are repeated in the hydrological character of the south flowing rivers that drain the hard old granitic heart of the Guiana Shield, which are filled with deep passages and narrow rapids, unlike the meandering and broad water courses that flow northwards into the Amazon channel. The deep green forest of the northern flanks of the Pakaraima mountains which form the summit or the Guyanese Shield, along with the Parima chain, also contrasts strongly with the savannas that cover the southern flanks.

Rooted in these features of the physical landscape the idea of Guayana as insular is then understood, in both colonial and native thought, as distinct from its southern counterpart « Brazil ». The Amazon river channel is thus a frontier not a center in such continental systems. The « civilized » chiefdoms to the south and west along the river, such as Tapojoso or Oniguayal are then in opposition to those of the north bank, such as Arripuna, Conori or Manoa which become the wild and exotic lands of Cannibals, Amazons and Gold in the early colonial accounts (Whitehead, 1994).

However, it is the emergence of Guayana as a demonic landscape, incompletely imagined through the cannibal, that is the subject of this essay. Thus, the zone of the cannibal lies to the north and south of Guayana but is never clearly located within it, and then only as an invasive phenomenon. Cannibals in the Caribbean, the original site of this peculiarly American signifier, border Guayana to the north. Ancient Cannibals were hypothesized to have brought their ritual proclivities to the shore of the Barima river as part of a wider invasive moment. The excavation of shell-middens in this region by the missionary William Brett (1851, 1881), during which human bones were recovered, apparently anchored this hypothesis with the evidence of archaeology.

Nineteenth century colonial commentators thus constructed Guayana as resistant to this cultural proclivity until the demon Caribs, plundering and killing their way through the Caribbean islands and delta of the Orinoco, inflicted their warrior disciplines on the indolent indigenes, transforming the local Karinya from farmers of manioc into the « red faces » of Warao legend who ate up the peoples of the Orinoco and interior. This was in itself but a mimesis of a European occupation that had already destroyed the majority of native cultures and had consumed their remnants in the pursuit of colonial development. Firstly, through the system of plantation slavery that induced a dependency on the colonial regime through its payment for mercenary ser-

vices in policing the interior for runaway slaves. Secondly, through the punitive slaving of certain Guayanese groups themselves, particularly the Makushi and other groups of the deep interior. Slaving then itself became a way of knowing and discovering and slipped easily into evangelization as the economic stabilization of the colonial regimes in the region through the plantation economy supplanted the haphazard prior dependence on individual trade partnerships with native groups.

Likewise to the south, those gourmet cannibals the Tupi, that so fascinated the French commentators, were singular to their Brazilian location. Although early French ethnology tended to use categories derived from this Tupi encounter to describe the cultures of others in the Caribbean and even the land of the Iroquois, the attempt to implant such notions in Guayana, or to filter their experience there through this Tupian lens, resulted only in various infelicities in ethnological description. It proved all too facile to descry the ethnic dyads of Caribbean experience (Arawak vs Carib), in the dyadic logic of cannibalism and war among their allies in the region of Rio de Janeiro. In this way Guayana eluded the wider continental categories of conquest and knowledge such that native cultures in Guayana become the marginalia of evolving ethnological schema in the nineteenth century travelogues and the twentieth century *Handbook of South American Indians* (Steward, 1948).

A Demonology of Development

The landscape is not a passive component of human socio-cultural processes and so the way in which the colonial regimes of the region occupied and sought to re-inscribe their own particular cultural meanings in the context of existing native practices has to be considered alongside the imaginary cartographies of the demonic that orientate colonial and national governments in their actions towards, and creation of, the indigenous (Whitehead, 2003).

These constructions of the « native » or « indigenous », whether in public political discourse, the representations of the media, or in anthropological and ethnographic writing, have all served to enable and encourage violence against indigenous communities. From the initial charges of cannibalism made against Amazonian peoples in the sixteenth century to the supposed fierceness of the Yanomamö, there has been a continuous external discourse on Native Amazonian's savagery and wildness, most usually demonstrated through their Satanic proclivities (shamanism) and demonic customs (cannibalism). No less relevant to the fate of native peoples today than it was five hundred years ago, this discursive production of « natives » continues to create a broad cultural framework in which violence against indigenous persons can be more easily obscured or justified.

In Guayana successive waves of spiritual and material development have pounded native communities leading to the continuous ideological construction of indigenous peoples as obstacles to « progress ». This is signaled by key cultural practices that have allowed the governmental regimes to separate out the « good » and the « bad » Amerindian. In Guayana this has proceeded along an number of axes which all reference spiritual and ritual forms of action as ciphers for the political opposition that given native groups showed towards theses plans for their redemption and development. Most notorious was the dualistic ethnic typology, originated by Columbus, of Arawaks

and Caribs. I have shown elsewhere (Whitehead, 1995, 2002c) that this apparently objective ethno-linguistic distinction is in fact highly suspect and refers more to the exigencies of conquest than to native realities. However, this distinction became widespread across the region and in time a component of Amerindian identity itself. Colonial policy enshrined this scheme in legal statute - allowing plunder and slaving of those populations considered Carib. Arawak populations, both through selective alliance and the involvement of key Lokono clan leaders, were then understood as basically tractable and, given a system of raiding and warfare between key Carib and Arawak populations, such as the Karinya and the Lokono, such Arawaks were also considered to be self-interested, and so dependable, in their European alliances.

As missionaries began systematic evangelization in the seventeenth century along the Orinoco, this ready made distinction became self-fulfilling since opposition to the missionaries was defined as Carib. In this way the Arawak, who accepted evangelization, were again seen as favorable to colonial development. But this distinction was, and still is, based on more than these competing representations of Amerindian tractability and intractability. The notions of Carib and Arawak refer also to spatial location and ritual proclivity. Consistent with the demonic nature of the colonial imagination of the space of Guayana, the Carib are pictured as interior, bush-dwellers exemplifying the secretive, dangerous and violent nature of the dark heart of the region. The Arawaks, coastal dwellers and even urbanites, in turn signal the possibility of indigenous redemption, reform and development. These competing tropes of the indigenous can then be made to fit varying political and ethnic circumstance using linguistics to bolster the idea of a fundamental difference in the cultural ontologies of Arawaks and Caribs. Despite the fact that linguistic practices do not actually conform to this scheme it has remained a passionate debate in contemporary anthropology and archaeology (Whitehead, 2002c).

Linguistics thus anchors a demonology of development in the ethnology of the region, but this demonology is not just a linguistic distinction correlated with a political opposition but also invokes apocalyptic visions of a threat to all social order, native, colonial or national, through the linguistically inscribed association of Caribs and cannibalism, the very terms being directly related etymologically through European usages. The production of cannibals was thus an economic and political interest, given the legal provisions that allowed special violence against them. It is also a central issue for anthropological interpretation, since, as Arens (1979) rightly indicates, this is the original anthropological question. As a result the literary and ethnological production of the cannibal has gone hand in hand with the military and political domination of the native population in this region of South America. The violence of conquest in the region mimetically referenced cannibalism as its justification, and representations of the native population suppressed description of Arawak torture and cannibalism, emphasizing rather the barbarity of the Carib.

It is therefore important to realize that in other contexts cannibalism *per se* simply did not function in this way as a justification for colonial or national violence against indigenous communities. The French commentaries on the Tupi of coastal Brazil from the sixteenth century thus also make a distinction between the good and bad Indian but do so with reference to the ritualiza-

tion of the cannibal rite (Whitehead, 2000). This resulted from the way in which the encounter with the Tupi provoked theological debate over the nature of the Catholic Eucharist and its doctrine of transubstantiation. In this scheme the elaboration of cannibal ritual, alleged amongst the allies of the French, and denied among the allies of the Portuguese, served to produce political and military distinctions among the native population. French collusion in the cannibalism of Portuguese prisoners of war should thus be understood as a way of sustaining a distinct kind of ethno-demonology, even if it was also founded on the cannibal sign. In this way the very ritual practice that, to the north, was considered a defining characteristic, in any form, of a recalcitrance and hostility to colonial and national development, becomes an analogy of the Christian Eucharist in Brazil. The violence of the cannibal ritual was not problematic, but rather the nature of collective participation in that ritual violence. The participation of women and children implicitly undermined the colonial state's political justifications for its violent modes of control, the redemption of the heathen and rescue of the cannibal victim.

In the French sources (see also Lestringant, 1977) the meaning and form of the Christian Eucharist is of greatest significance and is the starting point for Montaigne's consideration, « De Les Canibales » (in *Essais*, 1580). For Montaigne, both Tupi and Christian rules of cannibalism are communal, related to the worship of the dead and done in the hope of benefit to the group. But the key question for the differentiation of Catholic and Protestant liturgy then becomes - is this a literal homology present in the moment of transubstantiation or an analogy of spiritual nourishment that replenishes and feeds faith indefinitely? For Montaigne, as a Catholic, the assimilation of the Tupi practice to the Christian belief is an obstacle to the humanistic embrace of the Tupi. However, Montaigne fails finally to condemn the Tupi precisely because of the parallels in symbolic practice that other contemporary sources explicitly elaborate.

Without the possible religious significance of the parallels between Tupian and Christian Eucharist the subsequent fate of the cannibal is to be superfluous and so anachronistic, fit only for eradication, as with that « exterminating angel » Robinson Crusoe (Lestringant, 1997 :11). And so the cannibals come to be seen as responding to their bio-ecological conditions not their culture, or, in the act of erasure that Lestringant (1977 :12) rightly resists, the materiality of their acts are supplanted by the evanescence of a cultural discourse which « shifts the noise of teeth and lips towards the domain of language ».

André Thevet, in his earliest work on Brazil, *Les Singularitez de la France Antarctique* (1558), delineated a geography of man-eating that located the uncultured « cannibals » to the north towards the Amazon river, and the ritualized « anthropophages » in the orbit of French experience. Thus the former are characterized as cruel eaters of human flesh as a matter of diet, the latter as exponents of certain rituals of revenge. Not surprisingly this cannibal cosmography also conforms to the patterns of French trading and military alliances in the region (Whitehead, 1993a).

Thevet notes the progress of the cannibal rite in great detail and seems unable to resist an analogy with the preparation of roasting pig in French peasant culinary traditions. However, elaborate though this ritual becomes in Thevet's subsequent account in the *Cosmographie* (1575) and a manuscript

work *Histoire de... deux voyages*, it is clear that vengeance is the hermeneutic key to understanding the meaning of the cannibal act, such that description of the careful distribution of the victims body parts and the embedding of the ritual in myth, becomes central to these later works.

Jean de Léry's account of this youthful adventure, *Histoire d'un voyage* (1578), was written some twenty years later, after he had become a pastor in the church in Geneva, and he was stimulated to do so not by the original encounter but by the events of later life. In Léry's writing the cannibal becomes a universal symbolic and tropic key; the central motivation of vengeance is made systematic through an examination of various aspects of Tupi culture and he clearly allegorizes the act of eating. In this new framework of semio-phagy the carnal and spiritual are expressed through the opposition of the raw and cooked. The northerly (or merely distant) bad cannibals, given specificity through the ethnological example of the Ouetacas, practice a cannibalism that shows no exercise of culinary, and so spiritual, art. However, a devolved cannibalism is also threateningly present inside, as well as outside, Tupi social space through the presence and enthusiastic participation of women in cannibal ritual. As a pastor Léry was also a witch-hunter of some enthusiasm in Europe, so that the imagery of life-sucking hecuba and witch cannibalism of the innocent, play easily into his representation of Tupian ritual, as they do strikingly in de Bry's illustrations of the same. This misogyny is given further inflection in Léry's own biography since he encountered survival cannibalism during the 1573 siege of Sancerre by Catholic forces, just before turning to write the *Histoire d'un voyage*¹.

For Léry cannibalism can also symbolize cruelty, usury and a lack of charity and, as the meaning of the cannibal sign universalizes, so debate over the Eucharist bloats Léry's account of the Tupi materials to the point that even Villegagnon, leader of the French colony of Rio de Janeiro during Léry's time there, is identified on account of his Catholic views as a *soi-disant* Ouetaca. So if the Tupian cannibal rite recapitulates at all points the Christian Eucharist, to prevent his readers turning away in ethnocentric disgust, Léry goes on to detail the unspeakable cruelties of European tyrants - including Dracula, by way of Vlad the Impaler. In this way Jean de Léry de-territorializes the cannibal who thus freed from the Brazil shore haunts the European and American imaginary (Lestringant, 1997 : 71). In the same way as cannibalism, kanaimà is disembodied in nineteenth century ethnological writing through a refusal to accept the materiality assault sorcery, the violence being seen as vengeful not mystical. This allowed a safe occupation of the demonic landscape from which such ghoulish remnants of native savagery have finally been exorcized.

By the end of the eighteenth century, however, as is evident from the French sources themselves, the « cannibal » had begun to fade away into that mist of nostalgia and remorse for the pre-modern. The conquest and control of native societies had led to the virtual extermination of most autonomous native polities, leaving only relatively isolated remnants in the deep interior, or the emergent neoteric groups grounded in the social and cultural relations of the colonial world. In either case the spiritual practice of cannibalism, directly connected to the creation of political power, was therefore itself in decline. The previous ritual sponsors of such events were now enga-

ged in the politics of incorporation within the burgeoning national societies of the region.

As a result the violence and barbarity of the intractable Indian became occluded and hidden, a matter of inner orientation and belief, no longer an aspect of public culture. Thus, with the suppression of native warfare, and the loss of autonomy that implied, the uncontrolled and unknowable realm of spiritual and mystical assault emerges as the site of demonization. Whereas before the warrior or cannibal-killer was the object of colonial nightmare, in the new world of nineteenth century progress the infrastructure of native autonomy was absent and so the mimesis of conquest becomes the skulking assassin, the vengeful and lone killer. In the demon landscape of Guayana the prominence given to the shamanic practices in the colonial literature, particularly *kanaimà*, also begins at this precise moment.

Kanaimà, depicted as vengeful assassination in the colonial literature, has subsequently become widespread in the cultural imagination of both national and indigenous populations of northeastern Amazonia as a violent marker of both « tradition » and « indigeneity ». This process begins in the mid-nineteenth century as scientific explorers and missionaries wrote reports and travelogues of the relatively unknown interior peoples.

But, in the imagination of the Patamuna and other peoples of the highlands today, *kanaimà* is seen as emanating from the first time - a primordial force that has structured the universe and formed the world as we know it. *Kanaimà* is more ancient than warfare and more ancient than society itself. As a result *kanaimà* itself almost becomes outside history, or at least it is a universal and constant human possibility that is only contingently realized in the course of human history. In this way one may say that, while there is a history to the ritual practice of *kanaimà*, *kanaimà* as a way of being in the world is beyond time.

The temporal and spatial dislocation of *kanaimà* is therefore an integral part of its ritual and symbolic force, for practitioners are both able to travel vast distances in a short space of time and are able to expand their life-time and life-space by the means of the ritual practices that are involved in being *kanaimà* - that is they have access to the plane of shamanic encounter and exploration (*karawali*), as well as being directly nourished by the production and consumption of the 'honey' of necrosis (*maba*), derived from the bodies of their victims.

In the early nineteenth century colonial sources assimilated *kanaimà* to notions of revenge more generally. As a result any instance of revenge became one of *kanaimà*. But this assimilation of *kanaimà* to all revenge killings meant that a vast array of different kinds of death were attributed to *kanaimà* when they may not have been ritual killings at all. Thus, as more systematic ethnographic observation began, and as the native discourse of *kanaimà* certainly would have raised the possibility of action by *kanaimàs* in all manner of deaths and injuries, it could appear that a *kanaimà* killing was no more than a vague attribution of sickness and injury to an all encompassing evil force. Divested of its corporeal reality in native cultural practice, the symbolic force of *kanaimà* was then mimetically assimilated to the power of the colonial state itself.

In the external meanings and representations of *kanaimà* it will be apparent that this latter idea, of *kanaimà* as a native « Satan » or evil spirit, was central to the ethnological and literary production of *kanaimà*. At the same time

there was a symbolic convergence and mimetic elaboration of the category « kanaimà » in both native and colonial discourses (Whitehead, 1997b). This entailed that the wider cultural perception of kanaimà was as an example of the savagery of the native population. Nonetheless, kanaimà eventually transmutes in the ethnological literature into a functionalist mechanism for sustaining social order. The maiming and the killing become a kind of 'jungle justice' which, in the absence of the Hobbesian state and its police, regulates and punishes the « criminal ». As a result the indigenous symbolic and ritual meanings of kanaimà were effectively overwritten or ignored, being understood as no more than an unfortunate welling up of latent Amerindian superstition and savagery.

The colonial gaze that produced this ethnological and literary view of kanaimà was certainly entranced by its violence, but kanaimà practice and its meaning was not properly understood. This was as much a limitation of the kinds of interaction that missionaries and others might have had with the interior peoples, as it was a conscious attempt to misrepresent what otherwise was evident. Even if the cultural importance of kanaimà violence was vividly represented as the « oppressive nightmare » of the highland peoples, the cosmological significance of kanaimà as a shamanic practice was persistently overlooked.

Ethnological representation always emphasized apparent juridical features to kanaimà, picturing it as a codified system of revenge - a *lex talionis*. This resulted principally from a failure to discriminate the various forms of shamanism and magical action. Although the *piya* (curing shaman) was seen as the key figure standing in the way of rapid and complete missionary conversion, in fact only a limited understanding of such « weedy entanglements of evil » was required for its suppression. The highly physical nature of kanaimà killing and its connection to notions of revenge, or more exactly the rebounding violence of a challenge to social norms, therefore obscured its occult meanings for the colonial commentator. In this way kanaimà served as an answer to the puzzle of how native society might regulate itself, in the absence of formal institutions of law or criminal justice. As Thomas (1994 : 127) has pointed out with regard to British missionary efforts elsewhere, each mission « field » was apt to dramatize certain key cultural practices - such as head-hunting, cannibalism, or widow-burning - in order to provide an index of growing evangelical success. As a result these kinds of representation tend also to present the cultural practice in question as on the verge of extinction. This was very much how shamanism generally, including both *piya* and kanaimà, were presented.

Nonetheless kanaimà proved sufficiently elusive that it could not become a basis for the campaigns of cultural extirpation that are associated with other dramatized cultural practices, such as cannibalism. This elusiveness, coupled with pervasive native reference to kanaimà, meant that kanaimà still required some codification and so the legalistic interpretation was pursued by the major missionary and ethnological writers - William Brett (1868, 1851), Everard Im Thurn (1883), Walter Roth (1915) and John Gillin (1936).

The ferocity and horrific mutilations of a kanaimà attack nonetheless were impossible to ignore but they were seen as an almost laudable aspect of the rigor of native « justice », provoking some authors to favorable comparison with

« tribal » Saxon and Judaic ideas of retaliation and recompense. The profound spirituality of *kanaimà* violence was in turn erased through its presentation as a folkloric belief, of uncertain corporeal reality, akin to the vampire or werewolf.

The beneficial effects of *kanaimà* in producing social order were identified in both its proto-legal functions and its supposed consequences for sustaining social distance and the particularity of 'tribal' identity. This analysis is given persistent emphasis, to the point that *kanaimà* becomes a particular instance of legal systems founded on retribution and punishment; the only distinction with western society being that it is the retributive force of government and society, rather than that of the clan or family, which is being expressed. In the twentieth century imagining of *kanaimà* this notion has been taken to its conclusion and, as the State supplants Religion, so *kanaimà* becomes a particular instance of the way in which the « capriciousness » of the cosmos may be represented (Simpson, 1964 : 4-7).

Unlike sixteenth century Spanish attempts to delineate American « cannibalism » or nineteenth and twentieth century British attempts to determine the « reality » of African witchcraft, *kanaimà* was not the subject of « official investigation ». However, as in Evans-Pritchard's (1937) classic work on Azande sorcery, the ethnology of *kanaimà* shamanism 'reveals' itself as a system of justice and legality. In this way the cultural force of *kanaimà*, that so manifestly entrances and troubles the colonial imagination, is shown to be a matter of the ineffable and irrational nature of colonial subjects. That primitive mystery is then made less threatening through the « science » of ethnological description which sanitizes sorcery through its selective re-presentation in familiar, intelligible and comforting terms - as a form of law and order.

This literary and observational process is underwritten also by a high degree of inter-textuality among the colonial authors. Certain key accounts, especially those of the Schomburgks, are constantly recycled thereby progressively constricting the interpretive space for subsequent new descriptions or information. As a result, by the end of the nineteenth century, the colonial imagining of *kanaimà* becomes embalmed in the textual record and later accounts have largely failed to escape this rendition.

In sum, *kanaimà* was clearly misrepresented in the colonial sources and that was done in ways that enabled the progress of colonial administration, especially through missionary evangelism but also through the imposition of colonial legal codes. It is notable that a number of the authors depict *kanaimà* as a institution of primitive law thereby also laying the ground-work for a later appeal to colonial justice as an advance on this primitive, if somewhat admirable, law of blood-revenge.

In indigenous counter-representation, tales of whites killed by *kanaimà* and the possibility that whites might be susceptible to the physical mutilations, though not the occult meanings, of *kanaimà* attack are to the fore. But such threatening meanings are averted in colonial mentality by the reassuring suggestion that the « white man » might act as a final court of appeal in the jungle justice of the blood feud. This ethnological representation also allows the « naturalization » of retributive law and capital punishment, so that *kanaimà* aids the cultural project of government in the metropolitan as much as the colonial setting. At the same time, this very focus on *piya* and *kanaimà*

shamanism signaled the significance of spiritual practice for the colonial regime and so encouraged the expression of resistance or opposition in these modes. This attitude in itself gave an external importance to *kanaimà* that has fed into its current resurgence in native communities.

Kanaimà practice itself has become closely attuned to the violence of the development frontier and thus symbolically, as well as materially, directly engages with this external discourse of savagery. Modernity, development and *kanaimà* violence are all related in current Patamuna thinking. On the one hand they are keenly aware of the way in which development, both now and in the past, seems to have passed them by, eluded them and made necessary efforts, to go and « fetch it up » from Georgetown. On the other hand, and conscious of the power of anthropology as the arbiter of « culture », the Patamuna are also keenly aware of the potential for a loss of tradition, a distinct way of « being Amerindian », which, paradoxically perhaps, the ritual skills of the *kanaimà* or *piya* - death or resurrection - best express. In the face of modernity *kanaimà* becomes a potent symbol of continuity with the past.

For us too, « modernity » is a much debated concept and, by way of definitions it needs to be said that the idea of « modernity » employed here is one that emerges only in opposition to the notion of « tradition ». In other words I do not think that 'modernity' can be understood apart from those social and cultural processes which, in any particular situation, also give meaning and content to the idea of « tradition ». In this sense « modernity » is both ancient and plural, an aspect of the continuous construction of tradition. The meaning of these categories is therefore closely interrelated and historically contingent, the mutual condition of their possibility.

As a result local ideas of the modern and traditional may not be heavily inflected by the original Western content of such globalized notions, and there has not been that « convergence » of modernities in the manner suggested by both Marx and Durkheim, to produce a global social and cultural uniformity, but rather an explosion of alternative modernities.

Consistent with this view experience of modernity in Guyana has largely been in terms of the spread of « governmentality » - the apparatus of State by which we are all rendered « citizens » (Foucault, 1994). However, despite being repeatedly surveyed, classified and converted, the systems of law, education, sanitation and economy which were supposed to bring the Patamuna the fruits of development and progress have failed to materialize. As in other colonial and post-colonial contexts, industrial capital and western democracy have appeared wearing the differing costumes and masks of evangelical redemption, medical services, schooling, economic development, democratic rights - the full regalia of modernity, as it were. In the case of the Patamuna, and other peoples of the highlands, the experiences of such successive modernities has been highly episodic and fleeting, a series of one-night shows, short runs and rapidly folding productions. Nonetheless, the fact that the theater of modernity has been trying to establish itself in the highlands over the last two centuries means that Patamuna conceptions of the traditional and the modern are more complex and sophisticated than a simple opposition of, say, feathers and loincloths to trousers and shirts.

In response to this repeated failure of modernity to establish itself a « hyper-traditionality » has emerged that is inimical to both external and *indigenous*

notions of modernity. This persistence of a notion of modernity is manifested in a cultural consensus, shared by most Amerindians and other Guyanese alike, as to the relevance of these convergent, globalized ideas of tradition and modernity, those « costumes and masks » referred to above.

This by no means entails that there is any consensus over how those shared conceptions might be realized or enacted, but it does underline their co-evalness. The cultural and political trajectory of *kanaimà* in the face of these multiple modernities in all their scene and costume changes has been violent resistance.

This needs to be understood as a persistent enactment of a notion of 'tradition' rather than some active counter program of « modernity ». This resistance has become more potent as the idea of « tradition », especially « authentic », « pre-modern » tradition as often derived from Amazonia itself, has become widespread in modernist society. Given the anti-modernist rhetoric of much of the « new age » interest in shamanic tradition, perhaps we should after all consider *kanaimà* a truly post-modern development; an alternative traditionality in response to an indigenous modernity. Either way designer tribalism and ethnic chic are well established cultural tropes for us, and the production of tradition among people like the Patamuna, is likewise an issue of cultural persistence and affirmation.

The external projection of *kanaimà* as a cultural tradition and its meaning for practitioners and their victims have therefore become increasingly entwined. As a result there has been a notable literary use of the idea of *kanaimà*, from the missionary William Brett's (1880 : 152-54) poetical work, *Kanaima* (see Appendix I), to Rómulo Gallegos's (1935) novel *Canaima*, as well as Wilson Harris's (1995) short story, but the symbolic force of *kanaimà*, potent enough within an indigenous poetic of violent death and already reflected in these mimetic cultural productions of outsiders, continues to haunt the modernist cultural imagination.

In this sense the *kanaimà* takes his place alongside the « thuggee », « bogeyman », « cannibal », « head-hunter », « zombie », « vampire », and now « terrorist » as another ghoul in the colonial and modern nightmare of irrational, cultic violence that springs from enigmatic and atavistic cultural proclivities. This usage occurs in more sensationalist presentations, such as the pulp-novel *Skull of Kanaima*, by Victor Norwood and other recent materials such as Brazilian role-playing games, that feature « *Kanaimà* » as a game-player identity, or the Ukrainian Death Metal band, *Tessaract*, that features a song *Black Kanaimà* (see Appendix II). However, our reactions are not restricted to the cultural lexicon of colonialism or modernism and the anti-modernist search for other kinds of meaning can represent the *kanaimà* as a figure that is inspiring in virtue of its very cultural opacity, as in the case of the poetry of Pascale Petit (1998).

In these ways scientific tropes of evolution, literary metaphors of wildness and the anthropological categories of culture and society have eased the assaults of development by providing an intellectual framework for the comprehension and control of the native. This program is then made manifest in the policies of development which become a material realization of this imagery of indigeneity. However, the practice of *kanaimà* constricts and chokes off the space for material and spiritual redemption through progress, for it is

a counter discourse on modernity in which the promise of development is violently rejected in favor of a new kind of tradition. The value of this tradition is precisely the way in which it eludes external attempts to classify and analyze native society - for it is beyond the visible and material, as well as of them.

Such material relations of representation in turn recreate native and colonial or national realities, such that these representational practices achieve an ontological status as ethnological « fact », evidenced in the cultural practice of development and the counter-performance of a *kanaimà* killing. To be brutally short, representation is not just « about » violence but is also part of violence.

APPENDIX I

Legends and Myths of the Aboriginal Indians of British Guiana (1880). This work verifies various indigenous « myths » and in the section devoted to the « Legends of the Acawoios » appears the following ;

Kanáïma

From the base of high Roráïma
To the widespread Eastern sea,
Votaries of dread Kanáïma
Track their victims secretly.
Deadly vow must each fulfill,
Real or fancied foe to kill.

He who that dread vow is taking,
Family and friends must leave ;
Wife and children all forsaking,
No discharge can he receive.
Still around his victim's way,
Hovering night and day to slay.

If the victim warned of danger,
To some other place should fly,
Soon th'assassin, though a stranger,
Will to that retreat draw nigh,
Patiently he bides his time,
Waiting to commit the crime.

Stealthily each step he traces,
Hiding till he strikes the blow.
Poison in the mouth he places
Of his victim, lying low.
Then if found with swollen tongue,
None will know who did him wrong.

When the grave has closed upon him,
The destroyer hovers round :
Dread Kanáïma's spell is on him ;

By it he must still be bound,
Till he pierce, with pointed wood,
Through the grave, and *taste the blood*.

Stern Kanáima thus appeasing,
Who withdraws his direful aid,
All his horrid influence ceasing
When that off'ring has been made.
Uncontrolled, the votary then,
Goes, and lives with other men.

One who passed us on the water¹,
Had his victim lately slain;
There triumphant, fresh from slaughter,
He was hast'ning home again.
Feathered crown adorned his head –
Bright red spots his skin o'erspread.

Spots, to show that, nightly ranging
(So do their sorcerers declare),
He, into a jaguar changing,
Could his victims seize and tear².
As the « were-wolf » of the East
Prowls, on human flesh to feast.

Should the victim « scape him living »,
Or, if dead, be borne away;
He, no horrid off'ring giving,
Finds Kanáima on him stay.
Still the spell upon him lies;
Mad, he wanders till he dies.

One, who sank with forests round him,
To our Mission hill was borne;
First, an ocelot, which found him,
Horribly his head had torn.
Head and hands he raised in pain,
Scared the beast, then sank again.

Sank—for life no longer striving,
Christian Indians found him then.
Arawáks, his strength reviving,
Bore him to his countrymen.
Healed and fed, Kanáima still,
Christians all he vowed to kill!

1 Archdeacon Jones and myself, on the Upper Demerara, in 1865. That « Kanáima » murderer, we found, had followed his victim and friends from the vicinity of Roráima to Georgetown and back, killing him on his return.

2 A set of jaguar's claws, hung up in the sorcerers hut, have the same threatening signification. (1880: 152-154)

APPENDIX II

Lyrics from TESSARACT, « Groundless Translethargical Groaning » demo 1992 (MC 2000 - Bloodhead Productions)

Black Kanaima
Ritual dance accursed voice
Millions moans of Indians
Iron rumble with hawking of dog's
Feeling the death. Ceaseless

Jaguar's skull on long pole
Symbol of death and psychotic ghoul
Black Kanaima murder in him
Send to Indians emaciating dread

Wild jungle unnerving Indians
Owing to Kanaima incursion
Black vice born the fear
That live in the brain dungeons

Spacious virgin nature in night
Glimmer by death in ritual fight
Tribe wizard gabbing in dance
Blows of drum, calling to death!

Jaguar's skull on long pole
Symbol of death and psychotic ghoul
Black Kanaima murder in him
Send to Indians emaciating dread

Jaguar's skull on long pole
Throwing the power from eyehole
Dark energy from infernal skull
Burn flowing blood at human fall

Fume of burning blood
Above Amazonian forest
Throbbing according drum
Ritual drum of possessed wizard!

Earthquake
Rage of Kanaima
Flame from ground
Nowhere asylum

Sacrifice
 Kanaima vengeance
 Blood of child
 Sacrilege vice

Obliteration of the Indians!
 Tropical death irruption!

Jaguar's skull on long pole
 Glimmer by empty of eyeholes
 Show the fangs in frightful smile
 Gnash under wind and wait for you die!

Notes

1A family was caught preparing to eat their dead child, a scene to which Léry (1574) was eyewitness. In his account the ethical scene is broken down into the criminal and diabolical with the old woman of the house bearing the full weight of Léry's witch-centered view of female corruption. Indeed the trauma of this event, for so Léry represents it, is plausibly directly connected to his literary return to the Brazil shore of his youth (Lestringant, 1977 : 74-80). Here Tupi cannibalism, as a rite of men and controlled and shaped by their desires, becomes acceptable in a way that the female seduction of masculinity and youth was not in Sancerre.

Bibliography

- Arens, William, 1979, *The Man Eating Myth: Anthropology & Anthropophagy*, New York, Oxford University Press.
- Brett, William H., 1851, *Indian Missions in Guiana*, London, George Bell.
- Brett, William H., 1868, *The Indian tribes of Guiana*, London, Bell & Daldy.
- Brett, William H., 1880, *Legends and Myths of the Aboriginal Indians of British Guiana*, London, William Wells Gardner.
- Brett, William H., 1881, *Mission Work in the Forests of Guiana*, London / New York, Society for Promoting Christian Knowledge / E. & J. B. Young & Co.
- Burnett, David G., 2000, *Masters of All they Surveyed. Exploration, Geography, and a British El Dorado*, Chicago, Chicago University Press.
- Dance, Charles Daniel, 1881, *Chapters from a Guianese Log-Book*, Georgetown, Royal Gazette.
- Evans Pritchard, Edward E., 1937, *Witchcraft, oracles and magic among the Azande*, Oxford, Clarendon Press.
- Foucault, Michel, 1994, *The Order of Things*, New York, Vintage Books.
- Gallegos, Rómulo, 1935, *Canaima*. Barcelona, Araluca.
- Gibbs, Allan K. and Christopher N. Barron, 1993, *The geology of the Guiana Shield*, New York, Oxford University Press.
- Gillin, John, 1936, *The Barama River Caribs of British Guiana*, Papers of the Peabody Museum, XIV (2), Cambridge (Mass.), Peabody Museum.

- Harris, Wilson, 1995, « Kanaima », dans Ramraj, V. J. (ed.), *Concert of Voices*, Peterborough, Broadview, pp. 145-151.
- Im Thurn, E., 1883, *Among the Indians of Guiana*, London, Kegan, Paul, Trench, & Co.
- Léry, Jean de, 1574, *Histoire memorable de la ville de Sancerre*, Geneva.
- Léry, Jean de, 1578, *Histoire d'un voyage faict en al terre du Brésil*, Geneva, Antoine Chuppin.
- Lestringant, Frank, 1997, *Cannibals*, University of California Press.
- Lézy, Emmanuel, 2000, *Guyane, Guyanes : une géographie sauvage de l'Orénoque à l'Amazone*, Paris, Belin
- Montaigne, Michel de, 1580, *Essais*, Paris.
- Petit, Pascale, 1998, *Heart of a Deer*, London, Enitharmon Press.
- Raffles, Hugh, 2002, *In Amazonia. A Natural History*, Princeton, Princeton University Press.
- Roth, Walter E., 1915, *An Inquiry into the Animism and Folk-Lore of the Guiana Indians*. 30th Annual report of the Bureau of American Ethnology, 1908-9, Washington, Smithsonian Institution.
- Simpson, George Gaylord, 1964, *This view of life, the world of an evolutionist*, New York, Harcourt, Brace & World.
- Steward, Julian (ed.), 1948, *Handbook of South American Indians (4), The Tropical Forest Tribes*, Washington, Smithsonian Institution.
- Thevet, André, 1558, *Les Singularitez de la France Antarctique, autrement nommée Amerique : & de plusieurs Terres & Isles decouvertes de notre temps*, Paris, Chez les Heritiers de Maurice de la Porte.
- Thomas, Nicholas, 1994, *Colonialism's Culture. Anthropology, Travel and Government*, Princeton, Princeton University Press.
- Whitehead, Neil L., 2004, *Nineteenth Century Travels, Explorations and Empires: Writings from the Era of Imperial Consolidation, 1835-1910*, Part II, Volume 8, London, Pickering & Chatto
- Whitehead, Neil L., 2003, *Histories and Historicities in Amazonia*, Lincoln, University of Nebraska Press.
- Whitehead, Neil L., 2002a, *Dark Shamans. Kanaimà and the Poetics of Violent Death*, Durham, Duke University Press.
- Whitehead, Neil L., 2002b, « South America / The Amazon: The Forest of Marvels », dans Peter Hulme and Tim Youngs (eds), *The Cambridge Companion to Travel Writing*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Whitehead, Neil L., 2002c, « Arawak Linguistic and Cultural Identity through Time - Contact, Colonialism, and Creolization », dans F. Santos-Granero and J. Hill (eds), *Comparative Arawakan Histories*, University of Illinois Press.
- Whitehead, Neil L., 2000, Hans Staden and the Cultural Politics of Cannibalism, *Hispanic American Historical Review*, 80(4), pp. 41-71.
- Whitehead, Neil L., 1999, « Native Society and the European Occupation of the Caribbean Islands and Coastal Tierra Firme, 1492-1650 », dans C. Damas & P. Emmer (eds), *A General History of the Caribbean*, Vol. III, UNESCO Publications, pp.180-200.
- Whitehead, Neil L., 1998a, « Indigenous Cartography in Lowland South America and the Caribbean », dans Woodward, D. & G. M. Lewis (eds), *The History of Cartography*, II (3), University of Chicago Press, pp. 301-326.
- Whitehead, Neil L., 1998b, « The Crises and Transformations of Invaded Societies (1492-1580) - The Caribbean », dans Salomon F. & S. Schwartz (eds), *The Cambridge History of Native American Peoples*, vol. III, Chapter 10, Cambridge University Press.

- Whitehead, Neil L., 1998c, « Lowland Peoples Confront Colonial Regimes in Northern South America, 1550-1900 », dans Salomon F. & S. Schwartz (eds.), *The Cambridge History of Native American Peoples*, vol. III, Chapter 14, Cambridge University Press.
- Whitehead, Neil L., 1998b, « Colonial Chieftains of the Lower Orinoco and Guayana Coast », dans Redmond E. (ed.), *Chieftains and Chieftaincy in the Americas*, University Press of Florida, pp.150-163.
- Whitehead, Neil L., 1997, « Monstrosity & Marvel: Symbolic Convergence and Mimetic Elaboration in Trans-Cultural Representation », dans *Studies in Travel Writing 1*, pp. 72-96.
- Whitehead, Neil L., 1996, « The Mazaruni Dragon. Golden Metals and Elite Exchanges in the Caribbean, Orinoco, and the Amazon », dans Langebaek C. H. & F. C. Arroyo (eds), *Chieftains, Power & Trade: Regional Interaction in the Intermediate Area of the Americas*, Bogotá, Departamento de Antropología, Universidad de los Andes, pp. 107-132.
- Whitehead, Neil L., 1995, « The Island Carib as Anthropological Icon », dans Whitehead N. L. (ed.) *Wolves from the Sea. Readings in the Archaeology and Anthropology of the Island Carib*, Leiden, KITLV Press.
- Whitehead, Neil L., 1994, « The Ancient Amerindian Polities of the lower Orinoco, Amazon and Guayana coast. A preliminary analysis of their passage from antiquity to extinction », dans Roosevelt A. C. (ed.), *Amazonian Indians. From Prehistory to the Present*, University of Arizona Press.
- Whitehead, Neil L., 1993a, « Historical Discontinuity and Ethnic Transformation in Native Amazonia and Guayana, 1500-1900 ». *L'Homme*, n°28, pp. 289-309.
- Whitehead, Neil L., 1993b, Native American Cultures along the Atlantic Littoral of South America, 1499-1650, *Proceedings of the British Academy*, n°81, pp.197-231.
- Whitehead, Neil L. & Laura Rival (eds), 2001, *Beyond the Visible and the Material*, Oxford, Oxford University Press.
- Whitehead, Neil L. & Robin Wright (eds), 2004, *In Darkness and Secrecy. The Anthropology of Assault Sorcery and Witchcraft in Amazonia*, Durham, Duke University Press.

RÉSUMÉ - RESUMO - ABSTRACT

Cet essai explore la façon dont le complexe shamanique du Kanaimá devient une représentation centrale du sauvage tant dans les sociétés nationales que coloniales du nord-est de l'Amérique du Sud. En association avec le signe cannibale, Kanaimá est utilisé pour bâtir une vision de Majesté Satanique en Amazonie. Cette vision de Majesté Satanique tenant sous son pouvoir les cultures indigènes est à son tour utilisée pour produire une démonologie du développement. Cette démonologie présente la tradition et les rituels comme n'étant rien de plus que de la superstition primitive, au service du désir morbide et violent de cette Majesté satanique, qui est donc l'ennemi caché du développement et du progrès. Cette idée du développement, dans le discours occidental, concerne les formes de la rédemption et du progrès, tant matériel que spirituel et est comprise ici comme partie intégrante de la conquête nationale et coloniale et de l'incorporation des communautés indigènes au pouvoir de l'état et du gouvernement.

Esse ensaio explora a maneira que o complexo chamânico do Kanaimá torna-se uma representação central do selvagem tanto nas sociedades nacionais como coloniais do noroeste da América do Sul. Em associação com o signo canibal, o Kanaimá é utilizado para construir uma visão da Magestade Satânica na Amazônia. Essa visão de Magestade Satânica mantendo sob seu poder as culturas indígenas é utilizada por produzir uma demonologia do desenvolvimento. Essa

demonologia apresenta a tradição e os rituais como não sendo nada mais que uma superstição primitiva, a serviço do desejo mórbido e violento dessa Magestade Satânica, que é assim o inimigo escondido do desenvolvimento e do progresso. Essa idéia do desenvolvimento, no discurso ocidental, concerne as formas de redenção e de progresso, tanto material como espiritual, e é compreendida aqui como uma parte integrante da conquista nacional e colonial e da incorporação das comunidades indígenas ao poder do estado e do governo.

This essay explores the way in which shamanic complex of kanaimá becomes a central representation of the savage in both colonial and national cultures of north-eastern South America. Together with the cannibal sign, kanaimá is used to construct a vision of Satanic Majesty in Amazonia. This vision of a Satanic Majesty holding sway over indigenous cultures is used in turn to produce a Demonology of Development. This Demonology pictures tradition and ritual, as nothing but superstition and primitiveness, serving the ghoulish and violent desires emanating from this Satanic Majesty, who is therefore the hidden enemy of Development and Progress. This idea of Development, in western discourse, alludes to forms of both material and spiritual redemption and advancement, and is understood here as part of the colonial and national conquest and incorporation of indigenous communities under the power of the state and government.

Mots clés: Guyane, Amazonie, démonologie, Kanaimá, développement

Palavras chaves: Guiana, Amazonia, demonologia, Kanaimá, desenvolvimento

Keywords: Guyana, Amazonia, demonology, Kanaimá, development



PÊCHE A L'ÉPERVIER EN GUYANE FRANÇAISE (CLICHÉ E. LEZY).

ENTRE ORÉNOQUE ET AMAZONE, UNE RESPIRATION POLITIQUE KALI'NA

GÉRARD COLLOMB*

L'EXEMPLE DE L'INSCRIPTION SPATIALE, à la fois imaginaire et sociale, d'un peuple tel que les Kali'na orientaux, territorialisés aujourd'hui dans l'Est du Surinam et l'Ouest de la Guyane française, inscrivant leur mémoire et leurs mythes à l'intérieur d'un espace borné par l'Orénoque et l'Amazone, permet d'approcher la question de la Guyane comme entité à la fois spatialisée et fantasmatique. Au XVI^e siècle, la société Kali'na – comme les autres populations indigènes de la région – offre d'emblée à l'observateur l'image de ces groupes localisés, politiquement et socialement individualisés, que décrivent les premiers voyageurs européens, mais elle participe aussi d'ensembles régionaux au sein desquels circulent les biens et les hommes, se nouent des alliances et des renversements d'alliances, et se recomposent les groupes par une tentation factionnaliste toujours présente. Ces deux dimensions du socius kali'na, dépassant les frontières linguistiques ou culturelles à travers lesquelles nous sommes tentés aujourd'hui de lire, d'une manière quasi mécanique, l'inscription territoriale d'« identités ethniques », renvoient à une lecture de la Guyane amérindienne comme un ensemble social et politique dynamique¹. L'arrivée européenne, qui provoque l'entrée des Kali'na dans une histoire dont les ressorts leur sont dans une large mesure étrangers, va les placer au cœur des espaces sociaux et politiques coloniaux ; la transformation politique, économique que connaissent ces colonies au milieu du XX^e siècle les conduit aujourd'hui à s'inscrire dans les nouveaux espaces, multicentrés ou délocalisés, que produit le processus de la globalisation.

* Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales, Cnrs ; Equipe de recherche en ethnologie amérindienne, Cnrs (collomb@msh-paris.fr).

LA GUYANE INDIGÈNE : UN ESPACE DU POLITIQUE

L'intrusion européenne sur les côtes nord orientales de l'Amérique du sud est généralement considérée sous l'angle de ses conséquences démographiques et culturelles, spectaculaires et dramatiques. Mais l'arrivée du monde blanc a également entraîné l'éclatement, ou la profonde transformation, des structures politiques indigènes et des réseaux d'échanges qui organisaient les rapports entre les différentes populations amérindiennes dans un vaste espace compris entre l'Amazone et le bas et moyen Orénoque². Le récit par Laurent Keymis, compagnon de Walter Raleigh, de son voyage d'exploration des côtes à l'Est de l'Orénoque en 1596 représente un des premiers témoignages écrits sur le peuplement de cette région après l'arrivée européenne, alors qu'une implantation coloniale massive et pérenne ne s'est pas encore développée. La liste des peuples qu'il croise sur le littoral, ou dont il entend parler par ses guides amérindiens, montre une composition ethnique complexe, entremêlant des groupes de langue *arawak* et des groupes de langue *karib*. Mais ce document, comme d'autres laissés par les chroniqueurs et voyageurs qui suivront, nous donne une image trompeuse de la situation sociale et politique dans cette région : associant un « peuple » à chacune des rivières rencontrées, il suggère implicitement l'existence de *territoires ethniques*, dont l'on pourrait suivre finement les transformations et les déplacements de frontières jusqu'à nos jours. En cela, il ne permet guère de comprendre ce qui caractérise l'organisation sociale des peuples amérindiens dans cette région des Guyanes – et plus généralement dans une large partie des basses-terres amazoniennes – et les rapports politiques qu'ils nouent entre eux.

Le modèle proposé par P. Rivière (1984) rend assez bien compte de ces formes sociales et politiques que les voyageurs observent à partir du XVI^e siècle³. La famille étendue représente dans ces sociétés l'unité sociale pertinente, formant un groupement résidentiel, un « village » (*settlement*), au sein duquel chaque famille nucléaire constitue une entité sociale et économique indépendante, susceptible de quitter le groupement en cas de difficulté de cohabitation, pour fonder un nouveau village ou pour en rejoindre un autre. C'est à l'intérieur du groupement résidentiel que sont conduites les activités productives, que circulent les biens et que s'organisent les formes de travail collectif ; c'est à partir de là, enfin, que se déploient les fêtes de *cachiri*⁴, qui nourrissent une dense vie sociale, en rassemblant bien au-delà du village dans les réseaux des parents et des alliés. La « chefferie sans pouvoir » sur laquelle s'interrogeait P. Clastres⁵ est illustrée au sein de chaque groupement résidentiel par la figure du fondateur du village, lié par des liens de parenté directe ou d'alliance avec la plupart des habitants, ou par une relation de type clientéliste avec d'autres familles nucléaires qui ne lui sont pas directement apparentées mais qui se sont jointes au groupement. Ce personnage n'exerce pas une véritable autorité, et il n'a pas de moyens de coercition, mais il a une influence décisive sur son monde, et il assure une fonction de régulation sociale et de médiation dans le règlement des conflits interfamiliaux.

Si ces sociétés ne présentent guère de forme politique permanente identifiable à un niveau supérieur à celui du groupement résidentiel, les échanges matrimoniaux et économiques, l'organisation d'une défense collective ou d'une expédition guerrière, rassemblent toutefois très au-delà des groupes

établis en un lieu : « *Les Galibis d'après de Surinam sont amis des nôtres. Ils leur donnent secours dans leur guerre* »⁶ relève à Cayenne le père Biet (1654). Ces formes d'organisation politique, qui restent fluides et labiles, sont favorisées par le caractère dynamique et ouvert des systèmes de parenté et d'alliance indigènes qui favorisent la « dilatation et [la] contraction de l'espace social », en ouvrant ou fermant « presque totalement le réseau de leurs relations matrimoniales » (Dreyfus, 1993) ; elles mettent en œuvre une logique segmentaire, et elles reposent sur l'expression d'une d'autorité qui n'est que rarement formalisée au-delà des moments qui la suscitent ou qui la justifient. C'était notamment le cas des chefs de guerre, capables de mobiliser largement autour d'eux, mais dont l'autorité restait circonscrite à un objectif limité dans sa définition et dans le temps : « Ils n'ont point de Rois, [...] sinon qu'ils qualifient du nom de Roy, celui qui est leur chef principal, quand ils vont en guerre, qui est d'ordinaire le plus expérimenté, qui a fait parmi eux de plus belles actions, & qui est le plus ancien, comme est maintenant parmi nos sauvages le vieux Biraumon. C'est luy qu'ils consultent d'ordinaire dans leurs plus importantes affaires & défèrent beaucoup à son conseil. » (Biet, 1664).

Ces populations entretenaient entre elles des relations alternant des conflits et des alliances guerrières⁷, marquées par des imputations croisées d'agressions chamaniques, dans un jeu de l'identité et de l'altérité sans cesse rejoué. Les différents groupes étaient également engagés dans des échanges matrimoniaux et économiques – qui étaient tout autant l'occasion de réactiver les relations sociales – à travers des liens tissés, parfois sur de grandes distances, entre des individus réunis par une forme institutionnalisée de partenariat, désignée du terme *banare* ou *pawana*. Des routes commerciales terrestres traversaient alors les Guyanes, du moyen et bas Orénoque au cours inférieur de l'Amazone, par lesquelles on échangeait des biens dans la production desquels tel groupe s'était spécialisé – chiens dressés, râpes à manioc, céramiques, jades taillés⁸ – ou, lorsque commença la traite sur le littoral, des biens manufacturés européens qui circulaient ainsi fort loin vers l'intérieur (Dreyfus, 1992). Les Kali'na du Maroni ont conservé jusqu'à aujourd'hui le souvenir de certaines de ces routes, alors même qu'ils ont sans doute cessé de les parcourir dès le XIX^e siècle. Les plus anciens peuvent ainsi encore évoquer ces longs voyages qui conduisaient autrefois jusque chez les Kali'na du bas ou du moyen Orénoque pour réaliser des échanges ou des mariages, ou encore chez les Wapisana ou les Waiwai du haut de la rivière Essequibo (appelée *Si'pu* par les Kali'na), d'où l'on ramenait les galets de porphyre rouge – les *takua* – utilisés pour lustrer les poteries en cours de fabrication, conservés précieusement aujourd'hui encore par les potières kali'na.

UN NOUVEAU MONDE

L'arrivée européenne et le développement des échanges de traite vont rapidement modifier les caractères de cet espace, en étant la cause de profonds bouleversements démographiques, mais aussi en créant sur le littoral de nouveaux pôles d'attraction économique qui désorganiseront les circuits commerciaux indigènes. Installées sur les différentes rivières qui arrosent la côte, les populations du littoral commercent avec les traiteurs européens et cher-

chent à se ménager une place privilégiée comme intermédiaires dans les circuits de traite vers l'intérieur des terres. C'est notamment le cas des Kali'na, dont la langue va rapidement constituer sur la plus grande partie du littoral oriental la base lexicale d'une *koinè* permettant la communication entre les différentes populations amérindiennes associées dans le commerce avec les européens pratiquant la traite (Renault-Lescure, 1999). Les réseaux d'échange indigènes traditionnels se réorienteront alors préférentiellement selon un axe perpendiculaire à la côte, conséquence de l'habitude désormais acquise de se fournir en objets manufacturés auprès des colons, ou auprès des petits traiteurs qui parcouraient le littoral des Guyanes depuis le *xvi*^e siècle, bien avant donc que ne soient réalisées les premières implantations coloniales permanentes au milieu du *xvii*^e siècle (Dreyfus, 1992).

La pression croissante des nouveaux arrivants aura également comme conséquence de remodeler le paysage politique et social indigène, en provoquant la fragmentation des « chaînes de sociétés »⁹ antérieures. L'isolement croissant des groupes amérindiens, dans un contexte démographique profondément perturbé, formera progressivement une mosaïque de populations qui sera le support de nouvelles constructions identitaires (Whitehead, 1992). Alors que les populations amérindiennes de l'intérieur des Guyanes avaient réagi à l'intrusion européenne en se réfugiant dans l'isolement et dans une attitude indifférente ou hostile (Grenand, 1982), les peuples littoraux prennent part aux luttes qui opposent les différentes puissances européennes pour la prise de possession de cette portion de la côte sud-américaine, au sein de ce vaste espace compris entre l'embouchure de l'Amazone et le moyen et bas Orénoque. Les groupes kali'na et arawak présents sur le littoral seront ainsi impliqués à la fin du *xvi*^e siècle et tout au long du *xvii*^e siècle dans les conflits entre les puissances colonisatrices (Portugais, Français, Anglais, Hollandais, Espagnols), dont ils chercheront à tirer un profit politique ou économique en nouant avec les uns ou les autres des alliances ponctuelles¹⁰. En retour, les rivalités indigènes, généralement inscrites dans des rapports guerriers ritualisés anciens, seront encouragées par les Européens, et mises à profit pour faciliter la pénétration coloniale : « Il faut entrer maintenant dans la mauvaise intelligence où ils sont, écrit Boyer en 1654, et voir avec quelle opiniâtreté, ils se font la guerre, afin d'instruire ceux qui veulent établir des colonies dans ce pays-là des moyens qu'ils doivent tenir pour profiter de leurs désordres » (Boyer, 1654 : 246-247).

Pour une large part liés au jeu des puissances coloniales, les conflits qui opposent alors les différentes populations amérindiennes modifient les rapports établis traditionnellement entre les groupes amérindiens dans toute la région des Guyanes, pour lesquels les guerres représentaient – par-delà la violence qu'elles suscitaient – des formes d'échange symbolique et en aucun cas la prise de territoires ou de biens matériels. Désormais les combats avaient un nouvel enjeu, politique et économique, l'établissement d'alliances politiques et militaires avec les arrivants, permettant notamment un meilleur contrôle de la traite des marchandises européennes et des esclaves capturés auprès des populations de l'intérieur destinées à être vendus à Paramaribo, où les femmes et les enfants amérindiens représentaient une main-d'œuvre appréciée des colons pour les tâches domestiques¹¹.

Étudiant les politiques indigènes dans le contexte de la colonisation du Surinam, N. Whitehead (1992) montre comment les anciennes structures politiques qui articulaient souplement les groupes locaux autour de la guerre et de l'échange deviennent moins opérantes. La nécessité de résister aux excès des colons, alors même que les épidémies ont décimé les rangs des combattants, conduit les Amérindiens à se rassembler en renforçant des solidarités de groupe auparavant beaucoup plus conjoncturelles, et de nouveaux modes d'organisation prennent forme sur le littoral, là où se fait sentir pleinement la présence coloniale. Progressivement vont se constituer des groupes dont l'histoire et l'inscription territoriale deviendront indissociables des formes de l'expansion européenne dans cette région, et des interactions sociales avec les populations européennes et africaines. Le processus conduit à ce qu'il a appelé une « tribalisation », c'est-à-dire un processus d'individualisation politique de ces groupes à travers leur rapport aux États coloniaux : « emphasis on the immediate locality as the only safe sphere of interaction, an increased emphasis on language as political marker, and the refusal, on the part of the European, to observe indigenous social distinctions therefore encouraged the kind of inward-facing, bounded and isolated social unit that is classically a modern « tribal » formation. » (Whitehead, 1992 : 139).

DANS LA COLONIE : LES KALI'NA *TILEWUYU*

L'histoire des Kali'na orientaux, établis dans ce qui est aujourd'hui la Guyane française et le Surinam, est une illustration de ce processus. Elle s'est inscrite tout au long de la période coloniale entre deux pôles : d'une part, une constellation de groupes de langue caribe, établis de l'Orénoque à l'Approuague lors de l'installation européenne, dont les membres partagent une même langue et de mêmes références culturelles, et au sein desquels les individus entretiennent des relations de parenté ; d'autre part, un groupe localisé que les colons français appelleront « Galibis », qui sont des Amérindiens de langue *kali'na* vivant de part et d'autre du fleuve Maroni, placés entre les colonies française et hollandaise¹². C'est dans la tension entre ces deux pôles, dans la progressive territorialisation des « Galibis » dans la région du Maroni, plus que dans la référence à une hypothétique « identité ethnique », qu'il faut comprendre les logiques d'une identité collective des Kali'na de l'Est.

Vers la fin du XVIII^e siècle, lorsque furent supprimées les Missions jésuites de Kourou et de Sinnamary, les nombreux Kali'na qui s'y étaient rassemblés rejoignirent d'autres groupes installés dans une zone qui échappait encore à l'emprise coloniale, entre l'Est du Surinam et l'Ouest de la Guyane française, où ils constituèrent désormais la population amérindienne de loin la plus importante. La colonisation française, centrée sur l'exploitation intensive des terres entre l'Approuague et le Kourou, avait jusqu'alors délaissé cette moitié ouest de la Guyane, vers laquelle les Kali'na avaient été progressivement repoussés depuis le milieu du XVII^e siècle (Collomb et Tiouka, 2001). Plus loin vers l'Ouest, au-delà du Maroni, la colonie hollandaise n'avait pas marqué un grand intérêt pour les terres situées à proximité du Maroni, mais avait connu un grand développement des plantations sur les rivières Surinam et Commewijne. Et dans la région de l'Orénoque, les Espagnols avaient affermi leur présence et

contrôlaient l'accès au grand fleuve, s'efforçant notamment d'en interdire l'entrée aux populations caribes qui s'étaient opposées à eux depuis l'arrivée des Européens (Whitehead, 1988). Cette présence coloniale, qui bordait vers l'Ouest et vers l'Est le *no man's land* dans lequel les Kali'na orientaux s'étaient réfugiés, rendait plus difficiles ou moins attractives les stratégies d'alliance et les échanges commerciaux avec les groupes des Guyanes anglaise et espagnole ; elle empêchait également désormais de céder à nouveau du terrain en se déplaçant vers l'Ouest, pratique qui avait été jusqu'alors un recours pour les Kali'na dans leur confrontation avec l'avancée de la colonisation.

Dans la petite région comprise entre l'Organabo et la rive occidentale du Maroni ils déplacent leurs villages de la colonie hollandaise à la colonie française, selon les avantages ou les désagréments que représentent alternativement pour eux l'une ou l'autre administration coloniale¹³. Ils sont peu présents dans la vie d'une colonie qui a cessé de les craindre, et qui n'a plus guère recours au potentiel de connaissances et de ressources vivrières que les Amérindiens offraient aux premiers colons. Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, deux phénomènes modifieront durablement le paysage social et économique de la Guyane coloniale : le développement des Établissements pénitentiaires du Maroni (le « Bagne »), créés en 1858, entraîne dans cette région l'arrivée d'une population de fonctionnaires et de commerçants ; et quelques années plus tard la découverte de l'or fluvial va déclencher une véritable ruée, suscitant une forte immigration et le développement d'une activité économique importante dans les bourgs situés à l'embouchure des rivières. Les Kali'na sont de plus en plus limités dans leur mobilité collective, et leur économie devient pour une plus large part dépendante des activités générées par la Colonie. Désormais, ils n'entretiennent plus que des rapports occasionnels avec les autres groupes amérindiens, et dans la seconde moitié du siècle ils se trouvent pris dans un monde nouveau qu'ils doivent partager avec les populations allogènes - Créoles, Européens, Noirs marrons du bas Maroni, ils sont entrés pleinement dans l'univers colonial.

Les Kali'na orientaux sont alors au plus bas de leur démographie, à peine quelques centaines de personnes dans la Guyane française, guère plus au Surinam. Si leur espace social s'étend encore potentiellement jusqu'à l'Essequibo ou jusqu'à l'Orénoque, dont l'on conserve le souvenir mais où l'on ne se rend plus guère pour réaliser échanges ou mariages, la vie sociale – coupée des anciens réseaux politiques et économiques amérindiens – s'organise désormais autour des villages situés sur les rivières Iracoubo, Organabo, Mana et Maroni, rassemblant des familles étendues qui ont tissé entre elles de multiples liens de parenté et d'alliance. Étudiant les migrations en provenance et en direction du village kali'na de Galibi, sur la rive surinamienne du Maroni, Peter Kloos (1971) a montré que, pour la période entre 1923 et 1968, plus de 90 % des déplacements de longue durée se font au sein de cette petite région, la plupart consécutifs à un changement de résidence de l'un ou l'autre époux après un mariage : très dense entre les familles de la Mana et du Maroni, ce réseau de liens de parenté et d'alliance est un peu moins ouvert vers l'Est, les échanges matrimoniaux restant limités avec les familles de l'Iracoubo. Il est par contre presque complètement fermé vers l'Ouest, en direction des villages kali'na situés au-delà de la rive occidentale du Maroni, avec lesquels les mariages sont exceptionnels.

C'est dans ce « pays », désormais lieu de la production des référents identitaires pour les Kali'na orientaux, que s'inscrit un récit aujourd'hui encore central dans la tradition orale kali'na, qui rapporte les efforts auxquels se livraient naguère les chamanes d'*Ulemali Unti*, situé sur la rivière Mana, dans l'espoir de faire revenir les morts sur terre (Collomb, 2001). Puisant aux sources d'une pensée chamanique marquée par l'évangélisation jésuite des XVII^e et XVIII^e siècles, le récit ordonne l'espace social kali'na à partir de ce « point focal » ; il relate une véritable refondation du monde kali'na, consécutive à l'effondrement démographique et au fractionnement politique provoqués par la présence européenne. La rivière Mana en serait le cœur historique, lieu d'origine des familles qui ont formé les villages actuels, instituant une hiérarchie implicite qui discrimine les familles autochtones, actrices de ces prodiges chamaniques, et celles venues progressivement du centre du Surinam s'agréger à elles au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle et tout au long du XX^e. Cette affirmation d'une identité propre des Kali'na orientaux – établis entre le centre de la Guyane française et la bordure est du Surinam – s'est inscrite dans les systèmes d'appellation des différents groupes : le syntagme *kalina tilewuyu*, revendiqué comme auto-désignation par les *Kali'na* à l'Est du Maroni, s'oppose ainsi à *milato*, nom donné aux populations *kali'na* réputées métissées avec des Noirs marrons au centre et à l'Ouest du Surinam, quel que soit par ailleurs le phénotype, différents degrés de métissage existant parmi les *Tilewuyu* mais n'étant pas relevés comme discriminants.

Depuis la fin des années cinquante, les Kali'na de Guyane ont connu une accélération de leur intégration à l'ensemble national français, conduite dans le nouveau cadre départemental, qui a encore une fois profondément modifié leur horizon social et politique. Ces transformations sont marquées par une articulation plus étroite avec les systèmes sociaux et politiques englobants (dans leur dimension nationale et régionale) et par une intégration croissante à un système économique étroitement centré sur la Guyane et tourné vers la « métropole ». Les Kali'na sont conduits aujourd'hui à repenser leurs rapports aux populations installées avec eux depuis plus d'un siècle dans cette région, et surtout avec les Créoles qui exercent en Guyane une hégémonie politique et sociale. Depuis la fin du XIX^e siècle, ces rapports s'organisaient sur un mode clientéliste, modelés par le poids du système colonial qui établissait une forte stratification des différentes populations sur la base d'une partition *primitifs/civilisés* – les Créoles se plaçant dans une dynamique d'assimilation qui les conduisait à valoriser le modèle social et culturel européen et à s'y identifier (Jolivet, 1990). D'un point de vue kali'na, les relations qui lient aujourd'hui ces différents groupes, comme celles qu'ils entretiennent avec l'État doivent s'établir désormais sur des bases culturelles et politiques permettant de rééquilibrer la place marginale que l'histoire leur avait assignée dans la société coloniale.

L'ENTRÉE DANS « LA POLITIQUE » : UN FACE À FACE AVEC L'ÉTAT

L'expression politique d'une conscience amérindienne s'est développée dans les trois Guyanes, au cours des vingt dernières années, selon le rapport historique que chacun des pays colonisateurs avait établi avec les popula-

tions indigènes. Le fonctionnement des grandes organisations autochtones – *Consejo Nacional Indio do Venezuela* (CONIVE) *Organisation of Indigenous Peoples* (OIS) au Surinam, *Amerindian Peoples Organisation* (APA) au Guyana, *Fédération des Organisations Amérindiennes de Guyane* (FOAG) en Guyane française – relève donc d'analyses faisant droit à la situation historique particulière dans laquelle chacune de ces populations se trouve placée. Au Guyana, l'action de l'APA s'est ainsi développée dans les années quatre-vingt-dix en réponse aux concessions d'exploitation forestière attribuées aux compagnies asiatiques et aux projets miniers, qui menaçaient directement les terres indigènes; au Surinam, l'OIS entendait également lutter contre les concessions forestières et minières sur des terres amérindiennes, mais sa création est aussi une conséquence de la guerre civile opposant le gouvernement Bouterse aux populations marrones appuyant le *Jungle commando* de Ronnie Brunswijk, guerre civile dans laquelle les Amérindiens ont été partie prenante à travers le mouvement *Toekajana Amazonas* qui fédérait les villages arawak et caribes du nord du pays. Lorsqu'ils ont accédé à l'indépendance, le Surinam et le Guyana ont poursuivi avec les populations amérindiennes une relation sur un mode paternaliste hérité de la pratique de l'administration coloniale: dans le cas du Guyana, par exemple, les bases juridiques de cette relation avaient été esquissées dans un *Amerindian act* élaboré au début du xx^e siècle, puis réexaminé lors de l'accession à l'indépendance, qui fixe le statut des populations indigènes, notamment en ce qui concerne le rapport des communautés aux territoires qu'elles occupent. Toutefois, cette situation rendait possible l'octroi de statuts spécifiques aux communautés indigènes, et ouvrait la voie à une reconnaissance constitutionnelle de ce statut – sinon toujours à la mise en application effective des principes et des droits.

En Guyane française, la question des minorités et des peuples indigènes, et de leur place dans la « nation » se pose d'une manière assez différente. Modèle historique de l'État-nation dans l'histoire de l'Occident, la France ne laisse, on le sait, que peu de place à l'expression en son sein des identités culturelles particulières. La transformation de la colonie en département, en 1946, avait entraîné la suppression de l'ancienne distinction entre nationaux français et indigènes, et l'attribution de la citoyenneté française aux Amérindiens, premier pas vers une politique d'intégration culturelle et sociale qui allait s'appliquer d'abord aux populations kali'na installées sur le littoral: l'affirmation identitaire indigène devait donc prendre place à l'intérieur d'un cadre national extrêmement assimilateur, politiquement et socialement stable. La situation ainsi créée, générant progressivement son lot de contradictions, ouvrira la voie au développement d'un mouvement revendicatif amérindien en Guyane française dont les Kali'na, premiers autochtones à être scolarisés, ont été les initiateurs (Collomb, 1997). En quête de modèles, les responsables amérindiens ne se sont pas tournés vers les organisations autochtones des pays voisins, mais ils ont plutôt recherché dans les expériences nord-américaines une image de ce que pourrait être leur action, séduits par ce qu'ils pouvaient connaître du fonctionnement institutionnel, économique, culturel, de certaines communautés amérindiennes nord-américaines (Chalifoux, 1992). La formation en 1981 de l'*Association des Amérindiens de Guyane* (AAGF), support des luttes qui s'engageaient, allait déboucher quelques années plus tard, en 1984, sur l'organisation du premier *Rassemblement des Amérindiens de Guyane*

française, qui venait marquer symboliquement l'entrée des populations autochtones dans un espace politique – national et régional – dont elles étaient restées jusqu'alors exclues (Tiouka, 1985).

Pendant une vingtaine d'années, le mouvement amérindien en Guyane orientera son action vers l'État français, pour tenter d'obtenir que soit accordé aux autochtones un statut particulier – notamment en ce qui concerne la question foncière, qui était au cœur du *Rassemblement* de 1984. À ce moment, la question amérindienne est pensée comme devant trouver un aboutissement dans un cadre institutionnel : l'État, ses institutions et son appareil administratif, représentent aux yeux des responsables amérindiens un espace politique clairement identifiable et localisable, incarné sur place par un ensemble d'interlocuteurs locaux, relais vers les ministères. La revendication foncière recevra en 1987 une réponse partielle lorsque l'État publie un Décret reconnaissant aux « communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leur subsistance de la forêt » des droits d'usage collectifs sur les terrains domaniaux « pour la pratique de la chasse, de la pêche et, d'une manière générale pour l'exercice de toute activité nécessaire à la subsistance de ces communautés ». Cette mesure n'offrait toutefois aucune véritable reconnaissance juridique, et ne faisait que constater et tolérer un usage. Par ailleurs, la plupart des demandes de reconnaissance de « zones de subsistance » se sont heurtées à la résistance d'autres composantes de la population guyanaise, plus fortes dans l'espace politique régional, qui développaient d'autres projets économiques sur certaines des zones revendiquées par les Amérindiens. La prise en compte de la spécificité culturelle amérindienne, autre revendication formulée avec force lors du *Rassemblement* de 1984, ne soulevait pas de telles difficultés, mais elle n'a eu que peu d'effets dans le domaine de l'éducation scolaire, où se lisent pourtant d'une manière aiguë les effets de la confrontation d'une culture indigène et de la culture française englobante.

AU DELÀ DES FRONTIÈRES NATIONALES : UNE AUTRE RESPIRATION...

Devenus trente ans auparavant des « citoyens français », les indigènes de Guyane française s'épuisaient depuis lors à réclamer un statut particulier que l'État français ne voulait et ne pouvait leur accorder. Leur faible poids démographique en Guyane les empêchait de jouer un rôle électoral significatif, sinon lors de quelques scrutins locaux, et rendait inimaginable une tactique de résistance physique, les plaçant dans un rapport de force politique défavorable. Une nouvelle voie a été alors recherchée par le moyen d'une action conduite au sein d'un espace politique et institutionnel plus vaste, à partir duquel il leur serait peut-être possible d'influer plus efficacement sur la position de la France. En 1992, le congrès fondateur de la *Fédération des organisations amérindiennes de Guyane* (FOAG) qui prenait la suite de l'AAGF en élargissant sa base, proposait que la « question amérindienne » soit désormais portée au plan international, et que la revendication s'appuie sur l'établissement de solidarités indigènes régionales. Dès 1992, Félix Tiouka, président de l'AAGF, avait été invité à prendre part à l'élaboration de la *Charte des peuples*

indigènes et tribaux des forêts tropicales à Penang en Malaisie. Peu de temps après, d'autres responsables participaient à la *Conference of Indigenous Peoples on Territory, Environment and Development*, réunie en marge du sommet de Rio (mai 1992).

La même stratégie sera poursuivie les années suivantes, avec la présence de leaders amérindiens à des rencontres associant d'autres organisations indigènes du sous-continent, en particulier au sein de la *Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica* (COICA), à laquelle la FOAG adhéra dès la fin de l'année 1992. La participation aux groupes de travail sur les peuples indigènes formés dans le cadre de l'ONU a représenté plus récemment une autre étape dans cette ouverture internationale du mouvement amérindien en Guyane : depuis 1997, les représentants de la FOAG sont associés aux travaux des diverses Commissions qui rédigent un projet de *Déclaration universelle des droits des peuples autochtones*. Par leur entrée dans les organisations politiques autochtones de l'ensemble amazonien, par leur participation aux groupes de travail des Nations Unies, les Amérindiens de Guyane ont créé de nouvelles solidarités transversales – « indiennes » ou « amazoniennes » – et ils ont étendu leurs réseaux pouvant donner accès à l'information et mobiliser des compétences, notamment dans le domaine juridique. Mais ils ont surtout ouvert l'espace social et symbolique dans lequel ils étaient enfermés, en se réappropriant la capacité à définir eux-mêmes le « fait amérindien » dans l'espace politique et social de la Guyane. Ils ont réussi par là à briser un rapport exclusif à la France et à l'Etat hérité de la colonie, qui les maintenait dans une histoire et dans des représentations strictement occidentales.

Alors qu'ils devaient jusqu'alors se penser comme des « minorités » dans l'ensemble national, ils peuvent désormais s'appuyer sur des catégories telles que « peuple indigène » ou « peuple autochtone », élaborées sur la base des valeurs universelles dont sont porteuses les institutions internationales, à travers la référence à un certain nombre de textes internationaux qui fondent la notion de « peuples indigènes » : *Déclaration universelle des droits de l'Homme*, *Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail*, travaux de la *Commission des Droits de l'Homme de l'ONU*... Ce glissement sémantique donne une autre dimension à la revendication identitaire amérindienne en Guyane, qui rejoindrait dès lors la grande communauté indigène mondiale : « Nous sommes un peuple. Nous sommes Kali'na, Teko, Lokono, Plikweneh, Wayapi, Wayana. Nous possédons un territoire propre. Nous formons une société organisée de personnes autochtones et nous faisons partie de la communauté des peuples indigènes à l'échelle mondiale. Nous sommes les premiers habitants de notre territoire, nous l'occupons et nous y gouvernons nous-mêmes depuis les temps immémoriaux » (Résolution finale du *Deuxième Congrès des Organisations amérindiennes de Guyane*, décembre 1996).

Mais désormais il ne s'agit plus seulement pour les Kali'na de s'opposer à l'Etat et de dénoncer la tutelle qui leur est imposée ; l'intention est aussi de prendre place dans le nouvel espace politique régional que le programme de décentralisation et de régionalisation engagé à partir de 1982 a fait naître en Guyane. Le développement des organisations amérindiennes, au début des années quatre-vingt, a en effet été contemporain de l'émergence de cet espace politique régional, qui se doublait d'une interrogation sur la nature d'une future entité nationale. Cet espace politique régional, dans lequel s'inscrivent

aujourd'hui de nouveaux processus d'identification, soulève une autre question: comment, et sur quelles bases, peut-on fonder une « communauté imaginée » qui serait acceptée et partagée par les différentes composantes ethniques de la Guyane? Alors que cette réflexion occupe désormais une place croissante dans le débat politique guyanais, la revendication par les Amérindiens d'un statut spécifique, et leur affirmation d'une identité ethnique irréductible, sont perçues comme annonciatrices d'une volonté fractionniste, et comme la manifestation d'un « communitarisme » ancré dans le passé – qui devrait au contraire se dissoudre dans une histoire nationale guyanaise en train de s'écrire. Le risque est alors dénoncé de voir apparaître ou se renforcer une coupure au sein de la société guyanaise, et la classe politique créole, porteuse d'un projet national, croit voir dans les positions amérindiennes un effort pour contrarier une construction nationale propre à soutenir demain une indépendance à laquelle il ne semble plus interdit de penser dans le long terme. Le rôle politique réel des Amérindiens en Guyane reste certes modeste, mais il pèse d'un poids symbolique important dans ces débats qui engagent les notions d'autochtonie et d'identité, et qui visent à la définition d'un « être ensemble » à la mesure de ce territoire découpé politiquement par l'histoire entre le Brésil, le Surinam et l'océan Atlantique.

L'espace social et politique à l'intérieur duquel les Kali'na du Maroni peuvent aujourd'hui se penser comme un collectif s'est considérablement transformé au long des cinq siècles qui ont vu leur entrée progressive dans un monde modelé par l'expansion européenne. Pourtant, il est peut-être possible de lire tout au long de cette histoire une permanence qui signe une manière kali'na, et plus largement sans doute caribé, de penser le politique. Comme tout au long de leur histoire, les Kali'na bâtissent aujourd'hui une identité collective dans la tension entre des référents qui relèvent de niveaux spécifiques d'un fonctionnement social toujours à l'œuvre, organisés selon une double polarité. D'un côté, subsiste la référence *locale* (très forte parce qu'articulée au niveau social le plus pertinent) qui est celle des groupes résidentiels et des réseaux d'alliance. Cet espace est formateur du lien social, même si les villages sont devenus aujourd'hui des rassemblements parfois hétérogènes de groupes familiaux. C'est sur cet espace que le fonctionnement communautaire de la société kali'na se manifeste, d'une manière toujours spectaculaire, dans les grandes cérémonies qui accompagnent la fin de la période du deuil, rassemblant très largement les familles habitant entre Iracoubo et la rive occidentale du Maroni. D'un autre côté, le politique kali'na se donne à lire dans les nouveaux réseaux qu'ils ont investis, dans une dynamique régionale amazonienne et internationale. En cela, ils procèdent à nouveau à cette sorte de « respiration politique », l'une des dimensions majeures du politique caribé: « respiration » qui reliait autrefois les groupes locaux et les articulait en un continuum, jusqu'aux frontières géographiques et culturelles de la « Guyane », et qui s'ouvre désormais dans cet espace indéfini de la globalisation, au sein desquels les Kali'na ont pris place.

Notes

- 1 Voir un exemple de cette dynamique politique, sociale, culturelle, dans l'étude de Pierre et Françoise Grenand (1987 : 1 – 77).
- 2 Voir notamment pour un exposé récent de l'état des recherches ethno-historiques sur les Guyanes : Whitehead, 1993, 1994 ; Dreyfus, 1992 ; Versteeg et Bubberman, 1992 ; Rostain, 1994.
- 3 Ce modèle reste pertinent, mais il doit sans doute être nuancé aujourd'hui, au vu des acquis plus récents de la recherche anthropologique amazonienne, ainsi que le rappellent L. Rival et N. Whitehead (2001).
- 4 Ces grandes fêtes – dont chaque ensemble familial est à son tour l'invitant, au gré des événements de la vie individuelle ou sociale – constituent d'intenses moments de sociabilité, jusque dans leurs préparatifs. L'organisation d'une telle manifestation demande la participation de l'ensemble des membres de la famille étendue, qui doivent concourir à son succès en accomplissant collectivement les nombreuses tâches : c'est sur la qualité de la préparation et de l'organisation, la quantité de *kasili* et de nourriture, le talent des chanteurs ou chanteuses, que l'on évaluera la fête et le rang de la famille invitante, selon sa cohésion et sa capacité à mobiliser pour la circonstance.
- 5 Voir la critique que fait Ph. Descola (1988) du modèle de société non stratifiée et acéphale que Clastres (1974) a élaboré pour rendre compte du fait politique dans les sociétés des basses-terres. Il montre que si la chefferie n'y est généralement pas un lieu du pouvoir, une autorité se manifeste tout de même dans deux espaces : celui de la production économique, chaque fois que l'intérêt collectif doit être maintenu face aux initiatives individuelles, et celui de la maîtrise des rapports avec la sphère du surnaturel - pouvoir incarné dans la figure du chamane.
- 6 En 1743, P. Barrère évoquera encore les « Galibis, nation principale et la plus nombreuse qui soit dans le voisinage de Cayenne, et dont le propre pays est l'espace qui est depuis Cayenne jusques à l'Orénok » (Barrère, 1743 : 236).
- 7 Des guerres qui visaient notamment la capture de prisonniers et l'incorporation symbolique de « l'autre » à travers les rituels anthropophagiques.
- 8 Ces jades, les « pierres vertes » des anciens chroniqueurs, provenaient de divers centres de productions dans les Guyanes ou le Bas Amazone. Voir Boomert, 1987 : 33-54.
- 9 L'expression est empruntée à J.L. Amselle (1986).
- 10 Les « Arouagues » [Arawak] sont alliés aux Hollandais, et ils conduisent « des courses continuelles contre les Galibis, étant fort expérimentés aux armes ». Ces derniers, qui « étaient autrefois les meilleurs amis que les Français eussent dans toute l'étendue de l'Amérique » entreprennent des expéditions contre les « flamens [hollandais] qui s'étaient habitués dans Berbiche [Berbice, fleuve de l'Est du Guyana] et les Arouagues leurs alliés » (Boyer, 1654).
- 11 Des razzias destinées à capturer des esclaves ou des épouses seront conduites jusque dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, en Guyane chez les Wayana et les Émerillons, et au Surinam chez les Tyrio qui en ont conservé le souvenir dans leur tradition orale (Koelewijn & Rivière, 1987 : 279).
- 12 Ce nom « Galibi » a longtemps été accepté par les intéressés comme auto-désignation, mais exclusivement dans les rapports qu'ils entretenaient avec le monde de la colonie ; il restera en usage jusqu'à ce que naisse récemment la volonté politique d'imposer en Guyane l'emploi de l'appellation « Kali'na », pour affirmer une présence plus autonome dans l'espace régional.
- 13 « Notre position par rapport aux Indiens de la partie nord a fort changé depuis quelquel temps à notre désavantage. Les mauvais traitements des colons français ont aliéné leurs

cœurs, les missionnaires les ont abandonnés. Ils se sont jetés du côté des Hollandais qui sont fort occupés de les attacher en leur procurant tout ce qui peut satisfaire leurs besoins et même leurs goûts bizarres pour les ajustements. » *Mémoire sur la Guyane, par le chevalier Bernard. État de la colonie relativement aux Indiens* (1814), Archives nationales C14.

Bibliographie

- Amselle, J.-L. et E. M'Bokolo, 1986, *Au cœur de l'ethnie*, Paris.
- Barrère, P., 1743, *Nouvelle relation de la France équinoxiale*, Paris.
- Biet, A., 1664, *Voyage de la France Equinoctiale en l'Isle de Cayenne, entrepris par les Français en l'année 1652 avec un dictionnaire de la langue du mesme país*, Paris.
- Boomert, A., 1987, « Gifts of the Amazons: " green stones ", pendants and beads as items of ceremonial exchange in Amazonia and the Caribbean », *Antropológica*, Caracas, 67.
- Boyer, P. (Sieur de Petit Puy), 1654, *Véritable relation de tout ce qui s'est fait et passé au voyage que M. de Brétigny fit à l'Amérique Occidentale [...]*, Paris.
- Chalifoux, J.-J., 1992, « Ethnicité, pouvoir et développement politique chez les Galibis de la Guyane française », *Anthropologie et Sociétés*, 16/3 : 37-54.
- Clastres, P., 1974, *La société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*, Ed. de Minuit.
- Collomb, G., 1997, « La question amérindienne en Guyane. Formation d'un espace politique », dans Abélès M. & H. P. Jeudy (eds.), *Anthropologie du politique*, Armand Colin, Paris, pp. 41-66.
- Collomb, G., 1998, « En Guyane: "ethnologie" ou "patrimoine" ? », *Terrain*, 31, pp. 145-158.
- Collomb, G., 1999, « Du "Capitaine" au "Chef coutumier" chez les Kali'na », *Ethnologie Française*, 4, pp. 549-557.
- Collomb, G., 2000, *Na'na kali'na. Une histoire des Kali'na en Guyane*, Ibis Rouge Editions.
- Collomb, G., 2001, « Identité et territoire chez les Kali'na : à partir d'un récit du retour des morts », *Journal de la Société des Américanistes*, n° 2, Paris, pp. 149-168.
- Dreyfus, S., 1992, « Les Réseaux politiques indigènes en Guyane occidentale et leurs transformations aux XVII^e et XVIII^e siècles », *L'Homme*, 122-124, pp.75-98.
- Dreyfus, S., 1993, « Systèmes dravidiens à filiation cognatique en Amazonie », *L'Homme*, 126-128, pp. 121-140.
- Dumont, L., 1991, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Le Seuil.
- Grenand, P., 1982, *Ainsi parlaient nos ancêtres. Essai d'ethnohistoire Wayāpi*. Travaux et Documents de l'Orstom, Paris, 408p.
- Grenand, P. et Grenand, F., 1987, « La côte d'Amapa, de la bouche de l'Amazone à la baie d'Oyapock, à travers la tradition orale palikur », *Boletim do Museu Paraense Emilio Goeldi*, nova série, Antropologia, 3/1.
- Jolivet, M.-J., 1990, « Entre autochtones et immigrants: diversité et logique de positions créoles guyanaises », *Études Créoles*, XIII/2, pp. 11-32.
- Keymis, L., 1772, *A relation of the second voyage to Guiana, performed and written in the year 1596*, dans François Correal, *Voyage de François Corréal aux Indes Occidentales [...]*, Amsterdam, [Paris, 1782], T. 2.
- Kloos, P., 1971. *The Maroni River Caribs of Surinam*, Van Gorcum & Comp., Assen.

- Koelewijn, C. & P. Rivière, *Oral Literature of the Trio Indians of Surinam*, Dordrecht, Foris Publications, 1987.
- Lézy, E., 2000, *Guyane, Guyanes: une géographie « sauvage » de l'Orénoque à l'Amazone*, Paris, collection Mappemonde, Ed Belin.
- Renault-Lescure, O., 1999, « Le caraïbe insulaire, langue arawak : un imbroglio linguistique », dans Bernabé, J. et al., *Dictionnaire caraïbe-français du Révérend Père Raymond Breton (1665)*, Paris, IRD-Karthala, pp. XLVII-LXVIII.
- Rival, L. et Whitehead N., 2001, « Forty Years of Amazonian Anthropology, the Contribution of Peter Rivière » dans Rival L. et Whitehead N. (eds.) *Beyond the Visible and the Material: The Amerindianization of Society in the Work of Peter Riviere*, Oxford University Press.
- Rivière, P., 1984, *Individual and Society in Guiana: a Comparative Study of Amerindian Social Organization*, Cambridge University Press.
- Tiouka, F., 1985, « Adresse au gouvernement et au peuple français, 9 décembre 1984 », *Ethnies*, 1-2
- Whitehead, N., 1988, *Lords of the Tiger Spirit: A History of the Caribs in Colonial Venezuela and Guyana 1498-1820*, Foris Pubs, Dordrecht-Providence.
- Whitehead, N., 1992, « Tribes Make States and States Make Tribes. Warfare and the Creation of Colonial Tribes and States in Northeastern South America », dans *War in the Tribal Zone: Expanding States and Indigenous Warfare*, Ferguson R. Brian and Neil L. Whitehead eds., University of Washington Press, pp. 127-150.
- Whitehead, N., 1993, « Ethnic Transformation and Historical Discontinuity in Native Amazonia and Guyana, 1500-1900 », *L'Homme*, 126-128, pp. 285-307.
- Whitehead, N., 1994, « The Ancient Amerindian Policies of the Amazon, the Orinocco, and the Atlantic Coast; A Preliminary Analysis of their Passage from Antiquity to Extinction », dans A. Roosevelt (ed.), *Amazonian Indians from Prehistory to the Present*, University of Arizona Press, pp. 33-54
- Versteeg, A.H. & F.C. Bubberman, 1992, *Surinam before Columbus*, Mededelingen Stichting Surinaams Museum, 49A, Paramaribo, Surinam, pp. 3-65.
- Rostain, S., 1994. *L'occupation amérindienne ancienne du littoral de Guyane*, Thèse de doctorat d'histoire (nouveau régime), Université de Paris I.

RÉSUMÉ - RESUMO - ABSTRACT

Entité « perceptuelle » et « conceptuelle » pour le géographe, qui en dégage le caractère à la fois spatialisé et fantasmatique (Lezy 2000), la Guyane – de l’Amapa à la rive orientale de l’Orénoque – se prête à des interrogations du même ordre du point de vue d’une ethnologie des mondes amérindiens. Les populations autochtones qui peuplent cette région lors de l’arrivée européenne semblent en effet animées d’une ample respiration politique, prises entre la forte prégnance de la référence au groupe local, comme lieu privilégié de production du social, et leur inscription dans des réseaux à l’échelle la « Guyane », vaste espace d’échanges économiques, matrimoniaux, guerriers, et champ d’application d’un imaginaire foisonnant. Cette double dimension des sociétés amérindiennes des Guyanes, qui semble faire écho à la spatialité complexe que dégage la géographie, fait de la Guyane un point d’observation particulièrement intéressant pour comprendre la nature des sociétés amérindiennes traditionnelles des basses-terres, mais aussi pour suivre leurs transformations historiques depuis cinq siècles.

Entidade « perceptual » e « conceitual » para o geógrafo que revela o caráter espacial e fantástico (Lézy 2000), a Guiana – do Amapá até a margem oriental do Orenoco – presta-se à interrogações do mesmo tipo do ponto de vista de uma etnologia dos mundos ameríndios. As populações autochtones que viviam nessa região quando da chegada dos europeus pareciam viver animadas por uma ampla respiração política, presas entre a forte prégnance da referência ao grupo local,

como lugar privilegiado de produção do social, e a inscrição na rede na escala da « Guiana », vasto espaço de relações econômicas, matrimoniais, guerreiras e campo de aplicação de um rico imaginário. Essa dupla dimensão das sociedades ameríndias das Guianas, que parecer refletir a espacialidade complexa que revela a geografia, faz da Guiana um ponto de observação particularmente interessante para compreender a natureza das sociedades ameríndias tradicionais das terras baixas, mas também para seguir suas transformações históricas ao longo de cinco séculos.

Guyana - from Amapa to Eastern bank of Orenoque - is a « perceptual » and « conceptual » entity for the geographer, who releases from it the character at the same time spatialized and fantasmatic. It lends itself to interrogations of the same order from the point of view of an ethnology of the Amerindian worlds. The native populations which inhabit this area at the time of the European arrival seem indeed animated of a full political breathing. They are taken between the strong pregnancy of the reference to the local group, as privileged place of social production, and their inscription in networks on the scale « Guyana », vast space of economic, matrimonial, warlike exchanges, and field of application of abundant imaginary. This double dimension of the Amerindian societies of Guyanes seems to make echo with the complex spatiality which the geography releases. It makes of Guyana a particularly interesting point of observation to understand the nature of the traditional Amerindian societies of the low-lands, but also to follow their historical transformations since five centuries.

Mots clés: Guyane, mondes amérindiennes, géographie, ethnologie, politique, imaginaire, transformations historiques

Palavras chaves: Guiana, mundos ameríndios, geografia, etnologia, política, imaginário, transformações históricas

Keywords: Guyana, Amerindian worlds, geography, ethnology, politics, imaginary, historical transformations



LA PERCÉE DE LA ROUTE OYAPOQUE-MACAPA (AMAPA) PAR LE 8° BEC. CLICHÉ : E. LEZY.

UNE GUYANE BRÉSILIENNE ?

HERVÉ THÉRY*

EXISTE-T-IL UNE GUYANE BRÉSILIENNE ? À poser la question à des Brésiliens, de vive voix ou en interrogeant leurs bibliographies, on n'obtient que des réponses négatives. Ils ne se reconnaissent nullement dans la grande Guyane, au sens défini par Emmanuel Lézy, l'espace inscrit entre les cours de l'Amazone et de l'Orénoque¹. La portion brésilienne de cet ensemble n'est pas un espace vécu, la seule référence reconnue est l'espace national, dont cet ensemble est un fragment périphérique, et pas très remarquable (figure n° 1).

Mais est-ce à dire que la Guyane brésilienne n'existe pas ? À l'examen, il se dégage une spécificité de cet Extrême-Nord qui a – même si l'on adopte le point de vue autocentré des Brésiliens – une place à part dans l'ensemble national, ne serait-ce que parce qu'il renferme le point culminant du Brésil, le Pico da Neblina (3014 m). Son originalité plus remarquable, même dans un pays qui change rapidement, est le bouleversement que connaît cette région qui, de périphérie lointaine et bien oubliée, est récemment redevenue une frontière, au sens international comme au sens pionnier du terme. Après des siècles d'abandon, elle retrouve un nouveau dynamisme, on y construit des routes, des migrants y affluent, on y défriche des forêts, du moins dans quelques points et axes de ce vaste arc frontalier.

Car toute la région n'est pas affectée par ces mutations, et il en résulte une différenciation interne forte, entre des axes forts, nouveaux ou renouvelés, et des zones laissées en réserve, et toute une nouvelle géographie régionale se dessine à mesure que les changements se produisent. Ce renouveau d'intérêt des Brésiliens pour leurs frontières du Nord – et la différenciation interne

* Directeur de recherche au CNRS, UMR ENS/IRD « Territoires et mondialisation dans les pays du Sud » (herve.thery@ens.fr).

qui en résulte – est l'effet le plus sensible d'un changement de perspective, d'une mutation des politiques amazoniennes du Brésil, où la situation et le sens à donner à la frontière nord ont changé, et où de ce fait des investissements importants, financiers et humains, sont consentis, pour le meilleur et pour le pire.

FIGURE N° 1 : SITUATION DE LA « GUYANE BRÉSILIENNE ».

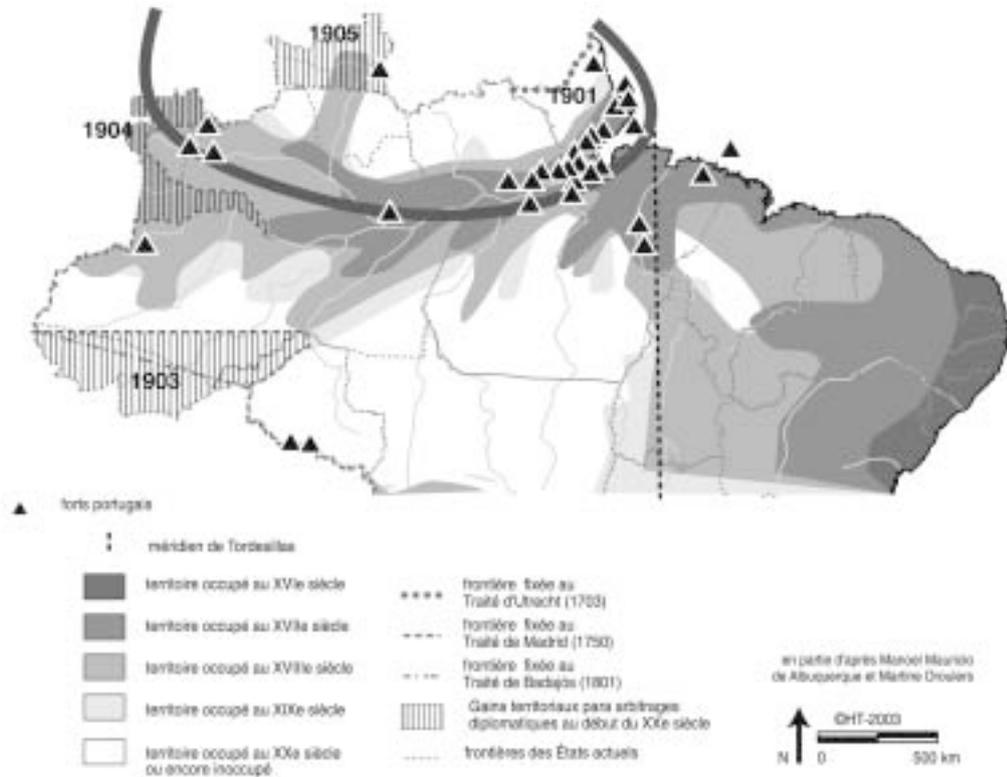


CONQUÊTES ET ABANDONS DE L'EXTRÊME NORD

La conquête de ce fragment brésilien du bouclier guyanais est une sorte de quintessence de celle de l'Amazonie brésilienne. Sur ces marges septentrionales aboutissent plusieurs des axes de pénétration qui ont permis aux Brésiliens de mettre la main sur plus de la moitié du bassin de l'Amazone, alors que le traité de Tordesillas, en 1494, n'accordait aux Portugais qu'une partie des bouches du fleuve (figure n° 2).

La Couronne portugaise avait été poussée à s'assurer de toute l'embouchure pour parer à la menace des corsaires et colons étrangers, français principalement. À partir de là, un double mouvement eut lieu, celui des militaires et celui des Jésuites, les uns et les autres fixant leurs établissements, forts ou missions, de plus en plus loin vers l'amont. Ils étaient d'autant plus anxieux d'avancer le plus vite possible que, dans le même temps, d'autres militaires et d'autres missionnaires progressaient eux aussi dans le bassin de l'Amazone, et notamment les émissaires du roi d'Espagne. L'émulation jouant, même quand les Couronnes d'Espagne et du Portugal étaient portées par le même roi (1580-1640), la poussée fut rapide, malgré la faiblesse des moyens.

FIGURE N° 2 : L'OCCUPATION DU TERRITOIRE.



Le fort de Belém date de 1616, celui de Manaus fut fondé en 1669, et les missions s'échelonnaient tout au long du fleuve dès le milieu du XVII^e siècle : quand les Jésuites furent expulsés en 1661, la conquête était pratiquement terminée. Au XVIII^e siècle, le mouvement s'amplifia encore, progressa le long des affluents. Aux points-clés, aux limites atteintes sur les grands affluents, une série de forts de pierre furent construits, pour la plupart dans la zone qui nous intéresse. Cet effort immense (les pierres étaient apportées du Portugal) a porté ses fruits, car ces forts ont partout joué le rôle d'efficaces verrous, les seuls changements qu'ait subi la frontière ayant été des conquêtes brésiliennes ultérieures, qui dessinent entre ces forts des saillants marqués.

Car la diplomatie brésilienne a, dans les siècles qui ont suivi l'Indépendance, bien prolongé les avancées des militaires portugais, pour étendre le territoire national vers le Nord. Des rectifications importantes, concernant à chaque fois des centaines de milliers de kilomètres carrés, eurent lieu jusqu'au début du XX^e siècle. Elles furent presque toutes favorables au Brésil, car les diplomates brésiliens, notamment le plus célèbre d'entre eux, le baron de Rio Branco (dont l'institut de formation des diplomates brésiliens porte aujourd'hui le nom), appuyèrent partout efficacement la poussée pionnière, en faisant confirmer en droit le fait accompli par les aventuriers brésiliens. Et chacune de

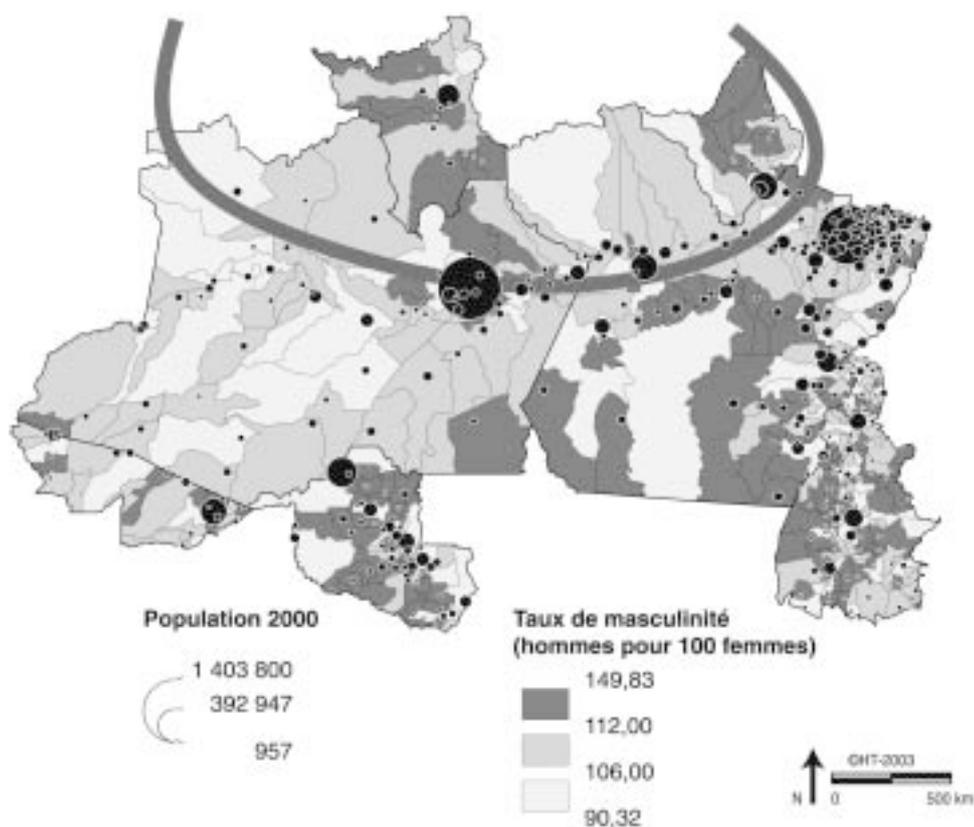
ces rectifications de frontières, mineures à l'échelle brésilienne, a représenté l'acquisition de dizaines de milliers de kilomètres carrés: lorsqu'en 1901 l'arbitrage du président du Conseil fédéral suisse donna raison au Brésil contre la France dans leur querelle sur les frontières de la Guyane française, il accrut de plus de 70 000 km² le territoire brésilien. Deux autres rectifications majeures concernent également la frontière septentrionale, celle qui donna au Brésil tout le nord du futur Roraima, et celle qui dessina, aux frontières avec la Colombie et le Pérou le profil caractéristique de la « tête de chien » (*cabeça do cachorro*). La première confirmait la poussée brésilienne au long du Rio Branco, jusqu'aux savanes qui marquent la sortie, vers le Nord, du domaine amazonien. La seconde confirmait l'avancée au long du Rio Negro, le seul grand affluent de la rive gauche de l'Amazone.

En dehors de l'Acre, détaché de la Bolivie et dont l'acquisition fut acquise par le traité de Petrópolis en 1903, l'Extrême Nord a donc été le théâtre de quelques-unes des avancées pionnières et diplomatiques les plus spectaculaires qu'ait connu l'Amazonie brésilienne du XVIII^e au XX^e siècle. Mais ce brillant passé politique n'a pas permis de dresser aujourd'hui un bilan démographique et économique aussi positif, car la région est l'une des moins peuplées et les plus pauvres du pays.

L'Amazonie est la région la moins peuplée du Brésil, elle ne rassemble que 7 % de sa population. Sur les treize millions d'habitants de la région Norte (figure n° 3), neuf habitent en ville. Des quatre millions qui restent, la majorité se concentre soit au long de l'Amazone et de ses affluents, soit au long des routes. Dans la région qui nous intéresse, à part Boa Vista (200 000 habitants) et le doublet Macapá-Santana (283 000 et 80 000 habitants), la carte ne fait apparaître aucune concentration visible en dehors des rives de l'Amazone: comme le reste des Guyanes, cette région n'a qu'une très faible densité de peuplement, une des plus basses de la planète.

On notera toutefois que si l'on calcule le rapport entre le nombre des hommes et celui des femmes, apparaissent dans l'Amapá et dans le Roraima, deux axes nord-sud marqués par une prédominance du nombre des hommes aussi forte que dans le sud du Pará et le Rondônia. On sait qu'il s'agit là d'un bon indicateur de l'arrivée du front pionnier, l'afflux des hommes correspondant à la première étape des défrichements, qui requiert beaucoup de main-d'œuvre, de préférence jeune et sans attaches familiales. Ces deux axes, partant respectivement de Manaus et de Macapá, vers le Venezuela et vers la Guyane française, sont ceux qui font changer le plus rapidement l'allure et le rythme de développement de la région: jusque-là occupée principalement par des populations traditionnelles (Indiens, *caboclos*, *ribeirinhos*) et vouée à des fonctions de réserve, elle est désormais traversée par des « couloirs » nouveaux, par où arrivent des populations nouvelles et des activités économiques jusque-là inconnues.

FIGURE N° 3 : POPULATION 2000 ET TAUX DE MASCULINITÉ DE LA RÉGION NORD.

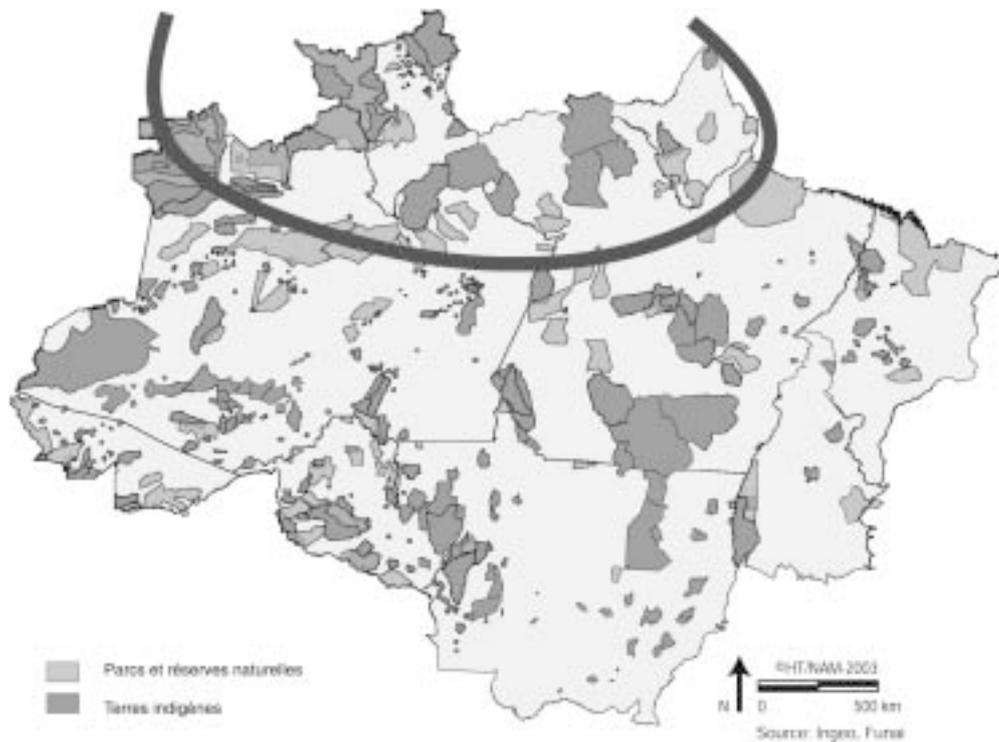


UNE RÉSERVE ENTRECOURPÉE D'AXES NOUVEAUX

Jusqu'à présent, cette région, comme toute la périphérie du Nord et du Nord-ouest du pays, était essentiellement pour le Brésil une périphérie, abandonnée à son propre sort ou au mieux laissée en réserve. Et de fait on y a créé bon nombre de réserves, naturelles et indigènes, dont un grand nombre – et parmi les plus grandes – sont situées à la frontière nord. Il existe aujourd'hui en Amazonie 48 réserves naturelles fédérales (sans compter donc celles des États fédérés, des communes et des particuliers), dont le total représente 18,5 millions d'hectares (3,71 % de la région, le tiers de la superficie de la France).

Les terres indigènes quant à elles totalisent 900 000 km² (11 % du territoire national, ou plus d'une fois et demie la France), dont la grande majorité en Amazonie. Dans certaines régions, dont certaines sont précisément celles qui nous concernent, comme le Roraima (à la frontière du Venezuela) ou la *cabeça do cachorro*, ces réserves occupent plus de la moitié du territoire, au point que les habitants non-indigènes disent (non sans exagération et quelque mauvaise foi) se sentir à l'étroit dans leurs « réserves de Blancs » (figure n° 4).

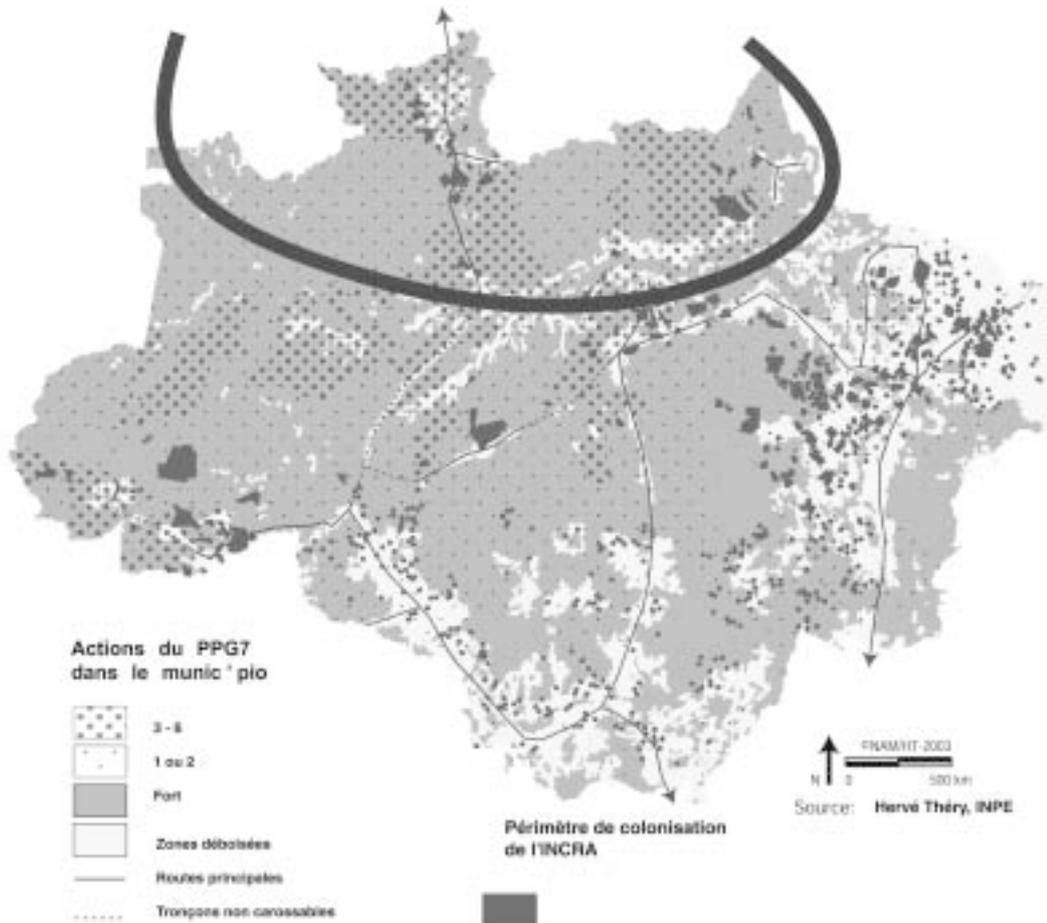
FIGURE N° 4 : TERRITOIRES PROTÉGÉS EN AMAZONIE LÉGALE.



La région est donc très encadrée par les politiques de protection de l'environnement, mais celles-ci sont parfois contrecarrées par d'autres, jugées économiquement ou politiquement plus importantes par les autorités et la société brésilienne, notamment les *assentamentos*, ces zones de colonisation où l'on installe des familles de paysans sans terres. Ces zones se situent massivement en Amazonie, où la terre est abondante et bon marché, et leur localisation laisse penser que le Brésil continue, par moments et par endroits, à mener une véritable politique de conquête pionnière, notamment dans cette région, en contradiction ou en conflit avec ses politiques de protection de l'environnement.

Parmi ces dernières, l'une des plus importantes est le « Programme-pilote pour la préservation des forêts tropicales du Brésil », souvent désigné sous le sigle PPG7. Conçu à l'origine, en 1990-1991, dans une optique de conservation des forêts, ce programme ambitieux associe les pays du G7 et l'Union Européenne (qui ont donné 250 millions de dollars pour le financer), la Banque Mondiale (qui gère le programme) et le gouvernement brésilien (qui le conçoit et l'exécute). Si l'on fait le bilan spatial de son action (figure n° 5), on voit bien qu'il se concentre davantage dans les zones encore intactes, notamment l'Extrême Nord, que sur les régions menacées par les avancées pionnières, aux marges méridionales et orientales de l'Amazonie.

FIGURE N° 5 : IMPACT TERRITORIAL DU PPG7 ET DES ASSENTAMENTOS.



Le programme a progressivement évolué, jusqu'à mettre au premier plan le développement durable, partant du principe qu'assurer aux populations locales les moyens de vivre décemment était le meilleur moyen de réduire les déboisements. Composé de plusieurs sous-programmes (politique des ressources naturelles, délimitation des terres indigènes, actions démonstratives avec des ONGs, etc.) il a déjà produit des effets intéressants en amenant le gouvernement fédéral et les gouvernements des États amazoniens à prendre davantage en compte la dimension écologique dans leurs politiques amazoniennes, en soutenant des expériences intéressantes (dans le domaine de l'agro-foresterie, par exemple). Mais il est clair qu'il pèse peu face à d'autres actions publiques, dotées de moyens autrement importants. Un de ses principaux sous-ensembles, le programme de gestion environnementale intégrée (SPRN), se concentre sur des zones stratégiques, qui tracent deux vastes cou-

loirs Nord-Sud, du Roraima au Mato Grosso et de l'Amapá au Tocantins, ce qui montre que ces États se soucient déjà des effets environnementaux des axes de transports qui les traverseront dans les prochaines années.

Car d'autres programmes menés par l'État ont une tout autre finalité : continuer à intégrer davantage l'Amazonie au reste du Brésil. C'est l'un des objectifs majeurs du programme *Brasil em Ação* (« Brésil en action »), l'une des plus ambitieuses politiques lancées par le gouvernement du Président Fernando Henrique Cardoso lors de son premier mandat, de 1996 à 1998, et prolongé après sa réélection en 1998. Une tout autre géographie apparaît avec cette action pionnière, qui agit principalement au long des routes amazoniennes et des nouveaux couloirs multimodaux de transport.

C'est notamment la stratégie spatiale de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA), certainement le plus représentatif d'une politique « pionnière ». Il installe des familles dans des *assentamentos* situés en majorité au long des routes de la région, sur leurs tronçons les moins consolidés, à la pointe extrême de l'avancée pionnière. La concentration des familles et des terres occupées par les *assentamentos* est spécialement grande dans l'Extrême Nord, en Amapá, en Roraima, et sur la Transamazonienne, sur son tronçon le moins occupé, entre Altamira et Humaitá. La logique qui soutient cette action peut ne plus être celle des années 1970, quand l'Institut était parmi les instruments les plus actifs d'une politique de colonisation de type géopolitique, mais elle est certainement en rapport avec le fait que la terre est moins chère dans ces zones que dans le Sud-Est et le Sud.

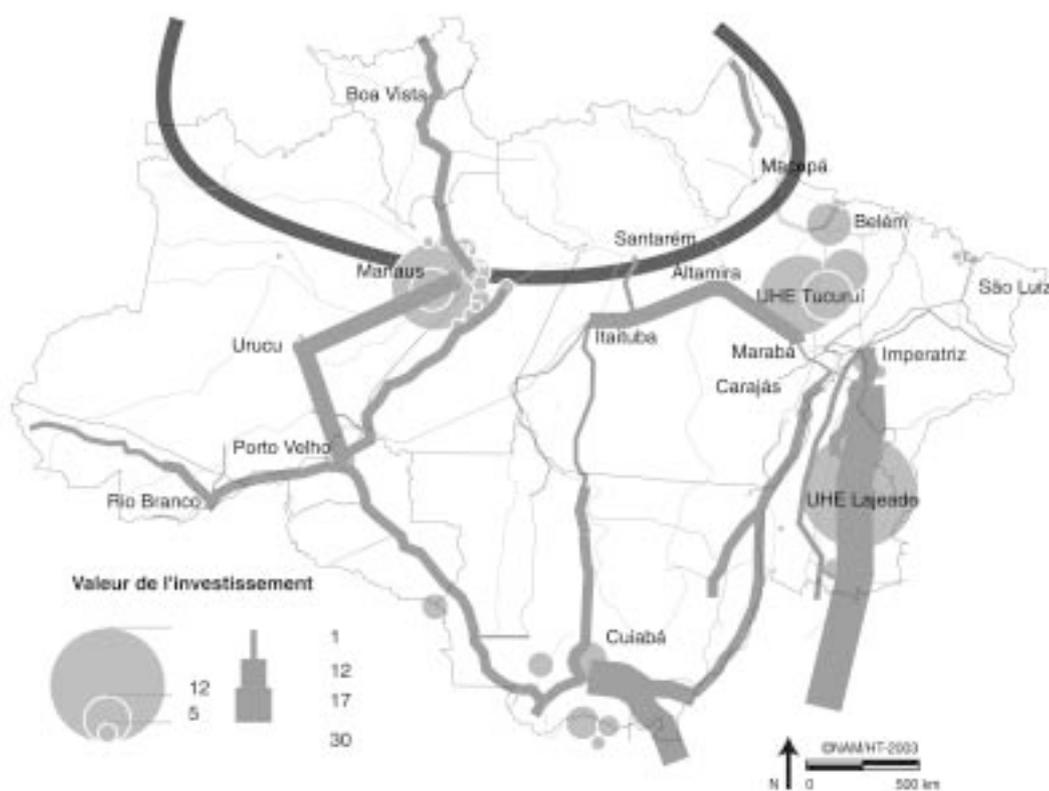
Quelle que soit la motivation, l'effet produit est toutefois le même : l'arrivée massive de familles peu préparées à travailler dans l'environnement difficile et fragile de l'Amazonie. Un des aspects qui marque une nette différence par rapport à la vieille politique de colonisation est le fait que les périmètres naissent aujourd'hui en grande partie en fonction des demandes et des revendications du « mouvement des sans-terre » (MST). Cependant la forme des parcelles, la façon d'installer les familles et les systèmes productifs mis en place fonctionnent toujours comme l'ancien modèle des projets de colonisation officielle. La priorité continue à être l'implantation de périmètres en Amazonie : leur nombre augmente annuellement de près de 30 % et ils représentent déjà plus de 30 millions d'hectares. Cela signifie que chaque année de nouvelles zones sont ouvertes, de nouveaux déboisements effectués, et que de nouveaux processus de perte de la biodiversité et de sols agricoles se déclenchent. Le phénomène touche la périphérie du Nord en deux endroits, au long de la route Manaus-Venezuela et en Amapá, il est une des principales explications de l'afflux de population masculine dans ces régions. Et cette politique migratoire et foncière fait partie d'un plan plus général, qui affecte non seulement le destin de la frontière nord, mais aussi celui de tout le pays.

L'une des réformes voulues par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso avait été de cadrer toute l'action publique dans un « Plan Pluriannuel », dont le dernier, portant sur les années 2000-2003, couvrait encore la première année du mandat de son successeur.

En l'examinant, on ne peut manquer de remarquer que l'Amazonie pèse bien peu dans le total national, la région Nord ne représentant que 12 % du total des dépenses et des investissements prévus dans le pays. Un des caractères les plus remarquables du Plan était qu'il avait pour ambition de structurer

le territoire, notamment la région amazonienne, principalement par le biais des transports. Une analyse des actions qui représentent le plus grand volume de crédits montre (figure n° 6) que les montants les plus importants y étaient destinés à la rénovation ou à la construction d'infrastructures de transport, voies navigables, chemins de fer et routes. Ce nouveau modèle s'appuie à la fois sur un retour à un très ancien modèle de production pour l'exportation, et sur la recherche de la compétitivité sur un marché international de plus en plus mondialisé.

FIGURE N° 6 : INVESTISSEMENTS PROGRAMMÉS DANS LE PLANO PLURIANUAL (2000-2003).



Parmi les projets les plus ambitieux entrepris par le programme, certains touchent directement l'Amazonie :

- l'exploitation du gaz naturel d'Uruçu et la construction des gazoducs Coari-Manaus et Uruçu-Porto Velho, qui à terme coûteront plus d'un milliard de dollars (2 milliards de reais) ;
- le doublement de l'interconnexion nord-sud du réseau électrique ;

- l'aménagement des voies navigables du Madeira et de l'Araguaia-Tocantins. Celui-ci est déjà entrepris, mais a pris du retard à cause des études d'impact environnemental qui ont retardé l'exécution des travaux. Seront investis 16 millions sur le Madeira et de 135 millions sur l'Araguaia-Tocantins ;
- les routes BR 230 (Marabá-Itaituba) ; BR-156 (Macapá-Oiapoque) et BR-317 (Rio Branco-Assis Brasil).

En somme, le programme *Avança Brasil* montre une nette reprise de la planification territoriale, et même s'il inclut des projets du plus haut niveau scientifique et technique, ses principaux investissements continuent à porter sur les infrastructures, toujours considérées comme le plus efficace des leviers pour restructurer le territoire et notamment pour « conquérir » et « mettre en valeur » les régions « attardées » et « enclavées ». C'est pour atteindre ces objectifs que le programme envisageait de restructurer les régions de l'Extrême Nord autour de deux axes, puisque désormais c'est la notion d'axe qui est dominante, en rupture avec ce qui était naguère la règle, la planification par zones.

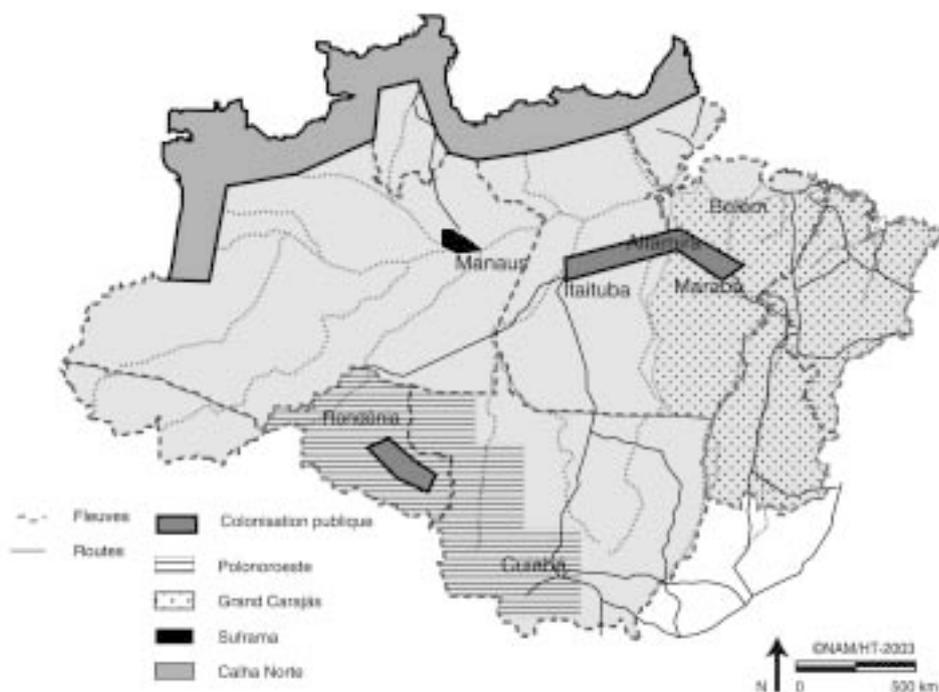
CHANGEMENTS DE PERSPECTIVE STRATÉGIQUE

La pensée planificatrice des années 1970 et 1980 voyait le territoire comme un ensemble de zones, dont certaines devaient être développées par des politiques appropriées, et d'autres mises en réserve et protégées. Sous le régime militaire (1964-1985), l'Amazonie avait été l'objet de grands programmes de planification (figure n° 7) : la politique de colonisation publique, pièce principale du Programme d'intégration nationale (PIN) ; l'installation de la zone franche de Manaus (Suframa) un vaste parc d'industries électroniques assis sur l'exemption de taxes d'importation ; le programme Polonoeste, pour la mise en valeur des régions traversées par la BR364 ; le complexe minier et métallurgie Grande Carajás, fondé sur la valorisation du plus gros gisement de fer de la planète et d'autres minerais de la région. Bien qu'ayant des objectifs très différents, ces programmes avaient un trait commun, la délimitation d'un périmètre défini pour leur action, où s'exerçait la juridiction de l'organisme chargé de les mener à bien.

Un de ces programmes portait spécifiquement sur les frontières septentrionales, le *Projeto Calha Norte*. Ce « Programme du Bassin du Nord » a été conçu en 1985, dans une logique de défense des intérêts nationaux dans la « Zone de Frontière », et visait « l'occupation et le développement de l'Amazonie Septentrionale ». Il couvrait prioritairement un secteur de 1,2 millions de km² pour laquelle il prévoyait des zones de colonisation et des infrastructures (160 kilomètres de routes au long des frontières avec la Guyane française, la Guyane, le Suriname, le Venezuela et la Colombie). Tous ces projets avaient été mis en sommeil en 1990-1991 dans l'attente des résultats du zonage écologico-économique qui devait alors être mené pour déterminer l'usage optimal de chaque région.

Le programme a été relancé en 1997, en raison de l'aggravation de certaines tendances préoccupantes qui apparaissent dans ces régions. Parmi celles-ci figure l'hémorragie démographique affectant les secteurs les plus éloignés et l'intensification des problèmes liés au trafic de drogue. Considéré

par le gouvernement fédéral comme une stratégie bien adaptée à la région, *Calha Norte* menait des actions dans deux directions: le développement régional et la défense de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale. Par le biais d'un accord avec la Fondation Getúlio Vargas a été lancée une planification stratégique pour les communes de la région: chaque commune ou sous-région se verra dotée d'un « Plan de développement local intégré et durable ». Ce modèle de gestion donne la priorité, pour l'usage des faibles ressources disponibles, au renforcement de la surveillance de la frontière, et à la protection de la population de la région, qui manque encore des infrastructures de base dans les domaines de l'éducation, de la santé, des transports et d'autres activités indispensables au développement de la citoyenneté. Les Ministères de la Défense et la Justice sont les responsables de la gestion des 78,4 millions de reais² destinés à ces programmes.

FIGURE N° 7: L'AMAZONIE DANS LES 1^{ER} ET 2^E PND.

La continuité du programme *Calha Norte* est toutefois une exception, sans doute due à sa situation dans une zone « sensible ». La règle était plutôt à l'abandon de toute politique de planification régionale, probablement parce que celle-ci était identifiée aux années de plomb du régime militaire. Au milieu des années 1990, elle fit toutefois un remarquable retour, mais cette fois dans un contexte différent – la collaboration entre secteur public et secteur privé – et avec une base conceptuelle nouvelle: la notion d'« axe national d'intégration et de développement ». Privilégier et renforcer certains axes majeurs

était déjà une des idées principales du programme *Brasil em ação* (« Brésil en action »), qui avait marqué une nette rupture et un retour à des pratiques perdues depuis longtemps.

À côté de très importants volets sociaux (emploi, santé, logement, crédit), représentant au total 26 milliards de reais³, ce programme incluait un très vaste programme de construction ou d'amélioration d'infrastructures de transport (routes, voies navigables, ports), énergétiques (lignes électriques, gazoducs) et de télécommunications. Au total, le montant des investissements en infrastructures devait dépasser 44 milliards de reais. La seule construction du gazoduc reliant le gisement de gaz d'Urucu à Manaus et Porto Velho représente à lui seul 1 635 millions de reais, soit plus de six fois le montant du PPG7. Le programme s'est poursuivi au cours du second mandat de Fernando Henrique Cardoso sous la forme du *Programa Avanço Brasil*, décliné pour les quatre années 2000-2003 par le plan pluriannuel.

L'évolution des priorités spatiales du plan *Brasil em Ação* se reflète bien dans les résultats de l'appel d'offres conjoint (BNDES/Ministère de la Planification et du Budget) pour l'étude des axes nationaux d'intégration et de développement : ces axes étaient centrés sur de grands projets d'infrastructures du programme, et vice-versa. Les études commandées par le BNDES ont élaboré des scénarios qui s'étendent jusqu'en 2007, et portant sur les réseaux, l'infrastructure, les flux économiques, les flux d'information et de connaissance et la dynamique sociale.

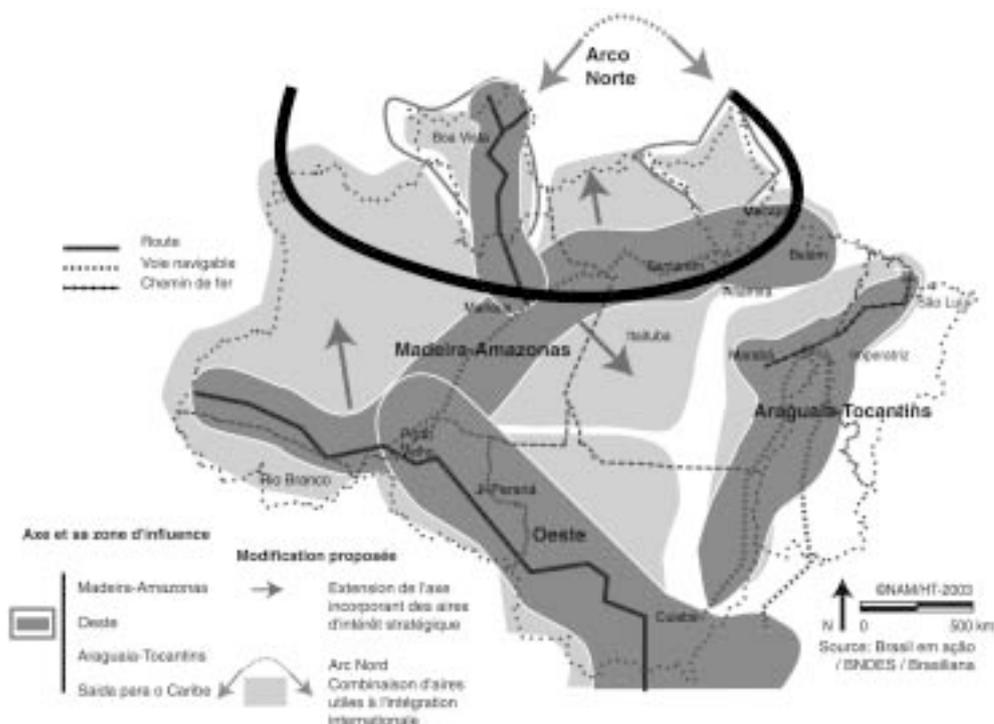
Parmi les produits attendus figurait une étude de la « zone d'influence des axes », qui a été effectivement produite par le consortium *Brasiliana*, qui a remporté l'appel d'offres. La figure n° 8 montre que, outre ce travail, le consortium a pris, en ce qui concerne l'Amazonie, une initiative intéressante en transformant le tracé et même la nature des axes. Des neuf axes nationaux, quatre croisent l'Amazonie, les axes « Ouest », « Madeira-Amazonas », « Araguaia-Tocantins » et « sortie vers les Caraïbes ». La première transformation a consisté dans l'élargissement de l'axe Madeira-Amazonas, en y incorporant des zones considérées d'« intérêt stratégique ». Cette extension, qui a inclus dans cet axe le Nord de l'Amazonas, le Nord et le Sud du Pará, altère l'idée même d'axe, le transformant en une surface, et même une surface de grandes dimensions.

La seconde transformation porte sur la « Sortie vers les Caraïbes » en l'incorporant dans un nouvel ensemble appelé « Arc du Nord », qui intègre plusieurs « zones propices à l'intégration internationale ». Grâce à la construction de tronçons routiers reliant le Roraima et l'Amapá à la route côtière des trois Guyanes, il forme un anneau continu qui unit les deux États brésiliens et les trois pays (ou départements) voisins dans un unique ensemble, qui correspond à peu près à l'ensemble guyanais. Le tronc principal de l'axe est la route Manaus-Boa Vista-Caracas, dont devrait se détacher à Normandia un rameau vers Georgetown, la capitale du Guyana.

On pourrait être tenté d'y voir un renouveau de l'« impérialisme brésilien » qui inquiétait tant ses voisins dans les années 1970, mais sans doute est-il plus juste de penser que, comme les autorités brésiliennes l'assurent, le temps n'est plus à la conquête et à la satellisation des voisins, mais à la coopération régionale. Dans le cas de la Guyane française, le changement de ton est manifeste et au lieu d'être considérée comme un scandaleux héritage de

l'époque coloniale, elle est aujourd'hui vue comme une porte d'accès à l'Union Européenne, avec qui se mènent des coopérations décentralisées (Guyane-Amapá) et d'État à État.

FIGURE N° 8 : LES AXES NATIONAUX D'INTÉGRATION ET DE DÉVELOPPEMENT EN AMAZONIE.



Quoi qu'il en soit, c'est bien la construction de routes qui ouvre des possibilités de contacts et d'échanges, et qui est la partie essentielle des nouveaux « axes ». Et la nouveauté, par rapport aux politiques d'« intégration nationale » des années 1970 est l'ouverture de liaisons routières avec les pays voisins, jusqu'alors impossible étant donné les distances et les difficultés de pénétration dans les forêts denses qui en couvrent la plus grande partie.

Aujourd'hui, on circule normalement sur la route qui relie Manaus à Caracas, via Boa Vista, et l'ouverture à la circulation du dernier tronçon, entre Saint-Georges de l'Oyapock et Regina, en Guyane française, rendra possible la connexion de Macapá avec trois Guyanes. Avec la Bolivie, des accès faciles existent déjà, par le Mato Grosso et d'autres, moins établis, sont ouverts via le Rondônia. L'accès au Pérou (et au-delà au Pacifique) se fait raisonnablement bien via Assis Brasil, dans le Sud de l'Acre, sans attendre les liaisons prévues via Cruzeiro do Sul. Des voisins amazoniens du Brésil, seule la Colombie n'a pas aujourd'hui d'accès routier, et personne ne semble pressé d'en construire un, étant donné la situation politique de ce pays.

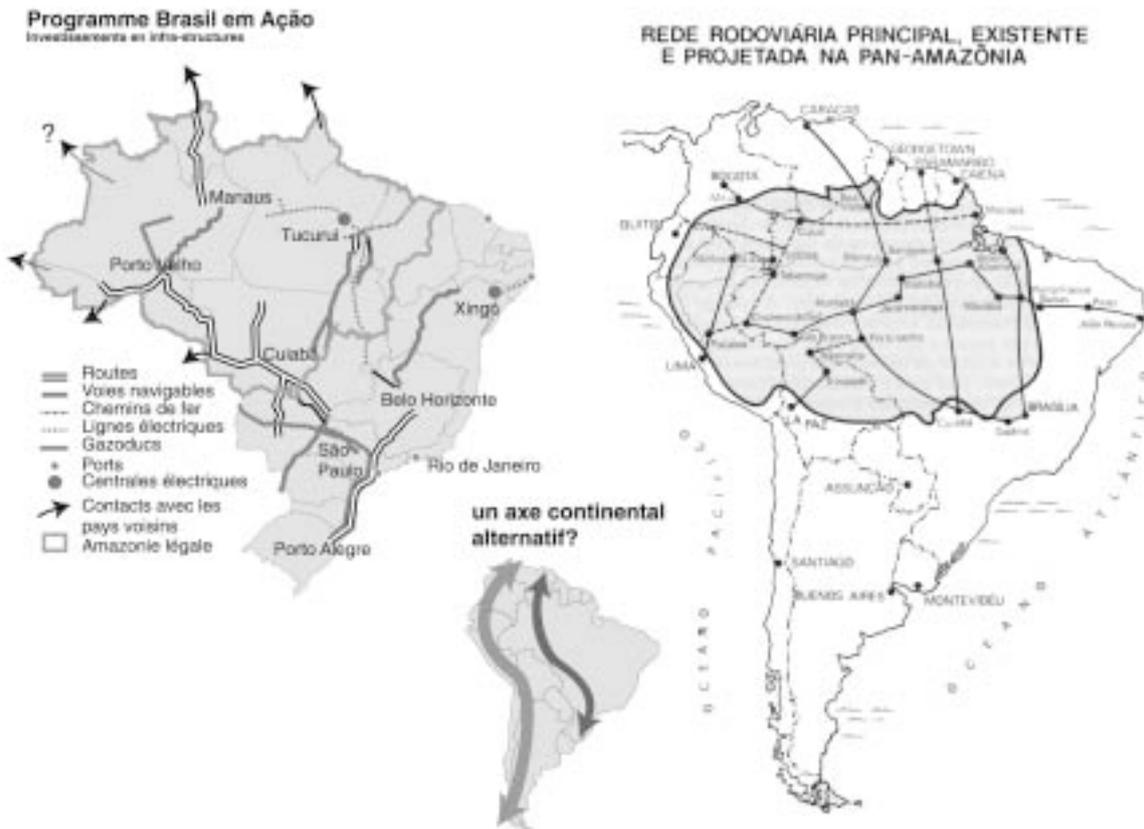
La conclusion des travaux sur ces axes et les investissements associés, publics et privés, provoqueront des changements qui transformeront profondément la situation de l'Amazonie, ou du moins des quelques « couloirs » qui la traverseront, tandis que d'autres parties resteront intactes. Ces investissements constituent un zonage de fait, qui fait des interminables discussions théoriques sur le sujet un débat sans grande importance. Au lieu de vouloir à toute force fixer la « vocation » de chaque région, l'attention devrait être focalisée, en vérité, sur les points critiques, ceux où les nouveaux axes croisent des territoires protégés, des unités de conservation, des terres indigènes ou zones importantes pour la conservation de la biodiversité.

On remarquera que les axes imaginés par les théoriciens de la géopolitique militaire, il y a un peu plus de trente ans, ont été presque tous réalisés (figure n° 9), même si le contexte a changé radicalement : on ne parle plus de conquête et de satellisation, mais de coopération transfrontalière et d'intégration continentale. Quelques axes ont été privilégiés, et les infrastructures prévues se concentrent en grande partie au long de deux d'entre eux. Le premier est d'orientation sud/nord, l'axe Araguaia-Tocantins et l'autre sud-est/nord-ouest, celui qui lie, via Cuiabá, Manaus et Boa Vista, São Paulo (et donc le Mercosud) aux Caraïbes : les investissements approuvés dessinent un nouvel axe continental qui offre une alternative – passant par le territoire brésilien – au principal axe nord/sud actuel, la Route Panaméricaine, qui relie la Terre de Feu au Panama.

Les travaux en cours, dignes héritiers, par leur ambition et leur ample vision spatiale, de ceux qui avaient été lancés dans les années 1970, remettent l'Amazonie au centre du continent. Ils en font, au lieu d'un espace marginal ou d'un *no man's land*, un nouveau centre, un noeud de connexion reliant des pays qui vivaient jusque-là en se tournant le dos. Les prises de positions communes et les accords récemment passés par les pays de la Grande Amazonie, en matière d'environnement par exemple, semblent indiquer que le moment de l'intégration est venu.

Il n'est pas évident que de telles mutations n'apportent que des avantages à l'Extrême Nord brésilien, les nouveaux axes peuvent créer des « effets tunnels » dans ces régions ou, pire, être le point de départ de graves impacts écologiques et sociaux. Mais elles amèneront, sans aucun doute, à prêter attention à une région qui souffre encore d'une grave marginalisation dans l'espace national, avec tout un cortège d'effets négatifs pour leurs habitants. Cet Extrême Nord, redevenu un centre, change, et vite ; il se connecte aux régions voisines. Mais en naîtra-t-il une identité régionale, une communauté avec les autres Guyanes ? Comme l'a montré Emmanuel Lézy, les cinq Guyanes ont de toute évidence des points communs, dans leurs milieux naturels, leur histoire, les problèmes qu'ils doivent affronter, comme l'intégration de groupes sociaux aussi variés que les Indiens, les orpailleurs, les migrants plus ou moins clandestins. Les ouvertures amorcées, les nouvelles circulations qui se mettent en place amèneront-elles à des prises de conscience d'une situation commune, d'un destin commun ?

FIGURE N° 9 : DES IDÉES DU GÉNÉRAL MEIRA MATTOS AUX AXES CONTINENTAUX D'AUJOURD'HUI.



Notes

1 Cette région comprend le Sud-Est du Venezuela (415 000 km²), la Guyana (214 000 km²), le Surinam (163 265 km²), la Guyane-Française (91 000 km²) et le Nord du Brésil (62 000 km²).

2 Au moment du lancement du programme un real valait 0,5 dollars US.

3 À l'époque, le real et le dollar étaient pratiquement à parité.

Bibliographie

- Albaladejo, Christophe et Tulet, Jean-François, 1996, *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne*. Paris, L'Harmattan.
- Apestéguy, Christine; Martinière Guy; Théry Hervé, 1979, « Frontières en Amazonie: la politique du Brésil et l'intégration de l'Amérique du Sud », *Problèmes d'Amérique Latine*, LIII, n° 4533-4534, Paris, pp. 76-98.
- Becker, Bertha *et al.*, 1982, *Geopolítica da Amazônia*, Rio de Janeiro, Zahar Editores.
- Becker, Bertha, 1999, *Cenários para a Amazônia*, Brasília, Ministério do Meio Ambiente, Núcleo de Apoio às Políticas Públicas da Amazônia, 70 p., 1 CD.
- BNDES, 2000, *Estudos dos Eixos Nacionais de Integração e Desenvolvimento*, 3v. São Paulo, BNDES.
- Brasil, 1999, « Presidência da Republica », *Plano PluriAnual 2000-2003*, Brasília.
- Clüsener-Godt, Miguel; Sachs, Ignacy (eds), 1995, *Brazilian perspectives on sustainable development of the Amazon Region*, Paris/New York, UNESCO, The Parthenon Publ. Group, Man and Biosphere, Series 15.
- Costa, Wanderley M. da, 1999, Políticas Territoriais Brasileiras no Contexto da Integração Sul-Americana. *Território*, Rio de Janeiro, ano IV, n° 7.
- Droulers, Martine, *L'Amazonie*, 1995, Paris, Editions Nathan-Université, Coll. Géographie d'aujourd'hui.
- Eglin, Jean; Théry, Hervé, 1982, *Le pillage de l'Amazonie*, Paris, Librairie François Maspero, Petite Collection Maspero, n° 266.
- Kohlhepp, Gerd, 2001, « Amazônia 2000, An evaluation of three decades of regional planning and development programmes in the Brazilian Amazon region », *Amazoniana*, Kiel, ano XVI, n° 3/4, dezembro 2001, pp. 363-395.
- Mattos, Carlos da Meira, 1980, *Uma Geopolítica Pan-Amazônica*, Rio de Janeiro: José Olímpio Editora e Instituto Nacional do Livro, Coleção Documentos Brasileiros.
- Mello, Neli Aparecida de, et Théry, Hervé, « L'État brésilien et l'environnement en Amazonie: évolutions, contradictions et conflits », dans Mello, N. A. de, et T. Hervé, *L'Espace géographique*, 1, pp. 3-20.
- Mello, Neli, Aparecida de, 2002, *Políticas públicas territoriais na Amazônia brasileira, conflitos entre conservação ambiental e desenvolvimento, 1970-2000*, Universidade de São Paulo/Université Paris X Nanterre, CD-Rom Sociedade, Meio ambiente e território no Brasil, UMR021.
- Monbeig, Pierre (coord.), 1977, *Les Amazonies nouvelles*, Paris, Iheal, Travaux et Mémoires de l'Iheal, n° 30.
- Nepstad *et al.*, 2000, *Avança Brasil: Os Custos Ambientais para a Amazônia*. Belém: Gráfica e Editora Alves.
- Pasquis, Richard, 1999, « Déforestation en Amazonie et son impact sur l'environnement », *Bois et forêts des tropiques*, Montpellier, n° 260, Cirad forêt, pp. 53-64.
- Pasquis, Richard *et al.*, 2000, *Diagnóstico dos formatos de ocupação do espaço amazônico. Elementos metodológicos e primeiros resultados*, Brasília, Cooperação CIRAD-NAPIAm, junho, mimeo.
- Théry, Hervé, 1979, « Les conquêtes de l'Amazonie: quatre siècles de luttes pour le contrôle d'un espace », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 18, pp. 129-145.
- Théry, Hervé, 1982, « Conquista, controle e exploração da Amazônia: interpretação geográfica de quatro séculos de história », dans *Revista geográfica*, Instituto Panamericano de Geografia, México, n°93, pp. 79-91.

Théry, Hervé (ed.), 1997, *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*, Paris, Belin.

Wagley, Charles, 1974, *Man in the Amazon*, Gainesville, s/ed.

Waniez, Philippe *et al.*, 1997, Atlas sócio-econômico da Amazônia Legal, CD-Rom, encarté dans *Cahiers des Amériques Latines*, n°24.

RÉSUMÉ - RESUMO - ABSTRACT

Existe-t-il une Guyane brésilienne ? Malgré ses similitudes avec les Guyanes voisines, l'Extrême Nord du pays n'est pas perçu comme faisant partie de cet ensemble, mais comme une lointaine périphérie, abandonnée ou laissée en réserve. Mais les changements récents, notamment l'ouverture de nouveaux axes routiers vers les pays voisins, dans le cadre d'une nouvelle politique de développement, change rapidement la région et, tout en y introduisant de fortes différences internes, l'intègre davantage à l'ensemble guyanais.

Existe uma Guiana brasileira? Apesar das suas semelhanças com as Guyanas, o Extremo Norte do país não é percebido como fazendo parte deste conjunto, mas como uma periferia remota, abandonada ou deixada em reserva. Mas as mudanças

recentes, nomeadamente a abertura de novos eixos rodoviários para os países vizinhos, parte da nova política de desenvolvimento, altera rapidamente a região e, enquanto cria fortes diferenças internas, a integra mais no conjunto guyanense.

Does Brazilian Guyana exist? In spite of its similarities with Northern neighbours, the Brazilian Far North is not perceived as belonging to this unit, but as a remote periphery, given up or left in reserve. But the recent changes, in particular the opening of new roads towards the north, part of a new development policy, quickly changes the area and, while introducing strong internal differences there, integrates it more closely with the Guyanas.

Mots clés: Guyane brésilienne, périphérie, axes routiers, développement, intégration régionale

Palavras chaves: Guiana brasileira, periferia, eixos rodoviários, desenvolvimento, integração regional

Keywords: Brazilian Guyana, periphery, roads, development, regional integration

EL ATLAS DE CLAUDE GAY Y LA REPRESENTACIÓN DE CHILE

RAFAEL SAGREDO BAEZA*

EL TEXTO QUE PRESENTAMOS TIENE COMO PROPOSITO FUNDAMENTAL explicar por qué Claude Gay elaboró su *Atlas de la Historia Física y Política de Chile*, señalar algunas alternativas de su gestación y, en especial, explicitar el significado que tuvo esta obra. Para ello se entregarán noticias básicas de la trayectoria del naturalista y de sus trabajos en Chile, así como incidencias sobre la publicación de su *Historia*, todo lo cual permitirá apreciar el esfuerzo realizado para culminar una empresa cultural que, interpretamos, fue esencial en el proceso de formación de la nación chilena.

Considerado una fuente inestimable de la trayectoria histórica de la nación, así como un magnífico testimonio de la realidad natural del país en el siglo XIX, el *Atlas de la Historia Física y Política de Chile* reúne 315 láminas seleccionadas por el naturalista francés de entre más de 3000 y tantos dibujos que delineó en terreno durante la realización de la comisión que le encargó el Estado en la década de 1830.

Las estampas, que cubren aspectos históricos, culturales y geográficos, además de reproducir especies de los mundos animal, vegetal y mineral, fueron preparadas por Gay por considerarlas indispensables para facilitar la inteligencia y el estudio de la geografía y de la historia natural de Chile. De este modo, aunque son parte integrante de su monumental *Historia*, lo cierto es que por sí mismas son un testimonio de primer orden para el conocimiento de la evolución cultural y natural de la nación sudamericana. Ellas constituyen un elocuente repertorio de imágenes en las que está representado el Chile de las primeras décadas de la república; tanto en su realidad material, natural y cultural, como en la profundidad de las costumbres, mentalidad, valores y formas de ser que ellas reflejan.

* Universidad Católica de Chile, Instituto de Historia (rsagredo@puc.cl).

El *Atlas* de Gay ofreció por primera vez para Chile, y como nunca antes había ocurrido, la fuerza de la imagen como instrumento de divulgación. No sólo del conocimiento científico, también de la fisonomía y naturaleza de una sociedad que se da a conocer a través de la representación de sus modelos sociales, ambientes propios, tareas y diversiones características.

La ampliación de las categorías con que se analiza y comprende el pasado han convertido las estampas de Gay en una gran fuente histórica, a través de las cuales quedan ilustrados los usos y costumbres, los tipos chilenos y una gran variedad de temas relacionados con la vida cotidiana, tanto en la ciudad como en el mundo rural. Además, y como consecuencia del creciente interés por los temas relacionados con la conservación del medio ambiente y la evolución de los ecosistemas que conforman el territorio nacional, las láminas del *Atlas* ofrecen registros de indudable interés para el estudio de la historia natural.

Por otra parte, al valor que por sí misma tiene la obra de Gay, debe sumarse el ejemplo de una acuciosa investigación, realizada en condiciones a veces muy adversas, y una gran constancia para dar a conocer, en medio de numerosas dificultades, el fruto de su quehacer científico. Ambos hechos testimonian una vida dedicada a la ciencia, uno de cuyos principales méritos fue hacer saber al mundo la existencia de Chile¹.

CLAUDE GAY EN CHILE

Según sus principales biógrafos, el arribo de Claude Gay a Chile en los primeros días de diciembre de 1828 fue consecuencia de su contratación como profesor del Colegio de Santiago, cuyas actividades docentes se iniciarían en marzo de 1829. El naturalista, que lograría fama gracias a sus investigaciones sobre este país, había nacido en marzo de 1800 en Draguignan, departamento del Var, en la Provenza, en medio de una familia de pequeños propietarios agrícolas².

Completada su primera educación, alrededor de 1820, Gay arribó a París para seguir estudios superiores de medicina y farmacia. Sin embargo, su curiosidad por el cultivo de las ciencias pudo más que la práctica profesional y comenzó a concurrir a los cursos públicos de ciencias naturales del Museo de Historia Natural y de la Sorbonne. En aquellos años, aprovechaba sus vacaciones para emprender excursiones destinadas a herborizar fuera de Francia, o para cumplir comisiones encargadas por el Museo. Recorrió Suiza, una parte de los Alpes, el norte de Italia, una porción de Grecia, algunas islas del Mediterráneo y el norte de Asia Menor. Durante sus años en París, entre 1821 y 1828, además de la botánica y la entomología, sus aficiones preferidas, Gay también se adentró en el estudio de la física y la química, para más tarde seguir cursos de geología y de anatomía comparada. De esta manera adquirió vastos conocimientos y también se inició en la investigación científica al lado de eminentes maestros.

Los detalles del origen de la preocupación de Claude Gay por Chile, y de su venida a Sudamérica, permanecen todavía inciertos en muchos aspectos, aunque se sabe que su arribo fue consecuencia directa de haber aceptado la oferta del periodista y aventurero Pedro Chapuis, que en 1828 organizaba en

París un grupo de profesores para establecer un colegio en Santiago. Años después, y al comienzo de su monumental obra, el naturalista afirmó que fueron sus maestros en París quienes le habían señalado la república de Chile como la más a propósito para satisfacer las exigencias de una desmedida curiosidad que lo impulsaba a investigar las producciones de algún remoto clima que no pareciera muy andado; consejo que siguió, comenzando desde entonces a tomar nota de lo muy poco que se había dicho de la historia y de la geografía de esta parte de América.

Además de sus motivaciones particulares, es preciso tener presente que en el ambiente científico del París de la década de 1820, « entre los diversos países que sería importante explorar en interés de la historia natural, el Perú y Chile pueden ser colocados en primera fila, en todo sentido », pues « la parte de América meridional que ocupan estas dos vastas regiones no ha sido visitada aún sino por un número muy pequeño de viajeros, y sus exploraciones, por lo demás asaz incompletas, se remontan ya a una época muy alejada »³.

Instalado en Santiago, Claude Gay, junto con atender sus clases en el Colegio de Santiago, se dio tiempo para recorrer diversos sitios y recolectar material científico, llegando a formar en corto lapso colecciones de plantas, de animales y de rocas.

Más entusiasmado con sus excursiones que con sus clases, a la vez que revelando los motivos que lo habían traído a Chile, el propio Gay escribía a Adolphe Brongniart el 9 de diciembre de 1829 que a pesar de que « no disponía más que de un día a la semana en provecho de las ciencias » y que, sobre todo al comienzo de su estadía, no le era posible más que « visitar solamente los alrededores de Santiago o realizar un viaje rápido a la orilla del mar o a la cordillera », ya había realizado « una buena serie de observaciones que bastarán para dar a conocer estas comarcas tan poco visitadas por los naturalistas ».

El celo y la pasión que Gay mostraba por la historia natural, expresada en su infatigable actividad y dedicación al estudio, llegó a conocimiento de las autoridades, en las cuales rondaba la idea de estudiar científicamente el país. Una antigua aspiración que no había podido materializarse por falta de una persona idónea para acometer la empresa. En el Chile de la organización republicana, donde todo estaba por hacerse todavía, y en medio de las tribulaciones políticas y la pobreza del erario, hubo gobernantes que tuvieron plena conciencia de la necesidad de conocer cabal y científicamente el territorio y la realidad nacional. Entonces, ni siquiera existían mapas medianamente aceptables; poco se sabía de la situación exacta de las ciudades y puntos geográficos de importancia; nadie había estudiado sistemáticamente las especies naturales; y, menos aún, preocupado de las características geológicas o de precisar adecuadamente las condiciones climáticas de los ambientes en que comenzaba a desenvolverse la república⁴.

Alentado por sus cercanos, en julio de 1830 Claude Gay redactó una presentación dirigida al Vicepresidente de la República a través de la cual ofrecía sus servicios para trabajar en la preparación de una historia natural, general y particular de Chile; una geografía física y descriptiva del país; una geología que haría conocer la composición de todos los terrenos, la estructura de las rocas y la dirección de las minas; y una estadística completa de las actividades productivas y de la población. Además de los trabajos nombrados, el

científico se comprometía a formar un gabinete de historia natural que contuviera la mayor parte de las producciones de la república, con sus nombres vulgares y científicos, así como una colección, tan completa como fuera posible, de todas las piedras y minerales que pudiera recolectar; analizar químicamente todas las aguas minerales que encontrara; a elaborar cuadros estadísticos de todas las provincias; hacer un catálogo de todas las minas; preparar planos de las principales ciudades y ríos, así como de todas las haciendas que pudiera visitar; y, finalmente, si el gobierno así lo quería, instruir a dos alumnos en todas las ciencias sobre las que él se ocupaba. Es decir, Gay se obligaba a una tarea monumental, la cual le llevaría casi toda la vida.

A cambio de sus trabajos, los cuales, declaraba, sólo podrían ser publicados en Europa, el naturalista solicitaba auxilio para continuar sus investigaciones y el auspicio del gobierno para las obras que proponía. Se mostraba dispuesto a que se nombrase una comisión que inspeccionara lo realizado por él hasta entonces y los trabajos que en adelante emprendería, así como también a demostrar los medios que poseía para llevar adelante sus estudios.

Un elemento decisivo en la determinación que el gobierno tomó finalmente, fue el trabajo ya adelantado por Gay en el país, que demostraba su capacidad de naturalista. Como el propio científico lo hacía notar, y sus auspiciadores lo sabían, en el lapso de un año había podido investigar acerca de la historia natural y la geología de los alrededores de Santiago; describir y pintar la mayor parte de los objetos relacionados con ellas; preparar un plano de la ciudad capital y cartas geográficas del territorio; analizar las aguas minerales de Apoquindo; recopilar estadísticas del país en casi todas las administraciones y, por último, recorrer parte del litoral central y de la cordillera frente a Santiago. De este modo, escribió en su ofrecimiento, no tenía más trabajos en la capital y se encontraba listo para emprender investigaciones en la provincia.

En pago de sus servicios, Gay no pidió al gobierno ni grandes salarios, ni demasiados favores, « sino sólo su protección cerca de las autoridades provinciales y los gastos indispensables de los viajes que mis investigaciones me obligan a hacer ».

Atendidos los antecedentes, no debe extrañar que en septiembre de 1830 se autorizara al ministro del Interior, Diego Portales, para suscribir un contrato con Gay en virtud del cual quedaría sellado el viaje científico por el territorio. Como justificaciones se esgrimían, tanto la importancia de la iniciativa, como las cualidades de Gay para verificarlo con ventaja para el país.

De acuerdo con el contrato firmado el 14 de septiembre de 1830, Gay quedó obligado a hacer un viaje científico por todo el territorio de la república, en el término de tres años y medio, con el objeto de investigar la historia natural de Chile, su geografía, geología, estadística y todo aquello que contribuyera a dar a conocer los productos naturales del país, su industria, comercio y administración. Además, al cuarto año, debía presentar un bosquejo de las siguientes obras: una historia natural general de la república que contuviera la descripción de casi todos los animales, vegetales y minerales, acompañados de láminas coloreadas proporcionadas a los objetos que describa; una geografía física y descriptiva de Chile, con observaciones sobre el clima y temperatura de cada provincia, y adornada con cartas geográficas de cada una, y con láminas y planos de las principales ciudades, puertos y ríos; un tratado

de geología relativo a Chile; y una estadística general y particular de la república, ordenada por provincias. También se comprometía a formar un gabinete de historia natural con las principales producciones vegetales y minerales del territorio y un catálogo de todas las aguas minerales existentes en el país, con sus respectivos análisis químicos.

Considerando que uno de los propósitos del Estado chileno al confiar a Gay la comisión que éste se comprometía a realizar era la de « dar a conocer las riquezas del territorio de la república, para estimular la industria de sus habitantes y atraer la de los extranjeros », el científico se comprometió también a publicar su obra tres años después de concluida su labor. Gay recibiría ciento veinticinco pesos mensuales durante los próximos cuatro años; los instrumentos para sus observaciones geográficas; un premio de tres mil pesos, si cumplía con lo prometido; y la promesa de la autoridad de hacer llegar a los intendentes de las provincias, a los gobernadores de los pueblos y a los jueces territoriales, una circular para que facilitasen todas las noticias que requiriese para el puntual desempeño de su trabajo⁵.

Concluidos los trámites administrativos y los preparativos indispensables para emprender el viaje científico, Claude Gay se dispuso a acometer la exploración del territorio nacional, empresa que ejecutó entre 1830 y 1841, aunque con breves intermedios producto de un viaje a Europa, a donde se dirigió para comprar instrumentos y libros adecuados para su trabajo, y otro a Perú destinado a la revisión de archivos.

En el cumplimiento de su comisión, Gay desarrolló un patrón de conducta que cumplió rigurosamente durante sus excursiones, y que explica el éxito final de su empresa científica. En cada lugar que visitó o recorrió, procedió a examinar y estudiar las especies naturales, recolectando todas aquellas que le resultaban de interés. Preocupación especial mostró siempre por herborizar y por observar la adaptación de las plantas en las regiones altas de las cordilleras. Fijar con exactitud la situación de los puntos geográficos, auxiliado por los modernos instrumentos adquiridos en Europa, fue también objeto de su atención. Los estudios geológicos y el levantamiento de la respectiva carta geográfica de la zona visitada constituyó otra de sus ocupaciones permanentes. En los lugares en que existían procedió también a analizar las aguas termales, determinando, entre otras características, si eran sulfurosas o salinas. La recopilación de estadísticas, de documentación y de todo tipo de noticias de los parajes y poblados recorridos, fueron también sus actividades características. Por último, sus observaciones climáticas y sus mediciones meteorológicas, así como las destinadas a determinar el magnetismo terrestre, fueron otra constante de su acción.

Durante los periodos de sedentarismo, el naturalista procedía a ordenar, clasificar, describir, dibujar y acondicionar las especies y objetos recolectados, redactar los informes científicos para el gobierno chileno y mantener viva su correspondencia con sus colegas europeos, a los cuales informaba detalladamente de sus estudios y de las novedades que iba descubriendo en su recorrido por el país.

En sus viajes por el país Claude Gay no sólo debió enfrentar todo tipo de adversidades, producto de la falta de vías de comunicación o de albergues adecuados, además, sufrió los rigores de las condiciones ambientales extremas de algunas de las regiones.

Muestra de su pasión por la ciencia, en cada una de sus excursiones cumplió fielmente con lo prometido al gobierno, desarrollando a plenitud sus observaciones, mediciones, recolecciones y estudios⁶. Aún en medio de las limitaciones presupuestarias, las alteraciones políticas experimentadas por el país o la Guerra contra la Confederación Perú-boliviana, Gay, paciente, sistemática y casi anónimamente, durante aproximadamente una década, llevó a cabo su comisión, sentando las bases del desarrollo científico del país. Una tarea que a pesar de carecer de sucesos espectaculares o llamativos, tuvo importancia fundamental en el desenvolvimiento de la nación. Concluida ella, ahora sólo quedaba el trabajo, no menor, de dar a conocer el fruto de sus investigaciones por el territorio nacional a través de la respectiva publicación⁷.

LA PUBLICACIÓN DE LA OBRA

Según el documento en que ofreció sus servicios al gobierno chileno en 1830, Gay había elegido nuestro país como teatro de sus investigaciones « no solamente por la riqueza de su suelo y la variedad de su clima, sino también porque era un país desconocido absolutamente a los naturalistas ».

Las afirmaciones de Gay tenían fundamento pues, si bien más de una expedición de carácter científico había arribado al territorio de la gobernación de Chile durante la Colonia, la más importante de ellas la encabezada por Alejandro Malaspina entre 1789 y 1794, lo cierto es que a comienzos de la década de 1830 los resultados de sus observaciones permanecían casi absolutamente inéditos y desconocidos para los científicos europeos. Contribuía al desconocimiento de Chile el que expediciones como la de Alexander von Humboldt, que gracias a sus publicaciones difundió notablemente la realidad natural y cultural de una importante porción del continente americano, no alcanzaron esta región. Por otra parte, Charles Darwin, que en los años de 1830 visitó y recorrió el país, tuvo objetivos muy diferentes de los que Gay se propuso, como lo demuestran los trabajos que ejecutó luego de su viaje en el *Beagle*.

Concluida la etapa de la investigación en terreno, Gay debía iniciar las tareas destinadas a publicar el fruto de años de trabajo. Antes de volver a Francia, permaneció en Chile cerca de dos años trabajando en reunir todavía más información sobre el país, clasificando y distribuyendo los objetos que había recolectado, y ocupado en arreglar el Museo de Historia Natural. Fue en esa época, además, que redactó el *Prospecto de su Historia física y política de Chile*, que se publicó en el diario oficial *El Araucano* del 29 de enero de 1841. En él, junto con resumir las tareas científicas emprendidas bajo el auspicio del gobierno, defendía la edición que proponía tanto por el provecho que ella prestaría, como por la urgencia de dar a conocer el fruto de su quehacer científico para ventaja de los propios habitantes de Chile.

En su propuesta, el naturalista explicaba que editaría su obra sobre Chile dividida en varias secciones, a saber: la flora, la fauna, la minería y geología, la física terrestre y meteorológica, la estadística, la geografía, la historia y las costumbres y usos de los araucanos. Todas estas materias se editarían en cuadernillos o fascículos de 136 páginas, de tal modo que cada cuatro se iría formando un volumen. Pero el plan no se limitaba sólo a la identificación y des-

cripción de la especies y objetos recolectados y a la elaboración de los estudios realizados según su idea original. El sabio francés tuvo clara noción de la necesidad de acompañar sus textos de « una gran cantidad de láminas iluminadas », no sólo de los animales, plantas y restos que el mundo natural le proporcionaría; también, « con láminas de vistas, vestuarios y planos de las principales ciudades », es decir, con dibujos que ilustrarían la sociedad y sus habitantes.

Para justificar la inclusión de los que llama mapas, planos y diseños en su *Historia Física y Política*, Gay explica que una obra como la suya « no puede carecer de estampas, indispensablemente necesarias para que se entienda la explicación de ciertos fenómenos y para facilitar el estudio de todo cuanto concierne a la geografía y a la historia natural ». Por ello informa: « desde el momento en que arrojé la empresa sentí la necesidad de una colección semejante y, bien que mis numerosas ocupaciones consumieron casi todo mi tiempo, no he dejado por eso de dibujar los objetos vivos ».

La preocupación del científico por dejar un registro gráfico de sus estudios estuvo presente desde el inicio de sus actividades. Además de las que podríamos calificar de razones didácticas, fueron necesidades propias de la ciencia las que llevaron a Gay a elaborar sus estampas. En efecto, un número significativo de las especies recolectadas eran muy difíciles de conservar y de describir por sus delicados tejidos y brillantes colores, haciendo imprescindible dibujarlas y pintarlas en su estado de frescor natural. En una ocasión escribió, refiriéndose a determinadas especies recogidas en Chiloé, « he debido pintarlos cuando vivos y describirlos al mismo tiempo menudamente para darlos a conocer con toda su belleza »⁸.

Este afán por dejar un bosquejo gráfico de sus investigaciones había dado lugar, afirmó en su *Prospecto*, a un « cúmulo inmenso de diseños que pasaban ya de 3000 ». De ellos ofrecía seleccionar « los más interesantes para, retocados por nuestros buenos pintores de género y grabados por nuestros más hábiles grabadores, pronosticaba, formarían una colección que tendría el doble mérito de haber sido dibujada sobre la naturaleza viviente y de pertenecer a una sola región botánica y zoológica, facilitando así el estudio de esta bella parte de los conocimientos científicos ». Avalaban la veracidad de los dibujos de Gay el hecho de que sólo se había marchado de Chile « después de haberlo recorrido durante once años sin descanso y con la satisfacción de no haber dejado casi ninguna región inexplorada ».

Al proponer su obra en 1841, el naturalista creía que el conjunto de dibujos, « perfectamente grabados e iluminados », llegarían a formar tres o cuatro tomos, además de otro consagrado exclusivamente a la geografía. Ofreció entonces, junto al mapa general de la república, « uno especial de cada provincia », además de un mapa de geografía física en el que aparecerían « más de 5000 alturas de cerros y llanos tomados en todo el territorio; mapas geológicos, botánicos y zoológicos; y una serie de planos de ciudades y puertos con algunas vistas o paisajes de Chile y un pequeño número de estampas relativas a las costumbres araucanas ».

Sin duda que al momento de idear su obra, no pensaba en el cúmulo de obstáculos que la publicación debería enfrentar, las cuales, obviamente, le impidieron llevar adelante sus planes originales en lo relativo a las láminas para los respectivos tomos de su texto sobre Chile.

A pesar de las preocupaciones derivadas del financiamiento de la obra, y gracias a su vigor y constancia, en diciembre de 1843 Gay pudo disponer de textos y láminas para iniciar la impresión de la primera entrega de su *Historia*. Fue entonces que el encargado de negocios de Chile en Francia, Francisco Javier Rosales, informó al ministro de Relaciones Exteriores sobre la marcha de la empresa cultural, afirmando que había conocido el texto, que muy pronto saldría el primer cuaderno y que Gay le había prometido que se esforzaría por publicar dos cuadernos mensuales a contar del año siguiente. Finalmente, el primer cuadernillo, con 130 páginas, sólo salió de la imprenta en marzo de 1844.

Sin disimular su satisfacción, Gay se apresuró a enviar a Chile tres ejemplares. Uno de ellos dirigido a S.E. el Presidente de la República, que hizo llegar a Manuel Montt acompañado de una carta fechada el 24 de marzo de 1844, en la que le hacía saber que: « he dedicado a las láminas todo mi cuidado y puedo asegurar a V.S. que hasta ahora no se ha hecho nada mejor en obras de esta naturaleza, y al decir de algunos autores... pocas las igualan, aunque se resientan un poco de la mucha precipitación de que se han valido los coloristas para alcanzar el buque que las lleva ». Las estampas a que el autor aludía eran cinco: una sobre Valparaíso, dos sobre zoología y una sobre botánica. Todas acompañadas por el retrato de Isabel la Católica. Las láminas, excepto la de la reina que era de tamaño reducido pues estaba destinada a ser intercalada en el texto de la obra, eran de gran formato y pertenecían al conjunto que terminaría formando el *Atlas*.

Las siguientes entregas de la publicación sufrieron diversas alternativas derivadas de los sinsabores de su vida matrimonial, de la escasez de recursos, del retardo de sus colaboradores, como de las dificultades que provocaban el grabado y la impresión de las estampas del *Atlas*, las que en más de una ocasión postergaron el trabajo de las prensas. De hecho, en una ocasión se arrepintió de « no haber intercalado en su obra sólo un corto número de láminas y, sobre todo, hacerlas de una manera más modesta y menos acabadas », y así haber bajado los costos.

Superando las contrariedades, lenta pero sistemáticamente, venciendo todos los obstáculos, entre 1844 y 1871 fueron apareciendo las sucesivas entregas que terminaron conformando su monumental obra.

En septiembre de 1856, y habiendo publicado prácticamente todos sus tomos, Gay escribía una vez más a Montt para informarle que estaba dando « la última mano a esta gran empresa que desde hace 25 años me ocupa diez horas diarias por lo menos », aprovechando para agradecerle « la parte activa que ha tomado en esta publicación y el interés siempre demostrado por usted ». Orgulloso, valora su obra y su trayectoria, recordando que en medio de una vida solitaria, « todos los honores científicos han venido a buscarme, ora como laureado, ora como presidente de algunas sociedades sabias, y el año pasado el Instituto de Francia », en el cual, según informa a Manuel Montt en septiembre de 1856, fue incorporado en la sección botánica de la ilustre Academia francesa en el lugar dejado por Charles-Francois Brisseau de Mirbel. Los méritos del científico para acceder a tan alto honor se expresaban esencialmente en su *Historia Física y Política de Chile*, una obra que terminó conformada por 28 tomos: ocho referidos a la historia, otros ocho a la botá-

nica, también ocho para la zoología, dos de documentos, y dos para la agricultura. Todos ellos, acompañados de los dos tomos de láminas del *Atlas*.

Según Barros Arana, las láminas *Atlas de la Historia Física y Política de Chile* fueron ejecutadas de la siguiente forma: 1 retrato litografiado del ministro Portales, un mapa general de Chile grabado en piedra, 12 mapas parciales del territorio nacional y 8 planos diversos, también grabados en piedra; 2 láminas litografiadas de antigüedades chilenas, 52 vistas de localidades, escenas de costumbres, tipos sociales y trajes nacionales, litografiadas según dibujos de Gay o reproduciendo bosquejos de otros artistas; 103 grabados en acero reproduciendo las principales plantas chilenas y 134 láminas de zoología, 26 de ellas litografiadas y las 108 restantes grabadas en acero.

El valor de la obra gráfica de Gay se apreciará mejor si, como la simple observación de las láminas del mundo vegetal y animal lo muestran, en ellas no sólo se representa un ejemplar de cada género, sino también los detalles de las partes características de cada uno de ellos. Lo anterior, sin perjuicio de que en la mayor parte de las estampas está dibujada más de una especie u objeto, que muchas contienen dos o tres plantas o animales y, la mayor parte, un número más crecido todavía. Así explica que en su informe sobre la sección de zoología de la obra presentado a la Academia de Ciencias de París, Henri Milne Edwards aludiera a las respectivas láminas afirmando que el « conjunto de este trabajo es una adquisición preciosa para la entomología en general, así como para la historia natural de Chile, en particular ».

Aunque por sus características todas las láminas del *Atlas* implicaron un trabajo sistemático y prolijo, sin duda que fueron las cartas geográficas las que mayores dificultades y apuros provocaron a Gay. Para su elaboración, el sabio había reunido en el curso de sus viajes por el territorio chileno toda clase de noticias apropiadas para la preparación de mapas. Había llegado a determinar muy aproximadamente la posición astronómica de las localidades, recorrido el curso de muchos ríos, internado en las cordilleras, escalado cumbres muy elevadas y fijado, del mejor modo posible, la altura de muchas montañas. De este modo, al poner fin a sus excursiones, poseía los mejores y más abundantes datos para preparar una verdadera geografía de Chile. Además, en Europa se hizo de las cartas hidrográficas del litoral austral de América levantadas por los ingleses. Con todo este material, y tomando como cierta la información de las costas que ofrecían los anglosajones, trazó la topografía del interior del país a partir de los itinerarios de sus viajes y de sus propias observaciones.

Con todo, Gay es modesto al señalar el valor de sus mapas. En carta al presidente Montt de 15 septiembre de 1856 le hace saber que cuando, durante sus viajes por Chile, emprendió su elaboración, lo hizo con todo el cuidado de que era capaz, pero que persuadido de que las cartas geográficas demandaban un tiempo extremadamente largo, lo cual perjudicaba sus investigaciones, había optado por recoger los datos por medio de la brújula, observando de distancia en distancia algunas latitudes para sus coordenadas. De tal forma que sus cartas ofrecían la posición de las ciudades, aldeas, ríos y demás fenómenos geográficos, « desde un punto de vista relativo ».

El naturalista justificaba su método afirmando « que estaba tanto más convencido de su proceder cuanto que este medio era, en esa época, el único que yo tuve que seguir, pues que por más que mis mapas hubieran sido

de la mayor exactitud, no habría impedido al gobierno hacerlos recomenzar cuando las necesidades administrativas lo hubieran exigido ». Agregando todavía que trabajos como los mencionados son siempre perfeccionables, y que tocaría a los geógrafos captar una idea más exacta de cada provincia, aunque ellos debieran, no obstante, « agradecerme de haberles allanado poderosamente su tarea ».

Barros Arana informa que Gay trabajó en sus mapas con paciencia infinita, hecho que resultó en una faena satisfactoria. Según el insigne historiador, « los mapas de Gay, bastante buenos como conjunto de indicaciones geográficas, merecen ser calificados de excelentes cuando se considera el estado en que se hallaban los conocimientos de la geografía de nuestro territorio ».

EL ATLAS DE GAY Y EL PATRIMONIO CULTURAL Y NATURAL DE CHILE

En tanto representación gráfica de la realidad nacional, las láminas del *Atlas* constituyen un verdadero registro del patrimonio cultural y natural de Chile que, sin embargo, y por diversas circunstancias, no ha sido debidamente apreciado, y por lo tanto aprovechado. En efecto, desde su publicación en el siglo XIX y hasta la actualidad, con las excepciones que se indican, la mayor parte de las láminas de Gay han permanecido ocultas, encerradas en los escasos ejemplares de sus ediciones originales.

La primera edición de los dos tomos del *Atlas de la Historia Física y Política de Chile* data de 1854. La mayor parte de ellos aparecieron con sus láminas iluminadas, aunque también los hubo con láminas en blanco y negro⁹.

En el contexto de la evolución republicana, el quehacer de Claude Gay tiene el mérito de ser uno de los factores esenciales del proceso de conformación de una imagen de Chile y, por tanto, de constitución de la nacionalidad¹⁰. En efecto, su obra es la primera sobre la realidad natural del país ejecutada con método y rigor científico, hecho que sumado al avance en la formación de profesionales capaces de emprender un estudio confiable de la realidad natural y a la creación de un organismo encargado de recoger y divulgar la información estadística, dieron como resultado la cristalización de una idea de Chile que explica parte importante de las acciones de los actores públicos y privados; en especial en el último tercio del siglo XIX¹¹.

A pesar de que la *Historia Física y Política de Chile* fue objeto de críticas y objeciones, pues efectivamente presenta algunos vacíos y limitaciones, lo cierto es que ella ha sido una obra de consulta obligada, el punto de partida imprescindible de nuevas investigaciones y necesaria referencia de quienes, desde entonces, se han adentrado en el estudio de la naturaleza, la geografía y la historia de Chile.

El valor de la obra realizada por Claude Gay se comprende bien si se considera, como ha afirmado Sergio Villalobos, que « desde entonces Chile dispuso de una fuente segura de información sobre su historia y la flora y la fauna, estudiada con método científico y moderno ». No sin razón, Stuardo Ortiz y Feliú Cruz afirmaron que en la historia del desenvolvimiento intelectual de Chile, así en el literario como en el científico, Claude Gay ocupa un lugar desta-

cadísimo, pues, como hombre de ciencia, « dio a conocer las condiciones físicas y naturales de un territorio prácticamente virgen ».

Hasta años recientes, y a pesar de los deseos del propio Gay que las concibió como un instrumento indispensable para la comprensión de las materias que abordó en su publicación, las estampas del *Atlas* no fueron tomadas en cuenta como parte integrante de sus textos, o medio para el estudio de un tópico particular. Más bien se las miró como un artístico adorno del trabajo mayor que era la *Historia...* Sin embargo, las láminas tienen valor científico por sí mismas, y su conocimiento y análisis ofrece múltiples y variadas proyecciones para los estudiosos.

Contribuyó a prolongar esta concepción el desconocimiento respecto del contenido de las láminas, entre otras razones, por lo escasos y poco asequibles que resultan los dos tomos del *Atlas*. Pero también por la limitada valoración que, en especial en las ciencias sociales y humanidades, se atribuía a las imágenes en tanto fuente histórica. Por otra parte, la inexistencia de una problemática asociada a la historia ambiental, que se ocupara de temas como el de la relación entre desarrollo y medio ambiente, o que se interesara por los cambios generados por la humanidad en la naturaleza, no favoreció el interés científico por los registros de las especies y objetos que Gay ofrece en sus estampas y en sus textos.

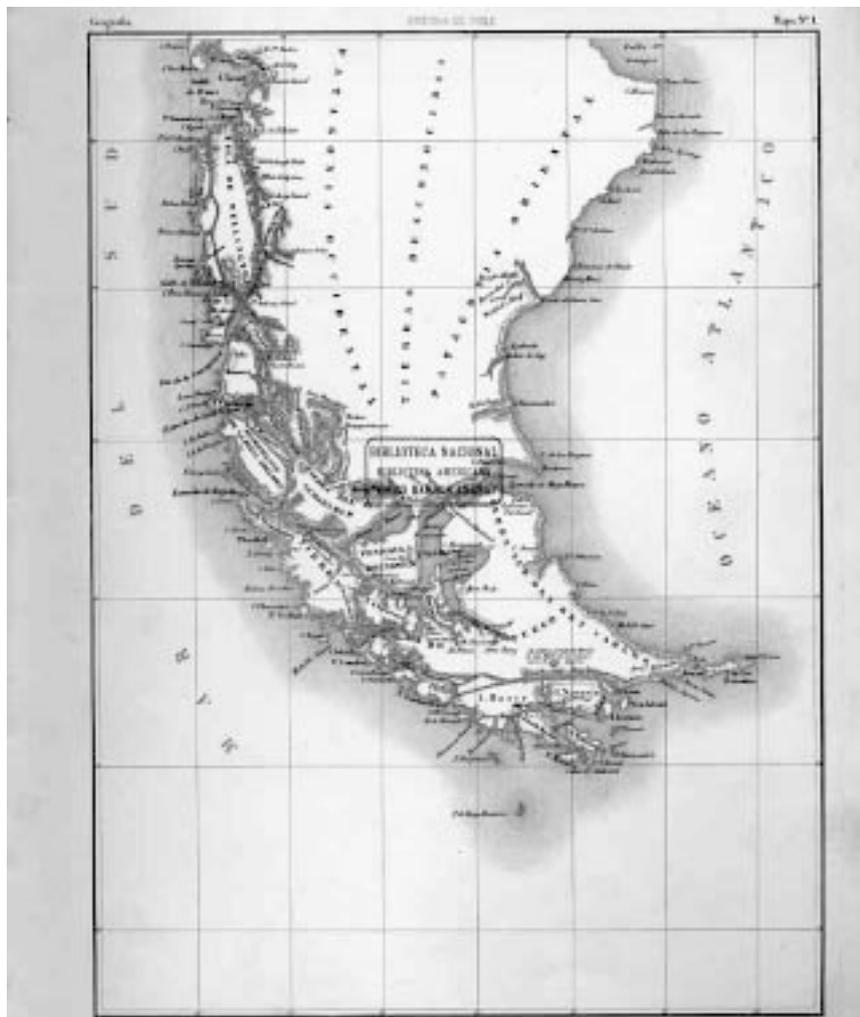
Como es obvio, la extensión de una obra como la de Gay, así como las dificultades económicas que genera la reproducción de las láminas, impidieron no sólo su apreciación y comprensión en el contexto general del trabajo del sabio, también su divulgación y valoración como registros de un pasado, social y natural, hoy inexistente o evidentemente transformado.

La simple observación de las estampas y los temas que ilustran permiten vislumbrar sus potencialidades para el estudio del pasado nacional. En primer término, ahí están los quince mapas que representan las diferentes provincias del país y algunos de los principales hitos geográficos del territorio. Su sola existencia, además de facilitar la historia de la cartografía nacional y enseñar acerca de la conformación política y administrativa de la joven república, muestra la trascendencia que el Estado de la época le asignaba a la información geográfica y el valor que Gay les atribuía para la comprensión de su trabajo. No puede existir otra explicación para que incluyera dichas cartas, y que en ellas se ocupara de algunos accidentes específicos, como el estrecho de Magallanes, las islas de Juan Fernández o el archipiélago de los Chonos, todos elementos geográficos de gran importancia para la época como se deduce de su presencia en el *Atlas*. Más todavía, la inclusión, como primera imagen, de una lámina gigante que debe desplegarse para ser observada, que Gay nombra « Mapa para la inteligencia de la *Historia Física y Política de Chile* », y en la cual se representa todo el país, muestra el afán del naturalista por ofrecer una visión completa del Chile de entonces, en este caso, a través de su presentación in *extenso*, a pesar de las dificultades que siempre ha significado exhibir cartográficamente nuestro territorio nacional debido a su largo desarrollo longitudinal.

La importancia de este mapa de Chile se puede apreciar desde numerosas perspectivas. En primer término, por su valor en tanto representación geográfica del territorio en una época en que las mismas son prácticamente inexistentes y poco confiables. Precisamente porque Gay quería hacer saber

de la seguridad que su mapa podía ofrecer, es que coloca como nota en el mismo que éste había sido preparado sobre la base de cartas españolas e inglesas « levantadas en estos últimos años ». Además, porque en el mapa se ofrece la visión existente en el Chile del siglo XIX sobre los espacios que conformaban su territorialidad. En efecto, en la carta sólo está representado el territorio, entre los Andes y el Pacífico, comprendido entre el desierto de Atacama y la isla de Chiloé, aunque, cierto, con el agregado del recuadro que muestra el estrecho de Magallanes y sus espacios adyacentes (figura n° 2). Es decir, un Chile ajeno, como lo era en realidad, a los inhóspitos desiertos de sus extremos y totalmente circunscrito al breve espacio que la cordillera de los Andes deja antes de alcanzar el mar.

FIGURA N° 2 : ATLAS DE CLAUDE GAY, LAMINA MAGALLANES.



Pero el mapa ofrece también, junto con los caminos coloniales o « camino real » como lo nombra Gay, el itinerario del propio naturalista en Chile. Muestra fehaciente de que su trabajo era fruto de la exploración, de la investigación en terreno y, por tanto, garantía de seriedad y acuciosidad científica. La comparación entre el camino real y los derroteros seguidos por el estudioso reflejan que Gay no se limitó a recorrer aquellos lugares y regiones más accesibles, sino que fue más allá en su afán por reconocer y describir a la naciente república.

Por último, el mapa muestra los caminos que permitían « pasar las cordilleras », tanto en dirección a la « República de la Plata », como en el interior del país, sin duda una representación fundamental en orden a facilitar el tráfico, tanto de productos y bienes, como de personas (figura p. 122).

En términos de la noción geográfica de Chile, interesante resulta constatar que los mapas de las provincias de Cauquenes, Talca, Colchagua, Santiago y Valparaíso aparecen, en especial las tres primeras, en representaciones con una disposición este-oeste y no norte-sur. En el Chile de entonces, en proceso de organización y consolidación nacional, Gay percibe que en algunas zonas aun prevalece el ordenamiento espacial en función de ejes horizontales o transversales marcados por el curso de los ríos que van de cordillera a mar. Éstos determinan y organizan un espacio regional todavía ajeno al proceso de unificación territorial del Estado y la nación que, sabemos, desestructurara los ejes regionales horizontales en favor de un solo eje vertical, norte-sur, una de cuyas expresiones será el ferrocarril longitudinal. Sin duda una manifestación geográfica de la consolidación y del dominio del Estado centralizado sobre el territorio y, por tanto, de consolidación de la nación.

El tomo I del *Atlas* también incluye cuatro planos de bahías y puertos de Chile. Se ilustran los más importantes de entonces, como Valparaíso y Constitución, tanto por su valor estratégico, como por el tráfico que se realizaba a través de ellos. El plano de Santiago, muestra el papel preeminente que, desde su fundación, había tenido la ciudad y que Gay también reflejaba al incluir el detalle de su traza.

La inclusión del plano de la batalla de Maipú, que había sellado la independencia nacional, ejemplifica que tras la elección de las representaciones existió una meditada decisión destinada a destacar los hitos constitutivos de la nación. Ejemplo a su vez del imaginario sobre el país presente en los chilenos de aquel periodo fundante. Tal vez lo dicho explique también la presencia de la lámina que muestra el « Presidio de Juan Fernández », que Gay visitó en 1832, lugar de reclusión de algunos de los patriotas que habían luchado por la Independencia. La misma evoca los rigores sufridos por la elite dirigente, cuyos miembros deben habérselos referido y transmitido a Gay como un sacrificio imprescindible en aras de la libertad. La estampa, al recordar gráficamente un aspecto del riguroso bautismo que debieron experimentar los líderes de la aristocracia criolla para acceder a su condición de hombres libres, la exalta como parte distinguida de la sociedad, reflejando de este modo acertadamente Chile de la época.

La sensibilidad de Claude Gay para penetrar su objeto de estudio explica también que incluya, inmediatamente después del mapa del territorio de Chile, el grabado de Diego Portales, el organizador de la república para las elites, y no sólo de aquellos tiempos. Ahí está el todopoderoso gobernante,

encabezando la nación que Gay orgullosamente exhibía ante el mundo a través de sus ilustraciones. Es la exaltación del modelo civil y legal, aunque hoy podamos discutirlo para el caso del ministro Portales, en desmedro de los héroes militares de la Independencia. Una forma de representar la institucionalidad, el orden, el imperio de la ley que desde entonces se ha creído, y en ocasiones, y para largos períodos de nuestra evolución, no sin razón, caracteriza la evolución republicana del país.

Apreciando el valor de las estampas, Claude Gay reúne en su *Atlas* cuarenta y seis láminas que permiten apreciar el estado de una población particular, la belleza de un paisaje natural o la representación de un hecho significativo para la historia, como por ejemplo un parlamento en la Araucanía o el incendio de Valparaíso. Todas ellas son preciosos testimonios del quehacer de culturas originales, como las que muestran restos arqueológicos, o bien de espacios urbanos o hábitat naturales tal vez hoy inexistentes. Pero también de costumbres, modos de ser, hábitos, faenas y tareas campesinas y mineras, medios de transporte, vestidos, diversiones y tipos sociales ya desaparecidos. Arqueólogos, antropólogos, historiadores y etnohistoriadores, entre otros estudiosos de nuestro pasado, encontrarán en estas láminas abundante material para enriquecer nuestro acervo cultural gracias a las posibilidades analíticas que ellas ofrecen.

En general, las láminas de ciudades, costumbres y paisajes, reflejan no sólo su paso por diferentes regiones del país, en especial, que Gay supo distinguir las principales actividades, preocupaciones, hitos históricos, usos, características, fiestas y elementos distintivos del país que recorrió, estudio, describió y representó.

FIGURA N° 3 : ATLAS DE CLAUDE GAY, LAMINA HUASCO.



En la que nombró « Huasco », se aprecia la convivencia entre los símbolos de modernidad que como el vapor comenzaban a llegar a nuestras costas, y los resabios de un pasado precolombino todavía presente, en este caso, reflejado en las balsas de cuero de lobo marino. Pero ahí está también la forma de embarque colonial de los productos de exportación nacional, que todavía habría de prolongarse por mucho tiempo, y la sencillez, cuando no precariedad, de la vida en el desierto (figura n° 3).

Las estampas delineadas a partir de los paisajes y lugares propios del Norte Chico, como « Guanta », « Cogotí » y « Chalinga », muestran la conjunción de la actividad minera, tan característica de la zona, con la agrícola, circunscrita a los valles con disponibilidad de agua. Sin duda, y una vez más reflejando la mentalidad del país que le tocó conocer, Gay idealiza el paisaje agrícola al representar una vegetación y un ambiente más propio de los valles de la zona central que del árido y reseco suelo nortino. En todo caso, ahí están los mineros, los hornos de fundición y los trapiches, junto a los campos sembrados y las arboledas, todos en medio de cerros descubiertos de vegetación.

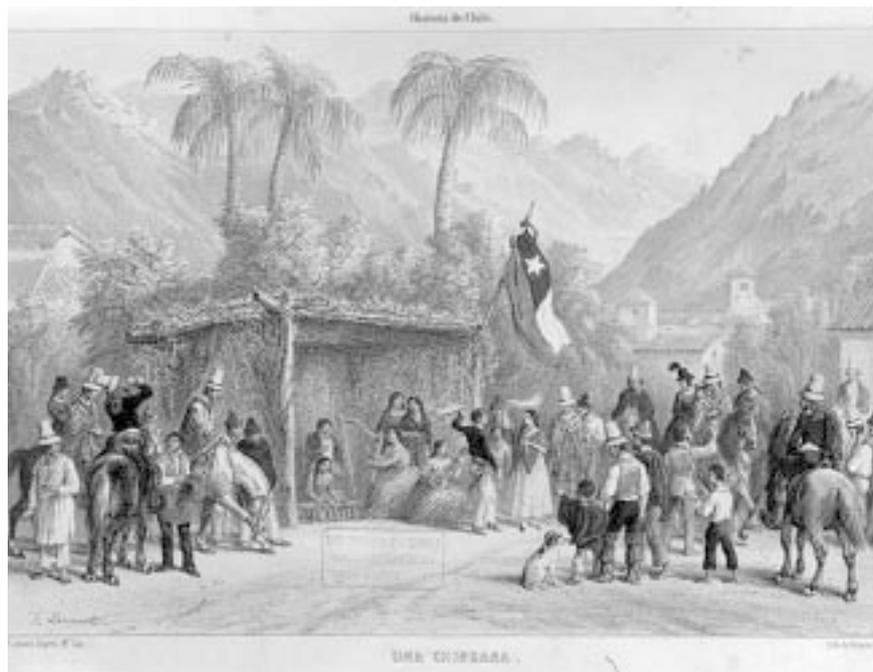
Por el contrario, en las láminas delineadas a partir de sus excursiones por el valle central, los contrafuertes cordilleranos, la zona centro sur, la Araucanía y Chiloé, Gay ofrece el verdor propio de algunas de estas regiones, en especial durante el invierno, mostrando de paso las actividades más características de sus habitantes, así como escenas de la vida natural. « Laguna de Aculeo », « Vista de la Laguna de la Laja en el nacimiento del río » y « Los pinares de Nahuelbuta », son ejemplos elocuentes del paisaje que llamó la atención del naturalista. Así como « Una trilla », « Una matanza » y « Caza a los cóndores », muestran bien que el sabio supo distinguir aquellas tareas propias de una vida dedicada a la producción agrícola y ganadera que, por los ritmos propios de la naturaleza, transformaron las faenas más características en manifestaciones del folklore nacional.

« A Ternero atacado por los cóndores cerca del volcán San José » y « León cazando guanacos », ofrecen escenas del mundo animal que llamaron la atención de Gay, entre otras razones, creemos, por lo perjudicial que resultaban para la actividad ganadera o por la expresiva manifestación de la lucha por la sobrevivencia entre las especies salvajes del país. En todo caso, ambas láminas, representaciones de una realidad tan cotidiana y conocida que, pensamos, se justificaba llevarlas al grabado como propias del territorio estudiado.

Pero como al francés no sólo le interesó el paisaje natural, sino también el cultural, no debe sorprender su serie de láminas dedicadas a mostrar formas de entretención y de sociabilidad propias de los habitantes del país, tanto del mundo rural como del urbano. « Una carrera en las lomas de Santiago », « Juego de bola » y « Una chingana » (figura n° 4), son tal vez las más representativas de las entretenciones, y en algunos casos, vicios, del pueblo. Mientras que las estampas « Valparaíso », « Paseo de la Cañada », « Un baile en la Casa de Gobierno », « Paseo a los baños de Colina » y las dos referidas a la tertulia, ofrecen una representación de las formas de recreación y sociabilidad, en especial de los grupos acomodados. En el caso de « Valparaíso » y « Vista del monte Aconcagua », entre otras, la entretención está asociada al contacto y contemplación de la naturaleza, como probablemente lo era también un paseo a las aguas termales. En cambio, bailes y tertulias muestran las costumbres más propiamente ciudadanas de las élites nacionales. Atento a captar

todo aquello que reflejara la realidad del país, Gay no podía obviar las fiestas religiosas y formas de piedad popular, como las que ilustra en las láminas « Andacollo » y « El viático ».

FIGURA N° 4 : ATLAS DE CLAUDE GAY, LAMINA CHINGANA.



Vistas de Valparaíso, Santiago y Valdivia, así como de espacios y edificios capitalinos, ofrecen una selecta muestra de las principales ciudades del país y de la vida y realidad material que era posible encontrar en ellas. Mientras que en las láminas « Camino de Valparaíso a Santiago » y « Un bodegón », Claude Gay representa el activo tránsito del principal camino del país, reflejo del dinamismo económico de la época, así como las características de las posadas que aliviaban al viajero.

En la serie sobre tipos humanos y sociales, se ofrecen estampas de mineros, carreteros, capataces, gente de campo, vendedores y peones. Todos con sus vestimentas características, con las indumentarias y utensilios, productos y herramientas que les daban identidad, la misma que junto con diferenciarlos entre sí y respecto de otros grupos sociales, hacía posible apreciar de mejor forma la composición social del país. Sus láminas sobre los araucanos, entre las que se cuentan episodios históricos y costumbres propias de aquel pueblo, reflejan la atracción que en el europeo despertó esa cultura, entonces todavía un elemento representativo de lo que se entendía por chileno¹².

Si la realidad económica, social y cultural del Chile que pasa del siglo XVIII al XIX está registrada en el *Atlas*, las representaciones del mundo natural y de

las especies que entonces lo habitaban también se ofrecen en toda su magnitud. Ciento tres estampas de diversos vegetales, y ciento treinta y cinco de animales: once de mamíferos, catorce de aves, nueve de reptiles, veinticuatro de peces y crustáceos, sesenta y tres de insectos diversos y catorce de moluscos y conchas, ofrecen un ilustrativo registro de la flora y fauna del territorio nacional. Tan completo muestrario justifica el uso que los científicos naturales han hecho y continuarán haciendo de la obra del sabio francés para la identificación y clasificación de especies vegetales y animales, tarea en que la observación y el estudio de los respectivos grabados resulta imprescindible.

El *Atlas* ofrece un magnífico ejemplo de la estrecha dependencia entre arte y ciencia¹³. Muestra el valor del dibujo como auxiliar del conocimiento al representar al natural las especies recogidas, antes que las mismas perdieran algunas de las peculiaridades propias de ellas. El dibujo ofrece así al estudioso las características intrínsecas más relevantes de un organismo que, una mera descripción, por más minuciosa que fuera, no permitiría. En el caso de las láminas de Gay, la fidelidad con el modelo natural representado, ha hecho posible al botánico de hoy y ayer, profundizar en sus estudios y llevar adelante un trabajo de clasificación que sin el dibujo sería prácticamente imposible.

Además, al valor artístico de las láminas dedicadas a las especies del mundo vegetal y animal, es preciso añadir que algunas de las que se representan, como por ejemplo el bromus mango o mango y la gomortega (*Adenostemum*) keule o queule, ya están extinguidas o en peligro de extinción, transformando la obra de Gay en un precioso testimonio de la historia natural de Chile.

Pero el *Atlas de la Historia Física y Política de Chile* posee una potencialidad que va más allá de la clásica división entre ciencias naturales y ciencias sociales y humanidades. La sola existencia de una obra como la compuesta por Claude Gay a mediados del siglo XIX muestra la intención de ofrecer una visión amplia de la realidad de Chile. En Gay se produce la conjunción entre el afán por el estudio de la naturaleza y el de la sociedad; entre la descripción del ambiente natural y la exposición de la realidad social generada por el desarrollo de la humanidad en el territorio chileno.

Por medio de su trabajo, el naturalista humanista estimula una mirada de la realidad que supera el interés de una disciplina particular. Ya no es sólo que sus estampas sean útiles para adentrarse en la historia ambiental o natural de Chile, o en la evolución de la representación de lo chileno. Para comprender en toda su magnitud su obra y aprovecharla íntegramente, se impone un diálogo científico tras el común propósito de apreciar un pasado cada vez más necesitado de miradas heterogéneas para ser cabalmente comprendido.

Notes

1 Para la preparación de este ensayo nos hemos servido de las principales publicaciones sobre Claude Gay y su obra. Con el objeto de evitar un abultado número de citas, que harían muy engorrosa su lectura, hacemos saber que la correspondencia de Gay, así como los escritos y documentos relacionados con él y su trabajo científico pueden encontrarse en las obras de Guillermo Feliú Cruz y Carlos Stuardo Ortiz identificadas en las fuentes y bibliografía.

2 Carlos Stuardo Ortiz, profesor de ciencias naturales, es quien más acabadamente ha

investigado acerca del científico. En su obra póstuma *Vida de Claudio Gay. Escritos y documentos*, se reproducen numerosos escritos de Gay, o concernientes a su labor en Chile, así como diversos textos relativos a su persona.

- 3 Carta de la Administración del Museo de Historia Natural de París al ministro del Interior, fechada el 25 de noviembre de 1825, y generada por la expectativa de que el naturalista Alcide d'Orbigny se dirigiera a América en misión científica. Citada por Pascal Riviale en su obra *Los viajeros franceses en busca del Perú antiguo (1821-1914)*, p. 34.
- 4 Sin duda que los afanes republicanos por conocer los territorios sobre los que comenzaban a ejercer soberanía están estrechamente relacionados y son una herencia del espíritu ilustrado que, a lo largo del siglo XVIII, había llevado a las potencias europeas a organizar, financiar y promover expediciones científicas a suelos y costas americanas, entre otras razones, para obtener ventajas económicas de ellos. Al respecto véase nuestro texto, « Las expediciones científicas del siglo XVIII y la Independencia de América », en *Estudios Coloniales I*.
- 5 No sobra señalar que las diligencias destinadas a contratar a Claude Gay se realizaron casi exactamente después de la visita a Chile del naturalista Alcide d'Orbigny. Éste había sido enviado por el Museo de Historia Natural de París para realizar una misión científica que, prolongándose entre 1826 y 1833, lo llevó a explorar Brasil, Argentina, Uruguay, Chile, Bolivia y Perú. El autor de *Voyage dans l'Amérique Méridionale*, arribó a Valparaíso el 16 de febrero de 1830, puerto del que salió el 8 de abril luego de visitar también Santiago. En la capital del país permaneció sólo ocho días, en los cuales no sólo recorrió sus alrededores y conoció diversas personas, también, realizó una ascensión a los Andes en compañía de Claude Gay. Fue al momento de salir de Chile que d'Orbigny recibió, a través del cónsul francés en el puerto, la carta del general Santa Cruz, entonces presidente de Bolivia, invitándolo a investigar las riquezas naturales del país del altiplano, adelantándole que le conseguiría, como efectivamente ocurrió, todas las facilidades deseables para sus exploraciones y estudios. En su monumental obra, publicada entre 1835 y 1847 en nueve tomos y 11 volúmenes, d'Orbigny refiere que su corta estadía en Chile no le permitió « generalizar mis observaciones, lo que me obliga a pasar por alto lo que podría decir de Chile », agregando todavía: « por lo demás, no quiero usurpar el derecho que una larga permanencia en la República de Chile da al señor Gay para describirla ».
- 6 No debe olvidarse que a Claude Gay se debe también la organización del Museo de Historia Natural, del que fue su primer director, y al cual se destinaron las colecciones que su trabajo proporcionó, así como los objetos y especies que periódicamente hizo llegar desde Europa una vez de regreso en Francia.
- 7 Creemos pertinente llamar la atención sobre el hecho de que Claude Gay no desarrolló solo su trabajo por el país. Además de la colaboración de las autoridades de cada provincia y de otros sujetos que menciona ocasionalmente en sus informes científicos, en el prólogo de su *Historia* hace alusión a « las muchas personas que me acompañaban y que reunían el gran número de plantas, de animales y de minerales que tengo destinados para un tratado muy completo de la historia natural de Chile. Gracias debo a aquellos inteligentes auxiliares, pues con ahorrarme ese trabajo material, pude darme resueltamente al de investigación ». Un estudio sistemático de los colaboradores chilenos del sabio, hasta ahora inexistente, lejos de desmerecer su obra, tal vez aportaría un capítulo desconocido a la tarea de formación científica desarrollada por el europeo en el país.
- 8 Recordemos que ya en el siglo XVIII se habían adoptado sistemas precisos sobre la forma en que debían representarse las plantas, y cuáles eran las partes que requerían más atención para ayudar a su identificación. Así, por ejemplo, y tal como Gay lo muestra en sus estampas, la disposición más habitual para mostrar una especie era situar la planta completa en el centro de la lámina, incluyendo raíz, tallo, hojas, flores y frutos si los hubiere. Mientras que en un ángulo se dibujaba en detalle el despiece floral y del fruto. El modelo de representación, siguiendo las corrientes científicas del momento, obedecía al

sistema clasificatorio de Linneo basado en los órganos sexuales de las plantas: estambres y pistilos. Esto explica que los dibujos de estas partes fueran minuciosos.

- 9 Con las estampas sobrantes de la edición original el naturalista formó ejemplares, muy escasos, que obsequió a algunos de sus más cercanos e íntimos amigos y colaboradores y que llevan por título, *Album d'un Voyage dans la république du Chili par Claude Gay*, fechados también en 1854. Luego de estas ediciones, en 1864, Gay realizó una segunda de los tomos I y II, esta vez compuesta casi en su totalidad por láminas en blanco y negro.
- 10 Luis Mizón, en su *Claude Gay y la formación de la identidad cultural chilena*, señala el aporte del naturalista en el conjunto de la pléyade de extranjeros que llegaron a Chile a lo largo del siglo XIX, todos los cuales, sostiene, formaron parte de un proyecto cultural cuyo objetivo fue la formación de la identidad nacional.
- 11 « Sobre este problema, véase nuestro artículo *La Aidea geográfica de Chile en el siglo XIX* ».
- 12 Luis Mizón, en su libro *Claudio Gay y la formación de la identidad cultural chilena*, señala que las láminas sobre los araucanos estaban destinadas a ilustrar un texto de Gay sobre esta cultura, que todavía permanece inédito.
- 13 Una breve pero ilustrativa reflexión sobre el papel del dibujo como instrumento del conocimiento botánico, su evolución y las instrucciones que debían seguir los artistas para realizar su trabajo, en el artículo de Carmen Sotos Serrano « La botánica y el dibujo en el siglo XVIII ».

Fuentes y bibliografía

- Barros Arana, Diego, *Don Claudio Gay: su vida y sus obras, en Obras completas de Diego Barros Arana*, Imprenta Cervantes, Santiago, 1911, tomo XI.
- Feliú Cruz, Guillermo, « Claudio Gay, historiador de Chile. Ensayo crítico », en Stuardo Ortiz, *Vida de Claudio Gay. Escritos y documentos*, tomo I.
- Feliú Cruz, Guillermo, « Perfil de un sabio: Claudio Gay a través de su correspondencia », en Stuardo Ortiz, *Vida de Claudio Gay. Escritos y documentos*, tomo II.
- Feliú Cruz, Guillermo y Carlos Stuardo Ortiz, « Claudio Gay a través de su correspondencia », en Feliú Cruz y Stuardo Ortiz, *Correspondencia de Claudio Gay*.
- Feliú Cruz, Guillermo y Carlos Stuardo Ortiz, *Correspondencia de Claudio Gay.*, Ediciones de la Biblioteca Nacional, Santiago, 1962.
- Gay, Claude, *Historia física y política de Chile*, casa del autor, París, 1844-1865.
- Mizón, Luis, *Claudio Gay y la formación de la identidad cultural chilena*, Editorial Universitaria, Santiago, 2002.
- Orbigny, Alcide d', *Viaje a la América Meridional*, Instituto Francés de Estudios Andinos y Plural Ediciones, La Paz, 2003.
- Riviale, Pascal, *Los viajeros franceses en busca del Perú antiguo (1821-1914)*, Instituto Francés de Estudios Andinos y Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, 2000.
- Sagredo Baeza, Rafael, « La « idea » geográfica de Chile en el siglo XIX », en *Mapocho* No. 44, 1998.
- Sagredo Baeza, Rafael, « Las expediciones científicas del siglo XVIII y la Independencia de América », en *Estudios Coloniales I*, 2000.
- Stuardo Ortiz, Carlos, *Los atlas de Historia Física y Política de Chile por Claudio Gay*, Imprenta Universitaria, Santiago, 1954.
- Stuardo Ortiz, Carlos, *Vida de Claudio Gay. Escritos y documentos*, Fondo Histórico y Bibliográfico José Toribio Medina y Editorial Nascimento, Santiago, 1973.

Torres Marín, Manuel, *Así nos vió la Novara. Impresiones austríacas sobre Chile y el Perú en 1859*, Editorial Andrés Bello, Santiago, 1990.

Villalobos R., Sergio, *Imagen de Chile histórico. El album de Gay*, Editorial Universitaria, Santiago, 1973.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Cet article offre des informations fondamentales sur la trajectoire de Claude Gay et son œuvre au Chili, notamment sur les vicissitudes de la publication de l'*Atlas de l'histoire physique et politique du Chili*. Ceci permettra d'apprécier l'effort réalisé par le naturaliste pour mener à bien une entreprise culturelle qui, selon nous, fut essentielle pour la construction de la nation chilienne. Nous soutenons que l'*Atlas de Gay* apporta pour la première fois au Chili, la force de l'image comme instrument de divulgation, non seulement de la connaissance scientifique, mais aussi de la physionomie et de la nature d'une société qui se donne à connaître à travers la représentation de ses modèles sociaux, milieux particuliers et activités spécifiques.

Este artículo entrega noticias básicas de la trayectoria de Claude Gay y de sus trabajos en Chile, así como incidencias sobre la publicación de su Atlas de la Historia Física y Política de Chile, todo lo cual permitirá apreciar el esfuerzo realizado por el naturalista para culminar una empresa cultural que, interpretamos, fue esencial en el proceso de formación de la nación chilena. Sostenemos que el Atlas de Gay

ofreció por primera vez para Chile, y como nunca antes había ocurrido, la fuerza de la imagen como instrumento de divulgación. No sólo del conocimiento científico, también de la fisonomía y naturaleza de una sociedad que se da a conocer a través de la representación de sus modelos sociales, ambientes propios, tareas y diversiones características.

This article provides the basic information of Claude Gay's trajectory and work in Chile as well as the vicissitudes of the publication of his *Atlas de la Historia Física y Política de Chile*. Thus, by appreciating the effort made by the naturalist in order to finish his cultural enterprise, we might ponder how his work contributed to the process of Chilean Republic's building. We propose that Gay's *Atlas* constituted the first example, at least in Chilean history, of the conscious use of images as pedagogic instruments aimed to spread widely notions pertaining scientific knowledge, physiognomy and the nature of a society captured through the representation of its social models, typical environments, distinctive occupations and characteristic forms of leisure.

Mots clés: Claude Gay, Chili, Atlas, images, vulgarisation, connaissance scientifique, société, nation

Palabras claves: Claude Gay, Chile, Atlas, imagen, divulgación, conocimiento científico, sociedad, nación

Keywords: Claude Gay, Chile, Atlas, images, popularization, scientific knowledge, society, nation

DESTRUCTION, DÉPLACEMENT, POLÉMIQUE ET POLITIQUE : MANAGUA, CAPITALE IMMOBILE

SÉBASTIEN HARDY*

DES LEUR PREMIÈRE EXPLORATION DU NICARAGUA EN 1524, les conquistadors Francisco Hernández de Cordoba et Gil González Dávila, lieutenants de Pedro Arias de Ávila, fondent les villes de Granada et de León, respectivement sur le bord du lac Cocibolca et du lac Xolotlán (figure n° 1). Par comparaison, la ville de Managua, également située sur les rives du Xolotlán, est beaucoup plus récente, mais son ascension dans la hiérarchie urbaine nicaraguayenne n'en est pas moins rapide. Le 24 mars 1819, la Couronne espagnole accorde le titre de Villa de Santiago au territoire, jusqu'ici léthargique, de Managua. En 1846, le Congrès national décide d'y fixer les instances du pouvoir législatif, lui attribuant par la même occasion le titre, très significatif dans le monde hispanique, de Ciudad¹. Enfin, le 5 février 1852, pour mettre un terme à la querelle multiséculaire qui oppose les villes de Granada et de León et à l'instabilité militaro-politique qui en découle depuis la période de l'Indépendance, Managua est promue capitale de la République du Nicaragua.

La nouveauté de l'urbanité et l'attribution du statut de capitale nationale provoquent une prodigieuse accélération des processus de construction des territoires urbains de Managua, alors même que l'environnement est à peine exploré. Cette méconnaissance aboutit à un paradoxe, celui de la construction d'une ville sur un site où les processus physiques d'endommagements, variés et récurrents, se manifestent activement. Aussi les témoignages de dommages se multiplient-ils, parallèlement à la progression de l'urbanisation. Certes, les habitants de Managua - les Managuas - procèdent à des

* ATER à l'université Paris IV-Sorbonne (sehardy@wanadoo.fr).

aménagements pour atténuer, voire supprimer les manifestations constatées ou potentielles des risques sur les territoires urbains, mais parfois les mesures de prévention et/ou de protection sont dépassées par l'ampleur des processus en œuvre. C'est ainsi que Managua est presque entièrement détruite à deux reprises, par de violents séismes, une première fois le 31 mars 1931 et une deuxième fois le 23 décembre 1972.

Devant de tels dommages, une des possibilités de gestion des risques présumés « naturels » - radicale, mais fréquente dans le contexte hispanique - consiste au déplacement de la cité détruite, c'est-à-dire « à la fois la migration des habitants et la relocalisation de l'ensemble des structures et des fonctions urbaines » (Musset, 1997) vers des parages considérés comme moins dangereux. En Amérique hispanique, ce phénomène a longtemps été considéré comme marginal et cantonné au début de la colonisation. Il est vrai qu'à l'époque coloniale, devant les difficultés pour maîtriser les terres découvertes, les Espagnols de la Province du Nicaragua ont dû abandonner des villes, comme celle de León en 1610. Mais en dépit des débats souvent animés, riches en échanges rhétoriques, que les déplacements ont toujours suscités, le phénomène n'a jamais été interrompu et aujourd'hui encore, certaines villes sont déplacées avec l'objectif de réduire les endommagements. Aussi Managua n'a-t-elle pas échappé à l'idée d'un déplacement et aux discussions que celui-ci provoque. Elle constitue même un très bel exemple - souvent méconnu - de survivance au ^{xx}e siècle des débats sur le bien-fondé du déplacement d'une ville. S'il y a, en termes de gestion des risques, matière à débat, il faut prendre conscience qu'au-delà des discussions souvent polémiques, se cachent des arguments socio-politiques et économiques. De ce point de vue, les risques représentent un considérable facteur de géopolitique urbaine et de construction territoriale, qu'une approche géographique fondée sur les temps longs permet seule d'aborder (Hardy, 2003).

Cette démarche appliquée aux territoires urbains de Managua établit pourquoi, malgré des endommagements récurrents et les discussions qui en découlent, la capitale nicaraguayenne n'est finalement jamais déplacée. Managua est un projet politique, avant d'être un projet urbain. L'acte volontaire d'y implanter la capitale de l'État-nation nicaraguayen pour réconcilier les forces politiques centrifuges a imposé une marque d'unité aux nouveaux territoires urbains, même si cette unité est en permanence contredite par les effets fragmentogènes des risques, qui remettent en cause non seulement l'objet ville mais aussi, très logiquement, le projet politique dont Managua est porteur.

RANCŒUR DES VIEILLES VILLES NICARAGUAYENNES CONTRE MANAGUA

Méconnaissance des causes des endommagements

Le catalogue des témoignages de dommages socialement reconnus à Managua (tableau n° 1 et tableau n° 2) trouble incontestablement le lecteur tant son contenu est étoffé. Les habitants de la capitale nicaraguayenne paraissent pourtant inversement alarmés, habitués à la récurrence dans les terri-

toires urbains de certains processus physiques d'endommagement, comme le ruissellement des eaux et les mouvements de masse, qui leur paraissent maîtrisables. Toutefois, les Managuas semblent beaucoup plus démunis face aux séismes, et le désarroi face à la violence du tremblement de terre du 31 mars 1931 entame véritablement une brèche dans leur positivisme, allant même jusqu'à leur faire ouvrir une discussion sur l'opportunité du déplacement de la ville. Quelques documents d'archives concernant le séisme de 1931 soulèvent les grandes lignes du débat autour de cette idée.

TABLEAU N° 1 : TÉMOIGNAGES DE DOMMAGES VOLCANO-SISMIQUES À MANAGUA.

Processus physique d'endommagement	Domages socialement reconnus
1670 : éruption du volcan Masaya. Épanchement de lave en direction de Managua.	Destruction de terres cultivées.
1772, mars, 16 : éruption du volcan Masaya. Épanchement de lave en direction de Managua.	Destruction de terres cultivées.
1852, jan. 8 : séisme.	Fatigue des ouvriers.
1859, décembre, 8 : séisme.	
1856, février, 3 : séisme.	
1870, juillet, 26 : séisme.	
1881, avril, 26 : séisme, suivi de 3 répliques.	Nombreux dommages sur les édifices en terre sèche.
1881, octobre, 11 : séisme (R Mercalli, suivi de répliques jusqu'en mai 1886 ?).	Fatigue des habitants. Les églises sont endommagées, ainsi que le Palais national. Un ou deux morts et quelques blessés.
1898, avril, 29 : séisme VII ou VIII Mercalli, suivi de répliques jusqu'au 12 mai 1899.	Chute de la flèche de la cathédrale et du toit de la Banque de Londres.
1919, juin, 29 : séisme.	On constate des dommages sur le Palais national et sur de nombreux immeubles de particuliers.
1922, février, 15 : séisme.	
1926, octobre, 4 : séisme.	
1926, novembre, 5 : séisme.	Fissuration de la moitié des murs des immeubles, effondrement d'une des tours de la cathédrale et éboulements entre Las Piedrecitas et Casa Colorado. On reporte des dommages sur de nombreux immeubles de El Crucero, zone calcaire de la périphérie de la capitale. Deux morts.
1930, juillet, 24 : séisme.	Fatigue des habitants et dommages sur les maisons arrières.
1930, octobre, 22 : séisme.	
1931, mars, 31 : séisme 5,8 Richter. Coulée de la tefé El Estadio. 1931, avril, 7 : réplique sismique.	On relève des dommages importants dans une zone de 10 km et des dommages mineurs sur une superficie de 23 km. C'est la partie occidentale de la ville qui fut la plus touchée. De nombreux édifices en terres sèches se sont écroulés et ont formé des nuages apocalyptiques de poussières. Des incendies ont souvent détruit les édifices non effondrés. Le Palais national, les deux marchés de la ville, le Théâtre Variedades, la Maison de l'Église, les églises de Candelaria, de San Antonio et de San Pedro, la prison, le Palais des communications inauguré le 15 septembre 1930 ont été détruits. Le nouveau Palais présidentiel a été endommagé. Les archives gouvernementales non maintenues dans des coffres-forts ont brûlé.
1933, juillet, 11 : séisme, suivi de répliques au moins jusqu'au 24 août.	Légers dégâts.
1938, mai, 7 : séisme.	Fatigue des habitants.
1938, mai, 11 : séisme.	Les parois de la Banque nationale, du ministère de l'Intérieur, de l'hôtel de ville et d'immeubles particuliers se sont fissurées et certains édifices se sont effondrés. Éboulements à Babahola et aux environs de Las Piedrecitas.
1955, avril, 4 : séisme.	
1955, octobre, 21 : séisme.	Légers dégâts.
1960, juillet, 12 : séisme.	
1961, mai, 25 : séisme.	Le pilâtre tombe dans certains immeubles.
1965, octobre, 28 : essaim de séismes.	Aucun dommage reporté.
1966, janvier, 15 : séisme.	
1968, janvier, 4 : séisme 4,8 Richter. Coulée de la tefé Centroamérica.	Endommagement des quartiers résidentiels de Centroamérica et de 14 de Septiembre, des écoles de ces quartiers et d'un orphelinat. Aucun mort.
1970, novembre, 6 : séisme, suivi de 5 répliques.	Fatigue des habitants des quartiers de Centroamérica et d'Atitragua d'Este.
1972, janvier, 5 : série de séismes, dont un de VIII Mercalli.	Écroulement d'une maison en adobe à Los Baños et fissuration de nombreux immeubles, notamment dans les quartiers d'OPEN 2, de Bella Vista et de Centroamérica.
1972, décembre, 23 : séisme 6,2 Richter. Coulée de la tefé Tiscapa et activation des tefés El Estadio, Los Bercos, Chico Petón.	Endommagement de 27 km de la ville dont 15 totalement détruits. C'est encore la partie occidentale de la ville qui fut la plus touchée. L'hôtel de ville, le Palais présidentiel, l'hôpital général, les édifices gouvernementaux sont détruits. 250 000 personnes ont été déplacées, c'est-à-dire au moins 50 % des habitants.
1973, mars, 31 : réplique sismique 4 Richter.	
1975, jan. 15 : séisme 3 Richter.	Aucun dommage reporté, mais fatigue dans les quartiers d'Atitragua et de San Judas.
1977, janvier, 7 : séisme.	Fatigue dans les quartiers d'Atitragua, d'Atitragua d'Este et de Manuelito Lucero.
1991 : séisme.	Fatigue des habitants.
1997, juillet : séisme.	Fatigue des habitants.
2000, mai, 3 : séisme 3,7 Richter, précédé de secousses moins fortes.	Aucun dommage reporté.
2000, juillet : séisme 3,4 Richter, suivi de répliques jusqu'en septembre.	Aucun dommage reporté.
2001, janvier, 13 : séisme, suivi de répliques.	Fatigue à Ciudad Sancti et fissuration de nombreuses parois d'immeubles.
2001, avril, 12 : séisme III Mercalli.	Aucun dommage reporté.

TABLEAU N° 2 : TÉMOIGNAGES DE DOMMAGES TOPO-CLIMATIQUES À MANAGUA.

Processus physique d'endommagement	Domages socialement reconnus
1730, octobre, du 15 au 16 : volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces.	Destruction de maisons en paille.
1876, octobre, du 2 au 4 : volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces. Coulée boueuse le 4 (de Las Cuchillas, un bras partit vers Managua, un bras partit vers l'est en suivant la vallée de Gottel, un bras se dirigea vers Mateare).	La coulée boueuse entre par le sud-ouest en suivant la vallée de Ticomo et affecte principalement l'ouest de Managua. La place de la Paroisse, la place San Miguel, les quartiers de San Sebastián et San Antonio sont inondés. La rue Florida (Avenue Bolívar) est très endommagée et des immeubles sont détruits par la force des eaux (saperment des fondations). On recense des centaines de victimes.
1923 : Glissement de terrain.	On reporte des dégâts sur la ligne de chemin de fer à l'ouest de Managua, entre Asotosca et Los Brasiles.
1924, octobre, du 16 au 20 : volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces.	Des dommages sont signalés, mais sans aucune précision.
1933, mai : ouragan et volumineuses précipitations. Cruel débordante du lac Xolotlán (depuis novembre 1932).	Inondations des quartiers situés sur les bords du lac Xolotlán, massivement occupés depuis le tremblement de terre de 1931.
1933, novembre : ouragan et volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces.	
1954, septembre : ouragan et volumineuses précipitations. 1954, octobre, du 5 au 26 : volumineuses précipitations. Cruel débordante du lac Xolotlán dès le 5 octobre. Cruels éclairs des cauces le 6 octobre. Cruels éclairs des cauces dans la nuit du 9 au 10 octobre. Cruel débordante du lac Xolotlán le 26, d'autant que le vent en direction de la terre crée des ondes sur le lac.	Les quartiers orientaux sont inondés, notamment ceux situés derrière l'hôpital de la Garde nationale, le long du lac. Les cruels éclairs du 6 octobre endommagent les quartiers Bruce, Riguers, San José. Le 16 octobre, le Club Copacabana, situé au bord du lac, est inondé. L'avenue de la Naturaleza (sud d'Atagracia) est traversée par des tranchées produites par les cruels inondations des cauces. Les immeubles situés derrière l'hôpital de la Garde nationale sont à nouveau inondés dès le 26 octobre, ainsi que ceux des quartiers Miraflores et Los Brasiles.
1958, mai à juin : volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces.	La centrale thermique, située au bord du lac, est inondée et ses abords fortement endommagés par les courants d'eau boueuse. Une employée de maison est électrocutée. Les quartiers de Santo Domingo, de la Brasserie nationale, les quartiers d'Atagracia et de Los Brasiles sont inondés. Les quartiers de Waspán et de Bolonia sont abandonnés par leurs habitants à cause de la montée des eaux de cruels.
1960, mai, du 12 au 13 : volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces.	Inondation du quartier de Bolonia et évacuation de 70 de ses habitants pauvres.
1969, octobre : volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces.	Les rues sont transformées en torrents et des quartiers du bord du lac sont inondés. Des habitants sont déplacés. On recense quelques victimes.
1970, octobre : volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces.	Des quartiers du bord du lac sont inondés et des habitants déplacés.
1975, mai : volumineuses précipitations. Cruel débordante du lac Xolotlán. Cruels éclairs des cauces.	Inondation des zones situées sous les 40 mètres d'altitude et celles situées à proximité du cauce occidental. Les quartiers de El Rotario, de Manchester, de Los Bakanes sont inondés.
1982, mai, du 2 au 29 : ouragan Aleta et volumineuses précipitations. Cruel débordante du lac Xolotlán. Cruels éclairs des cauces.	Inondation des zones situées à moins de 40 mètres d'altitude et de celles situées à proximité des cauces. On recense 50 000 sinistrés.
1984, mai, du 2 au 30 : volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces. Coulées boueuses.	Dégâts importants dans les quartiers de Villa Fontana, de Ciudad Sandino, de Colonia Centroamérica, de Bello Amanecer, ainsi que dans les quartiers orientaux de la ville.
1988, octobre : ouragan Joan et volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces.	Inondations, notamment dans le quartier Larreyruja où 40 familles sont sinistrées.
1998, octobre : ouragan Mitch et volumineuses précipitations. Cruel débordante du lac Xolotlán. Cruels éclairs des cauces.	Domages importants dans les quartiers situés à proximité du lac : 1271 familles sont évacuées vers Ciudad Sandino.
1999, juillet : volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces. Cruel du lac Xolotlán.	Inondation du quartier Rubén Darío et du théâtre national.
2000, mai : volumineuses précipitations. Cruels éclairs des cauces. Cruel débordante du lac Xolotlán.	Inondations des quartiers situés en bordure du Xolotlán et des cauces.

Le 31 mars 1931, en pleines célébrations pascales, en partie avec l'aide du gouvernement, les Managuas fuient massivement la ville détruite par un violent séisme. Ils trouvent refuge dans les villes voisines de Masaya, de Granada et de León. À cette occasion, les vieilles rivalités politiques non éteintes entre ces villes réapparaissent et renouvellent la controverse concernant l'implantation de la capitale. Pour rendre compte de la teneur du débat et des polémiques qui l'entourent, Palazzo emploie, sans exagération, la métaphore du tissage d'une compliquée trame d'intrigues (Palazio, 1952 : 131). Pour s'en convaincre, il suffit de lire les déclarations des acteurs qui révèlent en filigrane les représentations nicaraguayennes au sujet des endommagements et la profonde méconnaissance de leurs causes.

C'est le sermon numéro XV de l'évêque de Granada, Canuto José Reyes y Balladares, du 5 avril 1931 qui le premier contribue à réactiver officiellement cette idée de déplacement de la capitale. Celui-ci affirme notamment que « Dieu a cru nécessaire d'imposer un châtement à la ville la plus coupable de la République. La société était irrépressible, elle s'agitait et débordait lors des promenades, lors des fêtes indécentes, au cinéma, dans les stations balnéaires. La patience du Seigneur prit fin et il asséna Managua de sa justice. En effet, Managua se préparait à aller dès le mercredi Saint à la station balnéaire de Casares, profanant ainsi les jours saints du jeudi et du vendredi, par d'infâmes bacchantes. Les villes de Sodome et Gomorrhe furent également dévorées par le feu à cause des impiétés. Au moment où se préparait la promotrice de la profanation des jours saints à Casares, Dieu l'ensevelit sous les décombres de sa maison » (Palazio, 1952 : 155). À écouter l'ecclésiastique, il ne fait aucun doute que l'explication du séisme se trouve dans le comportement de quelques femmes, comme Mariita Huezo et les demoiselles Stadthagen, qui portent les cheveux courts, aiment sortir et s'amuser. Elles organisaient le jour du séisme une promenade à Masachapa afin d'essayer de nouveaux costumes de bain, pour certains trop provocants. Pour l'homme d'Eglise, la preuve incontestable du châtement divin réside dans les circonstances de leur mort. Ce groupe de femmes est sur le point de partir à la station balnéaire de Casares et se trouve au marché central pour acheter les victuailles nécessaires au voyage lorsqu'il est surpris par le séisme. Les femmes sont écrasées sous la chute des murs, justement à l'endroit de la capitale où le séisme est le plus violent. L'évêque de Granada est loin d'être le seul à évoquer l'expiation. Le Père Mariano Dubon dans le journal *El Diario Nicaragüense* de Granada du 18 avril 1931 reconnaît aussi que la magnitude du ravage et les nombreuses victimes l'inclinent à croire à un châtement divin. Il ajoute que le père Azarias H. Pallais, lui ayant montré quelques jours avant le drame un journal dans lequel était relaté le bal qui devait avoir lieu le Vendredi Saint à Casares, lui dit qu'il s'agissait d'une profanation.

Quoique trois siècles les séparent, les interprétations nicaraguayennes des causes des endommagements sont très proches de celles du vice-roi du Pérou qui rend la longueur des jupes des femmes responsable du tremblement de terre de Lima de 1687, signe de la colère divine face à la luxure (Pérez, 2001). Il est vrai que les femmes ont très souvent été l'objet d'injustes traitements et qu'elles ont très fréquemment été désignées comme responsables du courroux divin (Delumeau, 1978 : 334-335). En réaction à la teneur du sermon de l'évêque de Granada, Monseigneur José Antonio Lezcano y Ortega, chef de

L'Église catholique au Nicaragua, émet cependant un commentaire miséricordieux à l'égard des victimes. L'évêque de Managua prend en effet l'affaire en main et signale qu'il n'est pas opportun de désigner des coupables, sans pour autant apporter une autre explication des endommagements aux fidèles. À sa décharge, il faut rappeler que les citadins d'origine espagnole partageaient une même culture et que des modèles de discours littéraires, mobilisés en cas de catastrophes, se sont imposés depuis les temps de la Conquête. C'est ainsi que la figure de Sodome et Ghomorre constitue un grand classique des prêches, très largement exploitée par l'Église dans d'autres circonstances et en d'autres lieux. Sa mobilisation dans le sermon de l'évêque de Granada cherche rien moins qu'à apporter au chrétien une explication présumée le rassurer sur son environnement.

Ces catilinaires déclenchent tout de même l'intervention de Don Francisco Huezo, le père d'une des jeunes filles mortes, pour dénoncer et condamner les propos d'un sermon à la fois violent et anti-scientifique où « le tremblement de terre est [présenté comme] un châtement de Dieu envers un peuple pervers et immoral et non un simple processus de la nature, qui s'expliquerait, comme l'affirme Humboldt, par l'analyse des roches quaternaires américaines » (Palazio, 1952 : 168). Aussi, si certains recourent à l'argument transcendant de la justice divine, d'autres préfèrent-ils avancer des arguments scientifiques pour expliquer le séisme. Les deux discours ne sont d'ailleurs pas contradictoires dans l'esprit des Hispano-Américains. Le Père Mariano Dubon admet parfaitement que le séisme relève des « accidents naturels ». Dans son numéro du 12 avril 1931, *El Diario Nicaragüense* publie un article de José Maria Borgen intitulé « El terremoto de Managua ». L'auteur tente d'y éclaircir la cause du séisme en faisant appel au substrat sur lequel la ville de Managua s'est développée et souligne que cette cuvette hydrostatique réagit aux volumes des précipitations. Il rappelle que les mois précédant le tremblement de terre ont été assez secs. Il en déduit que les séismes sont liés au climat et plus précisément, aux sécheresses. Selon l'auteur, l'absence d'une bonne quantité d'eau dans l'une ou l'autre section de la terre, ainsi déshydratée, équivaut à un élément liquide en moins, d'où une résistance moindre, quasiment un vide, et de là, une perturbation souterraine profonde. L'auteur poursuit sur des explications astronomiques d'attraction lunaire et solaire au moment de l'équinoxe de printemps. Dans une telle configuration, l'élément liquide remonterait plus que de coutume. Or, la lune était pleine le 2 avril 1931. Et si Managua continue de trembler au début du mois d'avril 1931, « c'est parce que des facteurs astronomiques et atmosphériques comparables persistent » (*El Diario Nicaragüense*, 12 avril 1931). Il y a dans ces explications des relents de croyances d'almanachs où des astrologues de la Conquête se targuaient de prévoir les événements catastrophiques à partir des révolutions des astres (Musset, 2002 : 68-69). Nous pouvons également lire ici les restes confus des conceptions antiques de l'origine des séismes. Dans les *Questions naturelles*, Sénèque analyse déjà la théorie qui attribue les séismes aux vides intérieurs de la terre (Sénèque, livre 2^{ème}, I, 3) et à la marche des astres (Sénèque, livre 2^{ème}, XI, 2). Mais, puisque la théorie de la tectonique des plaques est récente², les explications avancées en 1931 n'ont finalement rien de trop fantasques. Elles étaient relativement conformes aux conceptions

scientifiques d'une grande partie de l'élite latino-américaine, encore peu ouverte aux idées nouvelles des scientifiques européens.

Croyances et conceptions scientifiques se mélangent sans que les deux modes de pensée apparaissent contradictoires. Le président de la République lui-même, dans son message au Congrès national, déclare que « la nature avait blessé les habitants de Managua, mais qu'il n'y avait aucune critique à lui formuler parce que cela revenait à les adresser à Dieu » (*El Diario Nicaragüense*, 18 avril 1931). S'il s'agit d'un habile moyen de signifier aux habitants qu'ils doivent uniquement se concentrer sur la reconstruction de Managua, c'est aussi refouler les manifestations des risques qui pèsent sur la capitale.

Enjeux autour de la capitale nicaraguayenne

Pour comprendre les non-dits de cette déclaration du président nicaraguayen, il faut tout d'abord se rappeler que le territoire urbain de Managua est un construit social qui résulte de la volonté de dépasser la rivalité politique et économique entre les villes de Granada et León. Quand les Nicaraguayens décident d'établir la capitale du Nicaragua à Managua, il s'agit avant tout d'un accommodement politique destiné à fonder un État-nation stable. Cet accommodement relève surtout de l'erreur géographique puisqu'en dépit de la vision idyllique que s'en font alors certains Espagnols - il suffit de lire le récit que l'évêque de León, Agustín Morel de Santa Cruz, en fit au roi d'Espagne en 1751 (Cuadra, 1939) - Managua est loin de constituer un site idéal pour une implantation urbaine (figure n° 2), à plus forte raison pour développer la capitale d'un État. Mais, les raisons politiques qui commandent le choix de ce site comme capitale condamnent d'emblée toute discussion sur un éventuel déplacement, au grand dam des vieilles villes nicaraguayennes.

En considérant ces éléments, il est loisible de penser que les déclarations de l'ecclésiastique grenadin ne procèdent pas complètement du simple hasard. En effet, malgré les appels au calme, de nombreux individus propagent l'idée que la capitale ne peut plus être localisée sur un lieu maudit, justement comme l'affirmait le sermon de l'évêque de Granada. Les habitants de Masaya se sont aussitôt emparés de cet argument pour revendiquer le statut de capitale, s'appuyant notamment sur le fait que le Général Moncada, président de la République, a fait déplacer le mobilier et les archives du Palais présidentiel, de Managua à Masaya. Auparavant, en octobre 1876, à l'occasion d'une coulée boueuse qui avait dévasté Managua, la municipalité de Masaya avait déjà fait savoir au président de la République, par l'intermédiaire de son secrétaire Camilo Jarquín, son désir de voir le gouvernement s'installer à Masaya, même temporairement, jusqu'à ce que les dommages soient réparés (Cuadra, 1939 : 245). L'insistance de Masaya à vouloir accueillir le gouvernement soulève d'indignation et d'inquiétude les politiques des autres cités de la République, dont ceux de la capitale déchu, León. Aussi une délégation conduite par le député Leonardo Argüello, le Général Francisco Parajón et le maire de León se déplace-t-elle jusqu'à Masaya pour y rencontrer le Général Moncada et lui offrir à son tour, l'hospitalité à León, espérant contrecarrer les manœuvres de Masaya. Face à ces manœuvres, les habitants de Granada

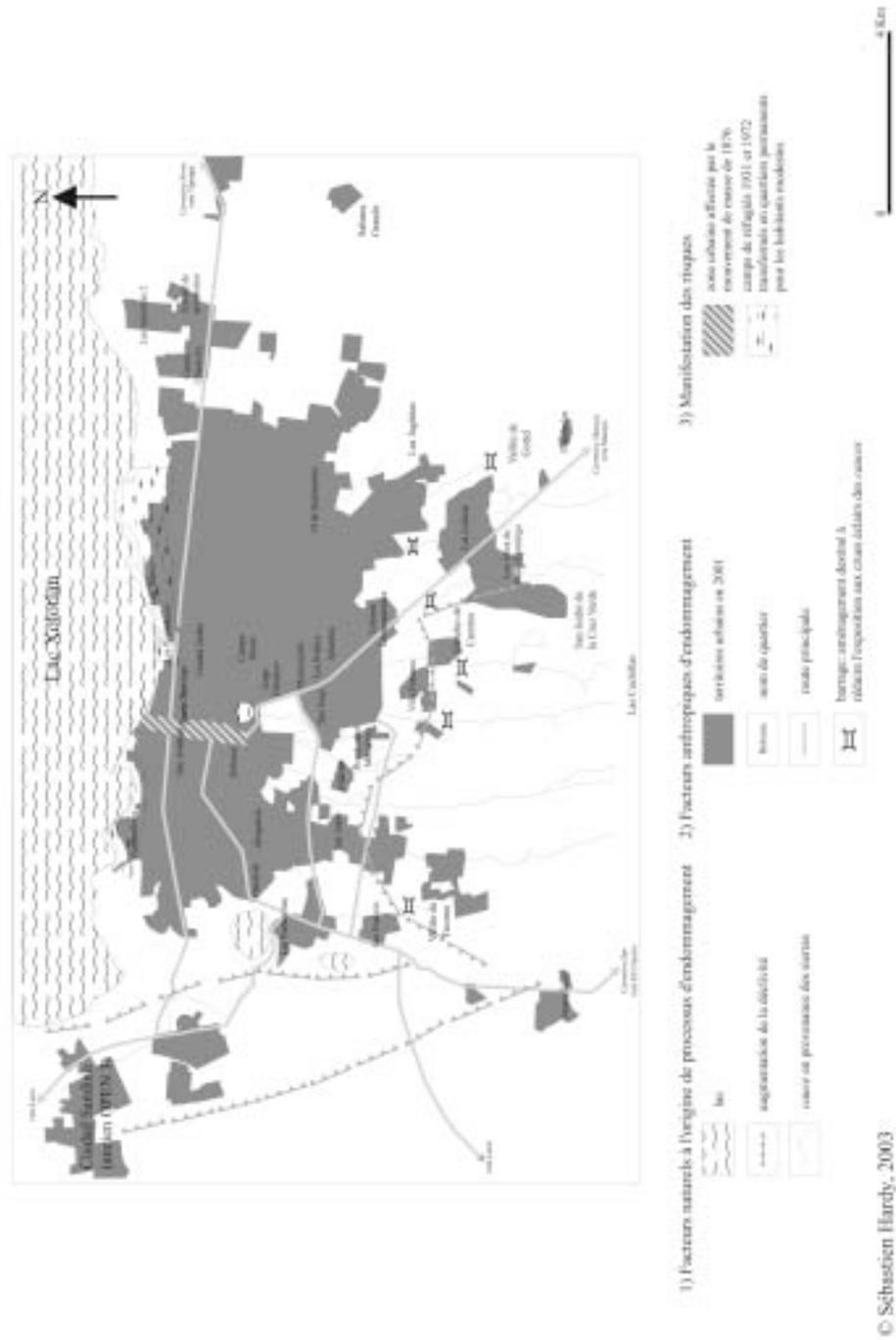


FIGURE N° 2 : MANAGUA. UN SITE ET DES AMÉNAGEMENTS PROPICES AUX ENDOMMAGEMENTS.

ne manquent pas d'imiter, eux aussi, les démarches effectuées par leurs voisins et rivaux.

Assailli pendant plus de dix jours d'offres toutes ourdies dans un délétère climat d'intrigues et surtout, mesurant la menace de déstabilisation qu'elles font peser sur l'État, le Général Moncada se trouve dans l'obligation politique de faire déclarer publiquement que la capitale ne serait pas déplacée. Sa prise de position est immédiatement relayée par le ministre plénipotentiaire étasunien, Matthew E. Hanna. L'évêque de Managua, Monseigneur Lezcano y Ortega, qui pensait définitivement s'installer dans la petite ville de Jinotepe, est prié de se rallier à la décision de Moncada. Pour donner encore plus de force à sa décision, dans le journal *El Diario Nicaragüense* du 12 avril 1931, le Président fait publier le décret pour la reconstruction de Managua dans lequel les dispositions gouvernementales sont clairement stipulées³. Il insiste sans détours sur le fait que « Managua sera reconstruite [...] ». Chaque pierre de ses ruines, chaque tas de cendres, chaque entassement de débris parlent au cœur de ses habitants, les encourageant à recommencer l'œuvre détruite » (Palazio, 1952 : 120). Aussi déterminée qu'elle paraisse, cette déclaration de Moncada n'est pas entendue par tout le monde. Quelles qu'en soient les raisons, elle ne met pas fin aux discussions et aux prétentions des principales villes nicaraguayennes à héberger la capitale. À tel point que le président doit réaffirmer sa décision et même, la faire voter par le Congrès.

Ainsi, le 17 avril 1931, à l'ouverture du Congrès dans le Club social à Masaya, l'exécutif fait lire par l'intermédiaire de son représentant, Antonio Flores Vega, ministre des finances, un document dans lequel il s'oppose formellement au déplacement de la capitale. Il précise que « Managua, la ville la plus importante de la République, indubitablement, la capitale de l'État, ne doit pas être abandonnée. Ainsi le réclament les titres qui lui confèrent une belle situation topographique, son histoire saillante liée à l'histoire de la Nation et en particulier, à celle du Gouvernement. Par conséquent, le Président de la République, sans vaciller, avec fermeté et pugnacité, comme il l'a toujours fait pour le progrès du pays, émet immédiatement le décret qui traite de la reconstruction de Managua et qui a déjà commencé à être mis en application. Le problème de l'asile sera résolu par la reconstruction des édifices et la construction d'un nouveau quartier [...]. L'œuvre de reconstruction et de réorganisation est sérieuse et mérite la bonne volonté de tous les Nicaraguayens, afin d'être en accord avec les nécessités péremptoires, ainsi que les véhéments désirs du chef de la Nation, qui n'a pas pensé un seul moment abandonner à son sort la capitale de la République » (Palazio, 1952 : 120).

Moncada, dans cette adresse aux parlementaires, par l'intermédiaire de son porte-parole, souligne qu'il n'a jamais pensé quitter Managua. Pour le président de la République, Managua est par essence liée à l'histoire de l'État-nation nicaraguayen. Il est bien conscient qu'abandonner la capitale reviendrait à remettre en cause l'État-nation. Pour justifier le rôle de Managua, il n'hésite d'ailleurs pas à s'appuyer sur le mythe du site topographique exceptionnel, même si ce mythe s'oppose aux témoignages d'endommagements. Nous comprenons un peu mieux à travers cet exemple que le déni des risques procède en partie de la genèse politique nicaraguayenne. Ces représentations, aux premiers abords contradictoires, interviennent pourtant dans la construction de Managua et sont socialement élaborées et partagées par les

habitants. À cet égard, elles constituent une « façon dont les [Managuas] transcrivent en images les expériences du milieu » (Di Méo, 1998 : 230), qui leur sont tellement nécessaires pour la construction territoriale de leur cité.

Le dernier avertissement de Moncada est entendu et les réactions ne se font pas attendre. Dans le journal *El Diario Nicaragüense* du 18 avril 1931, il ressort que des entreprises - dont la South American Bank de Londres et la Société des chemins de fer - cherchent à réédifier rapidement leurs bâtiments selon des méthodes de construction plus modernes, sur les mêmes lieux de la capitale où ils se trouvaient avant le 31 mars. Elles cherchent même à profiter des destructions causées par le séisme pour acheter des terrains supplémentaires pour le développement de leurs activités.

Pour mettre définitivement fin aux prétentions de Masaya, Moncada, en fin politique, se déclare prêt à étendre la juridiction du district national⁴, dont il fut l'habile artisan, jusqu'à Masaya. Ainsi, en cas de nouvelle catastrophe, le gouvernement serait en mesure de transférer sa résidence à Masaya sans la nécessité d'un décret du Congrès. Loin de satisfaire les habitants de Masaya, cette décision signifie, en période normale, la perte de leur autonomie face au district national de Managua. Suite à cette intimidation, les habitants de Masaya s'empressent d'oublier leurs prétentions (López, 1997).

L'avertissement est cette fois tellement bien compris que le lendemain de la lecture du texte de Moncada, les représentants des villes du département de l'Occident prennent à nouveau publiquement position, mais cette fois, en suivant méticuleusement la décision du président de la République. Ils affirment le 18 avril 1931 à León que « la capitale, qui est celle du pays, que nous avons tous contribué à embellir, doit demeurer à Managua. Si nous l'abandonnons, simplement ou si nous amplifions son rayon, ce qui revient au même, nous commettrions une triple faute, trois imprudences, l'une de caractère familial, une autre de caractère public, et même une de caractère économique, en laissant enfoui sous les décombres des valeurs considérables. Déplacer la capitale vers un autre site ou amplifier son périmètre revient à la même chose, à savoir, abandonner Managua, et non la reconstruire. [...] Nous nous déclarons ouvertement partisans pour que se fixe à jamais à Managua le siège du Gouvernement. Nous approuvons tout ce que nos représentants ont fait ou font en ce sens, les estimant convenables par devoir familial, par équité et pour des critères d'équilibre politique, que nous ne devons pas méconnaître et qui fixent la marche tranquille de la République. Déplacer le siège de la capitale est une chose sérieuse, qui requiert des causes plus importantes que celles invoquées [...]. Que la capitale ne se déplace pas car ce serait abandonner Managua à sa propre et présente situation, décréter sa disgrâce [...] » (Cuadra, 1939 : 394).

Que ce soit les habitants de Masaya ou les habitants des autres villes nicaraguayennes, personne, pour des raisons certes différentes, n'a à gagner au déplacement de la capitale. L'accommodement politique trouvé en 1852, auquel le texte fait allusion, reste encore valable en 1931. D'ailleurs, la population de Managua ne se trompe pas quant à la volonté du gouvernement de reconstruire la capitale au même endroit. Les effets sont rapides. La Croix-Rouge étasunienne estime que vers le 15 juillet 1931 au moins 15 000 personnes de plus que celles ayant fui la capitale sont de retour à Managua (Palazio, 1952 : 202). Les opportunités d'emploi créées par la reconstruction

de la capitale ne manquent effectivement pas d'attirer de nouveaux habitants, en dépit de la catastrophe encore proche et des menaces toujours potentielles. Cette activité de reconstruction fébrile est confirmée par le représentant de la Croix-Rouge étasunienne devant le Congrès à Washington. De son côté, Palazzo explique qu'« il y a une grande activité. [Il] pense qu'il y aura du travail non seulement pour les travailleurs de Managua, mais aussi pour d'autres. Dans peu de temps, la reconstruction sera fébrile. Le cœur de Managua – déconcentré par la catastrophe – revient à son site » (Palazzo, 1952 : 208).

Dans ces débats autour du déplacement de la capitale ou de son transfert, même s'il fut évoqué, l'argument économique joue visiblement moins que le politique. Quant aux risques, ils n'apparaissent quasiment pas dans les considérations, si ce n'est dans de timides initiatives sur le code de la construction. Plutôt que de réfléchir aux facteurs de peuplement qui interagissent avec les processus physiques, la cause des endommagements est systématiquement reportée sur la nature. Ce recours à l'argument naturel permet aux institutions politiques d'échapper à leurs responsabilités. Cette permanente négation de la nature permet d'afficher l'unité nationale, idéal holiste que les territoires urbains de la capitale sont chargés de véhiculer. Dès lors, ce postulat légitime la gestion des risques qualifiés de naturels, ainsi que les aménagements inhérents, gestion qui masque opportunément les arrière-pensées des acteurs les plus doués dans la maîtrise des enjeux socio-spatiaux.

LES RISQUES, UN BON PRÉTEXTE...

Un déplacement trop coûteux ?

Les grandes lignes des discussions qui animent les Nicaraguayens en 1931 ne se dissipent pas complètement avec la reconstruction *in situ* de Managua. Il est vrai que si les témoignages ne s'amplifient pas démesurément, les fondements d'endommagements constatés et potentiels, eux, perdurent. Il n'est donc pas surprenant qu'immédiatement après les séismes du 23 décembre 1972, certaines personnes évoquent à nouveau le déplacement de la capitale (Collectif, 1973 ; Chamorro, 1976 : 41 ; Haas, 1977 : 63-64), relayées dans leurs convictions par des études. Le rapport Brown par exemple, préparé par les Nations Unies recommande aux décideurs nationaux, avant même le tremblement de terre de 1972, d'édifier la capitale dans une zone plus sûre. Il lui suggère la vallée de Michigüiste, à proximité d'Estelí (figure n° 1), qui posséderait l'avantage sur Managua d'avoir un sous-sol stable, ainsi que d'abondantes ressources en eau⁵ et enfin, une position plus centrale dans le pays (López, 1997), considérée capable de déplacer le centre de gravité de la Nation, localisé depuis la Conquête sur la façade pacifique. C'est pourtant après le tremblement de terre que le nombre d'études sur les causes et les effets du séisme s'accroît. Certains experts y affirment qu'au regard des endommagements potentiels, la reconstruction *in situ* de Managua est impertinente (Campos, 1973). Pour s'en affranchir, la plupart des études préconise donc l'abandon du site et le déplacement de la capitale en un espace favorable à son développement, en particulier de 8 à 10 kilomètres vers le sud-est par rap-

port à son site primitif (Collectif, 1973). Ces propositions se répercutent auprès des Managuas et déclenchent une spéculation foncière sans précédent dans les marges urbaines de la capitale.

Il est d'autant plus facile de comprendre le désir des Managuas de voir rapidement la capitale rebâtie que leur cité est affaiblie par les séismes et que les villes qui l'entourent, comme en 1931, savent tirer profit de la situation. Comme en 1931, les villes de Masaya, de Granada et de León, proposent d'accueillir les résidants évacués, soit quelque 100 000 personnes le 23 décembre et 250 000 les deux jours suivants (Rugama, 1973 ; Chamorro, 1976 : 48). Immédiatement, Masaya parvient à capter toute l'activité financière et commerciale normalement dévolue à la capitale. De leurs côtés, les habitants de Masaya exploitent la situation pour louer à des prix très élevés des logements aux sinistrés. Les archives prouvent également qu'il était possible de trouver de tout à Masaya, à condition d'avoir l'argent pour l'acquérir. Par exemple, dans le quartier de San Miguel, on pouvait acheter des matériaux de construction, cyniquement arrachés aux propres immeubles de Managua, souvent même par les forces chargées de la sécurité (Guardián, 1978). Mais Masaya ne constitue pas une impudente exception. Les loyers ont également fortement augmenté dans les villes de Granada et de León (Collectif, 1974). Cette dernière information explique que seules les couches les plus aisées de la population aient pu se réfugier durant quelques semaines hors de Managua, alors que les plus pauvres n'ont eu d'autre choix que de rester dans la capitale et vivre dans des conditions intolérables. Dans leur ensemble, ces exemples renseignent des stratagèmes que les villes se sont efforcées de déployer pour capter les fonctions de la capitale et pour se montrer capable de les assumer. Mais contrairement à 1931, malgré les tentatives, le débat concernant le déplacement de la capitale ne prend jamais vraiment corps. Les autorités nicaraguayennes, notamment en la personne du dictateur Somoza, se montrent en effet assez indifférentes aux oeillades décochées par les villes nicaraguayennes, rivales historiques de Managua. Elles se l'ont en fait très tôt approprié, simplement pour satisfaire leurs propres intérêts.

Comme ses prédécesseurs, le Général Somoza opte en 1973 pour la reconstruction *in situ* de la capitale et déploie en direction de l'opinion publique une argumentation, semble-t-il assez efficace, dévoyant cependant très largement les expertises qui défendent cette idée. Il argue d'abord que 75 % de l'industrie n'a pas été endommagée et que déplacer Managua, sans conteste la ville industrielle du Nicaragua, constituerait une décision onéreuse qui mettrait en péril toute la structure économique nationale (Collectif, 1973). Ce n'est donc pas cette fois-ci l'ancienneté du rôle politique mais, l'argument économique du stade déjà atteint de l'industrialisation qui joue en faveur du maintien du site de Managua. Le Général s'appuie ensuite sur les 20 000 logements toujours habitables et sur les investissements dans les réseaux de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées qui ont été coûteux. L'association des ingénieurs et architectes nicaraguayens évoque d'ailleurs l'intérêt qu'ont les autres villes du pays d'être élevées au rang de capitale, mais précise que même avec une partie de la ville sinistrée, les quartiers de la capitale qui ont résisté au tremblement bénéficient d'un niveau de confort bien supérieur aux autres villes du pays (Collectif, 1974). En s'appuyant sur ces raisons officielles, puisqu'aucune autre localisation n'est économiquement

viable, les autorités nicaraguayennes imposent la reconstruction de Managua sur le même site (Gelman, s.d.).

À ces arguments, il faut ajouter l'attachement des habitants à leur ville et le manque d'alternative d'un site non soumis à des endommagements dans les environs immédiats (Haas, 1973 ; Collectif, 1973). Pierre Saint-Amand signale qu'« il n'y a nulle part ailleurs dans [la] plaine [de Managua] de zone suffisamment dépourvue de lignes de faille pour offrir un meilleur site de construction que Managua » (Saint-Amand, 1973). La population revient d'ailleurs rapidement vers Managua, en dépit des difficultés pour s'y loger (Leivesley, 1989 : 70). Finalement, le plan de reconstruction choisie insiste sur le fait de réconcilier Managua avec son site géographique en adoptant de strictes normes techniques de construction antisismiques (Collectif, 1973). En deçà de cet affichage d'arguments de bon sens, l'habileté politique des somozistes à accroître leurs intérêts a pesé, dans l'ombre, de tout son poids dans la décision de reconstruire la capitale sur le même site.

Les risques, valeur patrimoniale pour Somoza

La destruction d'une partie de Managua et les opérations de sa reconstruction *in situ* ont été mises à profit pour servir, sous couvert d'une politique de gestion des risques, des intérêts particuliers. Déjà à la fin de l'année 1973, un faisceau d'indices révèle qu'une des raisons non avouées du maintien de la capitale sur son site d'origine réside dans la valeur des terrains, que possèdent quelques riches et influentes familles, proches du pouvoir. Pour les riches propriétaires fonciers, déplacer Managua constituait en effet une importante perte financière, en premier lieu pour le général Somoza et ses alliés. Aussi, à peine six mois après le tremblement de terre, le déplacement de la ville n'était-il déjà plus d'actualité (Haas, 1973). Mais l'affichage d'une gestion des risques s'est alors avéré un adroit procédé pour contrôler la reconstruction dans toutes ses dimensions.

Un groupe d'experts internationaux se réunit en mars 1973 à Managua pour conseiller le gouvernement nicaraguayen au sujet de la reconstruction de la capitale et notamment, pour évaluer les propositions mexicaines (Mann, 1973). Ce plan mexicain n'a jamais obtenu l'approbation formelle des autorités, mais il faut aussi noter que l'idée de reconstruire la capitale en un autre site n'a jamais été jugée sérieuse (Mann, 1973 : 10). Le général Anastasio Somoza Debayle comprend derrière l'idée du plan mexicain de répartir la population de la capitale de manière moins dense, en utilisant des normes de constructions antisismiques (Collectif, 1975 : 4), l'intérêt qu'il peut en retirer. De ce point de vue, le tremblement de terre de 1972 permet au général Somoza de réaliser un de ses plus beaux coups politiques, ce que lui-même a qualifié de *révolution des opportunités*.

Comme directeur quasiment auto désigné du Comité national d'urgence⁶, Somoza obtient des pouvoirs qui ne revenaient normalement qu'au triumvirat⁷ qui gouvernait la République nicaraguayenne. Profitant de la situation, il le met de côté et devient l'unique responsable à la fois de l'aide internationale et de la reconstruction. Par la même occasion, Somoza s'approprie en toute tranquillité les vivres et les matériaux de construction destinés aux sinistrés, pour les utiliser dans ses entreprises personnelles. Il est également important de préciser que le Général Somoza, en tant que président du CNE, est en pos-

session de l'étude réalisée par l'équipe mexicaine. Dans cette étude, une série de cartes de Managua à grande échelle apparaît, cartes sur lesquelles les zones aptes pour la croissance urbaine sont notées, en fonction de l'usage du sol, du prix du foncier et des zones de construction retenues par l'ONU (Collectif, 1973). Il est donc facile à Somoza de prévoir l'achat des terrains à revendre ensuite, avec toutes les garanties de réaliser une forte plus-value. Il n'y avait alors aucune loi d'expropriation pour l'utilité publique qui n'apparaît qu'en mars 1976. Il s'attribue ainsi la construction des programmes résidentiels, déguisés en grands projets de reconstruction, sur des terrains qu'il achète et qu'il revend avec une substantielle plus-value au gouvernement (Barrios, 1997). Les exemples abondent. Ainsi les terrains où l'Organisation des États américains construit le quartier Las Américas est-il acquis par un prête-nom de Somoza, selon le registre public de la propriété, pour 350 000 cordobas et revendus à l'État quelques jours plus tard pour la somme de 14 millions de cordobas (soit 2 millions de dollars de l'époque). Le général Rafael Porras Larga Espada, collaborateur de Somoza, a payé 71 428 dollars un terrain qu'il a revendu au gouvernement 342 000 dollars trois mois plus tard. Cette situation favorise donc la spéculation effectuée par le Clan Somoza et la déconcentration de la population vers les marges urbaines (figure n° 3, p. 159).

En monopolisant l'aide internationale, puis en contractant des prêts à court terme auprès des banques étasuniennes au nom de l'État nicaraguayen, le clan Somoza réussit à se transformer en groupe financier de premier plan. Jusqu'en 1972, la fortune du clan Somoza est surtout foncière. Après 1972, le clan crée sa propre banque (Banco de Centro America), une compagnie d'assurance (La Capital), une entreprise de construction (Casa Nica). Somoza inflige à l'oligarchie foncière moderne, qui avait contrôlé la modernisation du centre-ville, le gel des opérations foncières et un décret d'interdiction d'y reconstruire. Il justifie ces décisions par la nécessité de l'étude scientifique des failles du secteur central et en profite pour ne pas dédommager les propriétaires (Haas, 1977 : 64). Somoza impose ainsi plus facilement la reconstruction sur les terrains contrôlés par le clan ou que, sous contrôle de l'État, sa charge lui permet d'acquérir avant les autres groupes financiers. Possédant les terrains situés à la périphérie du centre ville, le clan en interdit l'accès aux sinistrés avec l'aide de la Garde nationale et contrôle complètement la reconstruction de la ville autour de trois pôles commerciaux. L'indécision sciemment entretenue par Somoza quant au schéma d'utilisation du sol renforce aussi l'incohérence de la reconstruction. Il en résulte un étalement par morcellement de la ville. Ceci explique que la ville actuelle de Managua s'étend sur près de trois cents kilomètres carrés. Enfin, les mesures de décentralisation vers les villes environnantes, ainsi que la mise en place de normes antisismiques de construction ne furent jamais appliquées (Haas, 1973 ; Haas, 1977 : 64). L'urbanisation s'effectue dans des lieux non aptes pour l'usage résidentiel, avec des établissements illégaux construits sur des lignes de failles et des logements construits sans respect des normes techniques, en utilisant des matériaux qui n'avaient subi aucun contrôle de qualité. L'idée du déplacement de Managua est entièrement réexploitée par Somoza, à son propre profit, au mépris de l'intérêt général nicaraguayen. Cette gestion somoziste des risques ne répond qu'à un objectif précis, permettre au clan Somoza d'asseoir un peu plus son pouvoir sur le peuple nicaraguayen tout en lui offrant une façade

de légitime. Afin d'ancrer son rapport spatial dans la longue durée, le clan Somoza utilise les risques qu'il érige presque en valeur patrimoniale. Il découle de cette politique de gestion des risques une plus grande vulnérabilité des Managuas aux endommagements, tout au moins des plus pauvres.

Les formes urbaines actuelles résultent en effet, pour la grande majorité, des modalités somozistes de gestion des risques. Elles sont loin d'obéir à une logique d'ensemble. Ces modalités ont renforcé la fragmentation spatiale de Managua, mais aussi la désolidarisation de la ville. Par exemple, les quartiers de Las Américas, construits en périphérie nord-est de Managua, destinés à loger les sinistrés du séisme, en théorie de manière temporaire, et donc, non équipés en infrastructures sanitaires, pour lesquels les études d'endommagements potentiels n'ont jamais été entreprises, se sont transformés en quartiers permanents parce qu'aucun programme résidentiel n'a été proposé à ces populations d'origine modeste. En revanche, le quartier de Los Robles, dont l'urbanisation se précipita au même moment, mais parce qu'il est l'œuvre de constructeurs privés et destinés à des populations aisées, bénéficie de toutes les infrastructures urbaines. Il en résulte que les populations de Las Américas demeurent bien plus vulnérables aux endommagements que celles Los Robles, par absence de logique urbaine d'ensemble, alors que les endommagements et leur gestion l'imposent. En intervenant dans tous les domaines de la gestion des risques afin de favoriser ses propres intérêts, le clan somoziste a renforcé les causes profondes de l'endommagement potentiel et même accéléré l'organisation territoriale fragmentée de la capitale nicaraguayenne.

Les deux exemples de 1931 et 1972 prouvent, par les discussions et les rivalités qu'elles déclenchent, qu'il n'y a pas, probablement jusqu'à aujourd'hui même, d'autre alternative que Managua comme capitale de l'État nicaraguayen. C'est qu'au cours de l'histoire de l'État-nation, les territoires urbains de Managua ont été érigés en véritable objet socio-spatial dont l'unité doit refléter le projet politique national. De mêmes discussions émergent périodiquement dans d'autres capitales, en temps de catastrophe. Mais à Managua, parce que les territoires urbains portent le projet politique, les significations des endommagements sont délibérément rejetées. Cette négation met cependant les territoires urbains en péril, ainsi que le projet politique lui-même. Cette situation contradictoire s'accroît d'autant plus que de nombreux indices laissent supposer que Managua est aujourd'hui en proie à un processus de fragmentation urbaine et que les risques dits « naturels » en constituent justement un des moteurs.

Les risques sont effectivement un élément qui intervient dans ce que tente d'analyser et de saisir la fragmentation urbaine, qui se manifeste par la disparition de la ville en tant que système. Ainsi, les politiques de gestion des risques, loin d'unir les Managuas au sein de territoires urbains supposés protégés, accentuent le phénomène de différenciation socio-spatiale, inhérente au système nicaraguayen, malgré une rhétorique d'unité, réaffirmée à chaque catastrophe. Elles mettent au jour l'étiologie progressive de l'objet qu'est la ville.

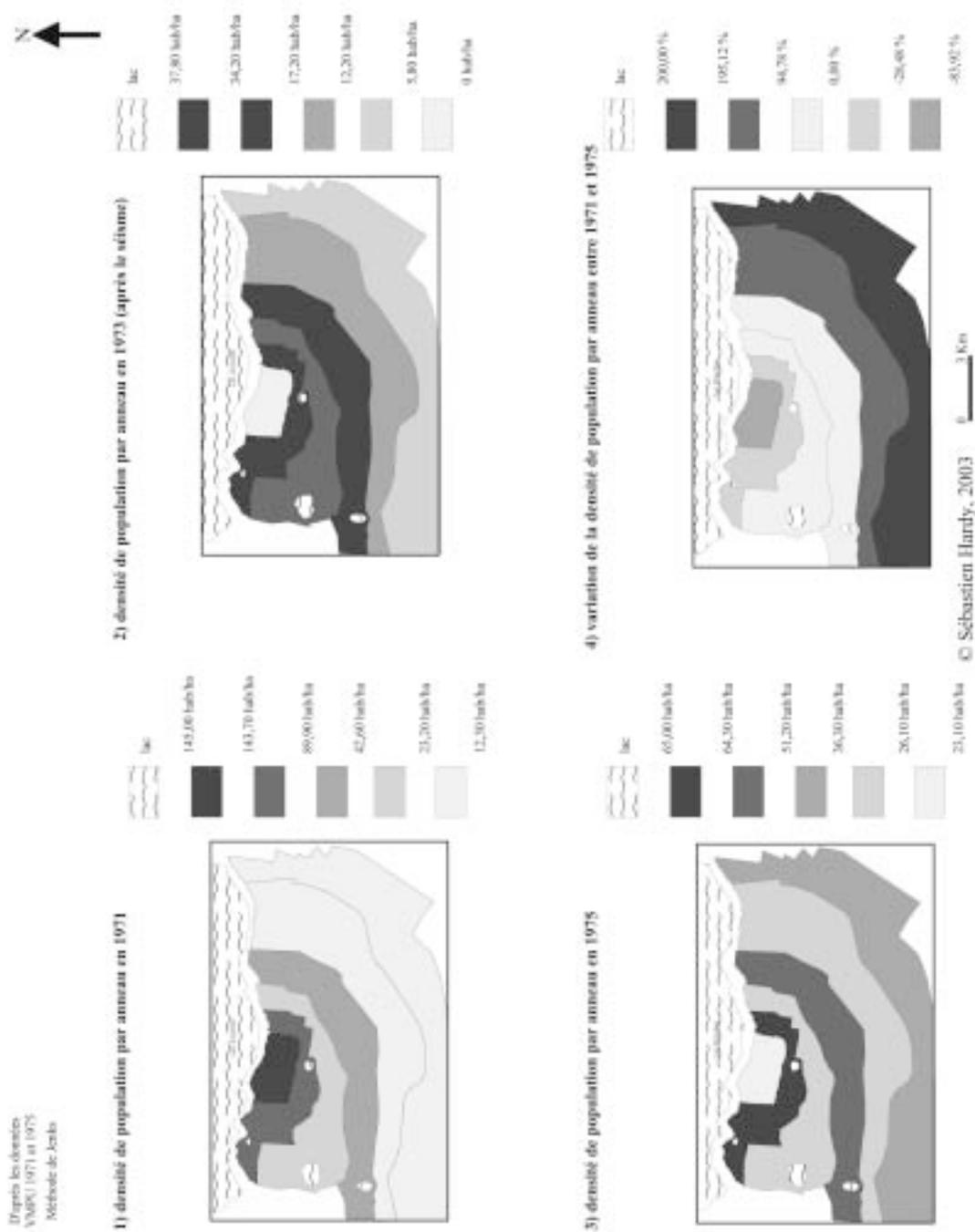


FIGURE N° 3 : CONSÉQUENCES DU SÉISME DU 23 DÉCEMBRE 1972 SUR LA RÉPARTITION ET LA CONCENTRATION DE LA POPULATION DANS LES TERRITOIRES DE MANAGUA.

Notes

- 1 *Ciudad*: titre de noblesse donné à une ville, le plus élevé dans la hiérarchie. « En Espagne, l'attribution des titres de noblesse à des villes est attestée dès la moitié du XIII^e siècle. Mais, elle ne devient une pratique courante qu'au XV^e siècle », (Demélas-Bohy Marie-Danièle, « Le développement de la cité-territoire hispano-américaine », in *Problèmes d'Amérique latine*, n°14, La Documentation française, Paris, 1994, pp. 19-35).
- 2 Les travaux du météorologue allemand Alfred Lothar Wegener sur la dérive des continents sont publiés en 1912, mais il fallut attendre 1962 pour que la théorie de Wegener soit retravaillée par l'océanologue Harry Hammond Hess, avec ses travaux sur l'expansion des fonds océaniques.
- 3 Le gouvernement voulait en effet s'assurer le contrôle des matériaux de reconstruction comme le fer, le ciment et surtout le bois.
- 4 Le 31 octobre 1929, sous le gouvernement du président libéral José María Moncada, les modalités de l'élection municipale sont réformées par décret de l'exécutif. La raison officielle de cette réforme réside dans le fait qu'un candidat libéral, opposant de Moncada, est donné favori pour les élections municipales. En repoussant la date des élections des maires, Moncada convainc le Congrès national à voter le 23 janvier 1930 la loi créatrice du district national. Cette loi vise à créer une nouvelle circonscription administrative dans le département de Managua. La juridiction communale passe alors entre les mains du pouvoir exécutif, par l'intermédiaire d'une corporation dénommée comité exécutif du district national. Les membres du gouvernement municipal sont nommés par le pouvoir exécutif: le comité exécutif du district national, composé de 3 membres, reçoit un mandat pour 4 ans. Le syndic et le représentant du ministère public sont les seuls mandats désignés par le suffrage populaire.
- 5 L'eau y est tellement abondante que cette vallée fut fortement affectée par des inondations provoquées en octobre 1998 par le passage de l'ouragan Mitch.
- 6 *Comité national de emergencia* (CNE). Il s'agit d'une structure organisée dès le 23 décembre 1972 par les autorités nicaraguayennes afin de faire face à la gestion de la catastrophe. Il est présidé par le Général Anastasio Somoza Debayle et chapeaute absolument toutes les opérations.
- 7 Depuis novembre 1970, un accord avait été signé entre les Conservateurs et Somoza, confirmé le 28 mars 1971, pour mettre en place le triumvirat qui devait permettre une période de transition pour passer d'une dictature-dynastie à une démocratie. Somoza avait néanmoins avec cet accord réussi à conserver le commandement de la Garde nationale et le maintien de cette dernière comme Armée nationale. Quand après le 23 décembre 1972, Fernando Agüero Rocha protesta contre le retour en puissance d'Anastasio Somoza Debayle, ce dernier oeuvra pour le faire substituer le 1^{er} mars 1973 par un autre conservateur, plus docile, Edmundo Paguaga Irias (Esgueva, 1999). Ainsi Somoza revint-il au pouvoir, plus puissant que jamais et se posa comme l'arbitre des rivalités internes des groupes dominants.

Bibliographie

- Barrios de Chamorro, Violeta, 1997, *Sueños del Corazón. Memorias. La autobiografía de una mujer excepcional*, Madrid, Acento Editorial.
- Campos Melendez, Carlos, 1973, *Un pueblo y su conductor. Terremoto de Managua 1972*, Managua, Editorial San José.

- Chamorro C., Pedro Joaquín, 1976, *Richter 7*, 1ra edición, Managua, Ediciones El Pez y la Serpiente.
- Collectif, 1973, *Managua. Proposición de plano regulador para su reconstrucción y desarrollo*, México, Secretaría de Obras Públicas.
- Collectif, 1974, *Alcance del estudio geológico y sísmológico para el área de Managua y zona del Pacífico de Nicaragua*, n° 22, Managua, Revista oficial de la asociación nicaraguense de ingenieros y arquitectos.
- Collectif, 1975, *Programa de reconstrucción y acción inmediata (PRAI) GON-AID/1975-1978 del Gobierno de Nicaragua y el convenio de préstamo 524-W-029 de la Agencia para el Desarrollo Internacional*, Managua, Vice ministerio de planificación urbana, Ministerio del Distrito nacional.
- Cuadra, Heliodoro, 1939, *Historia de la leal villa de Santiago de Managua*, tomo 1, Managua, Atlántida.
- Delumeau, Jean, 1978, *La peur en occident, XIV^e-XVIII^e siècle, une cité assiégée*, Paris, Editions Fayard.
- Di Méo, Guy, 2001, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Editions Nathan Université.
- El Diario Nicaraguense*, 12 avril 1931, n° 6846, Granada.
- El Diario Nicaraguense*, 18 avril 1931, n° 6851, Granada.
- Gelman, William; Hinojosa, Jesús, s.d., *Managua, un resumen del programa de reconstrucción post-terremoto*, s.l., s. éd.
- Gurdián Guerrero, Francisco, 1978, *Terremoto o la noche más larga de Managua. Radiografía captada fielmente durante 1972 y años siguientes*, Managua, Impresos comerciales de Managua.
- Hardy, Sébastien, 2003, *Processus de fragmentation urbaine et risques dits « naturels » dans la ville de Managua (Nicaragua)*, Thèse de doctorat nouveau régime en géographie, Paris, EHESS.
- Haas J., Eugene *et al.*, 1973, « Human impact of the Managua earthquake », *Science*, n° 182, New-York, pp. 981-999.
- Haas J., Eugene *et al.* (ed.), 1977, *Reconstruction following disaster*, Cambridge, The MIT Press.
- Leivesley, Sally, 1989, « Reacciones psicológicas al desastre. Terremoto del 22/12/72 en Managua », dans Seaman John (dir.), *Epidemiología de desastres naturales*, Mexico, Harla, pp. 95-123.
- López Maltez, Nicolás, 1997, *Managua 72*, Miami, NLM Publishing Incorporate.
- Mann, Lawrence; Molke (von), Wilhelm, 1973, *Informe sobre un proceso de planificación y diseño urbano para la reconstrucción y desarrollo de Managua*, Doc. No. NI/PL-010, Managua, INCAE.
- Musset, Alain, 1997, « Le déplacement des villes en Amérique hispanique », dans *Villes en Parallèle*, n° 25, Nanterre, Université Paris X, pp. 179-199.
- Musset, Alain, 2002, *Villes nomades du Nouveau Monde*, Paris, Editions de l'EHESS.
- Palazio, Apolonio, 1952, *La catástrofe de Managua de marzo de 1931*, Managua, Tip. Atenas.
- Pérez Mallaina, Bueno Pablo Emilio, 2001, *Retrato de una ciudad en crisis. La sociedad limeña ante el movimiento sísmico de 1746*, Sevilla, CSIC-EEHA-Pontificia Universidad Católica del Perú-Instituto Riva Agüero.
- Pigeon, Patrick, 2000, « De l'intérêt de la démarche phénoménologique en géographie des risques », dans *Cahiers savoisiens de géographie*, Le-Bourget-du-Lac, Université de Savoie, pp. 11-16.

Rugama Núñez, Cristóbal, 1973, « Activities of the national Emergency committee », dans *Managua, Nicaragua, Earthquake of december 23, 1972*, San Francisco, Earthquake Engineering Research Institute, pp. 913-928.

Saint-Amand, Pierre, 1973, « The seismicity and geologic structure of the Managua, Nicaragua area », dans *Managua, Nicaragua, Earthquake of december 23, 1972*, San Francisco, Earthquake Engineering Research Institute, pp. 8-25.

RÉSUMÉ - RESUMO - ABSTRACT

Les endommagements qui affectent de manière récurrente Managua mettent en péril la capitale choisie par les Nicaraguayens au milieu du XIX^e siècle et au-delà, l'unité de l'Etat-nation, projet politique qu'elle incarne. Malgré des aménagements destinés à les réduire, les manifestations des risques amènent parfois les Nicaraguayens à s'interroger sur la pertinence du choix et sur la possibilité de déplacer la capitale. L'analyse des séismes du 31 mars 1931 et du 23 décembre 1972 montre les enjeux, politiques et économiques, qui interfèrent dans le choix du site de la capitale nicaraguayenne et où les risques ne sont qu'un argument destiné à mieux servir des intérêts particuliers qui contribuent largement aux endommagements.

Los daños que afectan de manera recurrente Managua ponen en peligro la capital escogida por los nicaragüenses en medio del siglo XIX y más allá, la unidad del Estado-nación, proyecto político que encarna. A pesar de ordenaciones destinadas a reducirlos, las manifestaciones de los riesgos llevan a veces los nicaragüenses a preguntarse sobre la

pertinencia de la elección y la posibilidad de desplazar la capital. El análisis de los séismos del 31 de marzo de 1931 y de el 23 de diciembre de 1972 muestra las puestas, políticas y económicas, que interfieren en la elección de la ubicación de la capital nicaragüense y dónde los riesgos no son más que un argumento destinado a servir mejor de los intereses particulares que contribuyen ampliamente a los daños.

The damages which affect in a recurring way Managua put in danger the capital chosen by the Nicaraguans in the middle of the XIXth century and beyond, the unity of the State-nation, political project which it embodies. In spite of installations intended to reduce them, the manifestations of the risks lead sometimes the Nicaraguans to wonder on the relevance of the choice and the possibility of moving the capital. The analysis of the earthquakes of March 31st, 1931 and December 23rd, 1972 shows the stakes, political and economic, which interfere in the choice of the site of the Nicaraguan capital and where the risks are only one argument intended to serve better particular interests which contribute largely to the damages.

Mots clés: Nicaragua, Managua, projet politique, tremblements de terre, endommagements, déplacement de capitale

Palabras claves: Nicaragua, Managua, proyecto político, terremotos, daños, traslado de capital

Keywords: Nicaragua, Managua, political project, earthquakes, damages, move of the capital

CONTEXTOS VARIABLES,
CATEGORÍAS ESTABLES
Y NOCIONES DIVERGENTES :
REFLEXIONES SOBRE LA INVESTIGACIÓN
DE LA CUESTIÓN SOCIAL
EN LA ARGENTINA DE LOS 90

GABRIEL KESSLER*

INVESTIGAR LA CUESTION SOCIAL REQUIERE, no sólo articular material empírico con conceptos teóricos, sino también dialogar con las categorías administrativas que miden tales problemas. En estas paginas presentamos algunos problemas que resultan del inexorable encuentro entre categorizaciones oficiales, tradiciones locales y debates internacionales al estudiar la cuestión. En mi caso personal, habiendo trabajado diferentes problemas sociales en la Argentina de las últimas décadas, esa tarea fue particularmente agitada, puesto que se sucedieron velozmente -cuando no superponiendo-, transformaciones económicas, políticas y sociales de envergadura. El estudio sistemático de la cuestión social actual comienza con un desfase temporal: luego del forzoso eclipsamiento de la investigación durante la última Dictadura Militar, a mediados de los 80 se empieza a indagar sobre sus consecuencias en la estructura social. Fue, no obstante, un tímido inicio, ya que el debate intelectual de la reinstauración democrática estuvo sobre todo centrado en la cuestión de los derechos humanos y en una reflexión de tinte más normativo sobre las bases necesarias para consolidar una democracia y un estado de ley que hasta entonces habían fracasado en la Argentina.

La hiperinflación de 1989 instaura violentamente lo social en el espacio público, cuando la televisualización de los saqueos de comercios de alimentos

*UNGS-Conicet (gkessler@dd.com.ar).

presenta una sociedad vuelta contra sí misma por el hambre. Poco después de ese dramático punto de inflexión la historia se acelera: mientras empezaban a hacerse más visibles los efectos de la llamada « década perdida » y de la liquidación del modelo nacional-popular, un segundo proceso se desencadenó; la enérgica reforma neoliberal llevada a cabo por los dos gobiernos de Carlos Saúl Menem. Se vuelve entonces difícil elucidar con precisión cuáles cambios respondían a una u otra vicisitud de la sociedad argentina y la velocidad de las transformaciones tampoco dejó indemne a las categorías estadísticas: los indicadores oficiales para medir la pobreza y el desempleo, acuñadas o actualizadas unos pocos años antes, fueron perdiendo sensibilidad para aprehender fenómenos cuyas manifestaciones más evidentes cambiaban velozmente.

En la transición democrática se produjo también un alejamiento entre la cuestión política y la cuestión social que se plasmó en las formas de investigar. Su origen fue, por un lado, una tal preocupación por refundar las bases de las instituciones democráticas, que llevó a pensar lo político en forma desligada de otras esferas. También los nuevos *enjeux* disciplinarios contribuyeron a este divorcio: es el momento de egreso de la primera camada de politólogos de la Universidad de Buenos Aires, quienes tendieron a autonomizar en demasía un nuevo campo de estudio en busca de legitimidad y reconocimiento. Del lado de la sociología y, en menor grado, de la antropología, esta autarquía de lo social se vio favorecido por el creciente número de consultorías que, ligadas a la puesta en marcha de políticas sociales focalizadas con financiamiento internacional, realizaban diagnósticos de la situación de los pobres y de los llamados grupos vulnerables cuyos objetivos los alejaban de una reflexión sobre lo político.

El panorama termina de configurarse con el encuentro de las tradiciones intelectuales locales y el debate internacional. Era el período de auge en Europa Occidental de la discusión en torno a la « nueva cuestión social »: los interrogantes sobre los efectos y las políticas ligadas al creciente desempleo de larga duración en Europa Occidental así como el resurgimiento de conceptos como el de exclusión y desafiación permearon localmente. Por el contrario, del ámbito norteamericano, un debate centrado en las derivas de la *new underclass* en el marco de una fuerte pugna entre liberales y conservadores sobre el impacto de las medidas asistenciales tuvo menos pregnancia local; aunque sí influyeron conceptos acuñados por los organismos internacionales, como por ejemplo *empowerment*, activos sociales y una serie de definiciones vulnerabilidad y capital social muy particulares.

La reflexión sobre la cuestión social se estructuró entonces, en una sociedad que cambiaba velozmente, lo que cuestionaba la pertinencia de categorías oficiales cuyo actualización era complicada; en el marco de sendas autonomizaciones de la cuestión social y la cuestión política. Esto se producía en un marco de debates académicos en el que estaban presentes las tradiciones locales, aquellas provenientes de los países centrales así como la presencia de las nociones propulsadas por los organismos internacionales financiadores de investigaciones y de políticas sociales. En este artículo se desarrollarán algunas de las problemáticas ligadas a la investigación social en este contexto, tomando sobre todo ejemplos de nuestros propios trabajos. Se adopta una óptica comparativa en dos planos: por un lado, reflexionando sobre lo suce-

dido a lo largo de la década pasada y principios de ésta en el país y por otro, cotejando el estudio de ciertos problemas localmente con su correlato en otras latitudes. Comenzamos por una suerte de (auto)crítica, presentando cambios producidos al interior de la pobreza, que no siempre fueron vistos a tiempo por los que trabajamos el tema. En esta línea, retomamos una problemática sobre la que hemos investigado ampliamente, la nueva pobreza, señalando tanto sus diferencias con las formas en que se lo trató en otras latitudes así como su evolución en su década de existencia como categoría autónoma. Seguidamente, la especificación de las características particulares que adopta el desempleo en la Argentina respecto de sus manifestaciones europeas, nos llevará a proponer un terreno de estudio particular y, por último, presentada en forma de interrogante, una eventual oposición entre « economía moral » y desafiación ilustrará sobre los vaivenes de la articulación, no carente de contradicciones, entre conceptos propios a la tradición latinoamericana y otros provenientes del campo internacional.

TRANSFORMACIONES EN LA POBREZA ESTRUCTURAL

El debate sobre la pobreza en la Argentina post-dictatorial estuvo dominado por la idea de la heterogeneización de una población considerada hasta entonces uniforme (Murmis y Feldman, 1992). Dicha heterogeneidad se refería, sobre todo, a la emergencia de los nuevos pobres, diferentes de los llamados pobres estructurales. Estos últimos constituían la población tradicionalmente pobre, concentrada en ámbitos geográficos determinados y arrastrando carencias de larga data -bajo nivel educativo, familias numerosas. Los nuevos pobres, por su parte, resultantes de la entonces reciente pauperización de las clases medias, se diferenciaban de aquellos por su mayor nivel educativo, sus familias menos numerosas y otros rasgos socioculturales propios de su grupo de origen (Kessler y Minujin, 1995; Kessler, 1998). Uno y otro grupo eran medidos por metodologías diferentes: mientras que la pobreza estructural era aprehendida gracias a los indicadores de necesidades básicas insatisfechas (NBI), sensibles exclusivamente a carencias de larga data; los nuevos pobres no presentaban tales necesidades pero sí un nivel de ingresos por debajo de una « línea de pobreza », centrado en los ingresos del hogar y por ende, capaz de reaccionar ante los cambios coyunturales de la situación familiar.

En la década pasada se diagnosticó un incremento de la nueva pobreza y una estabilización de la pobreza estructural, siguiendo la evolución decreciente del indicador NBI, establecidas oficialmente a mediados de los años 80. Intentando captar las manifestaciones de una pobreza estructural históricamente concentrada en barrios de emergencia y asentamientos ilegales, los indicadores se centraban en cuestiones de hábitat y vivienda. Lo que sucedió es que durante esos años, tales carencias fueron mejorando por vía de inversiones públicas y del ahorro privado de los hogares (Minujin, 1992), mientras que otro indicador de la pobreza estructural, -la deserción del ciclo primario de los hijos en edad escolar-, también conoció una disminución debido a la prácticamente universalización de la educación básica.

La progresión de uno y otro indicador llevó a confundir los cambios del « mapa » con transformaciones del « territorio ». En efecto, nuestra hipótesis es que, más que una disminución de la pobreza estructural, los indicadores acuñados a principios de los 80 para captarla fueron paulatinamente perdiendo sensibilidad para dar cuenta de los cambios que se producían al interior de tal grupo social. Al no actualizarse los indicadores, se tendió a aceptar muy rápidamente una mejora de la pobreza estructural, sin cuestionarse a fondo las limitaciones de esta forma de medición y, por lo tanto, sin tampoco interrogarse a fondo sobre las transformaciones en dicha población.

Contribuyó a este diagnóstico incompleto que la otra metodología de medición utilizada, la línea de pobreza, también presentara luego del control de la inflación en 1991 una franca disminución hasta 1995. Esta reducción de la población carente (que incluía estructurales y nuevos pobres) eclipsó la visibilidad de otros dos fenómenos que estaban produciéndose al mismo tiempo. Si bien el número de población pobre disminuía, por el contrario, aumentaba la llamada *intensidad* de la pobreza, lo que significa que para los que permanecían en la miseria, sus ingresos eran más bajos que en el pasado; dicho de otro modo, los pobres eran más pobres que antes. A esto se suma un aumento del llamado « Gini de los pobres », que mide la dispersión interna de ingresos de la población por debajo de la línea de pobreza, por ende señala un aumento de la desigualdad al interior mismo de los pobres. Ambos indicadores nos estarían mostrando que, al interior de la pobreza estructural, aún en la fase de crecimiento económico y disminución de la incidencia de la tasa de pobreza, se iba cristalizando un « núcleo duro » de pobreza, que iban quedando marginados del mercado de trabajo, aún de los puestos de menor calificación a los que tradicionalmente accedían¹.

Visto en perspectiva, estas transformaciones macrosociales tuvieron sus manifestaciones en el nivel micro, como se advierte al ver en forma diacrónica los estudios locales sobre las estrategias adaptativas de los hogares. Hasta principios de los 90, las estrategias presentadas en los estudios tienen dos características en común: la inclusión de diversos bienes y servicios como objetivos (alimentos, ropa, hábitat, determinados bienes colectivos) y un determinado horizonte temporal de planificación para la eventual consecución de los mismos (p.ej. Jelín y Feijoo, 1981; Feijoo, 1992). A medida que avanzaba la década, las investigaciones iban mostrando una paulatina reducción del abanico de los bienes y servicios buscados así como de la perspectiva temporal de las estrategias. Así, en los trabajos más recientes, las estrategias son exclusivamente alimentarias y centradas en el día a día, en familias que carecen de absolutamente todo tipo de ingreso monetario: es decir, la cuestión que se plantean es cómo conseguir alimentos para ese día. Objetivos para el que, habiendo prácticamente desaparecido el trabajo como recurso potencial, cobra una centralidad inusitada los planes sociales alimentarios distribuidos en los barrios (Cravino *et al.*, 2002).

La centralidad de este tipo de estrategias va llevando a una reconstrucción de una historia personal y familiar que sigue los vaivenes de las trayectorias alimentarias: las jefas de familia del Gran Buenos Aires entrevistadas en el trabajo citado relatan « *primero comimos en el plan país, después en el Plan Vida, ahora en el Eva Perón* », diferenciando entre los miembros de las familias que

están dentro y fuera de la focalización de los planes, generando acciones alternativas para alimentar a los excluidos, por ejemplo, trabajando gratuitamente en los comedores públicos para, de manera más o menos solapada, poder llevar restos de alimentos al hogar para los que han quedado fuera. A una mayor escala, se delinear los « barrios bajos planes »: áreas donde toda la población está de un modo u otro relacionado con los planes asistenciales produciéndose la paradoja de la universalidad: todo el barrio aparece como beneficiario de planes que están definidos como focalizados.

Recapitulando entonces, la estabilidad económica de principios de los 90, la disminución de la pobreza por ingresos y la pérdida de sensibilidad de las categorías específicas para medir la pobreza tradicional, contribuyeron a un cierto desconcierto sobre las transformaciones que se estaban produciendo en una pobreza estructural que, durante los 90 fue cambiando su fisonomía tanto a nivel macro como micro social.

EVOLUCIÓN E IMPACTO DE LA NUEVA POBREZA

Al igual que lo sucedido con la pobreza estructural, creemos que la nueva pobreza también conoce transformaciones en los 90 que todavía no han sido bien precisadas. Ante todo, esta categoría fue cambiando en cuanto a la población que caracterizaba. En un primer momento, hasta mediados de los 90, se diferenciaba del uso dado en Europa Occidental, porque mientras allí aparecía ligado sobre todo al desempleo de larga duración, en el caso argentino nombraba a una población que había sufrido una gran depreciación de sus ingresos pero sin haber perdido su lugar en el mercado de trabajo. Dicho de otro modo, se trataba de una situación de disminución de status pero sin que haya habido una destitución del rol (Linton, 1945).

El fuerte aumento del desempleo a partir de 1995 cambia esta situación. La categoría nombra ahora tanto a los que se empobrecen por depreciación de ingresos como por pérdida del trabajo. Pero la irrupción del desempleo no llevó a que la nueva pobreza se pensara cercana al modo europeo, donde el debate se centraba sobre todo en la implementación de políticas novedosas cuando las medidas tradicionales se revelaron insuficientes. Al fin de cuentas, la nueva pobreza irrumpe en el espacio público argentino en plena reforma neoliberal y disminución de las protecciones sociales, por lo que la cuestión de los derechos estaba ausente como dimensión central de las políticas públicas. Tampoco la discusión se declinó, como en el caso norteamericano, donde la pregnancia de la responsabilidad individual y la sospecha velada que pende sobre los asistidos, centraba el debate en un constante clivaje entre pobres meritorios o no de ayuda social (*deserving/undeserving poor*) como terreno de disputa central entre progresistas y conservadores.

En el caso argentino, la ausencia de un Estado social fuerte como en Europa tanto como la inexistencia de una corriente neoconservadora crítica de políticas asistenciales como en Estados Unidos, llevó a que el debate se estructurara en torno a otros ejes. En un estudio que realizamos en 1995, la imagen social de los desempleados era la de individuos que deben hacer frente a su nueva situación con sus propios medios. Si bien el desempleo se planteaba como un problema colectivo, en tanto tocaba a una parte creciente de la población, una

vez afectado, esa persona sola debe responder por su suerte. Del lado de las investigaciones, los trabajos se centraban en las formas de adaptación personal y familiar, en las formas que los sujetos tratan de encontrar « su lugar en el mercado » para poder sobrevivir (Kessler, 1996; Prelorán, 1995). Más recientemente, con el correr de los años y la auto-organización de grupos de desempleados estructurales, hay un pasaje al estudio de sus acciones colectivas (Svampa y Pereyra, 2003). Por su parte, para las políticas públicas, la pregunta central de la época era qué tipo de población aparece como beneficiaria prioritaria y cómo focalizarla correctamente. Sin embargo, en un contexto de ajuste estructural, las políticas sociales se centraban casi exclusivamente en los sectores de pobres estructurales, por lo que los nuevos pobres nunca contaron con programas específicamente dirigidos y pensados para ellos.

En el punto anterior señalamos que ha habido algunos fenómenos que no se advirtieron en el diagnóstico social de los años 90, a lo que también contribuyó ciertas limitaciones en el análisis del alcance de la nueva pobreza. Lo inusitado de la pauperización de los sectores medios llevó a que la mirada de los investigadores se centre en lo sucedido al interior de estos grupos, sin preguntarse por su impacto en el conjunto de la sociedad y, en particular, sobre los pobres estructurales. Hoy vemos que el empobrecimiento de los nuevos pobres y su desplazamiento de distintos sectores de actividad en los 90 (sector público, pequeño comercio e industria) estuvo en la base de un proceso de recambio de los pobres de vieja data por nuevos pobres en puestos de baja calificación y en otros que, producto de la modernización conocida por la estructura económica en los 90, se fueron recalificando y, por ende, no podían ser ocupados por sus anteriores ocupantes de bajo nivel educativo. Esto contribuyó a que grupos de pobres estructurales de cierta edad y baja calificación, máxime si habitaban más lejos de las fuentes de trabajo, fueran transformándose en inelegibles para el mercado de trabajo, contribuyendo a lo que podríamos llamar una « desestructuración » de la pobreza estructural, que en parte describimos en el punto anterior.

Además de este cambio en la población categorizada como nueva pobre, la ya más de una década de pauperización, ha generado transformaciones al interior de este grupo. En primer lugar, ha llevado a la emergencia de problemas sociales producto de los años de caída, como por ejemplo, el aumento de embargos de inmuebles y otras propiedades por deudas acumuladas durante años. En segundo lugar, muchos derroteros que a principios de los 90 aparecían como de exclusiva movilidad descendente, vistas hoy son lo que llamamos *trayectorias inestables*. En un trabajo reciente sobre movilidad ocupacional que realizamos en Buenos Aires (Espinoza y Kessler, 2003) observamos cómo ciertos individuos empobrecidos a comienzos de la década, vieron en fases de crecimiento posterior mejorar su situación para, en muchos casos, volver en luego a caer.

Un factor de complejidad adicional radica en la concomitancia de otros dos fenómenos. En los años 90 se produce una modernización de la estructura económica que genera una movilidad estructural ascendente, es decir el incremento absoluto y relativo de puestos considerados de clase media por el nivel de calificaciones requerido. Sin embargo, al mismo tiempo, disminuyen los beneficios y niveles de bienestar de tales puestos, producto de la degradación de los ingresos y de la precarización general del trabajo. En

consecuencia, en muchos casos hubo movilidad ascendente inter o intrageneracional en cuanto al tipo de puestos ocupado pero sin ganar -o aún perdiendo- bienestar respecto del pasado; proceso al que llamamos *movilidad espúrea o espúrea* (Espinoza y Kessler *op.cit.*).

Otro fenómeno llamativo en el trabajo citado es la *movilidad inconsistente*, esto es cuando detectamos una simultaneidad entre una movilidad ascendente según criterios objetivos con una percepción subjetiva de trayectoria descendente. ¿Por qué añorar una ocupación de menor jerarquía? Sin duda la creciente inestabilidad del mundo del trabajo sea un factor de peso. Al fin y al cabo, un individuo puede haber ganado en jerarquía ocupacional, social – y aún en ingresos corrientes- pero la pérdida de estabilidad afectaría su percepción de bienestar, que excede a la dimensión económica e incluye, por ejemplo, la existencia de certidumbres sobre su futuro. Esto nos obliga a repensar las categorías que utilizamos para pensar la movilidad social, ¿son acordes al significado que los individuos dan a sus trayectorias o, por el contrario, el desfase con sus percepciones subjetivas cuestionaría las clasificaciones existentes? Pareciera que los profundos cambios estructurales, comunes a la Argentina y otros países de la región, no pueden ser aprehendidos exclusivamente con las categorías tradicionales de estratificación, requiriendo que le agreguemos otros niveles de complejidad.

Los nuevos pobres fueron también cambiando su relación con lo político y la acción colectiva. A comienzos de los 90 observamos una pobreza de « puertas adentro », que no generaba acciones ni estrategias colectivas. Hoy, como lo muestra Inés González Bombal (2002) en su estudio del Club del Trueque -experiencia de intercambios de bienes y servicios que llegó a nuclear alrededor de un millón de personas en su momento de mayor auge-, así como los trabajos posteriores a los eventos de diciembre de 2001, sobre Asambleas barriales y asociaciones de ahorristas con fondos caucionados en los bancos (Svampa 2002), los sectores medios empobrecidos han cruzado la puerta y organizan acciones colectivas. Al mismo tiempo, parecen haberse distendido estrategias de distinción de parte de los nuevos pobres para diferenciarse de los « verdaderos pobres », como observábamos nosotros hace una década. Los estudios de los clubes del trueque muestran una suerte de « integración hacia abajo » ¿ a qué nos referimos? Nuevos pobres y sectores populares en descenso que compartes estos espacios, comienzan a intercambiar bienes y servicios y, de este modo, entablan lazos novedosos. No obstante, este nuevo entramado adquiere implicancias distintas para cada sector: mientras que para los sectores populares que acceden así a servicios inéditos (p.ej. atención psicológica) es vivido como un ascenso social, para los sectores medios sus nuevas relaciones son la confirmación que la expulsión social de la clase media ha tenido efectivamente lugar.

Visto una década más tarde, la (aún llamada) nueva pobreza ha presentado cambios respecto de sus manifestaciones originales: ella también parece haberse conocido un proceso de heterogeneización. Es que aparecen distintos grupos que van cayendo en distintas épocas, presentando características y trayectorias diversas, con una complejidad interna creciente, dado que mientras tanto, a nivel macrosocial, tienen lugar procesos estructurales que impactan en su condiciones de vidas, en la puesta en sentido de esa experiencia y en su relación con otros estratos sociales.

DEL DESEMPLEO A LA INESTABILIDAD LABORAL

Cuando el desempleo comienza a cobrar una magnitud inusitada en los 90, rápidamente se evidenció sus diferencias respecto de lo que sucedía en Europa Occidental. Mientras que en esta región, el problema central es el desempleo de larga duración; en el caso argentino, si bien se ha constituido, como hemos dicho, un núcleo duro de pobres estructurales excluidos del mercado de trabajo, la situación mayoritaria es la inestabilidad o volatilidad laboral. ¿A qué nos referimos? O. Altimir y L. Beccaria (1999) señalan que la mayor parte de los puestos de trabajo creados en los noventa corresponden a posiciones precarias, con bajas remuneraciones, sin cobertura social y con una nula protección al despido. Consecuentemente, su volatilidad es muy alta, implicando una elevada inestabilidad de los ingresos. A estos puestos acceden, sobre todo, aquellos con menor nivel educativo y calificación, más aún si son nuevos trabajadores. Del lado de la sociedad se van entonces configurando trayectorias laborales signadas por la inestabilidad: una alta rotación entre puestos distintos, todos ellos precarios, poco calificados, de corta duración, intercalados por periodos de desempleo, subempleo y aún de salida del mundo laboral como producto del desaliento.

Sin duda, el impacto social de la expansión es muy vasto, más de lo que aún sabemos y diferente de las consecuencias de la pobreza y del desempleo de larga duración. En nuestros últimos trabajos intentamos reflexionar al respecto. Por ejemplo, en un estudio basado en datos cuantitativos de 1997 de la Encuesta de Desarrollo Social (Beccaria y Kessler, 1999) sobre el impacto en las familias de la inestabilidad de los perceptores, observamos que los jóvenes pertenecientes a hogares de ingresos medios pero inestables, tenían una tasa de deserción mucho mayor que sus pares pertenecientes a ingresos bajos pero estables. Es decir, la inestabilidad llevaba a que los adolescentes varones ocuparan el rol de mano de obra adicional frente a la inestabilidad de sus padres, dificultando la continuidad de su formación educativa.

Más genéricamente, la extensión de la inestabilidad laboral obliga a cambiar visiones tradicionales sobre la pobreza. Es que la inestabilidad lleva, como muestran los trabajos recientes (Beccaria, 2001), a un aumento de las dinámicas de entrada y salida de la pobreza, esto es, cada vez más hogares pasan, al menos transitoriamente, por periodos de pobreza. Situación que plantea una serie de problemas para los trabajos sociológicos, acostumbrados a poder diferenciar más netamente entre pobres y no pobres, con una identidad, ubicación socioespacial y comportamientos distinguibles. Nos exige, sobre todo, a pensar más en términos de pobreza como estado y no de pobres como grupo social, así como a la necesidad de distinguir entre una pobreza estable y otra transitoria. Esto último es un problema particularmente acuciante para las políticas públicas que requieren focalizar su población a partir de ciertos atributos estables y se encuentran que la posesión de un empleo y de un ingreso en un momento determinado, no permite predecir cuál será la situación de la persona en el corto plazo.

El impacto de la inestabilidad laboral aparece también en relación al aumento de delitos contra la propiedad que se registran durante los años 90 en la Argentina y sobre lo que gira la mayor parte de nuestro trabajo reciente (Gayol y Kessler, 2002; Golbert y Kessler, 2000; Kessler, 2002). *Necesitas*

guita sí o sí, salís a buscar, si conseguís trabajás, sino salís a robar nos decía lacónicamente un joven en el año 2000: de hecho, la mayoría de nuestros entrevistados había trabajado alguna vez, ya sea antes o durante la realización de actividades ilegales. Y si nuestro interés primordial fue analizar la realización de delitos contra la propiedad por parte de jóvenes, una vez frente a nuestros entrevistados, vimos que las fronteras otrora aparentemente más claras, entre trabajo y delito, así como en otro orden entre escuela y delito² iban desdibujándose. No se trataba entonces de una población dedicada al delito a tiempo completo, sino que combinaba – simultánea o sucesivamente – trabajos inestables con actividades ilegales. En rigor, la inestabilidad no era un dato novedoso para estos jóvenes, sino que en muchos casos ya había sido experimentada por sus padres, en general jóvenes, que han ingresado al mercado de trabajo a mediados de los '80, manifestando trayectorias laborales íntegramente inestables.

La inestabilidad laboral se naturaliza a medida que la imagen del trabajo estable se desdibuja de la experiencia transmitida por sus padres y otros adultos de su entorno. Y si esto dificulta imaginar alguna movilidad ascendente futura, en el presente llevaba a que el trabajo se transforme en un recurso de obtención de ingresos más junto al pedido en la vía pública, el « apriete »³, el « peaje »⁴ y el robo; pudiendo recurrir a unos o a otros según la oportunidad y el momento. Nuestros entrevistados combinaban de diferentes formas trabajo y robo; algunos alternaban entre puestos precarios y, cuando escaseaban, perpetraban acciones delictivas para más tarde volver a trabajar. Otros mantenían una tarea principal – en algunos casos el robo, en otros el trabajo- y realizaban la actividad complementaria como « changa » para completar sus ingresos. En ciertos casos, salían a robar los fines de semana con los mismos compañeros del trabajo.

¿Cómo pensar este pasaje del trabajo a su combinación con otras actividades, que hemos denominado el pasaje de la lógica del trabajador a la del proveedor?⁵ La diferencia se ubicaba en la fuente de legitimidad de los recursos obtenidos. En la lógica del trabajador, ésta residía en el *origen* del dinero: fruto del trabajo honesto en una ocupación respetable y reconocida socialmente. En la lógica de la provisión, en cambio, la legitimidad ya no se encuentra en el origen del dinero, sino en su *utilización* para satisfacer necesidades. O sea, cualquier recurso, sin importar su procedencia, es legítimo si permite cubrir una necesidad. Estas no se restringen a aquellas consideradas básicas, como la comida, sino que incluyen a otras definidas por los mismos individuos: necesidad puede ser ayudar a la madre, pagar un impuesto, pero también, comprarse ropa, cerveza, marihuana, festejarle un cumpleaños a un amigo y hasta realizar un viaje para conocer las Cataratas del Iguazú.

Sin embargo, el problema de la inestabilidad no se limita a los ingresos, sino que cuando ahondamos en sus experiencias laborales, era evidente que éstas no podrían haber generado el tipo de socialización tradicionalmente asociada al trabajo. Relataban pasajes cortos por ocupaciones diversas, que no los calificaban en un oficio o actividad determinada. Por un lado, la inestabilidad atenta contra la generación de una identidad laboral de algún tipo: de oficio, sindical o aún de pertenencia a una empresa. Por otro, se ha ido perdiendo el rol formativo de los espacios de trabajo para los excluidos del sistema educativo secundario o terciario. Pero lo que nos interesa recalcar es que la lógi-

ca de la provisión está sumamente extendida, no se restringe a los jóvenes que realizan actividades delictivas. Así, observamos que el delito no es un criterio diferenciador para los grupos de pares: es bastante aceptado que en un grupo algunos roban y otros no, a la vez, participan en varios círculos sociales simultáneos: en algunos se roban, mientras en otros realizan otras actividades. Pareciera haberse extendido una cierta legitimidad del robo en la extensión de la lógica de la provisión en contextos territoriales determinados.

Las consecuencias de la inestabilidad laboral se irradian en otras esferas de la vida de los jóvenes entrevistados. Algo sorprendente en todo el trabajo de campo fue la dificultad que tenían para percibir la existencia de la ley, entendida como una terceridad que legítimamente podía intervenir en los conflictos privados. Es así que no comprendían por qué razón si robaban y, cercados por la policía, devolvían el botín a la víctima y hasta le pedían perdón, igualmente eran detenidos. Menos ocultaban su indignación cuando contaban que un vecino los había denunciado por robar en otro barrio: « *no entiendo...¿y él por qué se mete, si yo a él no lo robé...?* »

Tal dilución de toda instancia facultadas para intervenir en los conflictos de los individuos llegaba al punto de obviar cualquier referencia al Estado como responsable en alguna medida por sus suertes. « Cuando al término de una descripción pormenorizada de sus necesidades y padecimientos se les preguntaba qué rol cabría al Estado en su resolución, a menudo la pregunta ni siquiera era comprendida. » *¿...el estado de qué?* preguntaban un tanto perplejos. ¿Qué llevó al desdibujamiento de la ley? Por supuesto que lo primero que surge es una historia nacional donde sobran los ejemplos de una sociedad y, sobre todo, de sus grupos más poderosos actuando contra la ley. En la experiencia cotidiana de estos jóvenes ninguna institución aparece como representante de la ley y, menos que menos, la policía. Para ellos se trata de otra banda, potentemente armada y preparada, a la que se teme mucho más por la posibilidad de morir o ser lastimado al caer entre sus manos que por la certeza de que los conduzca ante la ley.

Pero, volviendo al tema que nos compete, indudablemente la precarización del trabajo influye en esta situación. En el pasado reciente, el trabajo era un terreno de experiencia de derechos sociales y laborales, como bien muestra E. Jelín (1996). Parte de la formación en el trabajo consistía en ir conociendo y apelando a leyes que regulaban la relación con los patrones, ya sea limitando la explotación, mediando los conflictos o en la puja distributiva por beneficios; la ley estaba también presente compensando al trabajador ante la adversidad, en un accidente o una enfermedad. Nada de esto se insinuaba siquiera en los relatos de nuestros entrevistados. Ni en su propia experiencia ni en la de sus padres la ley y el derecho tiene alguna relación con el trabajo. Tan es así que se refieren a ocupaciones de las que los echaron sin siquiera pagarles los días trabajados, sin que supieran bien por qué los despedían. Relatan arreglos de palabra para trabajar que nunca fueron explícitos en cuanto a las reglas que regían la relación, ni siquiera la paga. Algunos sufrieron inclusive accidentes en puestos precarios y fueron enviados a sus casas, heridos, en el momento mismo, sin siquiera recibir atención médica. Es decir, el mundo del trabajo desaparece como un espacio de experiencia de la ley; más bien todo lo contrario, cuando se les pregunta qué aprendieron en su pasaje por el mundo del

trabajo, aparece más bien un « aprendizaje negativo » (*aprendí a no confiar en nadie; a que siempre te la dan por atrás*).

Ahora bien, la ausencia de ley no implica la desaparición de juicios morales sobre sus acciones como marco normativo de referencia. Un caso paradigmático es el de un joven que cuenta indignado una ocasión en la que fue a robar a una casa. Coloca el caño del revolver en la cabeza de los hijos del dueño y el hombre niega tener dinero. Recién cuando pone el arma en su cabeza la víctima saca el botín escondido. Nuestro entrevistado no puede ocultar su ira mientras relata el hecho « *¡qué clase de padre es, le importa más su vida que la de sus hijos! ¡debería haberlo matado!* » Y antes de irse, le clava su cuchillo en el muslo « *para que aprenda* ». Su indignación y la aparente legitimidad del juicio es incomprensible sin pensar en esa ausencia de una idea mayor de legalidad que, justamente, enmarque la acción en tanto delito y, por ende, invalide el juicio moral personal.

En resumen, con características diferentes al desempleo y a la pobreza, la inestabilidad laboral, experiencia mayoritaria de relación con el mundo del trabajo en la Argentina actual, irradia su impacto, directa o indirectamente, en distintas instancias de la vida social y plantea la necesidad de un campo de estudio específico.

¿DESAFILIACIÓN O ECONOMÍA MORAL ?

Terminamos estas páginas ilustrando una forma en que otro problema clásico de la investigación, -la articulación entre conceptos propios a la tradición local y otros del debate internacional-, se nos presentó en nuestro trabajo. Nos referimos a un interrogante central de la cuestión social: sobre lo sucedido con las relaciones microsociales en los años 90. Tradicionalmente, se ha esbozado panoramas opuestos entre este tema en los países desarrollados, en especial Europa, y América Latina. Trabajos provenientes de países desarrollados identifican un paralelismo entre la fragilización de las relaciones de trabajo y el debilitamiento de los vínculos sociales, lo que R. Castel ha llamado desafiliación. Se describe un nuevo escenario en el que los individuos han sido despojados de sus marcas identitarias tradicionales y cuyas nuevas demandas no pueden ser totalmente cubiertas por un Estado Benefactor en crisis. Pero las décadas de protección estatal habrían contribuido a debilitar los lazos horizontales de solidaridad por lo que hoy, cuando estos serían más necesarios que nunca, los sujetos se hallan librados a un « individualismo negativo ». La situación de América Latina se ha descrito como una imagen invertida de la europea. Como los Estados eran deficitarios en su rol de protección social, sobrevivían lazos comunitarios que cubrían tales carencias. Los trabajos de los años 70, inaugurados por el clásico libro de L. Lomnitz (1975) *¿Cómo sobreviven los marginados?* sobre redes de sectores populares en una barriada popular de México contribuyeron a expandir esta imagen.

No se trata de un tema menor ni para el debate académico ni para las políticas sociales, en particular aquellas con focalización territorial. Estas adoptan – implícita o explícitamente- alguna hipótesis sobre el capital social de las comunidades en las que trabajan. Distinto serán las implicancias de considerar que el tejido de una comunidad está erosionado, por lo que difícilmente

los programas sociales podrán apoyarse en él para su ejecución que sostener que existe una sólida trama social con la que contar como recurso. Y nuestra impresión es que muchos estudios y ejecutores de políticas han adoptado a la vez, tanto una como otra concepción, sin haber tomado en cuenta que ambas preconizan hipótesis opuestas.

¿Qué ha sucedido entonces en la Argentina? Se trata de un tema sobre el que no teníamos aún muchas evidencias empíricas, por lo que intentamos con datos de encuestas de 1997 y 1998 establecer algunas hipótesis exploratorias (Beccaria y Kessler, 1999; Katzman *et al.*, 1999). El trabajo muestra algo distinto a las imágenes tradicionales de América Latina, aunque tampoco coincidente con las europeas. Para ello, utilizamos el tipo de operacionalización hecho en Francia por S. Paugam *et al.* (1993), quienes verifican empíricamente la hipótesis de la desafiliación. Examinamos entonces indicadores de capital social agrupadas en relaciones primarias, ligadas a la familia, secundarias, referidas al sostén relacional de amigos, vecinos y parientes más lejanos y un círculo terciarios cuyo indicador será el grado de inserción en instituciones y la participación en acciones colectivas. El resultado mostraba que no parecía haber diferencias en los indicadores sobre capital social en los distintos estratos sociales. Esto contradice la visión según la cual en América Latina los sectores bajos suplían la falta de recursos monetarios y de políticas compensatorias con redes solidarias. Tampoco se corroboraba la teoría de la desafiliación que suponía la correlación entre fragilización laboral y relacional.

En los trabajos tradicionales de la región se presentan redes de intercambios recíprocos y muy frecuentes, delimitados barrialmente, por los que circulan bienes y servicios. En nuestro caso, se detectan una suerte de « redes de asistencia » en dirección de los más carentes al interior de una determinada red de relaciones pre-existentes, que no tiene necesariamente límites barriales ni tampoco exclusivamente centrada en las relaciones primarias. Se trataba de redes activadas en forma periódica, a veces muy espaciadamente, ante necesidades puntuales, como la falta de dinero para hacer pago a una deuda de servicios o en los gastos extra-cotidianos y no estaban signados necesariamente por la reciprocidad.

Al realizar el trabajo hace unos pocos años, nos preguntábamos por qué no se establecían redes de intercambio de mayor magnitud, más cercanas al modelo clásico, dado que la situación de necesidad de los sectores populares argentino sin duda lo haría necesario. Una posibilidad que pensamos es que en las últimas décadas los lazos comunitarios se hubieran debilitado. En efecto, los estudios de la región mostraban que las redes se originaban al interior de lazos familiares de origen rural o de poblaciones pequeñas, como aparece claramente en Méjico y en un estudio del Gran Buenos Aires de hace dos décadas (Ramos, 1981). El nacimiento de nuevas generaciones completamente urbanas, los cambios residenciales, la pérdida de centralidad de los lazos familiares habrían contribuido a tal debilitamiento. En segundo lugar, posiblemente la pauperización haya también producido el pasaje que señala Mercedes González de la Rocha (2002), de los « recursos de la pobreza a la pobreza de los recursos », llevando a que no puedan cumplirse las condiciones de base para garantizar todo intercambio.

Ahora bien, realizamos estas reflexiones a partir de datos recogidos en 1997 y 1998, posiblemente los años de crisis transcurridos desde entonces

hayan cambiado las condiciones de emergencia de algún tipo de redes. No necesariamente aquellas estudiadas tradicionalmente en América Latina, al menos no parece haber una preponderancia de ese tipo de intercambio, aunque aparecen formas novedosas, como el análisis del club del trueque o de las acciones sociales desarrolladas por los movimientos de desocupados. Se trata de un tema del que todavía tenemos pocas evidencias empíricas y los estudios cualitativos actuales no muestran tendencias uniformes, pero que sin duda en un contexto de alta volubilidad nos obliga a poner en cuestión de forma constante nuestros hallazgos, aún los recientes.

CONSIDERACIONES FINALES

La vertiginosidad de transformaciones socioeconómicas, como es habitual, no favoreció la reflexión intelectual sobre aquello que se estaba produciendo en los 90; aunque tampoco estamos muy seguros que hubiera sido posible hacerlo, sin la distancia y la posibilidad de comparar datos y formas de investigación que hoy tenemos. Sin duda, los cambios no han cesado, y a aquello que tuvo lugar en los 80 y 90 se sume la consecuencia de la violenta crisis que eclosionó en el 2001. Si algún aprendizaje podemos extraer sobre la forma en que trabajamos en la década pasada, es la necesidad de una mayor diálogo tanto entre las distintas formas de estudiar lo social así como entre este campo de estudio y lo político. Sin duda desde la reinstauración democrática ha habido un cúmulo importante de estudios de tipo cuantitativo, una estandarización de las categorías oficiales, tanto como una suma de trabajos de carácter etnográfico, sobre condiciones de vida y sobre políticas públicas, pero aún nos queda fortalecer los puentes entre los distintos abordajes, metodologías y perspectivas conceptuales, así como un debate profundo producto del encuentro entre las formas de categorización oficial de los fenómenos y los hallazgos provistos por otros tipos de estudios, en particular los de tipo cualitativo. Pero a las limitaciones señaladas, se agrega una, quizás la más grave: nuestras fuentes de datos, ya sea estadísticas como cualitativas, comprenden una parte limitada del país: sólo sabemos de forma periódica lo que sucede en los principales centros urbanos cubiertos por el sistema estadístico nacional y, por su parte, los trabajos de indole cualitativo se reducen en general a las mayores urbes, radio de acción del trabajo de los investigadores. Más allá de los conflictos sociales en regiones alejadas de Buenos Aires, que aparecen y desaparecen de las pantallas, siguiendo la lógica de la novedad de los medios, poco sabemos sobre la cuestión social en las áreas donde viven alrededor de la mitad de la población, que se distribuye entre áreas rurales y ciudades pequeñas o medianas; carecemos, por ejemplo, de cifras oficiales y casi de trabajos etnográficos sobre la pobreza rural.

Por último, la agenda de investigación futura debería incluir temas que vinculen la cuestión social y cuestión política, como por ejemplo, la pregunta sobre el impacto de la década neoliberal en las concepciones de justicia y sobre lo justo en la población. Responder a este interrogante parece previo a otro que, creo, será uno de los temas centrales a reflexionar en América Latina en los próximos años, me refiero a las implicancias de la desigualdad. Los estudios sobre distribución del ingreso nos señalan que vivimos en la región

más desigual del planeta, pero nos falta aún ahondar en las implicancias de dicha desigualdad en otras esferas de la vida social, en la subjetividad de la población, en la sociabilidad, en los comportamientos políticos y, por qué no, en nuestras formas de pensar y hacer investigación social.

Notes

- 1 En rigor, una advertencia al respecto aparece en el trabajo de Murmisy Feldman de 1992 sobre « heterogeneidad de la pobreza ».
- 2 Datos de la dirección de menores infractores para 1998 muestran que el 58 % de los menores imputados por delitos contra la propiedad concurrían a la escuela primaria o secundaria.
- 3 Es una forma de pedido en la vía pública en la que hay una velada amenaza de violencia que no llega a concretarse.
- 4 Su forma más habitual es la de un grupo de jóvenes que bloquea un área de pasaje obligado en la vía pública y exige a los transeúntes dinero para dejarlos pasar.
- 5 D. Merklen (2001) encuentra algo similar en su lógica del cazador en su estudio sobre asentamientos en Buenos Aires. Jóvenes que viven en los márgenes, que buscan las oportunidades coyunturales en cada uno de los momentos.

Bibliografía

- Altimir, O. y Beccaria, L. 1999, *El Mercado de Trabajo bajo el Nuevo Régimen Económico en la Argentina*. Santiago de Chile. CEPAL. Serie Reformas Económicas 28.
- Beccaria, L., 2001, *Empleo e integración social*. Buenos Aires, FCE, Colección Popular.
- Beccaria, L. y Kessler, G. 1999, « Heterogeneidad social y fuentes de desventajas: el caso argentino » presentado a la Reunión de la Red de Economía Social, Lima, 1999.
- Cravino, M. C., Fournier, M., Neufeld, M.R. y Soldano, D. 2002, « Sociabilidad y micropolítica en un barrio planes », en Andrenacci, L. (org.) *Cuestión social y política social en el Gran Buenos Aires*. Buenos Aires, UNGS-Ediciones al Margen.
- Espinoza, V. y Kessler, G. 2003, *Movilidad social y trayectorias ocupacionales en la Argentina: continuidades, rupturas y algunas paradojas del caso de Buenos Aires*. Santiago de Chile, CEPAL, Documento de la División Políticas Sociales.
- Feijóo, M. C. 1992, « Los gasoleros: estrategias de consumo de los nupo », en Minujin, A. (éd.) *Cuesta Abajo. Los nuevos pobres: efectos de la crisis en la sociedad argentina*. Buenos Aires, UNICEF/Losada.
- Gayol, S. y Kessler, G. (comps.) 2002, *Delitos, violencias y justicias en la Argentina*. Buenos Aires, Manantial.
- Golbert, L. y Kessler, G. 2001, « Violencia urbana y cohesión social en la Argentina », en K. Vaitsos, *La cohesión social y gobernabilidad económica en la Argentina*. Buenos Aires, PNUD-Eudeba.
- Gonzalez Bombal, I. 2002, « Sociabilidad en clases medias en descenso: experiencias en el trueque », en AA.VV., *Sociedad y sociabilidad en la Argentina de los 90*. Buenos Aires, UNGS-Biblos.
- Gonzalez de la Rocha, M. 2002, *Private Adjustments: Household Responses to the erosion of work*. SEPED Conferences Paper Series.
- Jelin, E. et al. 1996, *Vida cotidiana y control institucional en la Argentina de los 90*. Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano.

- Jelin, E. y Feijoo, M.C. 1981, *Estrategias familiares en períodos de crisis*. Buenos Aires, CEDES.
- Kaztman, R., Beccaria, L., Filgueira, F., Golbert, L. y Kessler, G. 1999, *Activos, pobreza y exclusión social*. Santiago de Chile, OIT.
- Kessler, G. 1996, « *Algunas implicancias de la experiencia de desocupación para el individuo y sus familias* », en Beccaria, L. y Lopez, N., Sin trabajo. Las características del desempleo y sus efectos en la sociedad argentina. Buenos Aires, UNICEF-Losada.
- Kessler, G. 1998, « *Le processus de paupérisation de la classe moyenne argentine (1976-1995)* ». Tesis de Doctorado, EHESS, Paris.
- Kessler, G. 1999, « *El Impacto social del desempleo. Aportes de la experiencia internacional* », en *Revista Socialis* n° 1, Buenos Aires.
- Kessler, G. 2002, « *De proveedores, vecinos y barderos* », en AA. VV., *Sociedad y Sociabilidad en la Argentina de los 90*. Buenos Aires, Biblos-UNGS.
- Kessler, G. y Minujin, A. 1995, *La Nueva Pobreza en la Argentina*. Buenos Aires, Planeta-Temas de Hoy.
- Linton, R. 1945, *The Cultural Background of Personality*. New York, Appleton-Century.
- Lomnitz, L. 1975, *¿Cómo sobreviven los marginados?* México, Siglo XXI.
- Merklen, D. 2001, « *Vivir en los márgenes. La lógica del cazador* », en Svampa, M. (comp.) *Desde Abajo*. Buenos Aires, UNGS-Biblos.
- Minujin, A. 1992, *Cuesta Abajo. Los nuevos pobres: efectos de la crisis en la sociedad argentina*. Buenos Aires, UNICEF-Losada.
- Murmis, M. y Feldman, S. 1992, « *La heterogeneidad social de la pobreza* », en Minujin, A., *Cuesta Abajo. Los nuevos pobres: efectos de la crisis en la sociedad argentina*. Buenos Aires, UNICEF-Losada.
- Paugam, S., Zoyem, J.-P., Charbonnel, J.-M. 1993, *Précarité et risque d'exclusion en France*. Paris, La Documentation Française, Documents du Centre d'Etude des Revenus et des Coûts, n° 109, Paris.
- Prelorán, N. 1995, *Aguantando la caída*. Buenos Aires, Mutantia.
- Ramos, S. 1981, *Las relaciones de parentesco y la ayuda mutua en los sectores populares urbanos: un estudio de caso*. Buenos Aires, CEDES.
- Svampa, M. 2002, *Movimientos sociales en la Argentina de hoy. Primera Parte. Las Asambleas Vecinales*. Buenos Aires, inédito.
- Svampa, M. y Pereyra, S. 2003, *De la ruta a los barrios. La Experiencia de las organizaciones piqueteras*. Buenos Aires, Biblos.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

L'article présente les débats sur la pauvreté et, en général, sur la question sociale en Argentine dans les années quatre-vingt-dix dans un contexte de changement social accéléré dû à l'application énergique de la réforme néo-libérale. Il met en évidence la remise en question des catégories officielles, combinée à l'absence d'une réflexion articulant question sociale et question politique; il propose une confrontation entre les traditions intellectuelles latinoaméricaines, notamment celle ayant trait à l'« économie morale », et les notions en vigueur dans les pays du centre, entre autres, celle de « désaffiliation »; enfin, il interroge le poids des catégories proposées par les organismes internationaux finançant des politiques sociales et des projets de recherche dans ce domaine.

Este artículo presenta la forma en que se estructuró la reflexión sobre la cuestión social en la Argentina de los noventa. Era un contexto de cambio social veloz debido a la enérgica reforma neoliberal que cuestionaba la pertinencia de categorías oficiales encargadas de trazar el mapa social del momento. A esto se sumaba tanto el escaso contacto entre la reflexión social y la reflexión política como el hecho que las tradiciones intelectuales locales se confrontaban con los conceptos en boga en los países centrales así como con las nociones propulsadas por los organismos internacionales financiadores de investigaciones y de políticas sociales.

Definida dicha compleja interacción de variables y condicionantes, el trabajo adopta una perspectiva comparativa con fenómenos similares en países centrales y presenta las transformaciones producidas en los años noventa al interior de la pobreza; se pregunta sobre las características particulares que adopta el desempleo en la Argentina respecto de sus manifestaciones europeas y, por último, comparando la visión europea de la desafiliación y la tradición latinoamericana de la « economía moral », ilustra la articulación, no carente de contradicciones, entre conceptos propios a la tradición latinoamericana y otras provenientes del campo internacional.

The paper presents the debates on poverty, and in general on the « social question » in Argentina experiencing a rapid social change due to the drastic application of the neo-liberal reforms during the ninties. First, it shows how the « new poverty » which has not been examined in relation with politics challenged the official categorizations used till then; secondly, it questions in a comparative perspective the latino-american intellectual tradition, namely the tradition of « moral economy » theories, and the european school of thought, such as the theory of « desaffiliation »; lastly, it discusses the influence of the schemes of analysis proposed by the international institutions financing social policy projects and related research.

Mots clés: Argentine, années 1990, pauvreté, catégories sociales, recherche, politiques sociales

Palabras claves: Argentina, años noventa, pobreza, categorías sociales, investigaciones, políticas sociales

Keywords: Argentina, the Ninties, poverty, social categories, research, social policy

L'INTÉRÊT DE L'ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES (ACP) POUR LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

PRÉSENTATION À PARTIR D'UNE ÉTUDE SUR LE MEXIQUE

MARC GUERRIEN*

L'ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES (ACP) est un outil extrêmement puissant de compression et de synthèse de l'information, très utile lorsque l'on est en présence d'une somme importante de données quantitatives à traiter et interpréter. L'apparition au cours des dernières années de logiciels chaque fois plus performants et faciles à utiliser¹ rend aujourd'hui accessibles ce type d'analyses des données à tous les chercheurs en sciences sociales, et non plus aux seuls spécialistes. C'est pourquoi nous proposons ici de présenter le principe et l'intérêt de l'ACP à partir d'un exemple simple, celui d'une analyse portant sur les trente-deux États fédérés mexicains fondée sur 12 variables démographiques socio-économiques et culturelles. On a volontairement choisi comme cas d'étude un espace familier à de nombreux lecteurs des *Cahiers des Amériques Latines*, afin de mettre en lumière l'efficacité d'une méthode d'analyse des données applicable à toute aire géographique et culturelle.

L'ACP est une analyse factorielle, en ce sens qu'elle produit des facteurs (ou axes principaux) qui sont des *combinaisons linéaires* des *variables* initiales, hiérarchisées et indépendantes les unes des autres. On appelle parfois ces facteurs des « dimensions latentes », du fait qu'ils sont l'« expression de processus généraux dirigeant la répartition de plusieurs phénomènes qui se retrouvent ainsi corrélés entre eux » (Béguin & Pumain, 2000). On va voir que, dans le cas du Mexique, la proportion des actifs gagnant plus de 5 salaires minimaux

* ATER, Université de Paris VII (marc.guerrien@tele2.fr).

est un principe de différenciation qui va conditionner toute une série d'autres facteurs (niveaux d'équipement en ordinateurs ou automobiles, confort des logements, etc.). Plutôt que d'effectuer une représentation cartographique pour chacune des variables retenues pour l'étude nous offrant des informations souvent récurrentes et redondantes, le calcul de quelques *composantes principales*² concentrant l'essentiel de l'information contenue dans la *matrice* - ou *tableau* - de données de départ permet de distinguer très clairement les grandes tendances de l'organisation spatiale de l'espace étudié, sans se noyer dans une mer de chiffres difficilement interprétables.

CHOIX DE LA POPULATION ET DES VARIABLES

L'ACP se réalise sur une *population* donnée. Dans l'exemple choisi ici, les *individus statistiques* constituant cette *population* sont les 32 États mexicains, mais il peut tout aussi bien s'agir de pays, de régions, de communes, de quartiers, de personnes, ou d'objets quelconques. La première étape, essentielle, consiste à choisir des variables à partir desquelles on veut réaliser l'ACP. Suivant ce que l'on analyse, on choisira telle ou telle variable. En général, lorsque l'on travaille sur des unités spatiales de tailles inégales, il est préférable qu'elles soient sous la forme de taux, de moyennes ou de proportions, pour éviter des corrélations structurelles biaisant l'analyse³. Dans notre exemple, on a retenu comme variables un taux (taux de fécondité), deux moyennes (densité d'habitant au km² et nombre moyen d'habitants par logement), et 9 proportions (celles de la population âgée de moins de 15 ans, de la population de plus de 15 ans ayant accédé à l'éducation supérieure, des actifs gagnant moins de deux salaires minimaux, des actifs gagnant plus de 5 salaires minimaux, des logements dont le sol est en terre, des logements dont les occupants sont propriétaires, des foyers équipés d'une voiture, des foyers équipés d'un ordinateur et des foyers dont le chef est une femme). On a sélectionné ces diverses variables, issues du recensement réalisé en 2000 au Mexique par l'Institut National d'Économie, Géographie et Informatique (INEGI), pour dresser un portrait global de la population et du logement dans ce pays aujourd'hui, et identifier les grandes divisions spatiales qui marquent son territoire. Elles nous ont en effet paru être des indicateurs intéressants des niveaux de développement démographique, économique et culturel, mais le choix garde toujours une part de subjectivité. C'est pourquoi il demeure toujours essentiel d'avoir une bonne connaissance du terrain avant de réaliser ce type d'analyses, une variable pouvant s'avérer intéressante dans une société donnée, mais pas dans une autre⁴.

LECTURE DE LA MATRICE DES CORRÉLATIONS

Une fois les variables sélectionnées, le calcul de la matrice des *corrélations*⁵ permet d'analyser les relations bilatérales existant entre les différentes variables retenues.

TABLEAU N° 1 : MATRICE DES CORRÉLATIONS ENTRE LES DOUZE VARIABLES DE DÉPART.

	densité	<15	educ'	fic.	5 s. m.	2 s. m.	préca.	prop.	voit.	ordl.	ferm.	hb/foy.
densité	1.00											
<15	-0.54	1.00										
educ'	0.60	-0.83	1.00									
fic.	-0.30	0.53	-0.37	1.00								
5 s. m.	0.26	-0.70	0.73	-0.34	1.00							
2 s. m.	-0.03	0.40	-0.48	0.16	-0.84	1.00						
préca.	-0.24	0.66	-0.64	0.37	-0.72	0.49	1.00					
prop.	-0.31	0.56	-0.48	0.31	-0.64	0.54	0.49	1.00				
voit.	0.05	-0.56	0.53	-0.13	0.79	-0.78	-0.67	-0.45	1.00			
ordl.	0.59	-0.77	0.82	-0.46	0.86	-0.66	-0.71	-0.63	0.66	1.00		
ferm.	0.47	-0.10	0.10	0.15	-0.14	0.10	0.24	-0.13	-0.09	0.40	1.00	
hb/foy.	-0.22	0.75	-0.58	0.26	-0.60	0.41	0.41	0.53	-0.54	-0.15	-0.09	1.00

Ici, la matrice permet par exemple d'observer la relation positive forte entre la proportion d'actifs gagnant plus de 5 salaires minimaux et les proportions de foyers équipés d'un ordinateur ou d'une voiture, de constater les relations négatives entre ces variables et la proportion de population âgée de moins de 15 ans ou le nombre d'habitants par foyers, etc. Toutes ces corrélations entre variables vont conditionner la composition des axes factoriels dont le sens et la signification s'interpréteront en fonction de leur corrélation avec chaque variable.

PART DE LA VARIANCE EXPLIQUÉE PAR LES AXES FACTORIELS

La diagonalisation par le logiciel de la matrice de données de départ - ici de format (12 x 32) - donne un *histogramme des valeurs propres* indiquant la part de l'ensemble de l'information contenue sur chaque facteur, ou composante principale. Les axes sont indépendants les uns des autres et se croisent au centre d'un nuage de points correspondant aux *individus statistiques* (ici les États) disséminés dans un espace dont le nombre de dimensions est égal au nombre de variables (ici 12 dimensions donc). Tout l'intérêt de l'ACP réside dans cette indépendance puisque ce sont des informations et des organisations spatiales de nature bien différentes que l'analyse fait ressortir pour chaque axe. Par ailleurs, du fait que les facteurs sont hiérarchisés et prennent des parts décroissantes de la variance, les premiers axes concentrent généralement l'essentiel de l'information, ce qui facilite plus encore l'analyse. Dans notre exemple, on peut lire dans la troisième colonne du tableau ci-joint que le premier axe de l'ACP, correspondant à la première valeur propre, concentre

SCIENTIFIQUE

à lui seul plus de la moitié de l'ensemble de l'information (53,33 %). Le second et le troisième axe en regroupant chacun respectivement 14,88 % et 9,47 %, plus des trois quarts de la variance (77,68 %) est expliquée par ces trois premiers axes. On peut donc se contenter de retenir ces trois axes pour l'analyse, l'information contenue sur les 9 autres pouvant être considérée comme résiduelle. À noter que si la variance expliquée par les trois premiers facteurs avait été plus faible (par exemple seulement 60 ou 65 % de l'information), on aurait éventuellement pu prendre en compte le quatrième axe, et si elle avait été plus élevée sur les deux premiers (par exemple 75 ou 80 % de la variance expliquée), on aurait pu négliger la troisième composante principale sans perdre trop de l'information contenue dans le tableau de départ.

TABLEAU N° 2 : VALEURS PROPRES λ_k ET POURCENTAGE DE LA VARIANCE EXPLIQUÉE PAR CHAQUE AXE FACTORIEL.

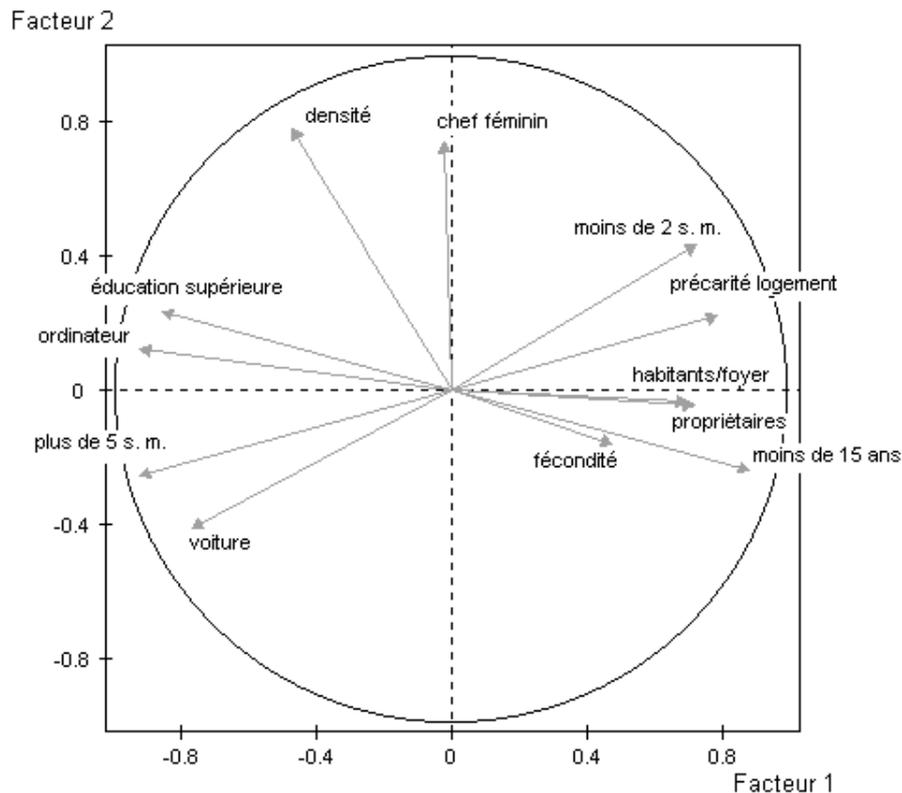
Numéro facteur	Valeur propre	Part de la variance totale expliquée (%)	Part de la variance totale expliquée (% cumulé)
k	λ_k	$\lambda_k / \sum \lambda_k$	$(\sum \lambda_k) / \sum \lambda_k$
1	6.3995	53.33	53.33
2	1.7858	14.88	68.21
3	1.1360	9.47	77.68
4	0.7488	6.24	83.92
5	0.6363	5.30	89.22
6	0.4396	3.66	92.88
7	0.3581	2.98	95.87
8	0.1784	1.49	97.35
9	0.1215	1.01	98.37
10	0.0929	0.77	99.14
11	0.0681	0.57	99.71
12	0.0350	0.29	100.00

ANALYSE DES CORRÉLATIONS VARIABLES-FACTEURS

La lecture pour chacun des facteurs retenus des corrélations avec les 12 variables permet ensuite de déterminer leur signification concrète. Dans notre exemple, on voit sur le cercle des corrélations entre les deux premières composantes principales et les 12 variables que le facteur 1 s'avère être un indicateur de sous-développement. En effet, en projetant orthogonalement les vecteurs sur cet axe 1, on constate des corrélations positives avec les indicateurs de pauvreté et de précarité (proportion d'actifs gagnant moins de 2 salaires minimaux, proportion de logements dont le sol est en terre, etc.) et des corrélations négatives avec les indicateurs de richesse et développement (proportion d'actifs gagnant plus de 5 salaires minimaux, proportions de la population ayant accédé à l'éducation supérieure, taux d'équipements en voitures et en ordinateurs, etc.).

Les États qui ont les coordonnées positives les plus élevées sur ce premier facteur sont donc les plus sous-développés (Guerrero, Oaxaca, Chiapas), alors que ceux qui ont les coordonnées négatives les plus fortes sont les plus riches (District Fédéral, Basse Californie Nord et Sud, Nuevo León, etc.).

FIGURE N° 1A: CORRELATIONS ENTRE LES DOUZE VARIABLES ET LES FACTEURS 1 ET 2.

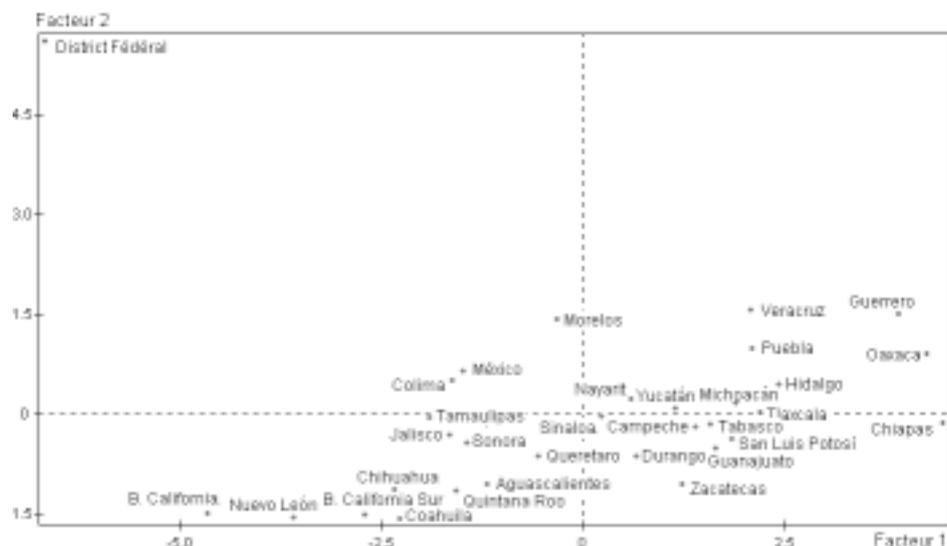


Une fois déterminée la signification de l'axe factoriel et le positionnement respectif des *individus statistiques* étudiés sur cet axe, on peut faire une représentation cartographique en faisant une partition de l'ensemble des *individus* en fonction de leurs coordonnées sur cet axe. Le nombre de classes retenues pour cette partition sera plus ou moins élevé en fonction du degré de précision que l'on veut atteindre. Dans notre exemple, on peut répartir les 32 *individus statistiques* que sont les États en six classes d'étendue égale symétriques par rapport à l'origine. La représentation cartographique que l'on obtient alors fait apparaître très nettement la division entre un Nord prospère (grâce notamment aux industries *maquiladoras* et d'une manière générale à sa position stratégique à la frontière des États-Unis) et un Sud sous-développé, ces deux extrêmes étant séparés par une vaste zone assez homogène de niveau

SCIENTIFIQUE

intermédiaire. On notera néanmoins le positionnement atypiquement favorable de Quintana Roo (à l'extrême Est du pays), lié à la présence de l'« or bleu » caribéen.

FIGURE N° 1B: COORDONNÉES DES INDIVIDUS SUR LES FACTEURS 1 ET 2.



On procède de la même manière pour l'axe 2, pour constater que les États qui ont des coordonnées positives élevées sur cet axe sont à la fois denses, comptent relativement peu de riches et beaucoup de pauvres mais ont plutôt un niveau relatif d'éducation élevé et des mœurs plus modernes (District Fédéral et à un degré moindre Morelos, Veracruz, Guerrero, etc.). À l'inverse avec des coordonnées négatives élevées apparaissent les États où l'on trouve des niveaux de culture et d'éducation plus médiocres relativement au niveau de richesse matérielle (Coahuila, Basse Californie Nord et Sud, Nuevo León, Quintana Roo, etc.). La représentation cartographique fait apparaître un autre type de division spatiale, distinguant le centre du pays de ses périphéries.

En ce qui concerne l'axe 3, en suivant exactement la même méthode, on obtient une carte qui fait apparaître une division entre l'Est et l'Ouest du pays. Les coordonnées positives sur cet axe correspondant aux zones pauvres et peu dynamiques démographiquement, on voit logiquement apparaître avec des valeurs supérieures à 0 les États du Golfe, qui se caractérisent par des niveaux de pauvreté relativement élevés mais un accroissement naturel modéré. À l'inverse, on retrouve avec des coordonnées négatives les États de la façade du Pacifique, qui ont pour caractéristiques un plus grand dynamisme démographique et des niveaux de pauvreté très variables.

CARTE N° 1 : LES ÉTATS EN FONCTION DE LEUR COORDONNÉE X_{1i} SUR LE PREMIER AXE FACTORIEL
(NIVEAU RELATIF DE RICHESSE ET DE DÉVELOPPEMENT DES ÉTATS MEXICAINS).



500 km



Marc Guerrier 2003 - INEGI Scinec 2000 - SPAD 4.0 - Adobe Illustrator 6.0 - Philcarte.

SCIENTIFIQUE

CARTE N° 2 : LES ÉTATS EN FONCTION DE LEUR COORDONNÉE X_{2i} SUR LE DEUXIÈME AXE FACTORIEL (NIVEAU RELATIF CULTUREL ET D'ÉDUCATION DES ÉTATS MEXICAINS PAR RAPPORT À LEUR RICHESSE).



500 km



Marc Guerrien 2003 - INEGI Ciencia 2000 - SPAD 4.0 - Adobe Illustrator 8.0 - Pivcarta.

FIGURE N° 2A : CORRÉLATIONS ENTRE LES DOUZE VARIABLES ET LES FACTEURS 1 ET 3.

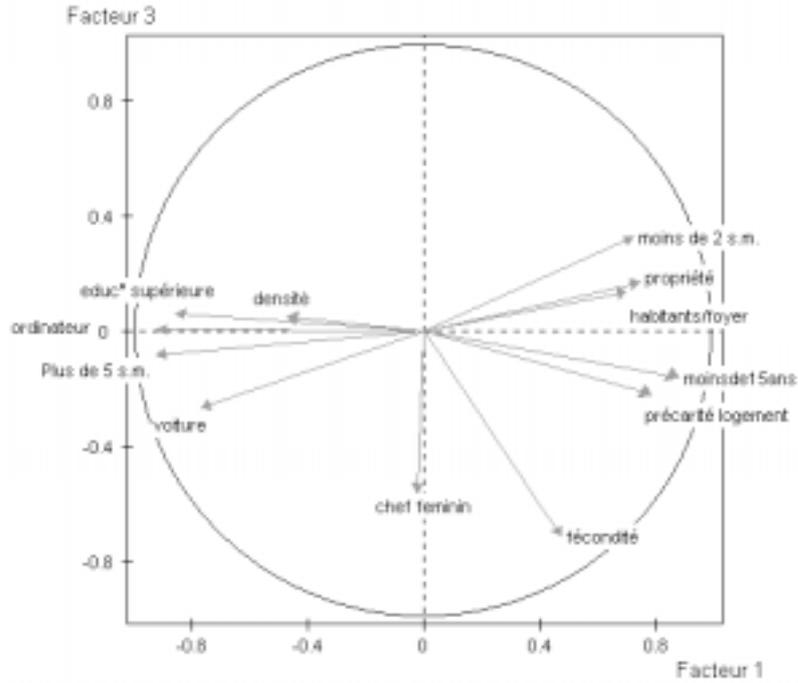
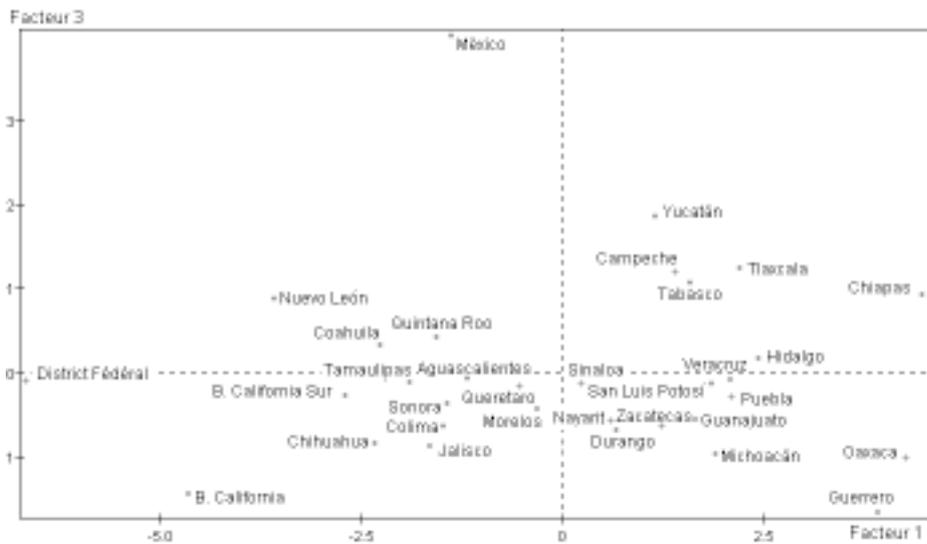
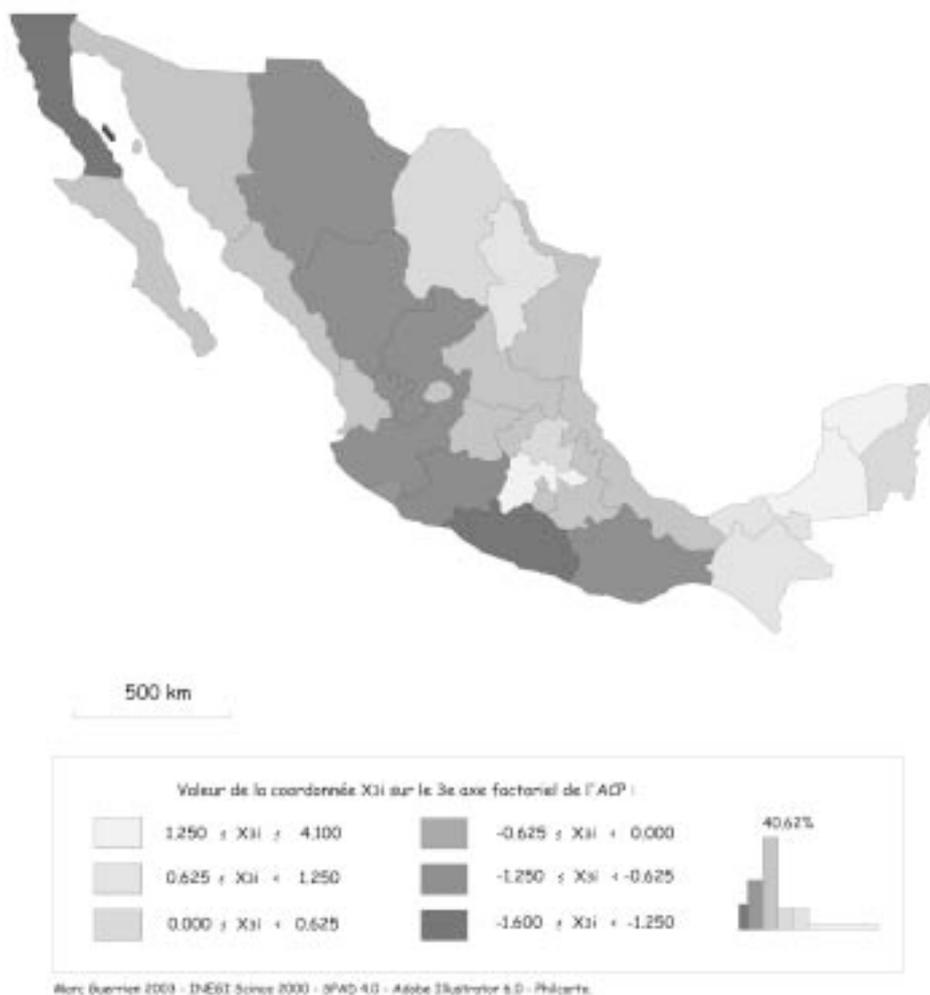


FIGURE N° 2B : COORDONNÉES DES INDIVIDUS SUR LES FACTEURS 1 ET 3.



CARTE N° 3 : LES ÉTATS EN FONCTION DE LEUR COORDONNÉE X_{3i} SUR LE TROISIÈME AXE FACTORIEL (LE DEGRÉ DE DYNAMISME DÉMOGRAPHIQUE RAPPORTÉ AU NIVEAU DE PAUVRETÉ DES ÉTATS MEXICAINS).



On retiendra de cet exemple mexicain que l'ACP nous a permis de compresser une somme considérable d'information (284 données de départ) pour en dégager l'essentiel, à savoir trois grands types de divisions socio-spatiales de nature distinctes (Nord/Sud pour le développement, centre/périphérie pour le niveau relatif d'éducation et de culture et Est/Ouest pour le dynamisme démographique). On a ainsi en quelque sorte résumé 12 cartes en 3, avec une perte négligeable d'information, ce qui facilite évidemment d'autant l'analyse des tendances de l'organisation spatiale du territoire.

Une foule d'interprétations plus fines peuvent être menées en analysant en détail les corrélations entre chaque variable et chaque facteur, et en observant le positionnement précis de chaque individu sur les axes. Mais ce n'était guère l'objet de notre propos ici, qui était de présenter brièvement une méthode d'analyse des données à la fois accessible à tous - y compris à ceux qui ne sont guère familiers du maniement des chiffres et des méthodes de traitements statistiques - et particulièrement puissante et efficace pour synthétiser une masse importante d'informations et en faire ressortir l'essentiel.

Notes

- 1 Le logiciel français SPAD est particulièrement bien conçu et très pratique à l'usage.
- 2 Pour éviter la confusion du lecteur, il faut souligner que lorsque l'on parle de « composantes principales », « facteurs » ou « axes factoriels », on désigne exactement la même chose.
- 3 Ce qui arrive si l'on utilise par exemple des variables comme « population totale » et « population âgée de moins de 15 ans », l'une faisant partie de l'autre.
- 4 Par exemple au Mexique, il est bien plus intéressant d'étudier la proportion des foyers équipés d'un ordinateur que celles équipés d'une télévision, la première variant beaucoup plus suivant les groupes sociaux que la seconde (pratiquement toutes les familles désirant posséder un téléviseur en disposent aujourd'hui). Pour la même raison, il est plus intéressant de retenir la proportion de la population ayant accédé à l'éducation supérieure plutôt que celle de la population alphabétisée. Par contre, si l'on étudiait par exemple un pays comme Haïti, la proportion de foyers équipés en ordinateurs y est si faible qu'il serait sans doute plus intéressant d'étudier celle de ceux équipés d'un téléviseur, de même que l'étude des taux d'alphabétisation y serait beaucoup plus pertinente que dans le cas du Mexique.
- 5 Le coefficient de corrélation entre deux variables, égal au rapport entre la covariance entre ces deux variables et le produit de leurs écart-types respectifs, permet de mesurer le sens et l'intensité de la relation entre celles-ci. Si sa valeur est négative, cela signifie que d'une manière générale quand la valeur de la première variable augmente, celle de la deuxième diminue, et réciproquement (un exemple très simple: la proportion d'hommes et de femmes dans la population). À l'inverse si la valeur est positive, cela signifie que les deux variables augmentent et diminuent ensemble. Indépendamment du sens de la relation, la valeur absolue du coefficient permet de mesurer l'intensité de la relation entre les deux variables: plus elle est proche de 1, plus la relation est forte, plus elle s'approche de 0 moins elle n'a de signification lorsque l'on a comme ici que quelques dizaines d'individus statistiques, on ne considère en général comme significatifs que les coefficients ayant une valeur absolue supérieure à 0,5 c'est à dire compris entre -1 et -0,5 ou entre +0,5 et +1.

Bibliographie

Pour les lecteurs non initiés désireux d'en savoir plus sur les méthodes d'analyse des données et de traitement statistique en général en géographie et en sciences sociales, on recommande particulièrement deux ouvrages de référence, caractérisés à la fois par leur grande clarté et leur rigueur, quoique chacun dans un registre différent. Le « Wonnacott & Wonnacott » est de type manuel, d'ailleurs considéré par beaucoup comme la référence mon-

diale dans le domaine de la statistique descriptive et inductive. Il intéressera ceux qui veulent approfondir leur connaissance des concepts statistiques, et qui ont un minimum de bagage en mathématiques. L'ouvrage de Denise Pumain et Michèle Béguin, sans équivalent en France, est lui accessible à un plus large public et expose très clairement l'essentiel des méthodes de représentation graphique et cartographique utilisées aujourd'hui en sciences sociales, ainsi que le principe et l'intérêt des différents types d'analyses des données les plus répandus.

Béguin M., Pumain D., 2000 (2^e ed.), *La représentation des données géographiques, statistique et cartographie*, Paris, Armand Colin.

Wonnacott T.H., Wonnacott R.J., 1988 (3^e ed.), *Statistique*, Paris, Economica.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

L'analyse en composantes principales (ACP) est un outil extrêmement puissant de synthèse de l'information, très utile lorsque l'on est en présence d'une somme importante de données quantitatives à traiter et interpréter. L'apparition au cours des dernières années de logiciels chaque fois plus performants et faciles à utiliser rend aujourd'hui accessible ce type d'analyses des données à tous les chercheurs en sciences sociales, et non plus aux seuls spécialistes. C'est pourquoi nous proposons ici de présenter le principe et l'intérêt de l'ACP à partir d'un exemple simple, celui d'une analyse portant sur les trente-deux entités fédérales du Mexique fondée sur 12 variables démographiques socio-économiques et culturelles.

El análisis en componentes principales (ACP) es un instrumento muy poderoso de síntesis de la información, muy útil cuando tenemos que desglosar y analizar una gran cantidad de datos cuantitativos. En los últimos años, la aparición de programas informáticos cada vez más eficientes y de manejo sencillo hace que este tipo de

análisis de datos es hoy en día al alcance no solo de los especialistas sino también de todos los investigadores en ciencias sociales. El propósito de este artículo es exponer los principios y el interés de la ACP, a partir de un ejemplo básico, es decir un análisis abarcando los 32 entidades federales mexicanas, basado sobre 12 variables demográficas, socio-ecómicas y culturales.

The analysis in principal components (APC) is an extremely powerful tool for synthesis of information, very useful when one is in the presence of a important sum of quantitative information to treat and interpret. The appearance during last years of softwares each time more powerful and easy to use makes today accessible this type of analyses to all the researchers in social sciences, and not only to the specialists. This is why we propose here to present the principle and interest of the ACP, starting from a simple example : an analysis relating to the thirty-two Mexican federal entities founded on 12 socio-economic and cultural demographic variables.

Mots clés: analyse en composantes principales, logiciels performants, sciences sociales, Mexique, 32 entités fédérales, 12 variables

Palabras claves: análisis en componentes principales, programas eficientes, ciencias sociales, México, 32 entidades federales, 12 variables

Keywords: analysis in principal components, powerful softwares, social sciences, Mexico, 32 federal entities, 12 variables